

Présenté par
Valérie PÉCRESSE
Présidente du conseil régional
d'Île-de-France

**POLITIQUES RÉGIONALES BIODIVERSITÉ - EAU - ÎLOTS DE FRAÎCHEUR - AIR ÉNERGIE CLIMAT-
AFFECTATIONS 2023**

Sommaire

EXPOSÉ DES MOTIFS	3
PROJET DE DÉLIBÉRATION	12
ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION	27
Annexe 1 Fiches projets Eau	28
Annexe 2 Fiches projets Îlots de fraîcheur	44
Annexe 3 Récupérateurs d'eaux pluviales	89
Annexe 4 Fiches projets Biodiversité	91
Annexe 5 Avenant convention LPO 2022-2024	108
Annexe 6 Fiches projets RNR	114
Annexe 7 Convention de transfert de crédit Etat - Région	123
Annexe 8 Petit Patrimoine Naturel	127
Annexe 9 Convention et fiche-projet Ventilation	131
Annexe 10 Fiches projets Stratégie Energie Climat	141
Annexe 11 modification de 2 fiches projets	214
Annexe 12 Changement de bénéficiaire-modification de convention et réaffectation	219
Annexe 13 Projet de statuts EPTB Oise Aisne	237
Annexe 14 Convention ADP-FFA-Région	277
Annexe 15 Avenant à la convention hydrogène en Vallée de Seine	288
Annexe 16 Convention tripartite ADEME Région BRGM	291

EXPOSÉ DES MOTIFS

1. Affectations

Les affectations proposées dans ce rapport s'inscrivent dans le cadre de la mise en œuvre :

- de la Stratégie Régionale pour la Biodiversité, adoptée par délibération n° CR 2019-060 du 21 novembre 2019 ;
- de la Stratégie en faveur de l'eau, des milieux aquatiques et humides, adoptée par délibération n° CR 103-16 du 22 septembre 2016 ;
- du plan « Un nouvel air pour l'Île-de-France », adopté par délibération n° CR 2023-010 du 30 mars 2023 ;
- de la « Stratégie régionale énergie-climat », adoptée par délibération n° CR 2018-016 du 3 juillet 2018.

1. 1 Sur le volet de la politique de l'eau et des milieux aquatiques

1.1.1 Affectations en faveur de la préservation, de la restauration et de la valorisation des milieux aquatiques et humides

La Région, par délibération n° CP 2021-198 du 1^{er} avril 2021 modifiée, s'est engagée dans une stratégie visant en priorité la préservation, la restauration et la valorisation des milieux aquatiques et humides.

Le présent rapport mobilise à ce titre, **529 739 €** d'autorisations de programme disponibles sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 731 « Politique de l'eau », programme RE 731-001 (573001) « Politique de l'eau », action 573001022 « Milieux aquatiques et îlots de fraîcheur » pour les projets relatifs à la désimperméabilisation et végétalisation de cimetière, la réhabilitation des berges, la désartificialisation partielle des sols et végétalisation, la renaturation et l'infiltration d'eau pluviale.

A cet effet, il convient de transférer, au sein du chapitre 907 « environnement », code fonctionnel 731 « Politique de l'eau », 529 739 € du programme HP 731-001 (173001) « Politique de l'eau », action 17300102 « Milieux aquatiques et îlots de fraîcheur », vers le programme RE 731-001 (573001) « Politique de l'eau », action 573001022 « Milieux aquatiques et îlots de fraîcheur », du budget 2023.

Les fiches projets sont présentées en annexe 1 à la délibération.

1.1.2 Affectations au titre des dispositifs « Création d'îlots de fraîcheur, de toitures végétalisées et installation de fontaines », et « Soutien à l'installation de récupérateurs d'eau pluviale »

La Région, par délibération n° CP 2023-028 du 25 janvier 2023, a révisé le règlement d'intervention relatif au dispositif « Création d'îlots de fraîcheur, de toitures végétalisées et installation de fontaines », afin :

- de mettre l'accent sur les Solutions fondées sur la Nature permettant l'adaptation au changement climatique ;

- d'accompagner les collectivités pour le déploiement et le renforcement du maillage territorial des bornes-fontaines destinées à l'hydratation des franciliens (action 1.1 du Plan de Protection, de Résistance et d'Adaptation de la région Île-de-France face au changement climatique (PRACC) ;

Celle-ci a permis d'autre part, de soutenir l'installation de récupérateurs d'eau pluviale », afin :

- d'accompagner les particuliers qui souhaitent installer des récupérateurs d'eau de pluie pour un usage sanitaire et d'arrosage des jardins, afin de favoriser l'usage de l'eau à la source.

A ce titre, le présent rapport propose d'affecter un montant total de **2 235 341 €** d'autorisations de programme disponible sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 731 « Politique de l'eau », programme RE 731-001 (573001) « Politique de l'eau », action 573001022 « Milieux aquatiques et îlots de fraîcheur » :

- **2 198 512 € pour la création d'îlots de fraîcheur dans les territoires franciliens.**

Ces projets permettront la désimperméabilisation de 26 145 m², la plantation de 791 arbres et de 2 492 mètres linéaires de haies, ainsi que la mise en place 9 récupérateurs d'eau de pluie et 4 bornes-fontaines.

- **9 231 € pour l'installation de 3 bornes-fontaines dans l'espace public.**

Les fiches projets sont présentées en annexe 2 à la délibération.

- **27 598 € pour l'installation de 9 récupérateurs d'eau pluviale au profit de 6 particuliers.**

Le descriptif de ces opérations figure en annexe 3 à la délibération.

Pour des raisons de confidentialité sur les données personnelles, ces éléments ne figurent pas dans les fiches projets.

A cet effet, il convient de transférer au sein du chapitre 907 « Environnement », 2 235 341 € d'autorisations de programme vers le code fonctionnel 731 « Politique de l'eau », programme RE 731-001 (573001) « Politique de l'eau », action 573001022 « Milieux aquatiques et îlots de fraîcheur », soit :

- 1 500 000 € du code fonctionnel 731 « Politique de l'eau », programme HP 731-001 (173001) « Politique de l'eau », action 17300102 « Milieux aquatiques et îlots de fraîcheur » ;
- 735 341 € du code fonctionnel 76 « Préservation du patrimoine nature et gestion des risques technologiques », programme HP 176-003 (176003) « Protection de la biodiversité des milieux naturels et des paysages », action 17600303 « Plan vert et biodiversité », du budget 2023.

1.1.3 Versement de la cotisation annuelle au SMBVB

Pour 2023, il est proposé d'affecter **25 955 €** d'autorisations d'engagement disponibles sur le chapitre 937 « Environnement », code fonctionnel 731 « Politique de l'eau », programme HP 731-002 (173002) « Contrats trame verte et bleue », action 17300201 « Contrats trame verte et bleue », en faveur du **Syndicat mixte du bassin versant de la Bièvre (SMBVB)**.

Ce syndicat coordonne les actions en vue de la réouverture progressive de ce cours d'eau, seul affluent de la Seine ayant son ancienne confluence dans Paris, et anime le contrat Trame verte et bleue de la Bièvre, qui couvre tout le bassin versant. La Région étant membre du SMBVB, le montant de la cotisation est fixé statutairement par le Syndicat mixte en pourcentage du budget primitif et donc ajusté chaque année.

1.2 Sur le volet biodiversité

1.2.1 Affectations en faveur de la préservation, la restauration et la valorisation de la biodiversité au titre du dispositif « Reconquête de la biodiversité en Île-de-France »

Le présent rapport propose dans ce cadre d'affecter :

- **18 413 €** d'autorisations de programme, disponibles sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 76 « Préservation du patrimoine naturel et gestion de risques technologiques », programme RE 76-003 (576003) « Protection de la biodiversité, des milieux naturels et des paysages », action 576003052 « Investissements pour la biodiversité en lien avec l'Agence Régionale de la Biodiversité (ARB) » en faveur de 2 projets en investissement.
- **94 080 €** d'autorisations d'engagement disponibles sur le chapitre 937 « Environnement », code fonctionnel 76 « Préservation du patrimoine naturel et gestion de risques technologiques », programme RE 76-003 (576003) « Protection de la biodiversité, des milieux naturels et de paysages », action 576003082 « Actions en lien avec l'Agence Régionale de la Biodiversité (ARB) », en faveur de 5 projets en fonctionnement.

Les fiches projets sont présentées en annexe 4 à la délibération.

1.2.2 Soutien à l'Agence des Espaces Verts (AEV) / Île-de-France-Nature

Conformément à l'article 3.2 de la convention quinquennale d'objectifs et de moyens entre la région Île-de-France et l'Agence des Espaces Verts pour 2020-2024, adoptée par délibération n° CP 2020-118 du 4 mars 2020, la Région apporte son soutien à l'AEV par une subvention en investissement affectée en deux fois.

La première tranche a été votée par délibération n° CP 2023-219 du 5 juillet 2023.

Le présent rapport propose ainsi d'affecter la seconde tranche de la dotation 2023 représentant un montant total de **4 160 000 €** d'autorisations de programme, disponibles sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 76 « Patrimoine naturel », programme HP 76-001 (176001) « AEV - Île-de-France nature », action 17600101 « AEV - Île-de-France nature ».

A cette fin, il convient de procéder à un transfert de 2 000 000 € au sein du chapitre 907 « environnement », code fonctionnel 76 « Préservation du patrimoine naturel et gestion des risques technologiques », programme HP 76-003 (176003) « Protection de la biodiversité, des milieux naturels et des paysages », action 17600303 « Plan vert et biodiversité », vers le code fonctionnel 76 « Patrimoine naturel », programme HP 76-001 (176001) « AEV - Île-de-France nature », action 17600101 « AEV - Île-de-France nature », du budget 2023.

La fiche-projet y afférent est présentée en annexe 4 à la délibération.

1.2.3 Soutien aux grands partenariats

Le présent rapport d'approuver l'avenant à la convention « Grand partenariat pour la biodiversité » 2022-2024 avec la Ligue pour la protection des oiseaux (LPO) ainsi que la fiche-projet figurant en annexe 5 à la délibération et d'affecter **62 583 €** d'autorisations d'engagement disponibles sur le chapitre 937 « environnement », code fonctionnel 71 « Actions transversales », programme HP 71-004 (171004) « Actions transversales », action 17100402 « Soutien aux associations et organismes œuvrant pour l'environnement ».

1.2.4 Soutien aux Réserves naturelles régionales (RNR)

Dans le cadre de la gestion des RNR, le rapport propose de soutenir 4 dossiers et d'affecter un montant total de 146 320 €, dont :

- **40 757 €** d'autorisations de programme disponibles sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 76 « Préservation du patrimoine naturel et gestion des risques technologiques », programme RE 76-003 (576003) « Protection de la biodiversité, des milieux naturels et des paysages », action 576003022 « Investissement des Réserves naturelles régionales (RNR) », pour 1 projet en investissement ;
- **105 563 €** d'autorisations d'engagement disponibles sur le chapitre 937 « Environnement », code fonctionnel 76 « Préservation du patrimoine naturel et gestion des risques technologiques », programme RE 76-003 (576003) « Protection de la biodiversité, des milieux naturels et des paysages », action 576003072 « Réserves naturelles régionales », pour 3 projets en fonctionnement.

Les fiches-projets sont présentées en annexe 6 à la délibération.

1.2.5 Soutien à l'Animation d'un site Natura 2000

Dans le cadre du transfert de compétences relatives à la gestion des sites Natura 2000 exclusivement terrestres de l'Etat vers les régions, prévu par la loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale, la Région est désormais autorité de gestion des sites Natura 2000 de son territoire. A ce titre, elle est garante de certaines actions de suivis et de conservation concernant plusieurs sites simultanément, et qui ne sont donc pas menés directement par les structures porteuses.

Ce rapport propose ainsi d'affecter à **l'association Natur'Essonne pour l'animation du site des pelouses calcaires de la Haute Vallée de la Juine et du Gâtinais**, un montant de **28 640 €** d'autorisations d'engagement disponibles sur le chapitre 937 « Environnement », code fonctionnel 76 « Préservation du patrimoine naturel et gestion des risques technologiques », programme HP 76-006 (176006) « Protection de la biodiversité, des milieux naturels des paysages », action 17600306 « Aide aux actions de protection des milieux naturels et de la biodiversité ».

Elle assure les actions d'animation pour les deux sites Natura 2000 pour la deuxième moitié de l'année 2023.

Afin de permettre le versement des crédits pour l'animation des sites Natura 2000 en Île-de-France, il est proposé d'adopter la convention figurant en annexe 7 à la présente délibération.

1.2.6 Versement de la cotisation annuelle à l'UICN et soutien à l'association Tchendukua

A la suite du Congrès mondial de l'**UICN** de Marseille qui s'est déroulé du 3 au 11 septembre 2021, et conformément à la délibération n° CP 2021-457 du 22 septembre 2021, les démarches administratives nécessaires à l'adhésion de la Région à l'UICN ont été engagées.

Il est ainsi proposé de soutenir à hauteur de 9 284,75 € l'Union internationale pour la conservation de la nature et des ressources naturelles.

Par ailleurs, il est proposé d'affecter 15 000 € à **l'association Tchendukua** afin d'inscrire la Région Île-de-France dans la démarche du « diagnostic croisé de santé territoriale » pour faire de l'Île-de-France la première région d'Europe à expérimenter sur son territoire un laboratoire d'innovation publique, fondé sur le dialogue entre connaissances traditionnelles et savoirs scientifiques, pour tester d'autres manières d'être en relation avec le vivant et la nature et engager des démarches de résiliences territoriales.

Ainsi, pour soutenir ces 2 structures, il est proposé d'affecter **24 284,75 €** d'autorisations d'engagement, disponibles sur le chapitre 937 « Environnement », code fonctionnel 71 « Actions transversales », programme HP 71-004 (171004) « Actions transversales », action 17100402 « Soutien aux associations et organismes œuvrant pour l'environnement ».

1.2.7 Soutien au Syndicat Mixte pour l'aménagement de la Plaine de Pierrelaye-Bessancourt (SMAPP)

La région Île-de-France a adopté les statuts du SMAPP par délibération n° CR 2017-78 du 18 mai 2017 et en est membre. Le montant de la contribution est fixé statutairement par le Syndicat chaque année. Ainsi, il convient d'affecter **297 000 €** d'autorisations d'engagement disponibles sur le chapitre 937 « Environnement », code fonctionnel 76 « Patrimoine naturel », programme HP 76-006 (176006) « Protection des milieux naturels et des paysages », action 17600306 « Aide aux actions de protection des milieux naturels et de la biodiversité ».

1.2.8 Liste des lauréats retenus pour la labellisation régionale au titre du dispositif « 500 petits patrimoines naturels en Île-de-France »

La Région, par délibération n° CR 2022-010 du 16 février 2022, s'est engagée dans une politique de valorisation du petit patrimoine naturel francilien en adoptant le dispositif « 500 petits patrimoines naturels en Île-de-France ». Ce dispositif permet d'accorder une reconnaissance aux propriétaires et locataires s'engageant à respecter une charte de bonnes pratiques en faveur de la biodiversité. Les lauréats sont ainsi encouragés à renforcer le potentiel d'accueil de la biodiversité de leur espace à travers la remise d'un Kit Biodiversité et l'accompagnement vers des dispositifs de soutien financier adaptés à leur projet.

Il convient de désigner les lauréats de la session actuelle pour laquelle 66 tiers ont déposé un dossier de candidature, pour un total de 87 espaces de nature. Pour cette session, 76 espaces de nature répondent aux critères de la labellisation et 11 espaces ont été écartés en raison de leur inéligibilité.

La liste des lauréats est présentée en annexe 8 à la délibération.

1.3 sur le volet air

1.3.1 Affectation pour améliorer la ventilation dans les crèches, les écoles primaires franciliennes, les ALSH et les maisons de retraite

Il convient d'adopter une convention type avec les bénéficiaires de subventions régionales aux investissements pour ce dispositif.

Il est proposé de soutenir 1 opération pour un montant de **20 351 €** d'autorisations de programme disponibles sur le chapitre 907 « Environnement » code fonctionnel 74 « Politique de l'air », programme HP 74-001 (174001) « Qualité de l'air et climat », action 17400104 « Amélioration de la qualité de l'air dans le métro, le RER et l'espace public ».

La convention et la fiche-projet figurent en annexe 9 à la délibération.

1.3.2 Affectation pour l'organisation d'événements et valorisation des actions environnementales

Il est proposé d'affecter à cet effet, un montant de **8 000 €** d'autorisations d'engagement disponibles sur le chapitre 937 « Environnement », code fonctionnel 71 « Actions transversales », programme HP 71-008 (171008) « Actions transversales », action 17100403 « Etudes, prospectives et changement climatique ».

1.4 Sur le volet de la Politique climat, air, énergie : Affectations dans le cadre de la « Stratégie régionale énergie-climat »

Ce rapport propose de soutenir différents projets et d'affecter en investissement :

9 405 775 € disponibles sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 758 « Autres actions », programme RE 758-002 (575002) « Energie », action 575002032 « Energies renouvelables », pour soutenir 17 opérations, soit :

- 75 873 € en faveur de 3 opérations dans le cadre de « L'Aide aux études » ;
- 524 096,50 € en faveur de 10 opérations dans le cadre de l'appel à projets « développement des énergies renouvelables électriques » ;
- 8 805 805,50 € en faveur de 4 opérations dans le cadre de l'appel à projets « EnR&R chaleur et froid renouvelables ».

2 522 455,24 € disponibles sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 758 « Autres actions », programme HP 758-002 (175002) « Energie », action 17500202 « Efficacité énergétique et SEM », pour soutenir 18 opérations, soit :

- 1 796 819,57 € en faveur de 12 opérations dans le cadre de l'appel à projets « Modernisation de l'éclairage public et réduction de la pollution lumineuse » ;
- 725 635,67€ en faveur de 6 opérations dans le cadre de l'appel à projets « Rénovation énergétique des bâtiments publics ».

A cet effet, il convient de procéder à un transfert de 2 522 455,24 € d'autorisations de programme au sein du chapitre 907 « Environnement » du code fonctionnel, 74 « Politique de l'air », programme HP 74-001 (174001) « Qualité de l'air et climat », action 17400104 « Amélioration de la qualité de l'air dans le métro, le RER et l'espace public » vers le code fonctionnel 758 « Autres actions », programme HP 758-002 (175002) « Energie », action 17500202 « Efficacité énergétique et SEM », du budget 2023.

Les fiches projets correspondantes figurent en annexe 10 à la délibération.

2. Modifications administratives

2.1 Régularisations

En raison d'une erreur matérielle, dans le cadre du soutien aux structures locales de la transition énergétique, il est proposé de réaffecter **47 950 €** d'autorisations d'engagement disponibles sur le chapitre 937 « Environnement », code fonctionnel 758 « Autres actions », programme RE 758-002 (575002) « Energie », action 575002042 « Actions d'intérêt général dans le domaine de l'énergie » en faveur du Département de l'Essonne.(initialement allouée par délibération n° CP 2021-035 du 21 janvier 2021).

A cette fin, il convient de procéder à un transfert de 43 108,20 € au sein du chapitre 937 « environnement », code fonctionnel 7222 « Actions en matière de propreté et de nettoyage », programme HP 7222-003 (172003) « Fonds propreté », action 17200302 « Fonds propreté », vers le code fonctionnel 758 « Autres actions », programme RE 758-002 (575002) « Energie », action 575002042 « Actions d'intérêt général dans le domaine de l'énergie », du budget 2023.

Par délibération n° CP 2022-161 du 20 mai 2022, la Région a attribué à la société HYSETCO une subvention de 2 000 000 € pour son projet H 24FP (EX062769). L'ADEME a de son côté attribué une subvention de 13 367 270 €. Or, dans le cadre du régime cadre exempté de notification, les aides d'état ne peuvent excéder 15 millions d'euros par projet.

Par un courrier en date du 18 avril 2023, le porteur de projet a demandé à la Région le retrait d'une partie de la subvention pour satisfaire la réglementation européenne, soit une désaffectation partielle de 400 000 €. L'aide régionale s'élèvera donc à 1 600 000 € d'autorisations de programme disponibles sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 758 « Autres actions », programme HP 758-002 (75002) « Programme énergie », action 17500203 « Energies renouvelables ».

Les fiches projets ainsi modifiées figurent en annexe 11 à la délibération.

En outre, par rapport à l'opération directe n° D2300241 de 152 000 € affectée par délibération n° CP 2023-024 du 25 janvier 2023, afin de permettre le suivi du dispositif d'aide au kit bioéthanol, il est proposé de procéder à une désaffectation partielle de 129 000 € au sein du chapitre 937 « Environnement », code fonctionnel 71 « actions transversales » programme HP 71-004 (171004) « actions transversale », action 17100403 « Etudes, prospective et valorisation », du budget 2023. En effet, la quantité des dossiers traités, a permis un ajustement des dépenses prévues.

2.2. Changement de bénéficiaires

Par ailleurs, à la suite de plusieurs changements de bénéficiaires, il est proposé de transférer des affectations déjà allouées à de nouveaux bénéficiaires :

Concernant le dispositif Copropriétés durables :

- il est proposé de procéder au transfert du solde de la subvention de 101 248,13 € affectée initialement à BELLAJUAN OUEST IMMOBILIER par délibération n° CP 2017-554 du 22 novembre 2017 (dossier n° 17014783) au nouveau bénéficiaire HOMELAND ;
- il est proposé de procéder au transfert du solde de la subvention de 21 100 € affectée initialement à GENIEZ ADMINISTRATION DE BIENS par délibération n° CP 2017-193 du 17 mai 2017 (dossier n° 17006347) au nouveau bénéficiaire FONCIA MANSART.

Concernant le dispositif de soutien au projet de chaleur et froid renouvelable :

- il est proposé de procéder au transfert de l'intégralité de la subvention de 1 275 170,50 € affectée initialement à la commune de Villeneuve-Saint-Georges par délibération n° CP 2020-465 du 18 novembre 2020 (dossier n° 20004368) au nouveau bénéficiaire : le syndicat mixte pour la production et la distribution de chaleur.

Concernant le dispositif de soutien à la création de petites chaufferies :

- il est proposé de procéder au transfert de l'intégralité de la subvention de 249 639,30 € affectée initialement à COGEDIM par délibération n° CP 2023-072 du 29 mars 2023 (dossier n° EX070716) au nouveau bénéficiaire COGEDIM PARIS METROPOLE.

Les conventions et fiches-projets figurent en annexe 12 à la délibération.

3. Approbation des statuts et Adhésion à l'EPTB Oise Aisne

L'Entente Oise-Aisne est un syndicat mixte ouvert, Établissement public territorial de bassin, composé de 32 collectivités membres dont 5 départements (Aisne, Ardennes, Meuse, Oise et Val d'Oise).

Elle est compétente sur l'ensemble du bassin versant de l'Oise, de l'Aisne et de leurs affluents et exerce des compétences sur les problématiques de risques naturels (inondation par débordement de cours d'eau, ruissellement et coulées de boue) et de qualité des milieux aquatiques. Enfin, elle assure une coordination de l'ensemble des acteurs agissant sur le grand cycle de l'eau et rend des avis sur leurs projets.

Ainsi, il est proposé d'approuver les statuts de l'EPTB Oise Aisne, figurant en annexe 13 à la délibération afin que la Région puisse y adhérer.

4. Approbation de conventions et d'un avenant

4.1. Approbation d'une convention pour diminuer le bruit des avions écoles

Il est proposé d'équiper de silencieux les avions écoles utilisés par des aérodromes franciliens. A cet effet, il convient d'approuver une convention entre la Région Île-de-France, Aéroport de Paris et la Fédération française aéronautique.

La convention figure en annexe 14 à la délibération.

4.2 Convention de recherche & développement partagés relative au programme exploratoire des ressources de géothermie profonde de l'ouest et du sud parisien

Le BRGM, l'ADEME, et la Région Île-de-France ont décidé d'un commun accord de mener un programme de recherche et de développements partagés concernant la réalisation d'un Programme exploratoire des ressources de géothermie profonde de l'Ouest et du Sud parisien d'une durée prévisionnelle de vingt-quatre mois. Il est proposé d'approuver la convention.

Cette convention figure en annexe 15 à la délibération.

4.3 Avenant à la convention de groupement de commandes pour le développement d'écosystèmes hydrogène en Vallée de Seine

Dans le cadre de l'élaboration d'un schéma opérationnel interrégional Normandie-Île-de-France de déploiement de l'hydrogène (production, distribution et usages) en vallée de Seine, 30 000 € ont été affectés par délibération n° CP 2021-433 du 19 novembre 2021.

Par délibération n° CP 2022-026 du 28 janvier 2022, une convention de groupement de commandes pour une étude opérationnelle pour le développement d'écosystèmes hydrogène en Vallée de Seine a été signée sur la base d'un montant de 100 000 € (70 000 € pour la Normandie et 30 000 € pour l'Île-de-France.)

L'offre retenue étant de 130 680 €, il convient d'adopter l'avenant à la convention de groupement de commandes pour la préparation, la passation et l'exécution d'un marché pour la réalisation d'une étude pour le développement d'écosystèmes hydrogène en Vallée de Seine, figurant en annexe 16 à la délibération afin de modifier l'article 6 relatif aux dispositions financières. Le montant mobilisé par la Région Île-de-France reste toutefois identique.

5. Avis de la Région sur le projet de plan de protection de l'atmosphère

Dès 2016, la Région a fait de l'amélioration de la qualité de l'air une priorité. Si la situation s'améliore, les concentrations de certains polluants atmosphériques restent néanmoins supérieures aux valeurs recommandées par l'organisation mondiale de la santé. Aussi la Région a renforcé son action en faveur de la qualité de l'air en adoptant en mars 2023 le plan « un nouvel air pour Île-de-France ».

Les plans de protection de l'atmosphère sont élaborés par l'Etat. Ils doivent notamment fixer les objectifs à atteindre, énumérer les mesures préventives et correctives, d'application temporaire ou permanente, pouvant être prises en vue de réduire les émissions des sources de pollution atmosphérique, utiliser l'énergie de manière rationnelle et atteindre les objectifs fixés dans le respect des normes de qualité de l'air.

Ce projet de nouveau plan de protection de l'atmosphère concerne la période 2022-2030. Il couvre, comme le précédent, l'ensemble de la région Île-de-France, même si les actions sont plutôt concentrées sur le territoire métropolitain.

<https://www.drieat.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr/l-action-des-pouvoirs-publics-pour-la-qualite-de-l-a3783.html>

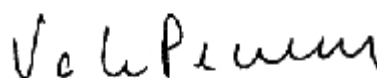
Le code de l'environnement prévoit un avis sur ce projet notamment des organes délibérants des communes, des établissements publics de coopération intercommunale et de la Région.

Île-de-France Mobilités, en charge du plan de mobilité sera également consulté sur ce projet de PPA. Ces avis sont réputés favorables s'ils ne sont pas donnés dans un délai de trois mois suivant la transmission du projet de plan (reçu en date du 28 juillet 2023 par la Région).

Il est proposé de donner un avis favorable avec réserves sur ce projet de plan de protection de l'atmosphère (PPA) afin que soient prises en compte les remarques et propositions de la Région.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**



VALÉRIE PÉCRESSÉ

PROJET DE DÉLIBÉRATION

DU 21 SEPTEMBRE 2023

POLITIQUES RÉGIONALES BIODIVERSITÉ - EAU - ÎLOTS DE FRAÎCHEUR - AIR ÉNERGIE CLIMAT- AFFECTATIONS 2023

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne, notamment ses articles 107 et 108 ;

VU le règlement (UE) n°360/2012 de la Commission du 25 avril 2012 publié au JOUE L114 du 26 avril 2012 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis accordées à des entreprises fournissant des services d'intérêt économique général et modifié par le règlement 2018/1923 du 7 décembre 2018 publié au JOUE L313 du 10 décembre 2018 et par le règlement 2020/1474 du 13 octobre 2020 publié au JOUE L337 du 14 octobre 2020 ;

VU le règlement (UE) n°1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis et modifié par le règlement 2020/972 du 2 juillet 2020 publié au JOUE L215 du 7 juillet 2020 ;

VU le règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité publié au JOUE L187 le 26 juin 2014 modifié par le règlement 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE L156 du 20 juin 2017, par le règlement 2020/972 du 2 juillet 2020 publié au JOUE L215 du 7 juillet 2020 et par le règlement 2023/1315 du 23 juin 2023 publié au JOUE L167/1 du 30 juin 2023 ;

VU le régime cadre exempté de notification N°SA 59108 relatif aux aides en faveur de la protection de l'environnement pour la période 2014-2020, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 du 17 juin 2014 publié au JOUE L 187 du 26 juin 2014 modifié par les règlements 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE L156 du 20 juin 2017 et 2020/972 du 2 juillet 2020 publié au JOUE L215 du 7 juillet 2020 ;

VU le code de la commande publique ;

VU le code de l'énergie ;

VU le code de l'environnement ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la loi grenelle I n° 2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement ;

VU la loi grenelle II n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement ;

VU la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

VU la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) ;

VU la loi n° 2015-922 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte, dite loi TECV ;

VU la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets ;

VU la loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale ;

VU le décret n° 2013-1241 du 27 décembre 2013 portant approbation du schéma directeur de la région Île-de-France ;

VU le décret n° 2016-1442 du 27 octobre 2016 relatif à la programmation pluriannuelle de l'énergie ;

VU l'arrêté n° 2013294-0001 du 21 octobre 2013 du préfet de la région d'Île-de-France portant adoption du Schéma régional de cohérence écologique ;

VU l'ordonnance n° 2020-745 du 17 juin 2020 relative à la rationalisation de la hiérarchie des normes applicable aux documents d'urbanisme ;

VU la délibération n° CR 97-13 du 18 octobre 2013 portant adoption du schéma directeur de la région Île-de-France ;

VU la délibération n° CR 108-13 du 21 novembre 2013 relative au soutien aux structures dans le secteur de l'environnement ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 modifiée relative aux 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU la délibération n° CR 103-16 du 22 septembre 2016, portant sur la nouvelle stratégie régionale dans le domaine de l'eau, des milieux aquatiques et humides ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée portant adoption de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU la délibération n° CR 2017-50 du 10 mars 2017 modifiée, portant approbation du « Plan Vert d'Île-de-France : la nature pour tous et partout » ;

VU la délibération n° CP 2017-193 du 17 mai 2017 relative à la politique énergie-climat – troisième affectation 2017 ;

VU la délibération n° CP 2017-506 du 20 septembre 2017 relative à la déclinaison du dispositif « 100 000 stages pour les jeunes franciliens avec les départements franciliens » ;

VU la délibération n° CP 2017-554 du 22 novembre 2017 relative à la politique énergie-climat – sixième affectation 2017 – approbation des conventions de groupement de commande relatives aux assistances à maîtrise d'ouvrage pour le schéma régional biomasse et pour l'évaluation du schéma régional du climat, de l'air et de l'énergie ;

VU la délibération n° CP 2018-121 du 16 mars 2018 relative à la politique énergie-climat – 1^{ère} affectation 2018 – dispositif véhicules propres élargi ;

VU la délibération n° CR 2018-16 du 3 juillet 2018 portant approbation de la stratégie Energie Climat de la Région Île-de-France ;

VU la délibération n° CP 2018-548 du 21 novembre 2018 relative à l'Eau, milieux aquatiques et humides - 4ème affectation 2018 - Appels à projet plan vert - 3ème session 2018 ;

VU la délibération n° CP 2019-177 du 22 mai 2019 relative à la politique énergie-climat – 3ème affectation 2019 – mise en œuvre du plan « changeons d'air » ;

VU la délibération n° CR 2019-19 du 28 mai 2019 portant sur le bilan d'évaluation du SDRIF de 2013 ;

VU la délibération n° CP 2019-332 du 18 septembre 2019 relative à la politique énergie-climat – 5ème affectation 2019 ;

VU la délibération n° CR 71-13 du 26 septembre 2019 portant approbation du Schéma régional de cohérence écologique ;

VU la délibération n° CR 2019-055 du 21 novembre 2019 portant approbation de la Stratégie régionale énergie climat : Île-de-France, territoire hydrogène ;

VU la délibération n° CR 2019-060 du 21 novembre 2019 modifiée, portant approbation de la Stratégie régionale pour la biodiversité 2020-2030 ;

VU la délibération n° CP 2020-118 du 4 mars 2020 modifiée, approuvant la convention quinquennale d'objectifs et de moyens entre la Région Île-de-France et l'Agence des Espaces verts pour 2020-2024 ;

VU la délibération n° CP 2020-190 du 27 mai 2020 relative à la politique énergie : affectations aux associations environnementales et aux projets innovants ;

VU la délibération n° CP 2020-276 du 1^{er} juillet 2020 relative à la politique énergie-climat – mise en œuvre du plan « Changeons d'air » : affectations 2020 ;

VU la délibération n° CR 2020-055 du 19 novembre 2020 relative aux premières propositions issues de la COP Île-de-France 2020 pour l'aménagement durable des collectivités ;

VU la délibération n° CP 2020-465 du 18 novembre 2020, relative à la politique Energie-Climat ;

VU la délibération n° CP 2021-198 du 1er avril 2021 modifiée, portant sur la mise en œuvre des propositions issues de la COP pour l'aménagement durable et l'environnement ;

VU la délibération n° CP 2021-035 du 21 janvier 2021 relative à la politique climat air énergie : Affectations 2021 ;

VU la délibération n° CR 2021-039 du 2 juillet 2021 modifiée relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 2021-038 du 2 juillet 2021 modifiée relative aux délégations de pouvoir du conseil régional à sa présidente ;

VU la délibération n° CR 2021-049 du 21 juillet 2021 « Agir pour notre environnement » ;

VU la délibération n° CR 2021-052 du 21 juillet 2021 « Lutter contre les fractures » - 1^{ère} session ;

VU la délibération n° CP 2021-332 du 22 juillet 2021 portant intégration d'une clause éthique dans les conventions passées par la région ;

VU la délibération n° CP 2021-367 du 22 septembre 2021 portant intégration d'une signalétique régionale ;

VU la délibération n° CP 2021-433 du 19 novembre 2021, relative aux politiques régionales Energie-climat Air : Affectations 2021 ;

VU la délibération n° CP 2022-026 du 28 janvier 2022 relative aux politiques régionales énergie-climat et air : premières affectations 2022 ;

VU la délibération n° CP 2022-105 du 23 mars 2022 relative aux politiques régionales biodiversité - plan vert – eau - 2^{ème} affectation 2022 ;

VU la délibération n° CP 2022-161 du 20 mai 2022, relative aux politiques régionales énergie-climat et air - 3^{ème} affectation 2022 ;

VU la délibération n° CP 2022-163 du 20 mai 2022 relative aux politiques régionales biodiversité - plan vert - eau - 3^{ème} affectation 2022 ;

VU la délibération n° CR 2022-046 du 6 juillet 2022 portant approbation du contrat de plan État-Région 2021-2027 ;

VU la délibération n° CP 2022-248 du 7 juillet 2022 relative aux politique régionales biodiversité – plan vert – eau – 4^{ème} affectation 2022 ;

VU la délibération n° CR 2022-058 du 22 septembre 2022 relative au plan de protection, de résistance et d'adaptation de la région Île-de-France face au changement climatique ;

VU la délibération n° CP 2022-370 du 10 novembre 2022, relative aux politiques régionales énergie-climat et air - 5^{ème} affectation 2022 ;

VU la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement ;

VU la délibération n° CP 2023-024 du 25 janvier 2023 relatives aux politiques régionales Energie-Climat et Air Premières affectations 2023 ;

VU la délibération n° CP 2023-028 du 25 janvier 2023 relatives aux politiques régionales biodiversité - plan vert - îlots de fraîcheur – organismes associés secteur environnement - 1^{er} rapport 2023 ;

VU la délibération n° CP 2023-072 du 29 mars 2023 relative aux politiques régionales climat-air-énergie : 2^{èmes} affectations 2023 ;

VU la délibération n° CR 2023-010 du 30 mars 2023 portant approbation du plan régional pour la qualité de l'air 2022-2028 « Un nouvel air pour l'Île-de-France » ;

VU la délibération n° CP 2023-155 du 1^{er} juin 2023 portant diverses dispositions en matière de communication institutionnelle - 2^{ème} rapport 2023 ;

VU la délibération n° CP 2023-161 du 1^{er} juin 2023 relatives aux politiques régionales climat-air-énergie, économie circulaire et BPE : troisièmes affectations 2023 ;

VU la délibération n° CP 2023-171 du 5 juillet 2023 relatives aux politiques régionales climat-air-énergie : quatrièmes affectations 2023 ;

VU le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) 2016-2021 du bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands, adopté le 5 novembre 2015 par le comité de bassin et arrêté le 1er décembre 2015 par le préfet coordonnateur de bassin ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2023 ;

VU l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

VU le rapport n°CP 2023-299 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide de participer, au titre de la « **Stratégie régionale relative aux milieux aquatiques et humides** », au financement des opérations détaillées dans les fiches projets figurant en annexe 1 à la présente délibération, par l'attribution de subventions d'investissement d'un montant total prévisionnel maximum de 529 739 €.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature avec chaque bénéficiaire de conventions conformes au modèle-type adopté par la délibération n° CP 2023-028 du 25 janvier 2023 susvisée modifiée, et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte, un montant d'autorisations de programme de **529 739 €**, disponible sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 731 « Politique de l'eau », programme RE 731-001 (573001) « Politique de l'eau », action 573001022 « Milieux aquatiques et îlots de fraîcheur », du budget 2023.

Ces affectations relèvent du CPER 2021-2027, volet 2 « Biodiversité, qualité de l'Air, Energie et Economie circulaire », sous-volet 23 « Biodiversité et préservation des milieux », projet 2301 « Milieux aquatiques et humides ».

Article 2 :

Décide de participer, au titre du dispositif « **Soutenir les projets d'îlots de fraîcheur et de toitures végétalisées** », au financement d'opérations détaillées dans les fiches projets figurant en annexe 2 à la présente délibération pour un montant prévisionnel maximum de 2 198 512 €.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature avec chaque bénéficiaire de conventions, conformes au modèle-type adopté par la délibération n° CP 2023-028 du 25 janvier 2023 susvisée modifiée, et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte, un montant d'autorisations de programme de **2 198 512 €**, disponible sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 731 « Politique de l'eau », programme RE 731-001 (573001) « Politique de l'eau », action 573001022 « Milieux aquatiques et îlots de fraîcheur », du budget 2023.

Ces affectations relèvent du CPER 2021-2027, volet 2 « Biodiversité, qualité de l'Air, Energie et Economie circulaire », sous-volet 23 « Biodiversité et préservation des milieux », projet

2301 « Milieux aquatiques et humides ».

Article 3 :

Décide de participer, au titre du dispositif « **Création d'îlots de fraîcheur, de toitures végétalisées et installation de fontaines** », au financement d'opérations détaillées dans les fiches projets figurant en annexe 2 à la présente délibération pour un montant prévisionnel maximum de 9 231 €.

Affecte, un montant d'autorisations de programme de **9 231 €**, disponible sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 731 « Politique de l'eau », programme RE 731-001 (573001) « Politique de l'eau », action 573001022 « Milieux aquatiques et îlots de fraîcheur », du budget 2023.

Cette affectation relève du CPER 2021-2027, volet 2 « Biodiversité, qualité de l'Air, Energie et Economie circulaire », sous-volet 23 « Biodiversité et préservation des milieux », projet 2301 « Milieux aquatiques et humides ».

Article 4 :

Décide de participer, au titre du dispositif « **soutien à l'installation de récupérateurs d'eau pluviale** », au financement de 9 dossiers portés par 6 particuliers pour un montant prévisionnel maximum de 27 598 €, tel que figurant en annexe 3 à la présente délibération.

Affecte, un montant d'autorisations de programme de **27 598 €**, disponible sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 731 « Politique de l'eau », programme RE 731-001 (573001) « Politique de l'eau », action 573001022 « Milieux aquatiques et îlots de fraîcheur », du budget 2023.

Cette affectation relève du CPER 2021-2027, volet 2 « Biodiversité, qualité de l'Air, Energie et Economie circulaire », sous-volet 23 « Biodiversité et préservation des milieux », projet 2301 « Milieux aquatiques et humides ».

Article 5 :

Décide, **au titre de la Stratégie régionale relative aux milieux aquatiques et humides**, de verser la cotisation annuelle de 25 955 € au profit du Syndicat mixte du bassin versant de la Bièvre (SMBVB).

Affecte un montant d'autorisations d'engagement de **25 955 €**, disponible sur le chapitre 937 « Environnement », code fonctionnel 731 « Politique de l'eau », programme HP 731-002 (173002) « Contrats trame verte et bleue », action 17300201 « Contrats trame verte et bleue », du budget 2023.

Article 6 :

Décide de participer au titre du dispositif « **Pour la reconquête de la biodiversité** » au financement des opérations détaillées dans les fiches projets figurant en annexe 4 à la présente délibération, par l'attribution de subventions d'un montant total maximum prévisionnel de 18 413 € en investissement et de 94 080 € en fonctionnement.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature avec chaque bénéficiaire de

conventions conformes à la convention-type adoptée par délibération n° CP 2021-198 du 1^{er} avril 2021 susvisée modifiée et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte, un montant d'autorisations de programme de **18 413 €**, disponible sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 76 « Préservation du patrimoine naturel et gestion des risques technologiques », programme RE 76-003 (576003) « Protection de la biodiversité, des milieux naturels et des paysages », action 576003052 « Investissements pour la biodiversité en lien avec l'Agence Régionale de la Biodiversité (ARB) », du budget 2023.

Affecte, un montant d'autorisations d'engagement de **94 080 €**, disponible sur le chapitre 937 « Environnement », code fonctionnel 76 « Préservation du patrimoine naturel et gestion des risques technologiques », programme RE 76-003 (576003) « Protection de la biodiversité, des milieux naturels et des paysages », action 576003082 « Actions en lien avec l'Agence Régionale de la Biodiversité (ARB) », du budget 2023.

Ces affectations relèvent du CPER 2021-2027, volet 2 « Biodiversité, qualité de l'air, énergie et économie circulaire », sous-volet 23 « Biodiversité et préservation des milieux », projet 2304 « AAP Biodiversité « Actions en lien avec l'Agence Régionale de la Biodiversité (ARB) ».

Article 7 :

Décide d'attribuer à l'Agence des Espaces Verts – Île-de-France-Nature une subvention d'un montant maximum de 4 160 000 € correspondant à la seconde tranche de la subvention d'investissement pour l'année 2023.

Affecte un montant d'autorisations de programme de **4 160 000 €** disponible sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 76 « Préservation du patrimoine naturel et gestion des risques technologiques », programme HP 76-001 (176001) « AEV - Île-de-France-nature », action 17600101 « AEV - Île-de-France Nature », du budget 2023.

La fiche-projet figure en annexe 4 à la présente délibération.

Article 8 :

Approuve l'avenant à la convention « Grand partenariat pour la biodiversité » 2022-2024 figurant en annexe 5 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

Décide de participer au titre du dispositif « **Grands partenariats pour la biodiversité** » au financement de l'opération détaillée en annexe 5 à la présente délibération, par l'attribution d'un montant maximum prévisionnel de 62 583 €.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature de l'avenant à la convention de partenariat, susvisée au premier alinéa.

Affecte, une autorisation d'engagement d'un montant de **62 583 €**, disponible sur le chapitre 937 « environnement », code fonctionnel 71 « Actions transversales », programme HP 71-004 (171004) « Actions transversales », action 17100402 « Soutien aux associations et organismes œuvrant pour l'environnement », du budget 2023.

Article 9 :

Décide de participer au titre du soutien aux **Réserves naturelles régionales**, au financement des opérations détaillées dans les fiches projets figurant en annexe 6 à la présente délibération, par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de 40 757 € en investissement et 105 563 € en fonctionnement.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature avec chaque bénéficiaire de conventions conformes à la convention-type adoptée par délibération n° CP 2021-198 du 1^{er} avril 2021 susvisée modifiée et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte, un montant d'autorisations de programme de **40 757 €**, disponible sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 76 « Patrimoine naturel », programme RE 76-003 (576003) « Protection de la biodiversité, des milieux naturels et des paysages », action 576003022 « Investissement des réserves naturelles régionales (RNR) », du budget 2023.

Affecte, un montant d'autorisations d'engagement de **105 563 €**, disponible sur le chapitre 937 « Environnement », code fonctionnel 76 « Patrimoine naturel », programme RE 76-003 (576003) « Protection de la biodiversité, des milieux naturels et des paysages », action 576003072 « Réserves naturelles régionales », du budget 2023.

Ces affectations relèvent du CPER 2021-2027, volet 2 « Biodiversité, qualité de l'air, énergie et économie circulaire », sous volet 23 « Biodiversité et préservation des milieux », projet 2302 « RNR ».

Article 10 :

Décide d'affecter, au titre du **Soutien aux animations des sites Natura 2000**, à l'association Natur'Essonne pour l'animation du site des pelouses calcaires de la Haute Vallée de la Juine et du Gâtinais, un montant de **28 640 €** d'autorisations d'engagement, disponible sur le chapitre 937 « Environnement », code fonctionnel 76 « Préservation du patrimoine naturel et gestion des risques technologiques », programme HP 76-006 (176006) « Protection de la biodiversité, des milieux naturels des paysages », action 17600306 « Aide aux actions de protection des milieux naturels et de la biodiversité », du budget 2023.

Approuve la convention relative à une attribution financière dans le cadre de la décentralisation de la gestion des sites exclusivement terrestres aux conseil régionaux, entre l'Etat et la Région Île-de-France, figurant en annexe 7 à la présente délibération, et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Article 11 :

Affecte à l'Union internationale pour la conservation de la nature et des ressources naturelles (UICN), une autorisation d'engagement de **9 284,75 €** disponible sur le chapitre 937 « Environnement », code fonctionnel 71 « Actions transversales », programme HP 71-008 (171008) « Actions transversales », action 17100402 « Soutien aux associations et organismes œuvrant pour l'environnement », du budget 2023.

Article 12 :

Affecte à l'association Tchendukua, une autorisation d'engagement de **15 000 €** d'autorisations d'engagement disponibles sur le chapitre 937 « Environnement », code fonctionnel 71 « Actions transversales », programme HP 71-004 (171004) « Actions transversales », action 17100402 « Soutien aux associations et organismes œuvrant pour l'environnement », du budget 2023.

Article 13 :

Affecte, au titre de la contribution 2023 au Syndicat Mixte pour l'aménagement de la Plaine de Pierrelaye-Bessancourt (SMAPP), un montant de **297 000 €** d'autorisations d'engagement disponible sur le chapitre 937 « Environnement », code fonctionnel 76 « Patrimoine naturel », programme HP 76-006 (176006) « Protection des milieux naturels et des paysages », action 17600306 « Aide aux actions de protection des milieux naturels et de la biodiversité », du budget 2023.

Article 14 :

Décide au titre du dispositif de **valorisation du petit patrimoine naturel francilien « 500 petits patrimoines naturels en Île-de-France »** d'accorder une reconnaissance régionale et de livrer un Kit Biodiversité aux gestionnaires des 76 espaces de nature lauréats figurant en annexe 8 à la présente délibération.

Article 15 :

Approuve la convention-type, figurant en annexe 9, concernant le dispositif, à l'attention des collectivités, pour **améliorer la ventilation dans les crèches, les écoles primaires franciliennes, les ALSH et les maisons de retraite.**

Décide, au titre de ce dispositif, de participer au financement d'une opération, détaillée en annexe à la délibération, pour un montant prévisionnel maximum de 20 351 €.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature d'une convention conforme à la convention-type susvisée au premier alinéa du présent article et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte **20 351 €** d'autorisations de programme disponibles sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 74 « Politique de l'air », programme HP 74-002 (174002) « Qualité de l'air et climat », action 17400104 « Amélioration de la qualité de l'air dans le métro, le RER et l'espace public », du budget 2023.

Article 16:

Affecte une autorisation d'engagement de 8 000 € disponible sur le chapitre 937 « Environnement », code fonctionnel 71 « Actions transversales », programme HP 71-008 (171008) « Actions transversales », action 17100403 « « Etudes, perspectives et changement climatique » du budget 2023.

Article 17 :

Décide, **au titre de la Stratégie énergie-climat**, dans le cadre de « l'aide aux études », de participer au financement de 3 opérations détaillées dans les fiches projets correspondantes figurant en annexe 10 à la présente délibération pour un montant prévisionnel maximum de 75 873 €.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature, avec chaque bénéficiaire, de conventions conformes à la convention type approuvée par délibération n° CP 2021-437 du 19 novembre 2021 susvisée modifiée et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme d'un montant de **75 873 €** disponible sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 758 « Autres actions » programme RE 758-002 (575002) « Energie », action 575002032 « Energies renouvelables », du budget 2023.

Ces affectations relèvent du CPER 2021-2027, volet 2 « Biodiversité, qualité de l'air, énergie et économie circulaire », axe 1 « Energies renouvelables et efficacité énergétique ».

Article 18 :

Décide, **au titre de la Stratégie énergie-climat**, dans le cadre de l'appel à projets « développement des énergies renouvelables électriques », de participer au financement de 10 opérations, détaillées dans les fiches projets correspondantes figurant en annexe 10 à la présente délibération pour un montant prévisionnel maximum de 524 096,50 €.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature, avec chaque bénéficiaire, de conventions conformes à la convention type approuvée par délibération n° CP 2021-437 du 19 novembre 2021 susvisée modifiée et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme d'un montant de **524 096,50 €** disponible sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 758 « Autres actions » programme RE 758-002 (575002) « Energie », action 575002032 « Energies renouvelables », du budget 2023.

Ces affectations relèvent du CPER 2021-2027, volet 2 « Biodiversité, qualité de l'air, énergie et économie circulaire », axe 1 « Energies renouvelables et efficacité énergétique ».

Article 19 :

Décide, **au titre de la Stratégie énergie-climat**, dans le cadre de l'appel à projets « EnR&R chaleur et froid renouvelables », de participer au financement de 4 opérations détaillées dans les fiches projets correspondantes figurant en annexe 10 à la présente délibération pour un montant prévisionnel maximum de 8 805 805,50 €.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature, avec chaque bénéficiaire, de conventions conformes à la convention type approuvée par délibération n° CP 2021-437 du 19 novembre 2021 susvisée modifiée et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme d'un montant de **8 805 805,50 €** disponible sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 758 « Autres actions » programme RE 758-002 (575002) « Energie », action 575002032 « Energies renouvelables », du budget 2023.

Ces affectations relèvent du CPER 2021-2027, volet 2 « Biodiversité, qualité de l'air, énergie et économie circulaire », axe 1 « Energies renouvelables et efficacité énergétique ».

Article 20 :

Décide, **au titre de la Stratégie énergie-climat**, dans le cadre de l'appel à projet « rénovation d'éclairage public », de participer au financement de 12 opérations, détaillées dans les fiches projets correspondante figurant en annexe 10 à la présente délibération, pour un montant prévisionnel maximum de 1 796 819,57 €.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature, avec chaque bénéficiaire, de conventions conformes à la convention type approuvée par délibération n° CP 2021-437 du 19 novembre 2021 susvisée modifiée et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme d'un montant de **1 796 819,57 €**, disponible sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 758 « Autre actions », programme HP 758-002 (175002) « Energie », action 17500202 « Efficacité énergétique et SEM », du budget 2023.

Article 21 :

Décide, **au titre de la Stratégie énergie-climat**, dans le cadre de l'appel à projets « Rénovation énergétique des bâtiments publics », de participer au financement de 6 opérations, détaillées dans les fiches projets correspondantes figurant en annexe 10 à la présente délibération, pour un montant prévisionnel maximum de 725 635,67 €.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature, avec chaque bénéficiaire, de conventions conformes à la convention type approuvée par délibération n° CP 2021-437 du 19 novembre 2021 susvisée modifiée et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme d'un montant de **725 635,67 €**, disponible sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 758 « Autres actions », programme HP 758-002 (175002) « Energie », action 17500202 « Efficacité énergétique et SEM », du budget 2023.

Article 22 :

Affecte, dans le cadre du **soutien aux structures locales de la transition énergétique**, en faveur du département de l'Essonne, **47 950 €** d'autorisations d'engagement disponibles sur le chapitre 937 « Environnement », code fonctionnel 758 « Autres actions », programme RE 758-002 (575002) « Energie », action 575002042 « Actions d'intérêt général dans le domaine de l'énergie », du budget 2023, conformément à la fiche-projet figurant en annexe 11 à la délibération.

Article 23 :

Décide, à la demande du bénéficiaire, de retirer 400 000 € de la subvention attribuée à HYSETCO relative à la production et distribution d'hydrogène sur 6 stations par délibération n° CP 2022-161 du 20 mai 2022 (EX062769) tel que cela figure dans l'annexe 11 de la présente délibération.

Désaffecte en conséquence 400 000 € sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 758 « Autres actions », programme HP 758-002 (75002) « Programme énergie », action 17500203 « Energies renouvelables », budget 2022.

Subordonne le versement de la subvention de 1 600 000 € à la signature d'une convention conforme à la convention type approuvée par délibération n° CP 2021-437 du 19 novembre 2021 susvisée modifiée et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Article 24 :

Désaffecte 129 000 € au sein du chapitre 937 « Environnement », code fonctionnel 71 « actions transversales », programme HP 71-004 (171004) « actions transversale », action 17100403 « Etudes, prospective et valorisation », du budget 2023. L'opération directe concernée porte le n° D2300241 et a été votée par la délibération n° CP 2023-024 du 25 janvier 2023.

Article 25 :

Décide de transférer à HOMELAND le solde de la subvention n° 17014783 attribuée antérieurement à BELLAJUAN OUEST IMMOBILIER par délibération n° CP 2017-554 du 22 novembre 2017 susvisée d'un montant de 101 248,13 € tel que cela figure en annexe 12 à la présente délibération.

Approuve l'avenant n° 1 et la fiche-projet modifiée figurant en annexe 12 à la présente délibération.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature de l'avenant adopté à l'alinéa précédent et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

Article 26 :

Décide de transférer à FONCIA MANSART la subvention n° 17006347 attribuée antérieurement à GENIEZ ADMINISTRATION DE BIENS par délibération n° CP 2017-193 du 17 mai 2017 susvisée d'un montant de 21 100 € tel que cela figure en annexe 12 à la présente délibération.

Article 27 :

Décide de transférer au SYNDICAT MIXTE POUR LA PRODUCTION ET LA DISTRIBUTION DE CHALEUR A VILLENEUVE-SAINT-GEORGES l'intégralité de la subvention n° 20004368 attribuée antérieurement à la COMMUNE DE VILLENEUVE SAINT GEORGES par délibération n° CP2020-465 du 18 novembre 2020 susvisée d'un montant de 1 275 170,50 € tel que cela figure en annexe 12 à la présente délibération.

Approuve l'avenant n° 1 et la fiche-projet modifiée figurant en annexe 12 à la présente délibération.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature de l'avenant adopté à l'alinéa précédent et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

Article 28 :

Décide de transférer à COGEDIM PARIS METROPOLE l'intégralité de la subvention n° EX070716 attribuée antérieurement à COGEDIM par délibération n° CP 2023-072 du 29 mars 2023 susvisée d'un montant de 249 639,30 € tel que cela figure en annexe 12 à la présente délibération.

Approuve l'avenant n° 1 et la fiche-projet modifiée figurant en annexe 12 à la présente délibération.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature de l'avenant adopté à l'alinéa précédent et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

Article 29 :

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projets en annexe à la délibération, par dérogation à l'article 17, alinéa 3 et à l'article 29, alinéa 3 du règlement budgétaire et financier susvisé.

Article 30 :

Décide d'adhérer à l'EPTB Oise-Aisne et approuve ses statuts figurant en annexe 13 à la présente délibération.

Article 31 :

Afin de permettre l'installation de silencieux sur les avions écoles des aérodromes franciliens, approuve la convention entre la Région Île-de-France, Aéroport de Paris et la Fédération française aéronautique, figurant en annexe 14 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional d'Île-de-France à la signer.

Article 32 :

Approuve la convention de recherche & développement partagés relative au programme exploratoire des ressources de géothermie profonde de l'ouest et du sud parisien figurant en annexe 15 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Article 33 :

Approuve l'avenant à la convention de groupement de commandes pour la préparation, la passation et l'exécution d'un marché pour la réalisation d'une étude pour le développement d'écosystèmes hydrogène en Vallée de Seine, figurant en annexe 16 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

Article 34 : avis de la Région sur le projet de Plan de Protection de l'Atmosphère

CONSIDERANT

- le rôle de chef de file de la Région sur la qualité de l'air, en charge depuis la loi MAPTAM⁽¹⁾ d'organiser, les modalités de l'action commune des collectivités territoriales et de leurs établissements publics ;
- en matière environnementale et de santé, la priorité, affirmée par la Région, d'améliorer la qualité de l'air, notamment, à travers l'adoption du plan « changeons d'air en Île-de-France

¹ Loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles. Voir également les articles L. 1111-9 et suivants du code général des collectivités territoriales.

- » le 17 juin 2016 (délibération CR 114-16), premier acte de la feuille de route environnementale de la mandature. Cette priorité a été réaffirmée par l'adoption du plan régional « **un nouvel air pour l'Île-de-France** » le 10 mars 2023 (CR 2023-010) ;
- les derniers bilans réalisés qui montrent que **la qualité de l'air s'est améliorée considérablement sur la dernière décennie en Île-de-France** grâce aux efforts réalisés par tous les acteurs franciliens ;
 - les recommandations sanitaires les plus récentes et la nécessité de se rapprocher des nouveaux seuils recommandés par l'Organisation mondiale de la santé (OMS), plus exigeants que les limites réglementaires aujourd'hui applicables. Le plan régional « un nouvel air pour l'Île-de-France » se fixe pour objectif d'atteindre **à l'horizon 2030 des niveaux de pollution qui soient alignés avec les cibles intermédiaires de l'OMS** et qui correspondent pour plusieurs polluants aux valeurs réglementaires divisées par deux ;
 - les limites, toutefois, des actions locales pour améliorer la situation au regard des concentrations de polluants dont les niveaux sont également tributaires de mesures réglementaires mises en œuvre par l'Etat, et, à une échelle plus large, dans d'autres pays.
 - les recommandations de la Cour des Comptes en matières de coordination des politiques de lutte contre la pollution de l'air dans le rapport de juillet 2020 et notamment le constat fait par la Cour que « *Les plans de protection de l'atmosphère, élaborés par les préfets, sont encore insuffisamment coordonnés avec les outils déployés par les collectivités et doivent être mieux pilotés et évalués* ».

CONSTATANT

- que les collectivités dont le Conseil régional sont déjà fortement impliqués pour améliorer la qualité de l'air ;
- que les collectivités franciliennes n'ont pas été associées à l'élaboration du projet de PPA ;
- que le PPA ne s'appuie pas sur les mesures ambitieuses du plan « **un nouvel air pour l'Île-de-France** » pourtant adopté le 10 mars 2023 par la Région ;
- que des mesures incitatives qui figurent dans le projet de PPA sont déjà mises en œuvre par la Région et opérationnelles pour diminuer les émissions des sources importantes de polluants de l'air extérieur, notamment :
 - o le dispositif d'aide à l'acquisition de véhicules « véhicules plus propres ;
 - o le développement notamment à travers Île-de-France Mobilité, des transports en communs et des modes actifs ;
 - o le dispositif d'aide au renouvellement des chauffages des franciliens etc ;
- le manque de connaissance par les franciliens des interdictions et restrictions d'usages déjà en vigueur sur certains usages des équipements individuels de chauffage au bois ;
- l'absence d'objectifs plus ambitieux pour améliorer la santé des franciliens que ceux fixés par la réglementation nationale en matière de niveaux de polluants atmosphériques.

DEMANDANT

- la définition dans le projet de PPA de seuils de pollutions à atteindre plus ambitieux que la réglementation actuelle, à l'instar du plan « **un nouvel air pour l'Île-de-France** » adopté le 10 mars 2023 par la Région, chef de file des collectivités sur le sujet.
- l'association des collectivités franciliennes dans l'élaboration des politiques publiques en matière de qualité de l'air, et en particulier de la Région, chef de file ;
- d'une manière générale, un renforcement de l'accompagnement de la mise en œuvre des mesures par l'Etat avec des engagements budgétaires précis et des moyens techniques et humains à la hauteur des enjeux ;
- que l'Etat assure l'information des franciliens sur les interdictions et restrictions en vigueur concernant l'usage des équipements de chauffage au bois individuels ;
- de compléter les paragraphes sur les aides disponibles pour l'acquisition de véhicules plus propres en citant les dispositifs régionaux ;
- de citer dans le projet de plan de protection de l'atmosphère, les mesures du plan « **un nouvel air pour l'Île-de-France** » sur chaque thématiques concernées (réseau des

collectivités engagées, volonté d'expérimentations sur le territoire pour diminuer les émissions lors des épandages agricoles...) ;

Donne un avis favorable sur le projet de Plan de Protection de l'Atmosphère (PPA) **sous réserve** que soient prises en compte les remarques et propositions figurant ci-dessus.

Mandate la présidente du conseil régional pour être force de proposition auprès de l'Etat afin de contribuer à l'amélioration de la qualité de l'air.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**

VALÉRIE PÉCRESSE

ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION

Annexe 1 Fiches projets Eau

**DOSSIER N° EX075521 - DESIMPERMEABILISATION ET VEGETALISATION DU CIMETIERE -
commune de Fontaine-Le-Port (77)**

Dispositif : Politique de l'eau-Investissement (n° 00000215)

Délibération Cadre : CP2021-198 du 01/04/2021

Imputation budgétaire : 907-731-2041412-573001-1700

Action : 573001022- Milieux aquatiques et îlots de fraîcheur

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de l'eau-Investissement	6 675,00 € HT	40,00 %	2 670,00 €
Montant total de la subvention			2 670,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE FONTAINE LE PORT

Adresse administrative : 3 RUE DU GENERAL ROUX
77590 FONTAINE LE PORT

Statut Juridique : Commune

Représentant : Madame Béatrice MOTHRE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 23 octobre 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Afin d'accroître la présence du végétal, limiter l'imperméabilisation, favoriser l'infiltration des pluies, et faciliter l'entretien, la commune de Fontaine-le-Port (976 habitants) souhaite végétaliser les 1 150 m² d'allées en terre compactée couverte de graviers du cimetière.

Le coefficient de ruissellement y passera de 60 % à 15 % environ et l'entretien sera limité à quelques tontes pendant la saison de végétation.

Sont donc prévus :

- le ramassage des graviers et de divers fragments de béton issus de maçonnerie ;
- la préparation du sol : décompactage-décroustage sur 10 cm environ et ameublissement ;
- l'installation d'un semis, d'un mélange de graminées peu poussantes, par hydro-mulchage : pulvérisation simultanée d'eau, fertilisants, semences et d'un substrat à base de fibres végétales facilitant la germination notamment sur sols pauvres.

Détail du calcul de la subvention :

Dispositif B - Maîtrise des ruissellements par désimperméabilisation des sols et végétalisation favorable à la biodiversité ;

Le taux de subvention est plafonné à 50 % maximum du montant hors taxe des dépenses subventionnables. Le montant de la subvention est plafonné à 400 000 €.

Le taux d'intervention est ajusté dans le plan de financement pour ne pas dépasser 70 % d'aides publiques.

Localisation géographique :

■ FONTAINE-LE-PORT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Milieux aquatiques et humides

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Préparation du sol et végétalisation par hydro-mulchage	6 675,00	100,00%
Total	6 675,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	2 002,50	30,00%
Région Île-de-France	2 670,00	40,00%
Département 77	2 002,50	30,00%
Total	6 675,00	100,00%

DOSSIER N° EX075523 - CREATION D'UN CIMETIERE PAYSAGER AVEC DESARTIFICIALISATION PARTIELLE DES SOLS ET VEGETALISATION à Fourqueux - commune de Saint-Germain-en-Laye (78)

Dispositif : Politique de l'eau-Investissement (n° 00000215)

Délibération Cadre : CP2021-198 du 01/04/2021

Imputation budgétaire : 907-731-2041412-573001-1700

Action : 573001022- Milieux aquatiques et îlots de fraîcheur

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de l'eau-Investissement	261 154,00 € HT	50,00 %	130 577,00 €
Montant total de la subvention			130 577,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SAINT GERMAIN EN LAYE

Adresse administrative : 16 RUE DE PONTOISE
78100 SAINT GERMAIN EN LAYE

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Arnaud PERICARD, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 21 septembre 2023 - 30 juin 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

La commune déléguée de Fourqueux (3 996 habitants) souhaite procéder à l'extension de son cimetière, sur une parcelle de 3 209 m² actuellement partiellement imperméable du fait de la présence de trois terrains de jeux en dalles bitumineuses.

Il est prévu de :

- démolir 1 660 m² de dalles et voies d'accès associées ;
- garder la partie boisée existante ;
- créer 1 760 m² d'espaces verts (dont 100 m² de pleine terre et 230 m² constitués de la part pleine terre des divers revêtements engazonnés) ;
- végétaliser en plusieurs strates (basse, arbustive arborées) ;
- planter 55 arbres.

Détail du calcul de la subvention :

Dispositif B - Maîtrise des ruissellements par désimperméabilisation des sols et végétalisation favorable à la biodiversité ;

Le taux de subvention est plafonné à 50 % maximum du montant hors taxe des dépenses subventionnables. Le montant de la subvention est plafonné à 400 000 €.

Le taux d'intervention est ajusté dans le plan de financement pour ne pas dépasser 70 % d'aides publiques.

Localisation géographique :

■ SAINT-GERMAIN-EN-LAYE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Milieux aquatiques et humides

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Installation de chantier (partie)	7 790,00	1,00%
Démolitions et évacuations liées à la désartificialisation	7 330,00	0,94%
Part équivalent pleine terre des revêtements	31 750,00	4,07%
Espaces verts, fosses d'arbres, protections associées	214 283,00	27,45%
Non retenu : autres démolitions, chaussée et cheminement, bordures, murets, revêtements, mobilier, serrurerie, fontainerie	519 431,00	66,54%
Total	780 584,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	130 577,00	16,73%
Département 78	49 200,00	6,30%
Fonds propres	600 807,00	76,97%
Total	780 584,00	100,00%

DOSSIER N° EX075550 - RÉCUPÉRATION D'EAU DE PLUIE POUR ARROSAGE DES ESPACES VERTS - commune de Château-Landon (77)

Dispositif : Politique de l'eau-Investissement (n° 00000215)

Délibération Cadre : CP2021-198 du 01/04/2021

Imputation budgétaire : 907-731-2041412-573001-1700

Action : 573001022- Milieux aquatiques et îlots de fraîcheur

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de l'eau-Investissement	7 504,00 € HT	50,00 %	3 752,00 €
Montant total de la subvention			3 752,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CHATEAU LANDON

Adresse administrative : 2 PLACE DE L'HOTEL DE VILLE
77570 CHATEAU LANDON

Statut Juridique : Commune

Représentant : Madame VALERIE LAGILLE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 21 septembre 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

La commune de Château-Landon (3 040 habitants) souhaite arroser ses espaces verts (massifs, jardinières, etc.) en ayant recours à la ressource pluviale.

A cette fin, il est prévu :

- de raccorder le toit du gymnase communal qui s'étend sur 663,56 m² ;
- d'installer une citerne de 150 m³ disposée sur dalle et clôturée avec un portillon d'accès ;

Le volume récupérable par an est estimé à 323,5 m³ et autant d'économie d'eau potable.

Le volume d'eau annuel nécessaire pour l'arrosage de 100 m² est estimé à environ 20 m³ et la citerne suffira à l'entretien tous les espaces verts communaux.

Détail du calcul de la subvention :

Dispositif C – Promotion et protection de la ressource pluviale ;

Le taux de subvention est plafonné à 50 % maximum des dépenses subventionnables hors taxe. Le montant de la subvention est plafonné à 100 000 €.

Le taux d'intervention est ajusté dans le plan de financement pour ne pas dépasser 70 % d'aides publiques.

Localisation géographique : CHATEAU-LANDON**Contrat Particulier :** Hors CPRD**CPER :** BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Milieux aquatiques et humides**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat et installation d'une citerne de 150 m3, éléments de raccordement et de vidange, dalle support	7 504,00	100,00%
Total	7 504,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	3 752,00	50,00%
Région Île-de-France	3 752,00	50,00%
Total	7 504,00	100,00%

DOSSIER N° EX075551 - REQUALIFICATION DE CENTRE-VILLE AVEC DESIMPERMEABILISATION, RENATURATION ET INFILTRATION D'EAU PLUVIALE - commune du Pré-Saint-Gervais (93)

Dispositif : Politique de l'eau-Investissement (n° 00000215)

Délibération Cadre : CP2021-198 du 01/04/2021

Imputation budgétaire : 907-731-2041412-573001-1700

Action : 573001022- Milieux aquatiques et îlots de fraîcheur

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de l'eau-Investissement	554 000,00 € HT	50,00 %	277 000,00 €
Montant total de la subvention			277 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DU PRE SAINT GERVAIS

Adresse administrative : 84 BIS RUE ANDRE JOINEAU
93310 LE PRE SAINT GERVAIS

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Laurent BARON, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juin 2023 - 30 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Réalisation d'une partie des travaux en période estivale car concernant le parvis de deux écoles, pour permettre la rentrée scolaire en toute sécurité.

Description :

La commune du Pré-Saint-Gervais (17 680 habitants), dans le cadre du contrat Eau-TVB-Climat Plaines et Coteaux de la Seine centrale urbaine 2020-2024, souhaite requalifier 17 850 m² de ses espaces publics sur les secteurs suivants : rue André Joineau, place Anatole France, jardin Edmond Pépin, place Leclerc, Hôtel de Ville, entrée de ville côté Paris.

L'ensemble à ce jour minéral et imperméable (3 % d'espaces verts) est cloisonné et fragmenté. Les eaux de pluie rejoignent le réseau sans tamponnement.

Le projet prévoit de désimperméabiliser et de renaturer l'ensemble.

Il s'agit plus particulièrement :

- d'augmenter de près de 14% la surface de pleine terre : les espaces verts de pleine terre passeront de 470 à 2 450 m², auxquels s'ajoutent 5 m² de mulch, 470 m² de pavés enherbés soit environ 94 m² de pleine terre, 840 m² de béton à alvéoles enherbées soit environ 210 m² de pleine terre, 360 m² de noues, 1 364 m² de massifs type sous-bois ou prairie fleurie naturaliste ainsi que 182 m² de massifs de pied d'arbre ;

- de rendre en partie perméable le quart des revêtements minéraux, avec autant que possible une part végétalisée ou de nature (platelages bois dans les espaces verts, mulch pour l'aire de jeux, béton à alvéoles enherbées pour le stationnement, pavés en granit enherbés sur les espaces piétons) ;
- de planter 88 arbres supplémentaires d'essences pour l'essentiel indigènes (sauf contrainte de résistance à la sécheresse ou au piétinement) ;
- d'installer divers hibernaculums, nichoirs, gîtes à chiroptères, gîtes à insectes et hérissons ;
- d'infiltrer les eaux de pluie sur place et les conduire par des pentes retravaillées vers les espaces d'infiltration : noues longeant les voies, jardin de pluie.

Ces espaces de nature contribueront à restaurer le corridor écologique identifié au Schéma régional de cohérence écologique (SRCE) repris et détaillé par le schéma TVB d'Est-Ensemble.

L'ensemble a été préfiguré en concertation avec le public : installations éphémères, rencontres, questionnaires, mise en ligne d'une cartographie participative.

Détail du calcul de la subvention :

Dispositif B - Maîtrise des ruissellements par désimperméabilisation des sols et végétalisation favorable à la biodiversité ;

Le taux de subvention est plafonné à 50 % maximum du montant hors taxe des dépenses subventionnables. Le montant de la subvention est plafonné à 400 000 €.

Le taux d'intervention est ajusté dans le plan de financement pour ne pas dépasser 70 % d'aides publiques.

Localisation géographique :

 LE PRE-SAINT-GERVAIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Milieux aquatiques et humides

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux préliminaires et de fin de chantier liés à la désartificialisation	85 775,00	2,18%
Démolitions, déposes et terrassements liés à la désartificialisation	54 376,00	1,38%
Pavés joints enherbés et chaussée stationnement enherbée (part pleine terre),	18 711,00	0,48%
Aires en copeaux de bois, platelage bois	28 850,00	0,73%
Création d'espaces verts de pleine terre y compris fourniture et plantation des végétaux, garantie de reprise et hibernaculums	366 288,00	9,31%
Non retenus : voirie et travaux non liés à la désartificialisation, serrurerie, clôture, murets, escalier, fontainerie, signalisation, assainissement, réseaux divers, éclairage	3 378 825,00	85,91%
Total	3 932 825,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	277 000,00	7,04%
AESN	350 000,00	8,90%
MGP	1 000 000,00	25,43%
Fonds propres	2 305 825,00	58,63%
Total	3 932 825,00	100,00%

DOSSIER N° EX076001 - VEGETALISATION DU CIMETIERE - commune de Yerres (91)

Dispositif : Politique de l'eau-Investissement (n° 00000215)

Délibération Cadre : CP2021-198 du 01/04/2021

Imputation budgétaire : 907-731-2041412-573001-1700

Action : 573001022- Milieux aquatiques et îlots de fraîcheur

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de l'eau-Investissement	170 720,00 € HT	40,00 %	68 288,00 €
Montant total de la subvention			68 288,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE YERRES
Adresse administrative : 60 RUE CHARLES DE GAULLE
91330 YERRES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur OLIVIER CLODONG, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 21 septembre 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

La commune de Yerres (28 921 habitants) souhaite végétaliser son cimetière.

Celui-ci comprend 25 400 m² dont 11 268 m² d'allées : les secondaires et tertiaires en terre compactée recouverte de gravillons, les principales en béton désactivé et enrobés. Il est muni d'un réseau d'assainissement connecté au réseau pluvial de la commune, que rejoignent les eaux ruisselées sur les allées.

Afin de faciliter l'entretien, l'infiltration des eaux pluviales et la présence de la nature, le projet consiste à :

- ramasser les graviers, blocs bétons, gros cailloux ;
- décompacter le sol avec hersage et épierrage sur 2 cm ;
- planter six arbres d'essence locale (prunier, sorbier) avec création des fosses, apport de terre végétale et paillage ;
- ensemercer par hydromulchage (projection des semences avec de l'eau et un liant de substrat et d'engrais).
- végétaliser les allées secondaires, tertiaires et l'arrière des tombes.

Les essences seront des graminées et légumineuses en mélange, adaptées aux sols pauvres et peu poussantes.

Dans les zones inaccessibles derrière les tombes seront plantés des vivaces endémiques adaptées au terrain sec.

Au total 6 500 m² seront désimperméabilisés, le coefficient de ruissellement des surfaces concernées passant de 50-60 % à 20 %.

Le désherbage à ce jour à la fois manuel et mécanique par rotofil et réciproicateur se limitera à des tontes et tailles lorsque nécessaire.

Une modification du règlement du cimetière interdisant les désherbages chimiques pour l'entretien des tombes et les produits nettoyant type javel est également prévue.

Détail du calcul de la subvention :

Dispositif B : Maîtrise des ruissellements par désimperméabilisation des sols et végétalisation favorable à la biodiversité ;

Le taux de subvention est plafonné à 50 % maximum du montant hors taxe des dépenses subventionnables. Le montant de la subvention est plafonné à 400 000 €.

Le taux d'intervention est ajusté dans le plan de financement pour ne pas dépasser 70 % d'aides publiques.

Localisation géographique :

 YERRES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPR : BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Milieux aquatiques et humides

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Végétalisation du cimetière par enlèvement des gravillons et blocs divers des allées, hydro-mulchage, plantation de vivaces et de 6 arbres	170 720,00	100,00%
Total	170 720,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	51 216,00	30,00%
Région Île-de-France	68 288,00	40,00%
Département 91	51 216,00	30,00%
Total	170 720,00	100,00%

**DOSSIER N° EX077293 - DESIMPERMEABILISATION ET VEGETALISATION DU CIMETIERE -
commune de Chilly-Mazarin (91)**

Dispositif : Politique de l'eau-Investissement (n° 00000215)

Délibération Cadre : CP2021-198 du 01/04/2021

Imputation budgétaire : 907-731-2041412-573001-1700

Action : 573001022- Milieux aquatiques et îlots de fraîcheur

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de l'eau-Investissement	76 615,48 € HT	32,98 %	25 270,00 €
Montant total de la subvention			25 270,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CHILLY-MAZARIN

Adresse administrative : PL DU 8 MAI 1945
91380 CHILLY MAZARIN

Statut Juridique : Commune

Représentant : Madame Rafika REZGUI, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 25 septembre 2023 - 3 avril 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Le cimetière de Chilly-Mazarin est actuellement très minéral : peu de plantations par rapport à la surface, allées gravillonnées, zones non-infiltrantes lors d'épisodes de fortes pluies. Les canicules de plus en plus fréquentes amplifient l'accumulation de chaleur, rendant ces espaces difficilement fréquentables durant l'été.

D'autre part, la réglementation impose dorénavant l'arrêt total de l'utilisation de produits phytosanitaires de synthèse pour l'entretien. Un enjeu important est dès lors de réduire le temps consacré au désherbage et optimiser la gestion du cimetière.

Le projet comprend plusieurs étapes :

- décroutage superficiel des allées à végétaliser sur 3 467 m² ;
- mise en place de bionattes pré-ensemencées ;
- plantation d'arbres et de haies, avec des espèces locales du Bassin parisien.

Ces travaux seront accompagnés d'une communication adaptée (magazine, réseaux sociaux, panneaux d'information à l'entrée du cimetière) pour que cette opération ne soit pas perçue comme un délaissement, mais comme une prise en compte des enjeux relatifs au changement climatique et à la lutte contre les produits chimiques nocifs pour la santé.


Détail du calcul de la subvention :

Dispositif B - Maîtrise des ruissellements par désimperméabilisation des sols et végétalisation favorable à la biodiversité ;

Le taux de subvention est plafonné à 50 % maximum du montant hors taxe des dépenses subventionnables. Le montant de la subvention est plafonné à 400 000 €.

Le taux d'intervention est ajusté dans le plan de financement pour ne pas dépasser 70 % d'aides publiques.

Localisation géographique :

 CHILLY-MAZARIN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Milieux aquatiques et humides

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Plantations	973,50	1,16%
Bionattes pré-ensemencées	22 422,98	26,62%
Préparation de chantier	5 672,00	6,73%
Désimperméabilisation	30 600,00	36,33%
Terre végétale	16 947,00	20,12%
Non retenu : mise en œuvre de grave calcaire	7 616,00	9,04%
Total	84 231,48	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	25 270,00	30,00%
Département 91	33 692,58	40,00%
Fonds propres	25 268,90	30,00%
Total	84 231,48	100,00%

**DOSSIER N° EX075555 - REHABILITATION DE BERGES DE L'OISE AU DROIT DU PAVILLON
D'AMOUR à Neuville-sur-Oise – syndicat mixte du bassin de l'Oise (95)**

Dispositif : Politique de l'eau-Investissement (n° 00000215)

Délibération Cadre : CP2021-198 du 01/04/2021

Imputation budgétaire : 907-731-2041582-573001-1700

Action : 573001022- Milieux aquatiques et îlots de fraîcheur

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de l'eau-Investissement	73 940,00 € HT	30,00 %	22 182,00 €
Montant total de la subvention			22 182,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SMBO 95 S MIXTE DU BASSIN DE L'OISE
EN VAL D'OISE
Adresse administrative : 2 AVENUE DU PARC
95000 CERGY
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur MORGAN TOUBOUL, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : calendrier contraint par les périodes d'autorisation de ce type de travaux (ni avant l'été du fait des oiseaux nicheurs, ni en automne du fait des amphibiens).

Description :

Le syndicat mixte du bassin de l'Oise souhaite réhabiliter les 100 m de berges de l'Oise du secteur du Pavillon d'Amour, monument historique situé à Neuville-sur-Oise, en augmentant la diversité des habitats et les capacités d'accueil de la flore et de la faune, tout en tenant compte de l'usage du site.

Situé en rive gauche de l'Oise, celui-ci est un espace vert péri-urbain fréquenté dont les berges sont pentues et artificielles, stabilisées principalement par des blocs rocheux avec une végétation arbustive interstitielle. Un mur en palplanches abrite un exutoire d'eaux pluviales et en amont se trouve une rampe de mise à l'eau en mauvais état. Enfin de multiples réseaux (télécommunications, électricité, assainissement) sont enfouis à proximité.

Le projet consiste à :

- reprofiler la berge en pente douce, en déplaçant le cheminement vers l'intérieur pour qu'il suive le nouveau haut de berge ;
- enherber le talus ;
- réagencer les enrochements du pied de berge en simple cordon anti-batillage ;
- créer deux plages à hélophytes ;

- scier les palplanches ;
- remplacer la buse en béton par des enrochements ;
- remettre en état la rampe de mise à l'eau (suppression des éléments en béton remplacés par les enrochements réutilisés et réagencés, sauf pour la partie basse entièrement reconstruite).

Détail du calcul de la subvention :

Dispositif II. A : Protection, restauration et valorisation des milieux aquatiques, humides et des berges

Le taux de subvention est plafonné à 40 % maximum des dépenses subventionnables hors taxe. Il est ajusté dans le plan de financement pour ne pas dépasser 70 % d'aide publique.

Le montant de la subvention est plafonné à 400 000 €.

Localisation géographique :

 NEUVILLE-SUR-OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Milieux aquatiques et humides

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Installation, travaux préparatoires (déposes, démolitions, recépage,...), travaux de renaturation, de génie végétal, déplacement du cheminement	73 940,00	87,49%
Non retenu : reconstruction de la partie basse de la rampe de mise à l'eau	10 576,00	12,51%
Total	84 516,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	32 758,00	38,76%
Région Île-de-France	22 182,00	26,25%
Département 95	29 576,00	34,99%
Total	84 516,00	100,00%

Annexe 2 Fiches projets Îlots de fraîcheur

**DOSSIER N° EX070938 - CRÉATION D'ÎLOTS DE FRAÎCHEUR DANS DEUX COURS D'ÉCOLES -
commune de Sartrouville (78)**

Dispositif : Création d'îlots de fraîcheur, de toitures végétalisées et installation de fontaines (n° 00001234)

Délibération Cadre : CP2022-163 modifiée du 20/05/2022

Imputation budgétaire : 907-731-2041412-573001-1700

Action : 573001022- Milieux aquatiques et îlots de fraîcheur

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Création d'îlots de fraîcheur, de toitures végétalisées et installation de fontaines	94 134,75 € HT	60,00 %	56 481,00 €
	Montant total de la subvention		56 481,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SARTROUVILLE

Adresse administrative : 2 RUE BUFFON
78500 SARTROUVILLE

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Pierre FOND, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 octobre 2023 - 28 février 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

La commune de Sartrouville souhaite créer, entre 2023 et 2025, des îlots de fraîcheur au niveau de six groupes scolaires identifiés comme prioritaires car fortement minéralisés et peu ombragés. La démarche vise principalement à lutter contre les îlots de chaleur, mais allie également gestion des eaux pluviales, préservation de la biodiversité et éducation à l'environnement.

Il s'agit de réaménager deux cours, au sein des écoles Jules Ferry et Danielle Casanova.

Les actions prévues sont les suivantes :

- plantation de 29 arbres ;
- désimperméabilisation de 585 m² par suppression des enrobés et ouverture des fosses de plantation des arbres existants ou nouvellement créés, permettant la création de 330 m² espaces de pleine terre ;
- plantation de massifs végétalisés multi-strates au pied des arbres (espace « sous-bois », prairies fleuries) ;
- aménagement de 255 m² de cheminements perméables en pavés enherbés ;
- création d'espaces dédiés à l'éducation des scolaires à la nature (potagers ou espaces pour la classe en extérieur) ;

- mise en place de dispositifs favorables à l'avifaune, les insectes et la microfaune.

Détail du calcul de la subvention :

Application du règlement d'intervention « Création d'îlots de fraîcheur, de toitures végétalisées et installation de fontaines », adopté par délibération n° CP 2023-028 du 25 janvier 2023.

Le taux de subvention est plafonné à 60 % des dépenses subventionnables et le montant de la subvention est plafonné à 250 000 €.

Localisation géographique :

 SARTROUVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Milieux aquatiques et humides

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Découpe, décroutage et évacuation des enrobés existants	8 550,00	7,45%
Terrassement en déblais et ouverture des fosses y compris évacuation	13 200,00	11,49%
Fourniture et mise en place de pavés enherbés avec une bordure pour stabiliser le cheminement	18 000,00	15,67%
Comblement des fosses avec de la terre végétale amendée	13 200,00	11,49%
Fourniture et plantation de végétaux, tuteurage, feutre, paillage	31 554,75	27,48%
Fourniture de 2 récupérateurs d'eau et de 2 composteurs	2 000,00	1,74%
Fourniture et pose de clôture en ganivelles	5 130,00	4,47%
Fourniture d'osiers et de structure métallique pour réaliser le tunnel en osier vivant, retenu à hauteur de 20 %	2 500,00	2,18%
Non retenu : Fourniture et pose d'une volige métallique en périphérie des fouilles, entretien et garantie de reprise	20 700,00	18,03%
Total	114 834,75	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	56 481,00	49,18%
Fonds vert	22 966,95	20,00%
Fonds propres	35 386,80	30,82%
Total	114 834,75	100,00%

**DOSSIER N° EX075613 - CREATION D'UN ILOT DE FRAICHEUR - MISE EN PLACE D'UN JARDIN
PEDAGOGIQUE PARTAGE - commune de Saint-Gratien (95)**

Dispositif : Création d'îlots de fraîcheur, de toitures végétalisées et installation de fontaines (n° 00001234)

Délibération Cadre : CP2022-163 modifiée du 20/05/2022

Imputation budgétaire : 907-731-2041412-573001-1700

Action : 573001022- Milieux aquatiques et îlots de fraîcheur

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Création d'îlots de fraîcheur, de toitures végétalisées et installation de fontaines	178 779,19 € HT	32,13 %	57 444,00 €
Montant total de la subvention			57 444,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SAINT GRATIEN

Adresse administrative : 1 PL GAMBETTA
95210 SAINT GRATIEN

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur JULIEN BACHARD, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juin 2023 - 28 juillet 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : urgence liée au calendrier scolaire.

Description :

La commune de Saint-Gratien, signataire depuis septembre 2021 du contrat trame verte et bleue climat des Plaines et coteaux de la Seine centrale urbaine 2020/2024, souhaite transformer un plateau sportif de 1400m² inutilisé et entièrement imperméable, situé à proximité d'un groupe scolaire, en un jardin pédagogique partagé à destination des publics scolaires et périscolaires de 3 à 15 ans.

Les actions prévues en coordination avec l'association Espaces sont les suivantes :

- une désimperméabilisation totale du plateau ;
- la plantation de 17 arbres et 60 ml de haies avec des essences majoritairement locales ;
- la mise en place d'une gestion des eaux pluviales à la parcelle et déconnectée (noues végétalisées, cuve de récupération enterrée de 6 m3) ;
- la création de buttes potagères dédiées aux publics scolaires ;
- l'installation d'une borne-fontaine et d'une zone d'accueil du public sous une zone ombragée.


Détail du calcul de la subvention :

Application du règlement d'intervention « Création d'îlots de fraîcheur, de toitures végétalisées et installation de fontaines », adopté par délibération n° CP 2023-028 du 25 janvier 2023.

Le taux de subvention est plafonné à 50 % des dépenses subventionnables et le montant de la subvention est plafonné à 250 000 €.

L'application du taux d'intervention de 50 % sur le montant global des dépenses subventionnables, à hauteur de 178 779,19 €, a pour effet un dépassement du plafond de subvention publique maximal autorisé sur un projet (70 %). C'est pourquoi, le taux d'intervention a été revu à la baisse, à 32,13 %.

Localisation géographique :

 SAINT-GRATIEN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Milieux aquatiques et humides

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Accompagnement maîtrise d'œuvre éligibles (études d'exécution, direction de l'exécution des travaux, assistance aux opérations de réception)	7 800,00	2,60%
Travaux préparatoires	40 305,80	13,46%
Voirie (voliges, géotextile, revêtements perméables et terre végétale)	71 065,56	23,73%
Potagers et composteurs en bois	2 004,00	0,67%
Gestion des eaux pluviales	16 850,50	5,63%
Espaces verts	12 463,44	4,16%
Installation et frais de chantier	10 003,00	3,34%
Abris bois (montage et fourniture)	15 909,09	5,31%
Réseaux divers pour fontaine et support de robinetterie	2 377,80	0,79%
NON RETENU : Phase avant-projet, pro et DCE, Diagnostic enrobé, test perméabilité, toilettes sèches, portillons, grillages, portail, système d'arrosage	120 721,60	40,31%
Total	299 500,79	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	57 444,00	19,18%
AESN	112 000,00	37,40%
Département 95	40 200,00	13,42%
Fonds propres	89 856,79	30,00%
Total	299 500,79	100,00%

DOSSIER N° EX075655 - REAMENAGEMENT DE LA COUR DE L'ECOLE ELEMENTAIRE "LES RABATS" – commune d'Antony (92)

Dispositif : Création d'îlots de fraîcheur, de toitures végétalisées et installation de fontaines (n° 00001234)

Délibération Cadre : CP2022-163 modifiée du 20/05/2022

Imputation budgétaire : 907-731-2041412-573001-1700

Action : 573001022- Milieux aquatiques et îlots de fraîcheur

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Création d'îlots de fraîcheur, de toitures végétalisées et installation de fontaines	296 185,82 € HT	33,76 %	100 000,00 €
	Montant total de la subvention		100 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'ANTONY

Adresse administrative : PL DE L'HOTEL DE VILLE
92161 ANTONY

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur JEAN-YVES SENANT, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 3 juillet 2023 - 1 septembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : urgence liée au calendrier scolaire.

Description :

La commune d'Antony souhaite réaménager la cour de l'école élémentaire les Rabats qui, compte tenu de la très forte imperméabilisation des sols, la faible végétalisation, peut connaître des différences de températures de +10° C.

Les actions prévues sont les suivantes :

- désimperméabiliser deux tiers des sols ;
- favoriser l'infiltration des eaux pluviales dans les sols perméables grâce à des noues ;
- réduire l'effet d'îlot de chaleur grâce à des revêtement de sols et l'augmentation des zones ombragées ;
- aménager des zones de sport délimitées;
- améliorer l'équilibre entre les zones actives et les zones calmes ;
- créer une classe à l'extérieur ;
- créer des espaces végétalisés multi-strates, plantés avec des végétaux indigènes franciliens ;
- offrir l'opportunité aux enfants d'observer la nature ordinaire.

Détail du calcul de la subvention :

Application du règlement d'intervention « Création d'îlots de fraîcheur, de toitures végétalisées et installation de fontaines », adopté par délibération n° CP 2023-028 du 25 janvier 2023.

Le taux de subvention est plafonné à 60 % des dépenses subventionnables et le montant de la subvention est plafonné à 250 000 €.

Localisation géographique :

 ANTONY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Milieux aquatiques et humides

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Préparation de chantier et terrassements	38 798,50	11,05%
Désimperméabilisation	15 892,00	4,52%
Plantations et dépenses associées (terre végétale, compost, paillis, voliges)	71 556,12	20,37%
Revêtements perméables (copeaux de bois, grave drainante, pavés)	114 665,00	32,65%
Ombrières	3 340,80	0,95%
Autres (bancs, assises béton, gabions, passerelle en bois, muret de soutènement)	47 054,50	13,40%
Ganivelles	4 878,90	1,39%
Non retenu : pare-ballons, îlot de motricité, table de ping-pong, abattage d'arbres, assainissement, revêtements imperméables, clôture	55 024,19	15,67%
Total	351 210,01	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	100 000,00	28,47%
MGP	50 653,65	14,42%
AESN	80 000,00	22,78%
Fonds propres	120 556,36	34,33%
Total	351 210,01	100,00%

**DOSSIER N° EX075665 - REQUALIFICATION ET VEGETALISATION DE LA COUR DE L'ECOLE
PAULINE KERGOMARD - commune de Chilly-Mazarin (91)**

Dispositif : Création d'îlots de fraîcheur, de toitures végétalisées et installation de fontaines (n° 00001234)

Délibération Cadre : CP2022-163 modifiée du 20/05/2022

Imputation budgétaire : 907-731-2041412-573001-1700

Action : 573001022- Milieux aquatiques et îlots de fraîcheur

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Création d'îlots de fraîcheur, de toitures végétalisées et installation de fontaines	193 690,10 € HT	60,00 %	116 215,00 €
	Montant total de la subvention		116 215,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CHILLY-MAZARIN

Adresse administrative : PL DU 8 MAI 1945
91380 CHILLY MAZARIN

Statut Juridique : Commune

Représentant : Madame Rafika REZGUI, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 15 mai 2023 - 1 décembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : urgence liée au calendrier scolaire.

Description :

La commune de Chilly-Mazarin souhaite requalifier et végétaliser la cour de l'école maternelle Pauline Kergomard, particulièrement imperméabilisée et qui constitue un îlot de chaleur considérable.

Celle-ci a fait l'objet d'une subvention régionale pour la phase d'étude pré-opérationnelle (dossier n°EX068088).

Les actions prévues sont les suivantes :

- la désimperméabilisation d'une partie de la cour, en vue de sa végétalisation ;
- la mise en place de revêtements perméables (copeaux de bois, grave drainante) ;
- la création d'une diversité de milieux (prairie, noues, massifs de vivaces) ;
- la plantation de 7 arbres ;
- la création d'un espace potager ;
- l'installation d'un mobilier durable (bancs, grumes).

Détail du calcul de la subvention :

Application du règlement d'intervention « Création d'îlots de fraîcheur, de toitures végétalisées et installation de fontaines », adopté par délibération n° CP 2023-028 du 25 janvier 2023.

Le taux de subvention est plafonné à 60 % des dépenses subventionnables et le montant de la subvention est plafonné à 250 000 €.

Localisation géographique :

■ CHILLY-MAZARIN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Milieux aquatiques et humides

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Installation de chantier, travaux préparatoires et terrassements	34 427,00	11,05%
Démolition et désimperméabilisation	12 755,00	4,10%
Revêtements perméables (grave concassée, copeaux)	20 671,00	6,64%
Passerelles en bois	26 500,00	8,51%
Plantations et dépenses associées (terre végétale, paillage, tuteurs, ganivelles)	68 052,10	21,85%
Mobilier durable (bancs, grumes, corbeilles)	5 300,00	1,70%
Autres (voliges, clôtures pour plantes grimpantes, mur de soutènement, potager, rampe PMR)	25 985,00	8,34%
Non retenu : réseaux secs, assainissement, revêtements imperméables, marquage au sol, cabanes, clôtures, jeux, rivière sèche, abattage d'arbres	117 775,00	37,81%
Total	311 465,10	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	116 215,00	37,31%
AESN	10 500,00	3,37%
Département 91	10 000,00	3,21%
Fonds propres	174 750,10	56,11%
Total	311 465,10	100,00%

DOSSIER N° EX075755 - AMENAGEMENT DE DEUX COURS MATERNELLE ET ELEMENTAIRE DU GROUPE SCOLAIRE LANGEVIN-WALLON - commune de La Courneuve (93)

Dispositif : Création d'îlots de fraîcheur, de toitures végétalisées et installation de fontaines (n° 00001234)

Délibération Cadre : CP2022-163 modifiée du 20/05/2022

Imputation budgétaire : 907-731-2041412-573001-1700

Action : 573001022- Milieux aquatiques et îlots de fraîcheur

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Création d'îlots de fraîcheur, de toitures végétalisées et installation de fontaines	425 788,60 € HT	58,71 %	250 000,00 €
	Montant total de la subvention		250 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE LA COURNEUVE

Adresse administrative : AV DE LA REPUBLIQUE
93120 LA COURNEUVE

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Gilles POUX, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juin 2023 - 31 août 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : urgence liée au calendrier scolaire.

Description :

La commune de la Courneuve souhaite réaménager deux cours de récréation élémentaire et maternelle du groupe scolaire Langevin Wallon.

Les actions prévues sont les suivantes :

- la désimperméabilisation totale des cours ;
- la mise en place de revêtements perméables (enrobé drainant, BRF, dalles engazonnées) ;
- la plantation d'arbres, de haies et de plantes grimpantes ;
- la création d'un jardin potager ;
- la mise en place de mobilier durable.

Détail du calcul de la subvention :

Application du règlement d'intervention « Création d'îlots de fraîcheur, de toitures végétalisées et installation de fontaines », adopté par délibération n° CP 2023-028 du 25 janvier 2023.

Le taux de subvention est plafonné à 60 % des dépenses subventionnables et le montant de la subvention est plafonné à 250 000 €.

Localisation géographique :

 LA COURNEUVE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Milieux aquatiques et humides

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Préparation de chantier et dossier de récolement	82 160,00	14,87%
Terrassement et désimperméabilisation	103 357,60	18,70%
Revêtements perméables (béton et grave drainants)	118 218,00	21,39%
Mobilier durable (bancs, emmarchements, compost, corbeilles, muret béton pour jardinières) retenu à hauteur de 20 %	27 430,00	4,96%
Eclairage durable retenu à hauteur de 20%	13 000,00	2,35%
Plantations et dépenses associées (fosses, terre, paillage, tuteurs, ganivelles, entretien sur 2 ans)	81 623,00	14,77%
Non retenu : revêtements imperméables, bordures béton, marquage au sol, aléas	126 862,53	22,96%
Total	552 651,13	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	250 000,00	45,24%
Fonds propres	302 651,13	54,76%
Total	552 651,13	100,00%

**DOSSIER N° EX075764 - INSTALLATION D'UNE BORNE-FONTAINE DANS UNE AIRE DE JEUX -
commune de Montereau-Fault-Yonne (77)**

Dispositif : Création d'îlots de fraîcheur, de toitures végétalisées et installation de fontaines (n° 00001234)

Délibération Cadre : CP2022-163 modifiée du 20/05/2022

Imputation budgétaire : 907-731-2041412-573001-1700

Action : 573001022- Milieux aquatiques et îlots de fraîcheur

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Création d'îlots de fraîcheur, de toitures végétalisées et installation de fontaines	7 408,50 € HT	50,00 %	3 704,00 €
	Montant total de la subvention		3 704,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MONTEREAU FAULT YONNE
Adresse administrative : 54 RUE JEAN JAURES
77130 MONTEREAU FAULT YONNE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur JAMES CHERON, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 21 septembre 2023 - 30 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

La commune de Montereau-Fault-Yonne souhaite, dans le cadre du réaménagement de l'aire de jeux Camus, assurer l'hydratation du public, et principalement des plus jeunes, en installant une borne-fontaine en fonte afin que les usagers de ces équipements publics puissent remplir leurs gourdes.

Détail du calcul de la subvention :

Application du règlement d'intervention « Création d'îlots de fraîcheur, de toitures végétalisées et installation de fontaines », adopté par délibération n° CP 2023-028 du 25 janvier 2023.

Le taux de subvention est plafonné à 50 % des dépenses subventionnables et le montant de la subvention est plafonné à 8 000 € par borne-fontaine.

Localisation géographique :

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Milieux aquatiques et humides

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Fourniture d'une borne fontaine	2 660,00	35,90%
Travaux pour mise en place et raccordement	4 748,50	64,10%
Total	7 408,50	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	3 704,00	50,00%
Fonds propres	3 704,50	50,00%
Total	7 408,50	100,00%

**DOSSIER N° EX075767 - VEGETALISATION DES COURS DU GROUPE SCOLAIRE COTTON -
commune de Sèvres (92)**

Dispositif : Création d'îlots de fraîcheur, de toitures végétalisées et installation de fontaines (n° 00001234)

Délibération Cadre : CP2022-163 modifiée du 20/05/2022

Imputation budgétaire : 907-731-2041412-573001-1700

Action : 573001022- Milieux aquatiques et îlots de fraîcheur

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Création d'îlots de fraîcheur, de toitures végétalisées et installation de fontaines	358 000,00 € HT	37,24 %	133 333,00 €
	Montant total de la subvention		133 333,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SEVRES

Adresse administrative : 54 GRANDE RUE
92311 SEVRES

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Grégoire de la RONCIERE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2023 - 1 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : urgence liée au calendrier scolaire.

Description :

La commune de Sèvres souhaite végétaliser les cours d'école maternelle et élémentaire du groupe Cotton, particulièrement imperméables.

Concrètement, le projet prévoit :

- la désimperméabilisation de près de 40 % des deux cours en supprimant les enrobés noirs existants ;
- la réalisation d'un mur de soutènement afin de niveler le terrain et d'agrandir l'espace utilisables pour les enfants ;
- la plantation de 28 arbres et de 46 arbustes, d'essences locales ;
- l'amélioration de la gestion des eaux pluviales (nivellement du terrain, 3 noues de rétention, déconnexion des toitures, infiltration des eaux courantes à la parcelle) ;
- l'installation de mobiliers et de jeux.

Détail du calcul de la subvention :

Application du règlement d'intervention « Création d'îlots de fraîcheur, de toitures végétalisées et

installation de fontaines », adopté par délibération n° CP 2023-028 du 25 janvier 2023.

Le taux de subvention est plafonné à 60 % des dépenses subventionnables et le montant de la subvention est plafonné à 250 000 €.

L'application du taux d'intervention de 60 % sur le montant global des dépenses subventionnables, à hauteur de 358 000 €, a pour effet un dépassement du plafond de subvention publique maximal autorisé sur un projet (70%). C'est pourquoi a été revu à la baisse le taux d'intervention, plafonné à 37,24 %.

Localisation géographique :

 SEVRES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Milieux aquatiques et humides

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Installation de chantiers, démolitions, terrassements et murs de soutènement	231 395,00	27,00%
Plantations	30 605,00	3,57%
Noues de rétention	16 200,00	1,89%
Revêtements perméables (pavés à joints engazonnés, copeaux, séparation revêtement)	63 000,00	7,35%
Bacs de plantations (potagers)	10 000,00	1,17%
Mobilier et mise en place de LED retenu à hauteur de 20%	6 800,00	0,79%
NON RETENU : revêtements imperméables, dépose et pose de jeux, démolition et pose de préau et cabane de stockage, clôtures, interphones, bancs béton, réseaux divers, SAUL et régulateur de débit	499 140,00	58,23%
Total	857 140,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	133 333,00	15,56%
Département 92	266 865,00	31,13%
Métropole du Grand Paris	200 000,00	23,33%
Fonds propres	256 942,00	29,98%
Total	857 140,00	100,00%

**DOSSIER N° EX075768 - VEGETALISATION DE DEUX COURS DE L'ECOLE ETIENNE DE
SILHOUETTE - commune de Bry-sur-Marne (94)**

Dispositif : Création d'îlots de fraîcheur, de toitures végétalisées et installation de fontaines (n° 00001234)

Délibération Cadre : CP2022-163 modifiée du 20/05/2022

Imputation budgétaire : 907-731-2041412-573001-1700

Action : 573001022- Milieux aquatiques et îlots de fraîcheur

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Création d'îlots de fraîcheur, de toitures végétalisées et installation de fontaines	516 856,87 € HT	48,37 %	250 000,00 €
	Montant total de la subvention		250 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BRY SUR MARNE
Adresse administrative : 1 GRANDE RUE CHARLES DE GAULLE
94360 BRY SUR MARNE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Charles ASLANGUL, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 10 juillet 2023 - 3 novembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : urgence liée au calendrier scolaire.

Description :

La commune de Bry-sur-Marne souhaite transformer les cours d'école maternelle et élémentaire du groupe scolaire Etienne de Silhouette, en cours "Oasis".

Ainsi, il est prévu de :

- désimperméabiliser 60 % de la cour par la mise en place d'espaces végétalisés et de revêtements perméables ;
- planter 36 arbres et 106 ml de haies ;
- déconnecter du réseau et gérer les eaux pluviales à la parcelle ;
- installer des potagers pédagogiques, du mobilier durable et moderniser l'éclairage.

Détail du calcul de la subvention :

Application du règlement d'intervention « Création d'îlots de fraîcheur, de toitures végétalisées et installation de fontaines », adopté par délibération n° CP 2023-028 du 25 janvier 2023.

Le taux de subvention est plafonné à 60 % des dépenses subventionnables et le montant de la subvention est plafonné à 250 000 €.

L'application du taux d'intervention de 60 % sur le montant global des dépenses subventionnables, à hauteur de 516 856,87 €, a pour effet un dépassement du plafond de subvention maximal autorisé sur ce dispositif (250 000 €). C'est pourquoi a été revu à la baisse le taux d'intervention, à 48,37 %.

Localisation géographique :

■ BRY-SUR-MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Milieux aquatiques et humides

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Installation et préparation de chantier, travaux préparatoires	24 810,00	3,56%
Démolitions	78 940,60	11,33%
Terre végétale, plantations, paillage	82 748,51	11,88%
Déposes de mobilier et clôtures	14 233,00	2,04%
Assainissement eaux pluviales	35 643,00	5,12%
Mobilier urbain durable et éclairage à hauteur de 20%	109 472,26	15,72%
Revêtements perméables	132 414,40	19,01%
Voliges	33 030,10	4,74%
Potagers pédagogiques, bacs compost	5 565,00	0,80%
Non retenu : Adduction eau potable, revêtement imperméable, marquage, mobilier inéligible, jeux, serrurerie, garantie de reprise, travaux préalables sur végétation existante	179 660,15	25,79%
Total	696 517,02	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	250 000,00	35,89%
Département 94	50 000,00	7,18%
AESN	37 410,00	5,37%
Fonds propres	359 107,02	51,56%
Total	696 517,02	100,00%

**DOSSIER N° EX075903 - DESIMPERMEABILISATION ET VEGETALISATION DES COURS
D'ECOLES JULES FERRY - commune de Brie-Comte-Robert (77)**

Dispositif : Création d'îlots de fraîcheur, de toitures végétalisées et installation de fontaines (n° 00001234)

Délibération Cadre : CP2022-163 modifiée du 20/05/2022

Imputation budgétaire : 907-731-2041412-573001-1700

Action : 573001022- Milieux aquatiques et îlots de fraîcheur

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Création d'îlots de fraîcheur, de toitures végétalisées et installation de fontaines	398 505,05 € HT	49,28 %	196 367,00 €
	Montant total de la subvention		196 367,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BRIE COMTE ROBERT

Adresse administrative : 2 RUE DE VERDUN
77170 BRIE COMTE ROBERT

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Jean LAVIOLETTE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 10 juillet 2023 - 1 septembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : urgence liée au calendrier scolaire.

Description :

La commune de Brie-Comte-Robert souhaite désimperméabiliser et végétaliser les cours et espaces extérieurs du groupe scolaire Jules Ferry. La phase pré-opérationnelle a fait l'objet d'un soutien régional dans le cadre du dispositif de Création d'îlots de fraîcheur (EX072998).

Concrètement, sur cet espace de 12 373 m², il est prévu :

- la désimperméabilisation de 1 011 m² et la végétalisation de 885 m² ;
- la diversification des strates végétales sur les espaces verts de pleine terre existants afin de les rendre plus attractifs à la petite faune ;
- la plantation de 52 arbres et de 56 ml des haies avec des essences majoritairement locales et on allergènes ;
- la conservation de l'enrobé existant en bon état ;
- la mise en place de noues paysagères pour la gestion des eaux pluviales ;
- l'installation d'un potager et de mobilier durable.

Détail du calcul de la subvention :

Application du règlement d'intervention « Création d'îlots de fraîcheur, de toitures végétalisées et installation de fontaines », adopté par délibération n° CP 2023-028 du 25 janvier 2023.

Le taux de subvention est plafonné à 50% des dépenses subventionnables et le montant de la subvention est plafonné à 250 000 €.

Localisation géographique :

■ BRIE-COMTE-ROBERT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Milieux aquatiques et humides

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux préliminaires	27 172,00	4,74%
Travaux de désimperméabilisation	18 487,00	3,22%
Terrassement et fosses de plantation	51 778,30	9,03%
Revêtements perméables	65 295,00	11,39%
Plantations	94 817,63	16,54%
Mobilier durable retenu à hauteur de 20%	85 497,61	14,91%
Actualisation devis 2023	55 457,51	9,67%
Non retenu: jeux & aménagements ludiques, revêtements imperméables, clôture & maçonnerie, assainissement, eaux pluies & usées, caniveaux & protection du réseau existant mobilier durable au-delà de 20%	174 763,99	30,49%
Total	573 269,04	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	196 367,00	34,25%
AESN	136 814,72	23,87%
Département 77	9 635,03	1,68%
CAF	25 000,00	4,36%
Fonds propres	205 452,29	35,84%
Total	573 269,04	100,00%

**DOSSIER N° EX075914 - REAMENAGEMENT DE LA COUR D'ECOLE DE LA JUSTICE EN COURS
OASIS - commune de Cergy (95)**

Dispositif : Création d'îlots de fraîcheur, de toitures végétalisées et installation de fontaines (n° 00001234)

Délibération Cadre : CP2022-163 modifiée du 20/05/2022

Imputation budgétaire : 907-731-2041412-573001-1700

Action : 573001022- Milieux aquatiques et îlots de fraîcheur

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Création d'îlots de fraîcheur, de toitures végétalisées et installation de fontaines	242 257,70 € HT	39,71 %	96 200,00 €
	Montant total de la subvention		96 200,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CERGY
Adresse administrative : 3 PLACE OLYMPE DE GOUGES
95801 CERGY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jean-Paul JEANDON, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 10 juillet 2023 - 6 novembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : urgence liée au calendrier scolaire.

Description :

La commune de Cergy souhaite réaménager la cour de l'école de La Justice afin d'offrir un confort thermique aux enfants, valoriser la biodiversité et recréer le cycle naturel de l'eau. La cour est initialement très imperméable et bénéficie d'une faible végétalisation.

Concrètement, le projet prévoit :

- la désimperméabilisation de 1 256 m² ;
- la plantation de 29 arbres et 82 ml de haies ;
- la création de 2 noues végétalisées ;
- la mise en place de structures d'ombrages complémentaires et de mobilier urbain durable.

Détail du calcul de la subvention :

Application du règlement d'intervention « Création d'îlots de fraîcheur, de toitures végétalisées et installation de fontaines », adopté par délibération n° CP 2023-028 du 25 janvier 2023.

Le taux de subvention est plafonné à 60 % des dépenses subventionnables et le montant de la subvention est plafonné à 250 000 €.

L'application du taux d'intervention de 60 % sur le montant global des dépenses subventionnables, à hauteur de 242 257,70 €, a pour effet un dépassement du plafond de subvention publique maximal autorisé sur un projet (70 %). C'est pourquoi a été revu à la baisse le taux d'intervention, à 39,71 %.

Localisation géographique :



Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Milieux aquatiques et humides

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
MOE suivi de chantier	10 500,00	2,75%
Travaux préparatoires (protection, démolitions, déposes)	50 677,10	13,29%
Terrassement, substrat et nivellement	34 956,65	9,17%
Bordures bois maintien des terres	3 780,40	0,99%
Revêtements (stabilisé, pavés)	10 944,50	2,87%
Plantations et accessoires	23 264,68	6,10%
Structures d'ombrages (pergola végétalisée et voiles)	51 933,10	13,62%
Mobilier urbain durable à hauteur de 20%	42 864,36	11,24%
Désimperméabilisation et revégétalisation du plateau sportif	4 886,01	1,28%
Réseaux d'eaux pluviales	8 450,90	2,22%
Non retenu : études préalables, reprise de l'espace sportif, jeux, canisse, maçonnerie, accompagnement CAUE, sol souple	139 035,08	36,46%
Total	381 292,78	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	96 200,00	25,23%
AESN	112 200,00	29,43%
Département 95	58 500,00	15,34%
Fonds propres	114 392,78	30,00%
Total	381 292,78	100,00%

DOSSIER N° EX075993 - DESIMPERMEABILISATION ET VEGETALISATION DE LA COUR DE L'ECOLE JOLIOT CURIE - commune de Brétigny-sur-Orge (91)

Dispositif : Création d'îlots de fraîcheur, de toitures végétalisées et installation de fontaines (n° 00001234)

Délibération Cadre : CP2022-163 modifiée du 20/05/2022

Imputation budgétaire : 907-731-2041412-573001-1700

Action : 573001022- Milieux aquatiques et îlots de fraîcheur

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Création d'îlots de fraîcheur, de toitures végétalisées et installation de fontaines	149 004,00 € HT	60,00 %	89 403,00 €
Montant total de la subvention			89 403,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BRETIGNY-SUR-ORGE
Adresse administrative : 44 RUE DE LA MAIRIE
91220 BRETIGNY SUR ORGE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur NICOLAS MEARY, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 14 juillet 2023 - 26 novembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : urgence liée au calendrier scolaire.

Description :

La commune de Brétigny-sur-Orge souhaite désimperméabiliser et végétaliser la cour de l'école Joliot Curie.

Concrètement, le projet prévoit :

- la désimperméabilisation d'une grande partie de la cour, afin de permettre l'infiltration des eaux de pluie et le développement de la végétation ;
- la mise en place de revêtements perméables sur 90 % de la cour (clapicettes de schiste et dalles Evergreen) ;
- la plantation de 3 arbres supplémentaires et d'une haie ;
- la mise en place de 3 pergolas végétales, avec des plantes grimpantes ;
- l'installation de deux récupérateurs d'eau.

Détail du calcul de la subvention :

Application du règlement d'intervention « Création d'îlots de fraîcheur, de toitures végétalisées et

installation de fontaines », adopté par délibération n° CP 2023-028 du 25 janvier 2023.

Le taux de subvention est plafonné à 60 % des dépenses subventionnables et le montant de la subvention est plafonné à 250 000 €.

Localisation géographique :

 BRETIGNY-SUR-ORGE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Milieux aquatiques et humides

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Préparation de chantier (dont désimperméabilisation)	32 760,00	13,56%
Revêtements perméables (clapicettes de schiste et dalles Evergreen)	97 684,00	40,43%
Potager	1 130,00	0,47%
Bancs	1 200,00	0,50%
Plantations (arbres et arbustes)	2 500,00	1,03%
Fosses de plantations	10 000,00	4,14%
Sondes hydrométriques	3 130,00	1,30%
Récupérateurs d'eau	600,00	0,25%
Non retenu : revêtements imperméables (liège), jeux pour enfants et structures végétalisées	92 589,00	38,32%
Total	241 593,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	89 403,00	37,01%
Département 91	30 000,00	12,42%
Fonds propres	122 190,00	50,58%
Total	241 593,00	100,00%

DOSSIER N° EX077044 - AMENAGEMENT D'UNE COUR OASIS AU GROUPE SCOLAIRE DE L'ALLEE COUVERTE - commune de Vauréal (95)

Dispositif : Création d'îlots de fraîcheur, de toitures végétalisées et installation de fontaines (n° 00001234)

Délibération Cadre : CP2022-163 modifiée du 20/05/2022

Imputation budgétaire : 907-731-2041412-573001-1700

Action : 573001022- Milieux aquatiques et îlots de fraîcheur

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Création d'îlots de fraîcheur, de toitures végétalisées et installation de fontaines	127 630,00 € HT	50,00 %	63 815,00 €
	Montant total de la subvention		63 815,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VAUREAL
Adresse administrative : 1 PLACE DU COEUR BATTANT
95490 VAUREAL
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Sylvie COUCHOT, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 10 juillet 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : urgence liée au calendrier scolaire.

Description :

La commune de Vauréal souhaite engager des travaux de requalification de la cour d'école de l'allée Couverte.

Concrètement, sur une cour de 2 537 m², le projet prévoit notamment :

- la plantation de 8 arbres en complément de 4 existants, de 78 ml de haies ;
- la désimperméabilisation de 972 m² soit un passage de 3 % à 41 % de surfaces perméables sur la cour.

Détail du calcul de la subvention :

Application du règlement d'intervention « Création d'îlots de fraîcheur, de toitures végétalisées et installation de fontaines », adopté par délibération n° CP 2023-028 du 25 janvier 2023.

Le taux de subvention est plafonné à 50 % des dépenses subventionnables et le montant de la subvention est plafonné à 250 000 €.

Localisation géographique : VAUREAL**Contrat Particulier :** Hors CPRD**CPER :** BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Milieux aquatiques et humides**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux préparatoires et installation	6 725,00	3,23%
Terrassements et démolition	32 880,00	15,81%
Mobilier - ronds et assises - 20%	9 600,00	4,62%
Clôtures basses et protections plantations, volige, soutènements bois	16 175,00	7,78%
REFECTION : allée copeaux, pavés drainants	35 600,00	17,12%
ESPACES VERTS : terre végétale, arbres, arbustes, vivaces, gazon	25 450,00	12,24%
Plan de récolement	1 200,00	0,58%
Non retenu : abattages, Assainissement, jeux et agrès, clôtures portillon portail, bordures béton	31 400,00	15,10%
Non retenu : REFECTION - rampe béton, enrobé rouge, peinture	48 900,00	23,52%
Total	207 930,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	63 815,00	30,69%
Département 95	56 733,00	27,28%
Fonds propres	87 382,00	42,02%
Total	207 930,00	100,00%

**DOSSIER N° EX077046 - REAMENAGEMENT DE LA COUR DE L'ECOLE JAURES BROSSOLETTE
EN COUR OASIS - commune du Pré-Saint-Gervais (93)**

Dispositif : Création d'îlots de fraîcheur, de toitures végétalisées et installation de fontaines (n° 00001234)

Délibération Cadre : CP2022-163 modifiée du 20/05/2022

Imputation budgétaire : 907-731-2041412-573001-1700

Action : 573001022- Milieux aquatiques et îlots de fraîcheur

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Création d'îlots de fraîcheur, de toitures végétalisées et installation de fontaines	114 944,12 € HT	60,00 %	68 967,00 €
	Montant total de la subvention		68 967,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DU PRE SAINT GERVAIS

Adresse administrative : 84 BIS RUE ANDRE JOINEAU
93310 LE PRE SAINT GERVAIS

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Laurent BARON, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2023 - 16 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : urgence liée au calendrier scolaire.

Description :

La commune du Pré-Saint-Gervais souhaite transformer la cour de l'école Jaurès Brossolette en cour Oasis.

Concrètement, le projet prévoit :

L'école étant un bâtiment inscrit aux monuments historiques, un cabinet d'architecture spécialisé en patrimoine a été retenu et le réaménagement tient donc compte d'enjeux paysagers et patrimoniaux afin de :

- transformer la cour en relation avec le patrimoine architectural ;
- désimperméabiliser la cour et favoriser des matériaux drainants, poreux (70 % de surface désimperméabilisée remplacée par divers revêtements perméables et semi perméables, dont un passage de 0 % à 13 % d'espaces pleine terre) ;
- végétaliser les pieds d'arbres existants pour les pérenniser, plantation d'un marronnier ;
- recueillir les eaux pluviales sur site ;
- investir les murs pour installer des plantes grimpantes participant à la biodiversité ;
- accueillir la biodiversité.

Détail du calcul de la subvention :

Application du règlement d'intervention « Création d'îlots de fraîcheur, de toitures végétalisées et installation de fontaines », adopté par délibération n° CP 2023-028 du 25 janvier 2023.

Le taux de subvention est plafonné à 60 % des dépenses subventionnables et le montant de la subvention est plafonné à 250 000 €.

Localisation géographique :

 LE PRE-SAINT-GERVAIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Milieux aquatiques et humides

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux préparatoires : installation, protections, récolement, nettoyage	14 214,50	5,47%
Terrassements : démolition, piquetage, fosses, préparation	27 217,10	10,48%
Revêtements : pavés joints enherbés	6 156,00	2,37%
Plantations : fourniture et plantation arbres, arbustes, plantes vivaces, paillages	16 014,50	6,16%
Mobilier équipement : nichoirs, composteur, assises bois, corbeille tri, brumisateur, point d'eau	23 874,02	9,19%
Maitrise d'œuvre	27 468,00	10,57%
Non retenu - Terrassements démolition futur zone béton clair drainant ; revêtements sols béton drainant, pavés à joints secs ; Mobilier non éligible; garantie achèvement entretien 2 ans	144 830,98	55,75%
Total	259 775,10	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	68 967,00	26,55%
AESN	40 000,00	15,40%
Fonds propres	150 808,10	58,05%
Total	259 775,10	100,00%

**DOSSIER N° EX077065 - REAMENAGEMENT DE LA COUR DE L'ECOLE MATERNELLE CASANOVA
EN COURS OASIS - commune de Tremblay-en-France (93)**

Dispositif : Création d'îlots de fraîcheur, de toitures végétalisées et installation de fontaines (n° 00001234)

Délibération Cadre : CP2022-163 modifiée du 20/05/2022

Imputation budgétaire : 907-731-2041412-573001-1700

Action : 573001022- Milieux aquatiques et îlots de fraîcheur

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Création d'îlots de fraîcheur, de toitures végétalisées et installation de fontaines	146 590,50 € HT	50,00 %	73 295,00 €
	Montant total de la subvention		73 295,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE TREMBLAY-EN-FRANCE

Adresse administrative : 18 BOULEVARD DE L HOTEL DE VILLE
93290 TREMBLAY EN FRANCE

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Francois ASENSI, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 mai 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : urgence liée au calendrier scolaire.

Description :

La commune de Tremblay-en-France souhaite réaménager et transformer la cour de l'école maternelle Casanova en cour Oasis.

Le projet propose la désimperméabilisation de 548 m², la plantation de 19 arbres et la mise en place d'une gestion intégrée des eaux pluviales par la création de noues végétalisées et un renvoi gravitaire des eaux vers les espaces plantés.

Détail du calcul de la subvention :

Application du règlement d'intervention « Création d'îlots de fraîcheur, de toitures végétalisées et installation de fontaines », adopté par délibération n° CP 2023-028 du 25 janvier 2023.

Le taux de subvention est plafonné à 50 % des dépenses subventionnables et le montant de la subvention est plafonné à 250 000 €.

Localisation géographique : TREMBLAY-EN-FRANCE**Contrat Particulier :** Hors CPRD**CPR :** BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Milieux aquatiques et humides**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux préparatoires et installation	12 000,00	3,27%
Terrassement démolition	48 885,00	13,33%
Revêtements : pavés joints végétalisés, bordures pas japonais, rondins bois, passerelle	20 675,00	5,64%
Mobilier banc, composteur, mobilier bois sur mesure, rondins pas japonais, arches végétales	20 210,00	5,51%
Terres végétales et plantations	44 820,50	12,22%
Non retenu - Réseaux humides assainissement, enrobé noir et clair, sol liège, caniveau bordures béton, mobilier vélo, table, cabanes, structures jeux, panneaux	220 090,00	60,02%
Total	366 680,50	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	73 295,00	19,99%
Fonds propres	293 385,50	80,01%
Total	366 680,50	100,00%

**DOSSIER N° EX077135 - DESIMPERMEABILISATION ET VEGETALISATION DE L'ECOLE
MONTRETOUT - commune de Saint-Cloud (92)**

Dispositif : Création d'îlots de fraîcheur, de toitures végétalisées et installation de fontaines (n° 00001234)

Délibération Cadre : CP2022-163 modifiée du 20/05/2022

Imputation budgétaire : 907-731-2041412-573001-1700

Action : 573001022- Milieux aquatiques et îlots de fraîcheur

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Création d'îlots de fraîcheur, de toitures végétalisées et installation de fontaines	57 341,75 € HT	48,39 %	27 750,00 €
	Montant total de la subvention		27 750,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SAINT-CLOUD
Adresse administrative : 13 PLACE CHARLES DE GAULLE
92210 SAINT CLOUD
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Eric BERDOATI, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juin 2023 - 31 octobre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : urgence liée au calendrier scolaire.

Description :

La commune de Saint-Cloud souhaite désimperméabiliser et végétaliser la cour d'école Montretout afin de la rendre plus résiliente face au changement climatique, permettre une gestion durable des eaux pluviales et favoriser le bien-être des enfants.

Concrètement, le projet prévoit :

- la désimperméabilisation de 247 m² ;
- la plantation de 7 arbres et 1 600 vivaces ;
- la création d'un bassin de rétention au point bas de la cour pour l'infiltration des eaux de pluie ;
- la mise en place de revêtements perméables et d'un revêtement imperméable à albédo élevé.

Détail du calcul de la subvention :

Application du règlement d'intervention « Création d'îlots de fraîcheur, de toitures végétalisées et installation de fontaines », adopté par délibération n° CP 2023-028 du 25 janvier 2023.

Le taux de subvention est plafonné à 60 % des dépenses subventionnables et le montant de la subvention est plafonné à 250 000 €.

Localisation géographique :

🏠 SAINT-CLOUD

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Milieux aquatiques et humides

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Protection chantier	1 490,00	0,81%
Terrassements et démolitions	24 204,66	13,24%
Espaces verts	25 321,89	13,85%
Espace jeux : dépose sol souple, copeaux de bois	5 340,00	2,92%
Mobilier urbain durable à hauteur de 20%	985,20	0,54%
Non retenu : études pré-opérationnelles, revêtements imperméables, chaussées, trottoirs, tranchées, maçonnerie, clôtures, portillons, élagage, jeux, VRD rampe	125 510,31	68,64%
Total	182 852,06	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	27 750,00	15,18%
POLD	88 555,25	48,43%
Fonds propres	66 546,81	36,39%
Total	182 852,06	100,00%

**DOSSIER N° EX077155 - REQUALIFICATION DE LA COUR D'ECOLE MATERNELLE DU GROUPE
SCOLAIRE LES CHARTREUX - commune d'Issy-les-Moulineaux (92)**

Dispositif : Création d'îlots de fraîcheur, de toitures végétalisées et installation de fontaines (n° 00001234)

Délibération Cadre : CP2022-163 modifiée du 20/05/2022

Imputation budgétaire : 907-731-2041412-573001-1700

Action : 573001022- Milieux aquatiques et îlots de fraîcheur

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Création d'îlots de fraîcheur, de toitures végétalisées et installation de fontaines	211 080,65 € HT	33,34 %	70 381,00 €
	Montant total de la subvention		70 381,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D ISSY LES MOULINEAUX

Adresse administrative : 62 RUE DU GENERAL LECLERC
92130 ISSY LES MOULINEAUX

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur ANDRE SANTINI, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 19 juin 2023 - 6 novembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : urgence liée au calendrier scolaire.

Description :

La commune d'Issy-Les-Moulineaux souhaite requalifier la cour de l'école maternelle du groupe scolaire Les Chartreux.. Entièrement imperméabilisée, les espaces plantés existants ne sont pas accessibles aux enfants la plupart du temps.

Le projet prévoit ainsi :

- la désimperméabilisation totale de la cour par la mise en place de revêtements perméables (enrobés drainants, sols souples, copeaux de bois) ;
- la plantation de 12 arbres et d'une strate arbustive et herbacée ;
- la mise en place d'une noue paysagère pour la gestion des eaux pluviales.

Détail du calcul de la subvention :

Application du règlement d'intervention « Création d'îlots de fraîcheur, de toitures végétalisées et installation de fontaines », adopté par délibération n° CP 2023-028 du 25 janvier 2023.

Le taux de subvention est plafonné à 60 % des dépenses subventionnables et le montant de la subvention est plafonné à 250 000 €.

L'application du taux d'intervention de 60 % sur le montant global des dépenses subventionnables, à hauteur de 211 080,65 €, a pour effet un dépassement du plafond de subvention publique maximal autorisé sur un projet (70 %). C'est pourquoi a été revu à la baisse le taux d'intervention, à 33,34 %.

Localisation géographique :

■ ISSY-LES-MOULINEAUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Milieux aquatiques et humides

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
VRD : travaux préparatoires, terrassements et démolitions, eau pluvial, création de sols	103 862,20	32,07%
Espaces verts : travaux préparatoires, terrassement, terre végétale et substrat, amendements, plantations, paillage	30 336,90	9,37%
Mise en place de revêtements perméables et préparation chantier	25 866,28	7,99%
Mobilier durable retenu à hauteur de 20%	51 015,27	15,75%
Non retenu : dégagement des emprises, portail et clôtures, aléas, divers, garantie et entretien et mobilier au-delà des 20%	112 805,08	34,83%
Total	323 885,73	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	70 381,00	21,73%
Département 92	156 337,98	48,27%
Fonds propres	97 166,75	30,00%
Total	323 885,73	100,00%

**DOSSIER N° EX077156 - REQUALIFICATION AVEC RENATURATION DE LA PLACE SAINTE-ANNE -
commune de Mantes-la-Jolie (78)**

Dispositif : Création d'îlots de fraîcheur, de toitures végétalisées et installation de fontaines (n° 00001234)

Délibération Cadre : CP2022-163 modifiée du 20/05/2022

Imputation budgétaire : 907-731-2041412-573001-1700

Action : 573001022- Milieux aquatiques et îlots de fraîcheur

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Création d'îlots de fraîcheur, de toitures végétalisées et installation de fontaines	450 450,45 € HT	55,50 %	250 000,00 €
	Montant total de la subvention		250 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MANTES-LA-JOLIE

Adresse administrative : 31 RUE GAMBETTA
78200 MANTES LA JOLIE

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Raphaël COGNET, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 mars 2024 - 30 octobre 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

La commune de Mantes-la-Jolie souhaite requalifier la place Sainte-Anne afin :

- d'améliorer son attractivité et son intégration dans la trame verte et bleue ;
- de créer un îlot de fraîcheur.

Le périmètre total du site représente 7720 m², avec une zone d'intervention de renaturation de 2 840 m².

Concrètement, le projet consiste en :

- la renaturation de 1 250 m² par la plantation de 120 arbres et de divers espaces végétalisés (prairie fleurie, pelouses, jardin de simples, noues etc.) ;
- la mise en place de revêtements perméables sur 245 m² de places de stationnement ;
- la gestion alternative des eaux pluviales par l'aménagement de noues sur 206 m².

Détail du calcul de la subvention :

Application du règlement d'intervention « Création d'îlots de fraîcheur, de toitures végétalisées et installation de fontaines », adopté par délibération n° CP 2023-028 du 25 janvier 2023.

Le taux de subvention est plafonné à 60 % des dépenses subventionnables et le montant de la subvention est plafonné à 250 000 €.

L'application du taux d'intervention de 60 % sur le montant global des dépenses subventionnables, à hauteur de 450 450,45 €, a pour effet un dépassement du plafond de subvention du dispositif visé (250 000 €). C'est pourquoi a été revu à la baisse le taux d'intervention, à 55,5 %.

Localisation géographique :

■ MANTES-LA-JOLIE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Milieux aquatiques et humides

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Honoraires MOE	62 400,00	6,87%
Travaux préparatoires	19 118,45	2,10%
Déblais mise en remblais sur site	320,00	0,04%
Platelage bois	41 250,00	4,54%
Place parking pavé engazonnés	35 380,00	3,90%
Sol souple épaisseur 60 mm	15 730,00	1,73%
Treillis	10 920,00	1,20%
Fontaine à eau	7 000,00	0,77%
Plantations espaces verts	190 282,00	20,95%
Plafonnées à 20% : éclairage, mobilier	68 050,00	7,49%
Non retenu : abattages, cheminements en revêtements non perméables et travaux préparatoires associés, réseaux divers, aire de jeux, trottoir et voirie	457 878,55	50,41%
Total	908 329,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	250 000,00	27,52%
Fonds vert	385 830,00	42,48%
Fonds propres	272 499,00	30,00%
Total	908 329,00	100,00%

DOSSIER N° EX077164 - DEBITUMISATION DE LA RUE JULIE VICTOIRE DAUBIE ET DE LA RUE DES HERBAGES DE SEZE - commune de Limeil-Brévannes (94)

Dispositif : Création d'îlots de fraîcheur, de toitures végétalisées et installation de fontaines (n° 00001234)

Délibération Cadre : CP2022-163 modifiée du 20/05/2022

Imputation budgétaire : 907-731-2041412-573001-1700

Action : 573001022- Milieux aquatiques et îlots de fraîcheur

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Création d'îlots de fraîcheur, de toitures végétalisées et installation de fontaines	48 101,50 € HT	60,00 %	28 861,00 €
	Montant total de la subvention		28 861,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE LIMEIL-BREVANNES

Adresse administrative : PLACE CHARLES DE GAULLE
94456 LIMEIL-BREVANNES

Statut Juridique : Commune

Représentant : Madame Françoise LECOUFLE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : urgence liée à la saison des plantations nécessitant de prévoir les travaux de terrassement en amont.

Description :

Dans le cadre de travaux de réaménagement du sens de la circulation du quartier Pasteur, la commune de Limeil-Brévannes souhaite désimperméabiliser les sols et végétaliser les places de stationnement des rues Julie-Victoire Daubié et des Herbages de Sèze. Au total, 335 m² seront désimperméabilisés et 33 arbres plantés, d'essences majoritairement locales.

Détail du calcul de la subvention :

Application du règlement d'intervention « Création d'îlots de fraîcheur, de toitures végétalisées et installation de fontaines », adopté par délibération n° CP 2023-028 du 25 janvier 2023.

Le taux de subvention est plafonné à 60 % des dépenses subventionnables et le montant de la subvention est plafonné à 250 000 €.

Localisation géographique :
📍 LIMEIL-BREVANNES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Milieux aquatiques et humides

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Installation de chantier	4 544,00	4,35%
Débitumisation	24 237,50	23,23%
Terre végétale	19 320,00	18,51%
Non retenu : traitement des déchets inertes, revêtements imperméables, bordures, etc.	56 246,86	53,90%
Total	104 348,36	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	28 861,00	27,66%
Fonds propres	75 487,46	72,34%
Total	104 348,46	100,00%

DOSSIER N° EX077183 - INSTALLATION DE DEUX FONTAINES AUX PARCS DE L'EUROPE ET DE LA VILLA MONPLAISIR - commune d'Etrechy (91)

Dispositif : Création d'îlots de fraîcheur, de toitures végétalisées et installation de fontaines (n° 00001234)

Délibération Cadre : CP2022-163 modifiée du 20/05/2022

Imputation budgétaire : 907-731-2041412-573001-1700

Action : 573001022- Milieux aquatiques et îlots de fraîcheur

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Création d'îlots de fraîcheur, de toitures végétalisées et installation de fontaines	11 054,00 € HT	50,00 %	5 527,00 €
	Montant total de la subvention		5 527,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE ETRECHY

Adresse administrative : PLACE CHARLES DE GAULLE
91580 ETRECHY

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur JULIEN GARCIA, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 15 juillet 2023 - 31 juillet 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : urgence liée à la nécessité de rendre opérationnelle ces bornes-fontaines pour la période estivale.

Description :

La commune d'Etrechy souhaite installer deux bornes-fontaines en fonte équipées d'un robinet poussoir afin d'améliorer le cadre de vie de ses habitants. Les écoulements de l'eau seront dirigés vers les espaces verts.

Deux sites ont ainsi été priorisés :

- le parc de la Villa Monplaisir de deux hectares, lieu central, avec des bâtiments associatifs et un passage régulier des habitants ;
- le parc de l'Europe, situé en cœur de ville, très fréquenté toute la semaine.

Détail du calcul de la subvention :

Application du règlement d'intervention « Création d'îlots de fraîcheur, de toitures végétalisées et installation de fontaines », adopté par délibération n° CP 2023-028 du 25 janvier 2023.

Le taux de subvention est plafonné à 50 % des dépenses subventionnables et le montant de la subvention est plafonné à 8 000 € par borne-fontaine.

En l'espèce, le projet concerne l'installation de deux bornes-fontaines, le montant de subvention est ainsi plafonné à 16 000 €.

Localisation géographique :

■ ETRECHY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Milieux aquatiques et humides

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Fourniture des fontaines	1 705,00	15,42%
Travaux de raccordement sur les deux sites	8 149,00	73,72%
Plomberie	1 200,00	10,86%
Total	11 054,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	5 527,00	50,00%
Fonds propres	5 527,00	50,00%
Total	11 054,00	100,00%

**DOSSIER N° EX077186 - REQUALIFICATION AVEC RENATURATION DE LA PLACE PAUL BERT -
commune de Mantes-la-Jolie (78)**

Dispositif : Création d'îlots de fraîcheur, de toitures végétalisées et installation de fontaines (n° 00001234)

Délibération Cadre : CP2022-163 modifiée du 20/05/2022

Imputation budgétaire : 907-731-2041412-573001-1700

Action : 573001022- Milieux aquatiques et îlots de fraîcheur

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Création d'îlots de fraîcheur, de toitures végétalisées et installation de fontaines	564 969,60 € HT	44,25 %	250 000,00 €
	Montant total de la subvention		250 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MANTES-LA-JOLIE

Adresse administrative : 31 RUE GAMBETTA
78200 MANTES LA JOLIE

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Raphaël COGNET, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 mars 2024 - 30 octobre 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

La commune de Mantes-la-Jolie souhaite requalifier la place Paul Bert (2 466 m²) et le "triangle" (espace engazonné de 817 m² à l'angle des rues de Gassicourt et des Coquilles).

Le projet vise à améliorer l'attractivité de cette place et son intégration dans la trame verte et bleue de la ville, ainsi que d'y développer un îlot de fraîcheur.

Dans cette perspective, le projet a été conçu en plusieurs séquences :

- un espace multigénérationnel le long de la rue Paul Bert : aire de jeux pour les enfants (ayant pour thématique la nature) et un terrain de pétanque ;
- un espace de nature et de pédagogie au cœur de la Place Paul Bert : création de carrés potagers et de jardin de senteurs en lien avec les activités du centre de vie sociale de l'Espace Paul Bert ;
- des stationnements avec pavages engazonnés et des noues végétalisées afin de faciliter l'infiltration des eaux pluviales directement dans le sol ;
- une forêt urbaine au niveau du « triangle » dans le but de créer un réservoir de biodiversité.

In fine, il permettra ainsi :

- un gain de pleine terre de 373 m², des actions de densification végétale sur 992 m² et la plantation de

109 arbres ;

- la mise en place de revêtements perméables sur 777 m² de places de stationnement et parvis ;
- une amélioration de la gestion des eaux pluviales par le renforcement des capacités d'infiltration à la parcelle (revêtements perméables, noues) et un dispositif de stockage-infiltration enterré permettant la déconnexion au réseau pour les petites pluies.

Détail du calcul de la subvention :

Application du règlement d'intervention « Création d'îlots de fraîcheur, de toitures végétalisées et installation de fontaines », adopté par délibération n° CP 2023-028 du 25 janvier 2023.

Le taux de subvention est plafonné à 60 % des dépenses subventionnables et le montant de la subvention est plafonné à 250 000 €.

Localisation géographique :

 MANTES-LA-JOLIE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Milieux aquatiques et humides

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Honoraires MOE	47 200,00	3,78%
Travaux préparatoires et terrassement, terrassement VRD	74 205,00	5,94%
Equipements pour la biodiversité	2 500,00	0,20%
Plantations, grilles d'arbres	178 400,00	14,28%
Revêtements perméables (copeaux et pavés enherbés)	99 250,00	7,94%
Bassin de rétention (géotextile, avaloirs, grilles, bassin)	35 058,00	2,81%
Potelets PMR et dalles podotactiles	4 650,00	0,37%
Borne fontaine	10 000,00	0,80%
Mobilier, éclairage, y compris dépose retenu à 20%	113 706,60	9,10%
Non retenu : jeux, arrosage, revêtements imperméables, bordures, caniveau, réseaux télécom et électricité, signalisation, mobilier et éclairage au-delà des 20%	684 273,40	54,78%
Total	1 249 243,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	250 000,00	20,01%
Fonds vert	594 480,00	47,59%
Fonds propres	404 763,00	32,40%
Total	1 249 243,00	100,00%

DOSSIER N° EX077203 - VEGETALISATION DE 5 COURS D'ECOLES - commune de Poissy (78)

Dispositif : Création d'îlots de fraîcheur, de toitures végétalisées et installation de fontaines (n° 00001234)

Délibération Cadre : CP2022-163 modifiée du 20/05/2022

Imputation budgétaire : 907-731-2041412-573001-1700

Action : 573001022- Milieux aquatiques et îlots de fraîcheur

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Création d'îlots de fraîcheur, de toitures végétalisées et installation de fontaines	89 643,00 € HT	22,31 %	20 000,00 €
Montant total de la subvention			20 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE POISSY
Adresse administrative : PLACE DE LA REPUBLIQUE
78300 POISSY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Sandrine BERNO DOS SANTOS, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2023 - 31 décembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : urgence à réaliser les travaux en dehors des périodes scolaires.

Description :

La commune de Poissy souhaite réaménager ses cours d'écoles afin de répondre aux enjeux climatiques et de bien-être des enfants.

En 2023, il s'agit de végétaliser l'école Montaigne : une partie du sol de la cour en enrobé sera désimperméabilisée et remplacée par du sol stabilisé, différentes zones seront créées dans la cour (calme, potager, terrains de sports et classe en extérieur). Vingt arbres seront plantés pour apporter de l'ombre et de la fraîcheur, et des massifs d'arbustes et de végétaux permettront à l'eau de s'infiltrer dans les sols.

Par ailleurs, des travaux seront réalisés dans d'autres écoles de la commune :

- Groupe scolaire La Bruyère : création d'un potager avec récupérateur d'eau de pluie entre l'école maternelle et l'école élémentaire, installation de trois portillons, d'un composteur et d'une cabane pour le stockage du matériel de jardinage.
- Ecole maternelle Péguy : plantation de 2 arbres, installation d'un composteur et d'un récupérateur d'eau de pluie, achat de matériel de jardinage pour organiser des animations avec les élèves.
- Ecole élémentaire Mandela : plantation de 2 arbres, aménagement d'un espace de classe en extérieur,

aménagements de voirie et installation de mobilier en bois.
- Ecole Foch : plantation de 3 arbres et réfection d'un chemin en béton.

Détail du calcul de la subvention :

Application du règlement d'intervention « Création d'îlots de fraîcheur, de toitures végétalisées et installation de fontaines », adopté par délibération n° CP 2023-028 du 25 janvier 2023.

Le taux de subvention est plafonné à 60 % des dépenses subventionnables et le montant de la subvention est plafonné à 250 000 €.

Localisation géographique :

 POISSY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Milieux aquatiques et humides

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Installation et préparation de chantier, travaux préparatoires et démolitions	52 946,00	51,81%
Plantations	19 470,00	19,05%
Mobiliers et clôtures	15 077,00	14,75%
Composteurs	1 350,00	1,32%
Récupérateurs d'eau de pluie	800,00	0,78%
Non retenu : marquage, tableau, cabane, petit matériel de jardinage	12 550,00	12,28%
Total	102 193,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	20 000,00	19,57%
Département 78	20 527,00	20,09%
Fonds vert	30 791,00	30,13%
Fonds propres	30 875,00	30,21%
Total	102 193,00	100,00%

Annexe 3 Récupérateurs d'eaux pluviales

Affectations au titre du dispositif « Soutien à l'installation de récupérateurs d'eau pluviale » (dispositif d'aide approuvé par délibération n° CP 2023-28 du 25 janvier 2023)

Afin de préparer le territoire francilien aux évolutions tendanciennes du climat et le protéger des aléas climatiques extrêmes à venir, la Région a adopté en conseil régional n° CR 2022-058 du 22 septembre 2022 un Plan de Protection, de Résistance et d'Adaptation de la région Île-de-France face au changement climatique (PRACC). Dans ce cadre, la gestion des eaux pluviales à la source est une des priorités identifiées par la Région (action 7.4).

Historiquement, la gestion des eaux de pluie a souvent consisté en la collecte et l'évacuation de ces eaux, mais la récurrence des problèmes de pollution et d'inondation par temps de pluie, ainsi que l'anticipation du changement climatique, obligent à repenser leur gestion au plus près de là où elles tombent. Cela implique d'intégrer pleinement cette problématique dans les politiques d'aménagement et d'urbanisme, dans une vision qui redonne de la place à l'eau et à la nature en ville. Cet enjeu d'aménagement et d'urbanisme est un objectif auquel chacun peut contribuer à l'échelle individuelle.

C'est pourquoi la Région soutiendra les particuliers qui souhaitent installer des récupérateurs d'eau de pluie pour un usage sanitaire et d'arrosage des jardins, afin de favoriser l'usage de l'eau à la source. Sont éligibles les cuves enterrées d'un volume de récupération de 5m³ minimum et les récupérateurs aériens ou réservoirs souples d'un volume de récupération de 3m³ minimum. Les candidats doivent faire appel à une entreprise pour l'installation des cuves.

Le dispositif priorise la mise en place de récupérateurs d'eau pour usage sanitaire, en proposant une bonification pour ce type de projets (70% au lieu de 50% de taux d'intervention régionale).

Le montant d'aide le moins élevé est de 844,66 € et le plus élevé de 10 175 €. La moyenne des 6 subventions s'élève à 4 599,67 €.

Il est ainsi proposé d'affecter **27 598 €** pour l'installation de 9 récupérateurs d'eau pluviale au profit de 6 particuliers.

Annexe 4 Fiches projets Biodiversité

**DOSSIER N° 23006800 - MODELISATION DES CONTINUITES ECOLOGIQUES ET PLANTATIONS
DANS 4 COMMUNES DES HAUTS-DE-SEINE - VOLET INVESTISSEMENT**

Dispositif : Appel à projet biodiversité investissement (n° 00000255)

Délibération Cadre : CP2021-198 modifiée du 01/04/2021

Imputation budgétaire : 907-76-20421-576003-1700

Action : 576003052- Investissements pour la biodiversité en lien avec l'Agence
Régionale de la Biodiversité (ARB)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense Etudes, créations, restaurations, aménagements et entretien des continuités écologiques	30 339,60 € TTC	39,80 %	12 078,00 €
	Montant total de la subvention		12 078,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ENVIRONNEMENT 92
Adresse administrative : 16 RUE DE L OUEST
92100 BOULOGNE BILLANCOURT
Statut Juridique : Association
Représentant : Irène NENNER, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 2 octobre 2023 - 31 décembre 2025

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Environnement 92 est une association tête de réseau qui fédère 52 associations des Hauts-de-Seine, affiliée à France Nature Environnement Île-de-France et membre du comité des partenaires de l'ARB. Elle compte plus de 3200 adhérents et souhaite réaliser un programme d'actions sur 3 ans afin de contribuer à la préservation de la nature en ville et à l'amélioration du cadre de vie des habitants du département. Pour ce faire, sont proposés plusieurs volets :

- "Animation-sensibilisation" : élaboration et diffusion d'une newsletter, organisation de webinaires et de réunions de sensibilisation à destination des associations adhérentes et des élus du département ;
- "Modélisation des réseaux écologiques", qui s'inscrit dans la continuité d'un premier travail de cartographie des paysages initié en 2019 et accompagné au titre du dispositif "Reconquête de la biodiversité" en 2021 (projet "Cartovégétation") : compilation des cartes de modélisation des déplacements de 5 espèces animales représentatives du territoire pour les quatre EPT du département, afin d'orienter les stratégies de renaturation en milieu urbain ;
- "Plantations d'arbres en zone urbaine dense", qui s'inscrit dans un programme de plantation global dans 21 communes identifiées comme prioritairement carencées en espaces verts. Les actions présentées portent sur 5 sites (espaces publics, cours d'écoles) sélectionnés en accord avec 4 communes (Fontenay-

aux-Roses, Nanterre, Gennevilliers et Garches).

La présente affectation porte sur les dépenses en investissement du projet et est complétée par un volet en fonctionnement (fiche-projet n° EX076074).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :

Application du règlement d'intervention de la Stratégie Régionale pour la Biodiversité 2020-2030, adopté par délibération n° CP 2023-028 du 25 janvier 2023 : action 1 " Dispositif « Pour la reconquête de la biodiversité en Île-de-France » ".

Le taux de subvention est plafonné à 70 % des dépenses subventionnables et le montant de la subvention est plafonné à 200 000 €.

Localisation géographique :

- GARCHES
- FONTENAY-AUX-ROSES
- GENNEVILLIERS
- NANTERRE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/AAP biodiversité (Actions en lien avec ARB)

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat des plants d'arbres et matériel de plantation	15 344,40	50,58%
Clôture	936,00	3,09%
Prestation pour préparation du terrain	3 165,60	10,43%
Prestation pour réalisation des plantations	7 920,00	26,10%
Prestation pour expertise à l'achat des arbres	2 280,00	7,51%
Matériel de chantier	693,60	2,29%
Total	30 339,60	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	12 078,00	39,81%
Commune de Nanterre	7 662,00	25,25%
Mécénat privé d'entreprise	10 000,00	32,96%
Fonds propres	599,60	1,98%
Total	30 339,60	100,00%

**DOSSIER N° 23006807 - ELABORATION D'UN SCHEMA DIRECTEUR TRAME VERTE ET BLEUE
SUR LE BASSIN VERSANT DE L'ORGE - VOLET INVESTISSEMENT**

Dispositif : Appel à projet biodiversité investissement (n° 00000255)

Délibération Cadre : CP2021-198 modifiée du 01/04/2021

Imputation budgétaire : 907-76-2041581-576003-1700

Action : 576003052- Investissements pour la biodiversité en lien avec l'Agence
Régionale de la Biodiversité (ARB)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense Supports, équipements pédagogiques et actions d'animation	9 050,00 € HT	70,00 %	6 335,00 €
	Montant total de la subvention		6 335,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYORP SYNDICAT DE L'ORGE, DE LA
REMARDE ET DE LA PREDECELLE
Adresse administrative : 163 ROUTE DE FLEURY
91170 VIRY CHATILLON
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur FRANCOIS CHOLLEY, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 10 juillet 2023 - 31 octobre 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : nécessité d'avoir finalisé l'étude pour le prochain contrat mixte TVB Eau & Climat

Description :

Le Syndicat de l'Orge couvre un territoire de 65 communes (9 communautés d'agglomération ou de communes) et 432 000 habitants dans le département de l'Essonne. Au-delà de ses missions de gestion des eaux usées, des milieux aquatiques et de prévention des inondations, le Syndicat qui gère en propre plus de 400 ha de milieux naturels, s'est engagé en 2021 dans une « Stratégie pour les milieux naturels 2021-2030 ».

Dans ce cadre, et en préalable à l'élaboration d'un contrat mixte Eau & Climat - Trame Verte et Bleue, le syndicat de l'Orge souhaite réaliser une étude territoriale ayant vocation à :

- mieux connaître, l'état des réservoirs de biodiversité et des corridors dans le but de les préserver et d'en restaurer les fonctionnalités ;
- identifier et préciser les enjeux locaux de préservation et de restauration des continuités écologiques ;
- accompagner les communes et intercommunalités dans le cadre de la production de leurs documents d'urbanisme ;

- définir les priorités permettant d'établir un plan d'actions concret, opérationnel et en faire une déclinaison locale du Schéma Régional de Cohérence Ecologique.

La prestation d'étude est structurée en deux grandes phases :

- un diagnostic écologique du territoire et cartographie de la TVB ;
- un schéma directeur comportant des propositions concrètes d'actions à mener.

La présente affectation porte sur les dépenses en investissement du projet et est complétée par un volet en fonctionnement (fiche-projet n° EX076061).

Détail du calcul de la subvention :

Application du règlement d'intervention de la Stratégie Régionale pour la Biodiversité 2020-2030, adopté par délibération n° CP 2023-028 du 25 janvier 2023 : action 1 "Dispositif « Pour la reconquête de la biodiversité en Île-de-France »".

Le taux de subvention est plafonné à 70 % des dépenses subventionnables et le montant de la subvention est plafonné à 200 000 €.

Localisation géographique :

 ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/AAP biodiversité (Actions en lien avec ARB)

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Conception fiches-action	9 050,00	100,00%
Total	9 050,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	6 335,00	70,00%
Fonds propres	2 715,00	30,00%
Total	9 050,00	100,00%

DOSSIER N° EX076048 - REALISATION DE L'ATLAS DE LA BIODIVERSITE COMMUNALE (ABC) DE TRILPORT - commune de Trilport (77)

Dispositif : Appel à projet biodiversité fonctionnement (n° 00000257)

Délibération Cadre : CP2021-198 modifiée du 01/04/2021

Imputation budgétaire : 937-76-657341-576003-1700

Action : 576003082- Actions en lien avec l'Agence Régionale de la Biodiversité (ARB)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense Supports, équipements pédagogiques et actions d'animation	75 373,00 € TTC	26,50 %	20 000,00 €
	Montant total de la subvention		20 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE TRILPORT
Adresse administrative : 5 RUE DU GENERAL DE GAULLE
77470 TRILPORT
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jean-Michel MORER, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 2 octobre 2023 - 2 octobre 2025

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

La commune de Trilport (4976 habitants), reconnue « Territoire Engagé pour la Nature » (TEN), souhaite réaliser un atlas de la biodiversité communale, dont les objectifs sont les suivants :

- améliorer la connaissance de la biodiversité ;
- permettre aux acteurs du territoire (élus, agents, habitants, scolaires, agriculteurs, prestataires) de s'approprier les enjeux de la biodiversité, pour mieux adapter leurs pratiques, et ainsi construire ensemble un territoire accueillant pour la biodiversité ;
- intégrer et mieux prendre en compte la biodiversité dans le Plan local d'urbanisme y compris dans tous les projets d'aménagements publics ou privés afin de favoriser une gestion des espaces au service de la biodiversité ;
- requalifier une ancienne décharge de 2 hectares en "parc nature" accessible au public et fonctionnel pour la biodiversité.

Le projet d'atlas sera mené en deux phases :

- élaboration du diagnostic écologique sur la base des données existantes et des inventaires complémentaires ;
- élaboration d'un plan d'actions à mettre en œuvre dès 2025 autour des axes de progression identifiés par l'ABC.

La démarche s'accompagnera d'un programme d'animations et de sensibilisation à destination de divers publics (scolaires, grand public, équipe municipale).

Détail du calcul de la subvention :

Application du règlement d'intervention de la Stratégie Régionale pour la Biodiversité 2020-2030, adopté par délibération n° CP 2023-028 du 25 janvier 2023 : action 1 " Dispositif « Pour la reconquête de la biodiversité en Île-de-France ».

Le taux de subvention est plafonné à 50 % des dépenses subventionnables et le montant de la subvention est plafonné à 20 000 €.

Localisation géographique :

🏠 TRILPORT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/AAP biodiversité (Actions en lien avec ARB)

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prestation d'étude de l'Aven du Grand Voyeux	45 730,00	60,67%
Frais de personnel communal	15 000,00	19,90%
Conception et impression support de communication	13 800,00	18,31%
Achat de petit matériel	843,00	1,12%
Total	75 373,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	20 000,00	26,53%
Office français de la biodiversité (OFB)	23 000,00	30,51%
Fonds propres	32 373,00	42,95%
Total	75 373,00	100,00%

DOSSIER N° EX076057 - ETUDE SUR LA CONSOLIDATION DE LA TRAME VERTE ET BLEUE ET DEFINITION D'UNE TRAME NOIRE - communauté d'agglomération Sud Seine Essonne Sénart (77)

Dispositif : Appel à projet biodiversité fonctionnement (n° 00000257)

Délibération Cadre : CP2021-198 modifiée du 01/04/2021

Imputation budgétaire : 937-76-657351-576003-1700

Action : 576003082- Actions en lien avec l'Agence Régionale de la Biodiversité (ARB)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense Inventaires locaux, régionaux et programmes de recherche	45 780,00 € TTC	43,70 %	20 000,00 €
Montant total de la subvention			20 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CA GRAND PARIS SUD SEINE ESSONNE
SENART
Adresse administrative : 500 PLACE DES CHAMPS ELYSEES
91000 EVRY COURCOURONNES
Statut Juridique : Communauté d'Agglomération
Représentant : Monsieur MICHEL BISSON, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 10 juillet 2023 - 7 octobre 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : les inventaires notamment de certaines espèces indicatrices de la trame noire (chiroptères), doivent être réalisés en période propice.

Description :

Reconnue Territoire Engagé pour la Nature (TEN) en 2019, la communauté d'agglomération Grand Paris Sud Seine Essonne Sénart souhaite accentuer ses connaissances et ses actions en faveur des continuités écologiques de son territoire et lancer prochainement une stratégie territoriale de la biodiversité.

Pour ce faire, elle souhaite réaliser une étude de consolidation de la trame verte et bleue et de définition d'une trame noire du territoire, dont les objectifs seront de :



- modéliser la fonctionnalité des continuités écologiques diurnes et nocturnes du territoire ;
- présenter une analyse spatiale et cartographique des résultats ;
- vérifier la fonctionnalité des continuités écologiques au regard de données sur le bruit ;
- hiérarchiser les zones à enjeux du territoire en termes de restauration et de préservation.

Détail du calcul de la subvention :

Application du règlement d'intervention de la Stratégie Régionale pour la Biodiversité 2020-2030, adopté par délibération n° CP 2023-028 du 25 janvier 2023 : action 1 " Dispositif « Pour la reconquête de la biodiversité en Île-de-France ».

Le taux de subvention est plafonné à 50 % des dépenses subventionnables et le montant de la subvention est plafonné à 20 000 €.

Localisation géographique :

-  SEINE ET MARNE
-  ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/AAP biodiversité
(Actions en lien avec ARB)

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prestation d'étude - consolidation trame verte et bleue et identification trame noire.	45 780,00	100,00%
Total	45 780,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	20 000,00	43,69%
Fonds propres	25 780,00	56,31%
Total	45 780,00	100,00%

DOSSIER N° EX076060 - REALISATION DE L'ATLAS DE LA BIODIVERSITE COMMUNALE (ABC) DE BRETIGNY-SUR-ORGE (91) - commune de Brétigny-sur-Orge (91)

Dispositif : Appel à projet biodiversité fonctionnement (n° 00000257)

Délibération Cadre : CP2021-198 modifiée du 01/04/2021

Imputation budgétaire : 937-76-657341-576003-1700

Action : 576003082- Actions en lien avec l'Agence Régionale de la Biodiversité (ARB)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense Supports, équipements pédagogiques et actions d'animation	83 300,00 € HT	24,01 %	20 000,00 €
Montant total de la subvention			20 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BRETIGNY-SUR-ORGE
Adresse administrative : 44 RUE DE LA MAIRIE
91220 BRETIGNY SUR ORGE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur NICOLAS MEARY, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 octobre 2023 - 30 juin 2025

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

La commune de Brétigny-sur-Orge (26 215 habitants) souhaite réaliser un Atlas de la Biodiversité Communale, dont les objectifs sont les suivants :

- répondre aux enjeux de la protection et de la restauration de la biodiversité quel que soit le milieu (naturel, périurbain, urbain) ;
- rassembler des données naturalistes fiables et exhaustives sur l'état de la biodiversité floristique et faunistique sur l'ensemble du territoire communal ;
- définir les enjeux de préservation et de redéveloppement de la biodiversité et les intégrer aux projets de planification urbaine portés par la commune (révision du PLU, projet de restructuration du centre-ville) ;
- améliorer et évaluer l'efficacité des pratiques de gestion des espaces verts publics en termes de préservation de la biodiversité ;
- informer et sensibiliser le grand public (et particulièrement les jeunes) aux enjeux de la préservation de la biodiversité) ;
- renforcer la dynamique partenariale existante entre la ville, les gestionnaires d'espaces naturels, les associations et autres acteurs concernés par la thématique ;
- mettre en place une méthode reproductible d'inventaire et de mobilisation du territoire suivant des protocoles scientifiques reconnus, en vue du suivi du plan d'actions.

Le projet sera mené en deux phases :

- élaboration du diagnostic écologique sur la base des données existantes et des inventaires complémentaires ;
- élaboration d'une stratégie biodiversité et du plan d'actions correspondant.

Tout au long de la démarche, une programmation ambitieuse d'animations visera à partager les enjeux de la protection de la biodiversité avec une variété de publics (grand public, scolaires de 6 à 17 ans, jeunes de 18 à 25 ans, élus, agents, services espaces verts, etc.)

Détail du calcul de la subvention :

Application du règlement d'intervention de la Stratégie Régionale pour la Biodiversité 2020-2030, adopté par délibération n° CP 2023-028 du 25 janvier 2023 : action 1 " Dispositif « Pour la reconquête de la biodiversité en Île-de-France ».

Le taux de subvention est plafonné à 50 % des dépenses subventionnables et le montant de la subvention est plafonné à 20 000 €.

Localisation géographique :

 BRETIGNY-SUR-ORGE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/AAP biodiversité (Actions en lien avec ARB)

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Assistance à maîtrise d'ouvrage	62 500,00	75,03%
Frais de personnel pour l'animation	20 800,00	24,97%
Total	83 300,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	20 000,00	24,01%
Département de l'Essonne	31 250,00	37,52%
Office français de la biodiversité (OFB)	7 060,00	8,48%
Fonds propres	24 990,00	30,00%
Total	83 300,00	100,00%

**DOSSIER N° EX076061 - ELABORATION D'UN SCHEMA DIRECTEUR TRAME VERTE ET BLEUE
SUR LE BASSIN VERSANT DE L'ORGE - VOLET FONCTIONNEMENT**

Dispositif : Appel à projet biodiversité fonctionnement (n° 00000257)

Délibération Cadre : CP2021-198 modifiée du 01/04/2021

Imputation budgétaire : 937-76-657358-576003-1700

Action : 576003082- Actions en lien avec l'Agence Régionale de la Biodiversité (ARB)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense Travaux d'aménagement et d'entretien	39 500,00 € HT	45,42 %	17 940,00 €
	Montant total de la subvention		17 940,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYORP SYNDICAT DE L'ORGE, DE LA
REMARDE ET DE LA PREDECELLE
Adresse administrative : 163 ROUTE DE FLEURY
91170 VIRY CHATILLON
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur FRANCOIS CHOLLEY, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 10 juillet 2023 - 31 octobre 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : nécessité d'avoir finalisé l'étude pour le prochain contrat mixte TVB Eau & Climat.

Description :

Le Syndicat de l'Orge couvre un territoire de 65 communes (9 communautés d'agglomération ou de communes) et 432 000 habitants dans le département de l'Essonne. Au-delà de ses missions de gestion des eaux usées, des milieux aquatiques et de prévention des inondations, ce Syndicat gère en propre plus de 400 ha de milieux naturels, s'est engagé en 2021, dans une « Stratégie pour les milieux naturels 2021-2030 ».

Dans ce cadre, et en préalable à l'élaboration d'un contrat mixte Eau & Climat - Trame Verte et Bleue, le syndicat de l'Orge souhaite réaliser une étude territoriale ayant vocation à :

- mieux connaître, l'état des réservoirs de biodiversité et des corridors dans le but de les préserver et d'en restaurer les fonctionnalités ;
- identifier et préciser les enjeux locaux de préservation et de restauration des continuités écologiques ;
- accompagner les communes et intercommunalités dans le cadre de la production de leurs documents d'urbanisme ;
- définir les priorités permettant d'établir un plan d'actions concret, opérationnel et en faire une déclinaison locale du Schéma Régional de Cohérence Ecologique.

La prestation d'étude est structurée en deux grandes phases :

- un diagnostic écologique du territoire et cartographie de la TVB ;
- un schéma directeur comportant des propositions concrètes d'actions à mener.

La présente affectation porte sur les dépenses en fonctionnement du projet et est complétée par un volet en investissement (fiche-projet n° 23006807).

Détail du calcul de la subvention :

Application du règlement d'intervention de la Stratégie Régionale pour la Biodiversité 2020-2030, adopté par délibération n° CP 2023-028 du 25 janvier 2023 : action 1 " Dispositif « Pour la reconquête de la biodiversité en Île-de-France ».

Le taux de subvention est plafonné à 50 % des dépenses subventionnables et le montant de la subvention est plafonné à 20 000 €.

Localisation géographique :

 ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/AAP biodiversité (Actions en lien avec ARB)

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Diagnostic écologique du bassin versant de l'Orge	11 350,00	28,73%
Analyse des fonctionnalités et identification des enjeux	15 350,00	38,86%
Réunions et ateliers	3 400,00	8,61%
Reprographie	400,00	1,01%
Prestations diverses	9 000,00	22,78%
Total	39 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	17 940,00	45,42%
Département de l'Essonne	9 710,00	24,58%
Fonds propres	11 850,00	30,00%
Total	39 500,00	100,00%

**DOSSIER N° EX076074 - MODELISATION DES CONTINUITES ECOLOGIQUES ET PLANTATIONS
DANS 4 COMMUNES DES HAUTS-DE-SEINE – VOLET FONCTIONNEMENT**

Dispositif : Appel à projet biodiversité fonctionnement (n° 00000257)

Délibération Cadre : CP2021-198 modifiée du 01/04/2021

Imputation budgétaire : 937-76-65748-576003-1700

Action : 576003082- Actions en lien avec l'Agence Régionale de la Biodiversité (ARB)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense Travaux d'aménagement et d'entretien	32 280,00 € TTC	50,00 %	16 140,00 €
	Montant total de la subvention		16 140,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ENVIRONNEMENT 92
Adresse administrative : 16 RUE DE L OUEST
92100 BOULOGNE BILLANCOURT
Statut Juridique : Association
Représentant : Irène NENNER, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 2 octobre 2023 - 31 décembre 2025

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Environnement 92 est une association tête de réseau qui fédère 52 associations des Hauts-de-Seine, affiliée à France Nature Environnement Île-de-France et membre du comité des partenaires de l'Agence Régionale de la Biodiversité (ARB).

Elle compte plus de 3200 adhérents et souhaite réaliser un programme d'actions sur 3 ans afin de contribuer à la préservation de la nature en ville et à l'amélioration du cadre de vie des habitants du département. Pour ce faire, sont proposés plusieurs volets :

- "Animation-sensibilisation" : élaboration et diffusion d'une newsletter, organisation de webinaires et de réunions de sensibilisation à destination des associations adhérentes et des élus du département ;
- "Modélisation des réseaux écologiques", qui s'inscrit dans la continuité d'un premier travail de cartographie des paysages initié en 2019 et accompagné au titre du dispositif Reconquête de la biodiversité en 2021 (projet "Cartovégétation") : compilation des cartes de modélisation des déplacements de 5 espèces animales représentatives du territoire pour les quatre EPT du département, afin d'orienter les stratégies de renaturation en milieu urbain ;
- "Plantations d'arbres en zone urbaine dense", qui s'inscrit dans un programme de plantation global dans 21 communes identifiées comme prioritairement carencées en espaces verts. Les actions présentées portent sur 5 sites (espaces publics, cours d'écoles) sélectionnés en accord avec 4 communes (Fontenay-aux-Roses, Nanterre, Gennevilliers et Garches).

La présente affectation porte sur les dépenses en fonctionnement du projet et est complétée par un volet en investissement (fiche-projet n° 23006800).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :

Application du règlement d'intervention de la Stratégie Régionale pour la Biodiversité 2020-2030, adopté par délibération n° CP 2023-028 du 25 janvier 2023 : action 1 " Dispositif « Pour la reconquête de la biodiversité en Île-de-France ».

Le taux de subvention est plafonné à 50 % des dépenses subventionnables et le montant de la subvention est plafonné à 20 000 €.

Localisation géographique :

- GARCHES
- FONTENAY-AUX-ROSES
- GENNEVILLIERS
- NANTERRE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/AAP biodiversité (Actions en lien avec ARB)

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Maquette et édition de 7 newsletter	8 820,00	22,62%
Maquette et édition de 3 power point	5 040,00	12,92%
Organisation de 2 réunions thématiques	5 280,00	13,54%
Expert scientifique : relecture des livrables, préparation et animation de 6 webinaires	7 560,00	19,38%
Maquette de l'atlas par graphiste extérieur	3 600,00	9,23%
Edition de l'atlas : tirage et routage en 60 exemplaires	3 240,00	8,31%
Sous-traitance extérieure pour logistique des webinaires	2 700,00	6,92%
Station de travail pour le stagiaire	2 400,00	6,15%
2 disques durs	360,00	0,92%
Total	39 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	16 140,00	41,38%
DRIEAT	7 500,00	19,23%
Métropole du Grand Paris	1 500,00	3,85%
Fonds propres	13 860,00	35,54%
Total	39 000,00	100,00%

DOSSIER N° 23007823 - Diagnostic croisé de santé environnementale Tchendukua

Dispositif : Soutien des structures dans le secteur de l'environnement (n° 00000446)

Délibération Cadre : CR108-13 du 21/11/2013

Imputation budgétaire : 937-71-65748-171004-1700

Action : 17100402- Soutien aux associations et organismes oeuvrant pour l'environnement

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien des structures dans le secteur de l'environnement	230 300,00 € TTC	6,51 %	15 000,00 €
Montant total de la subvention			15 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : TCHENDUKUA ICI ET AILLEURS
Adresse administrative : 3 RUE CAMILLE BUFFARDEL
26150 DIE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur MICHEL PODOLAK, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 octobre 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Du 25 septembre au 17 octobre 2023, l'association Tchendukua va réunir cinq indiens Kogis, représentant les autorités politique (gouverneur) et spirituelles (chamans) de ce peuple autochtone de Colombie, ainsi que plusieurs scientifiques issus de différentes disciplines. Ceux-ci arpenteront ensemble un site remarquable francilien afin d'esquisser un diagnostic croisé de la santé de ce territoire.

En 2022, le système ancestral de connaissances des Kogis a été reconnu par l'UNESCO patrimoine culturel immatériel de l'humanité. L'objectif est de réaliser un diagnostic territorial en croisant les savoirs et connaissances des Kogis avec les approches scientifiques et analytiques mises en œuvre notamment en Ile-de-France. Cette expérimentation permettra de contribuer à la préservation et à la résilience de nos territoires et de la biodiversité.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :

Le projet s'inscrit dans le cadre de l'action 1 " Dispositif « Pour la reconquête de la biodiversité en Île-de-France »" du règlement d'intervention de la Stratégie Régionale pour la Biodiversité 2020-2030 n°CP 2020-068, modifié par délibération n° CP 2021-198.

Le taux de subvention est plafonné à 50% des dépenses subventionnables et le montant de la subvention est plafonné à 20 000 €.

Localisation géographique :

📍 REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Transport	30 540,00	13,26%
Hébergements	69 980,00	30,39%
Frais de personnels organisation	73 780,00	32,04%
Communication	30 000,00	13,03%
Frais de restauration	23 000,00	9,99%
Petits matériels	3 000,00	1,30%
Total	230 300,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	15 000,00	6,51%
Etat	15 000,00	6,51%
UNESCO	5 000,00	2,17%
Commune de Boulogne	20 000,00	8,68%
AFD	10 000,00	4,34%
Fondations et fonds privés	106 000,00	46,03%
Fonds propres	59 300,00	25,75%
Total	230 300,00	100,00%

Annexe 5 Avenant convention LPO 2022-2024

Avenant n°1
Convention « Grand Partenariat pour la
Biodiversité » 2022-2024
entre
LPO Île-de-France et Région Île-de-France

Entre

La Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO Île-de-France), sise 8 rue du Docteur Pujos BP 90263 - 17305 ROCHEFORT Cedex – Association – N°Siret 78426328700103, représentée par son président, Monsieur Allain BOUGRAIN-DUBOURG.

ci-après dénommé « *le bénéficiaire* »

d'une part,

La Région Île-de-France sise à Saint Ouen - 93400 - 2 rue Simone Veil 93400, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE, en vertu de la délibération n° CP 2023-299 du 21 septembre 2023.

ci-après dénommée « *la Région* »

d'autre part,

SONT CONVENUES DE CE QUI SUIT :

Article 1 :

L'article 2.2 « AMELIORATION DE LA CONNAISSANCE GRÂCE A L'OBSERVATION DE LA NATURE » est modifié comme suit :

La LPO Île-de-France s'engage au quotidien dans la préservation de la biodiversité en contribuant à une meilleure connaissance et à sa diffusion, grâce aux nombreux programmes, observatoires, réseaux de surveillance qu'elle initie ou qu'elle porte. L'ancrage local de la LPO Île-de-France est assuré par un réseau de groupes locaux et plus 500 adhérents bénévoles actifs formés et en capacités de mettre en œuvre des protocoles de programmes participatifs (STOC-EPS, SHOC, EPOC, Wetlands international, Observatoire des oiseaux des jardins, EuroBirdwatch), de participer à des enquêtes, des suivis (Programme Moineaux à Paris, Observatoire des hirondelles et martinets, suivi des Faucons pèlerin et crécerelle, etc.) et à des réseaux de surveillance.

A ce titre, les actions décidées par le bénéficiaire sont les suivantes :

- animation de l'Observatoire régional des oiseaux communs (OROC) ;
- réalisation du bilan régional annuel des STOC, SHOC et Wetlands ;
- coordination régionale de l'enquête et du suivi Busards ;
- animation et développement des réseaux de surveillance et de suivis des espèces du bâti (Hirondelles, Martinets, Faucons et Moineaux) ;
- organisation des Rassemblements Ornithologiques du Printemps ;
- animation des observatoires participatifs « Oiseaux des Jardins » et « Mission Hérisson » ;
- connaissance et protection du Moineau friquet en Île-de-France ;

- coordination régionale de l'enquête LIMAT (Anatidés, Limicoles, Grèbes et Foulques).

Article 2 :

L'article 2.3 « FORMATION » est modifié comme suit :

La formation est un levier majeur permettant d'accélérer et d'accompagner la transition écologique et le développement durable en faveur de la biodiversité : faire évoluer les pratiques des entreprises, accompagner les politiques publiques et offrir aux citoyens la possibilité d'acquérir des connaissances pour une meilleure prise en compte de la nature sauvage dans leurs activités quotidiennes.

La LPO Île-de-France, en partenariat avec l'ARB, développe l'École Régionale d'Ornithologie, un cursus de formations composé de deux sessions « débutant », deux sessions « perfectionnement » et des journées de consolidation, avec comme objectifs de former des observateurs bénévoles susceptibles de pouvoir conduire des sorties de découverte des oiseaux pour le grand public et capables de recueillir des données ornithologiques avec ou sans protocole pour alimenter les bases de données ou s'inscrire dans les programmes de sciences participatives.

A ce titre, les actions décidées par le bénéficiaire sont les suivantes :

- formation « Initiation à l'identification des oiseaux franciliens » ;
- formation « concilier la gestion des espaces et la biodiversité » ;
- École Régionale d'Ornithologie.

Article 3 :

Un article 2.6 est ajouté à la convention citée en préambule et rédigé comme suit :

ARTICLE 2.6 : ÉDUCATION ET SENSIBILISATION À LA BIODIVERSITÉ

Toute l'année, la LPO Île-de-France met en place des sorties de découvertes et des animations à destination des écoles, des centres de loisirs et du grand public.

En partenariat avec les institutions et les collectivités territoriales, la LPO Île-de-France initie, pilote et participe à l'animation de plusieurs campagnes d'éducation à l'environnement au niveau francilien. Chaque année, à l'occasion de ces animations, ce sont plus de 18 000 enfants et 7 000 adultes qui sont accueillis et sensibilisés par les animateurs volontaires ou professionnels de l'équipe.

A ce titre, l'action décidée par le bénéficiaire est la suivante :

- édition d'un mini-guide des oiseaux communs d'Île-de-France.

Article 4 :

L'article 3 « ENGAGEMENTS DE LA REGION » est modifié comme suit :

La Région Île-de-France s'engage pour la durée de la convention à accompagner le bénéficiaire dans la mise en œuvre du programme d'actions décrit à l'article 2, en apportant son soutien technique.

La Région Île-de-France s'engage également à apporter son soutien financier au bénéficiaire. Au titre de l'année 2023, la subvention régionale correspond à 40,32% de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à 155 228 €, soit un montant maximum prévisionnel de 62 583 €.

La participation financière de la Région fait l'objet d'une affectation annuelle, par délibération de la commission permanente du conseil Régional, sous réserve de la disponibilité des crédits, au vu du budget prévisionnel et du programme annuel d'actions certifié par le responsable de la structure. Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche-projet » de la présente convention.

Pour l'année 3 du partenariat, le montant du soutien régional est par voie d'avenant à la présente convention. Cet avenant est approuvé préalablement par la commission permanente du conseil régional sous réserve de la disponibilité des crédits.

Article 5 :

Toutes les stipulations de la convention non modifiées par le présent avenant demeurent inchangées.

Le présent avenant comprend une annexe :

- la « fiche-projet » n° 23006647 adoptée par délibération n° CP 2023-299 du 21 Septembre 2023.

Fait en 2 exemplaires, à Saint-Ouen-sur-Seine

Le

Le

Pour le *bénéficiaire*,

Pour la Région Île-de-France,

Le président de la LPO
Allain BOUGRAIN-DUBOURG
Signature revêtue du cachet de la société

La présidente du conseil régional
Valérie PÉCRESSE
Pour la présidente du conseil régional
Et par délégation

DOSSIER N° 23006647 - PROGRAMME D'ACTION PLURIANNUEL DE LA LIGUE POUR LA PROTECTION DES OISEAUX ÎLE-DE-FRANCE (ANNÉE 2023)

Dispositif : Grands partenariats pour la biodiversité (n° 00001203)

Délibération Cadre : CP2021-198 du 01/04/2021

Imputation budgétaire : 937-71-65748-171004-1700

Action : 17100402- Soutien aux associations et organismes oeuvrant pour l'environnement

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Grands partenariats pour la biodiversité	155 228,00 € TTC	40,32 %	62 583,00 €
	Montant total de la subvention		62 583,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LIGUE FRANCAISE PROTECTION OISEAUX
Adresse administrative : PARC MONTsouris 26 BOULEVARD JOURDAN
75014 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Allain BOUGRAIN-DUBOURG, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Il s'agit d'accompagner le porteur de projet sur des actions mises en place toute l'année.

Description :

La Ligue pour la protection des oiseaux (LPO) est une association de protection de la nature et de l'environnement qui agit en Île-de-France par l'intermédiaire de sa Délégation LPO Île-de-France. Les missions de la délégation s'articulent autour de la protection de la nature, la mobilisation citoyenne et la vie associative.

Dans le cadre de la convention triennale 2022-2024, les actions conduites pour l'année 2023 sont les suivantes :

- structuration, animation et équipement du réseau des groupes locaux LPO Île-de-France ;
- amélioration de la connaissance grâce à l'observation de la nature (animation de l'Observatoire régional des oiseaux communs – OROC – ; bilan régional annuel des STOC, SHOC et Wetlands ; coordination régionale de l'enquête et du suivi Busards ; animation des réseaux de surveillance des espèces du bâti – Hirondelles, Martinets, Faucons et Moineaux – ; Organisation des rassemblements ornithologiques du printemps ; animation des observatoires participatifs «

Oiseaux des Jardins » et « Mission hérisson » ; connaissance et protection du Moineau friquet en Île-de-France ; coordination de l'enquête LIMAT) ;

- organisation de formations (Initiation à l'identification des oiseaux franciliens ; concilier la gestion des espaces et la biodiversité ; Ecole Régionale d'Ornithologie) ;
- participation au débat public sur l'environnement et médiation environnementale (conseil auprès des particuliers, participation aux enquêtes et consultations publiques, mobilisation sur les instances participatives, conception et édition de LPO Info Île-de-France) ;
- coordination de Faune sauvage en détresse (animation du dispositif et du réseau des bénévoles transporteurs) ;
- éducation et sensibilisation à la biodiversité (édition d'un mini-guide des oiseaux communs d'Île-de-France).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Le projet s'inscrit dans le cadre de l'action 3 du règlement d'intervention de la Stratégie régionale pour la biodiversité, modifié par délibération n° CP 2021-198 du 1er avril 2021 modifiée.

Localisation géographique :

 REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel	117 888,00	67,70%
Achat de matériel et fournitures	11 900,00	6,83%
Frais de déplacement	6 640,00	3,81%
Impression, conception graphique	18 800,00	10,80%
Non retenu : dépenses relatives aux projets « Coup de crayon pour... » et formation « Nature en ville »	18 901,00	10,85%
Total	174 129,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	62 583,00	35,94%
Métropole du Grand Paris	14 000,00	8,04%
ARB Île-de-France	7 000,00	4,02%
DRIEAT	21 000,00	12,06%
Fonds pour le Développement de la Vie Associative	7 100,00	4,08%
Fondation de France	10 000,00	5,74%
Fonds propres	52 446,00	30,12%
Total	174 129,00	100,00%

Annexe 6 Fiches projets RNR

DOSSIER N° 23006817 - EVALUATION DU PLAN DE GESTION, ETUDES ET TRAVAUX UNIQUES DE GESTION DE LA RESERVE NATURELLE DU BASSIN DE LA BIEVRE – LPO ÎLE-DE-FRANCE : INVESTISSEMENT 2023

Dispositif : Réserves Naturelles Régionales Investissement (n° 00000256)

Délibération Cadre : CP2021-198 du 01/04/2021

Imputation budgétaire : 907-76-20422-576003-1700

Action : 576003022- Investissement des Réserves naturelles régionales (RNR)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Réserves Naturelles Régionales Investissement	58 225,01 € TTC	70,00 %	40 757,00 €
Montant total de la subvention			40 757,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LIGUE FRANCAISE PROTECTION OISEAUX
Adresse administrative : PARC MONTSOURIS
75014 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Alain BOUGRAIN-DUBOURG, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 mars 2023 - 31 août 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : nécessité de prendre en compte une période d'études large dès le début du printemps.

Description :

La Délégation Régionale LPO Île-de-France est co-gestionnaire de la RNR avec le Syndicat interdépartemental pour l'assainissement de l'agglomération parisienne (SIAAP).

Pour 2023, au titre de l'investissement, il s'agit de :

- réaliser l'étude et le bilan du plan de gestion de la réserve : celui-ci concerne la période 2013-2024 et doit faire l'objet d'une évaluation afin de réaliser le nouveau plan de gestion ;
- réaliser les études et inventaires écologiques non récurrents prévus au plan de gestion : suivi des odonates, chiroptères et reptiles.

La plupart de ces opérations sont réalisées en régie par la délégation Île-de-France de la LPO.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :

Application du règlement d'intervention de la stratégie régionale pour la biodiversité 2020-2030, adopté par délibération n° CP 2023-028 du 25 janvier 2023.

Le taux de subvention est plafonné à 70 % maximum des dépenses subventionnables relevant de crédits d'investissement et de fonctionnement pour les Réserves Naturelles Régionales non situées sur les propriétés régionales (action 3).

Localisation géographique :

- ESSONNE
- HAUTS DE SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/AAP biodiversité
(Actions en lien avec ARB)

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes pré-opérationnelles (faune-flore) : rédaction du nouveau plan de gestion	43 465,26	74,65%
Etudes et inventaires ponctuels	14 759,75	25,35%
Total	58 225,01	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	40 757,00	70,00%
Etat (Fonds vert)	5 822,50	10,00%
Autofinancement	11 645,51	20,00%
Total	58 225,01	100,00%

**DOSSIER N° 23006818 - OPERATIONS DE GESTION ET DE VALORISATION REGULIERES DE LA
RESERVE NATURELLE REGIONALE DU BASSIN DE LA BIEVRE : FONCTIONNEMENT 2023 -
LIGUE FRANCAISE POUR LA PROTECTION DES OISEAUX (LPO) ILE-DE-FRANCE**

Dispositif : Réserves Naturelles Régionales Fonctionnement (n° 00000258)

Délibération Cadre : CP2021-198 du 01/04/2021

Imputation budgétaire : 937-76-65748-576003-1700

Action : 576003072- Réserves naturelles régionales

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Réserves Naturelles Régionales Fonctionnement	71 715,66 € TTC	50,00 %	35 857,00 €
Montant total de la subvention			35 857,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LIGUE FRANCAISE PROTECTION OISEAUX
Adresse administrative : PARC MONTSOURIS
75014 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Alain BOUGRAIN-DUBOURG, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 mars 2023 - 31 août 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Les suivis faunistiques et floristiques débutent dès le mois de mars au sein de la réserve.

Description :

La Délégation Régionale LPO Île-de-France est co-gestionnaire de la RNR du Bassin de la Bièvre avec le Syndicat interdépartemental pour l'assainissement de l'agglomération parisienne (SIAAP).

Il s'agit de soutenir en 2023, en fonctionnement, les opérations découlant du plan de gestion de la Réserve Naturelle Régionale correspondant à la gestion administrative du site, à l'amélioration des connaissances, aux projets pédagogiques et d'animation, et la gestion conservatoire courante soit :

- participation aux frais administratifs liés aux opérations de gestion qui concerne les charges de personnel : organisation de différentes activités, suivi des infractions, coordination des actions de surveillance et renforcement de la sécurité ; coordination des actions des différents acteurs ; suivi en concertation avec la ville d'Antony des modalités d'entretien de la voie verte. En outre, il est prévu que la RNR fournisse à la

Région un avis sur l'incidence des travaux réalisés à proximité de la RNR, réalise les bilans annuels d'activité et renseigne les bases de données ;

- valorisation du patrimoine naturel de la RNR du Bassin de la Bièvre : renouvellement de l'offre d'activités de découverte de la nature avec 10 portes ouvertes de l'observatoire en week-end, 10 créneaux

d'activités thématiques pour les publics spécifiques et l'accueil de 10 activités scolaires.

Les activités seront calées sur le calendrier de l'année scolaire 2023-2024.

Les portes ouvertes seront programmées en week-end ou sur les périodes des vacances scolaires. Trois d'entre elles seront programmées en fonction d'événements (Fête de la nature, Eurobirdwatch, journée mondiale des zones humides) ;

- amélioration des connaissances sur le patrimoine de la RNR et le faire connaître :

suivi ornithologique annuel, suivi des plantes invasives, suivi photographique à des emplacements fixes ;

- actualisation des données cartographiques, étude de l'impact de la variation du niveau d'eau sur l'avifaune nicheuse, lutte contre les espèces invasives.


Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :

Application du règlement d'intervention de la stratégie régionale pour la biodiversité 2020-2030, adopté par délibération n° CP 2023-028 du 25 janvier 2023.

Le taux de subvention est plafonné à 70 % maximum des dépenses subventionnables relevant de crédits d'investissement et de fonctionnement pour les Réserves Naturelles Régionales non situées sur les propriétés régionales (action 3).

Localisation géographique :

 ESSONNE

 HAUTS DE SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/AAP biodiversité (Actions en lien avec ARB)

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Suivis naturalistes	7 715,96	10,76%
Animation/accueil du public	33 373,07	46,54%
Surveillance	1 929,52	2,69%
Gestion conservatoire	1 717,11	2,39%
Gestion administrative et financière	26 980,00	37,62%
Total	71 715,66	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	35 857,00	50,00%
Département 92	10 757,35	15,00%
Département 91	10 757,35	15,00%
Autofinancement	14 343,96	20,00%
Total	71 715,66	100,00%

DOSSIER N° 23006819 - RESERVES NATURELLES REGIONALES DU VAL ET COTEAU DE SAINT-REMY ET DES ETANGS DE BONNELLES – POSTE DE TECHNICIEN DES RESERVES : FONCTIONNEMENT 2023

Dispositif : Réserves Naturelles Régionales Fonctionnement (n° 00000258)

Délibération Cadre : CP2021-198 du 01/04/2021

Imputation budgétaire : 937-76-657348-576003-1700

Action : 576003072- Réserves naturelles régionales

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Réserves Naturelles Régionales Fonctionnement	40 660,00 € TTC	70,00 %	28 462,00 €
Montant total de la subvention			28 462,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SAINT-REMY-LES-CHEVREUSE
Adresse administrative : 2 RUE VICTOR HUGO
78470 SAINT REMY LES CHEVREUSE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur DOMINIQUE BAVOIL, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : nécessité d'assurer le versement des salaires en début d'année et démarrage des opérations de gestion dès le début de janvier 2023.

Description :

Il s'agit de soutenir en 2023, en fonctionnement :

- la réalisation des activités de surveillance (intégrité du site, signalement des infractions, suivi de fréquentation) ;
- la réalisation des suivis scientifiques (participer ou réaliser ces suivis, rédactions, comptes rendus et bilans) ;
- la sensibilisation et l'information du public (accueil, présentations, animations) ;
- les opérations de gestion conservatoire courantes et la mise en œuvre du plan de gestion.

Ces missions sont réalisées par la technicienne de gestion des Réserves Naturelles Régionales du Val et Coteau de Saint-Rémy-Lès-Chevreuse et des étangs de Bonnelles.

Détail du calcul de la subvention :

Application du règlement d'intervention de la stratégie régionale pour la biodiversité 2020-2030, adopté par délibération n° CP 2023-028 du 25 janvier 2023.

Le taux de subvention est plafonné à 70 % maximum des dépenses subventionnables relevant de crédits d'investissement et de fonctionnement pour les Réserves Naturelles Régionales non situées sur les propriétés régionales (action 3).

Localisation géographique :

- BONNELLES
- SAINT-REMY-LES-CHEVREUSE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/AAP biodiversité
(Actions en lien avec ARB)

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Surveillance	5 237,00	12,88%
Gestion conservatoire	9 854,00	24,24%
Animation/accueil du public	15 711,00	38,64%
Suivis et inventaires scientifiques	9 858,00	24,24%
Total	40 660,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	28 462,00	70,00%
Commune de Saint-Rémy-Lès-Chevreuse	6 099,00	15,00%
Commune de Bonnelles	6 099,00	15,00%
Total	40 660,00	100,00%

DOSSIER N° 23006820 - OPERATIONS DE GESTION DES RNR DU VAL ET COTEAU DE SAINT-REMY ET DES ETANGS DE BONNELLES REALISEES PAR LE PARC NATUREL REGIONAL DE LA HAUTE VALLEE DE CHEVREUSE : FONCTIONNEMENT 2023

Dispositif : Réserves Naturelles Régionales Fonctionnement (n° 00000258)

Délibération Cadre : CP2021-198 du 01/04/2021

Imputation budgétaire : 937-76-657358-576003-1700

Action : 576003072- Réserves naturelles régionales

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Réserves Naturelles Régionales Fonctionnement	58 920,00 € TTC	70,00 %	41 244,00 €
Montant total de la subvention			41 244,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYND MIXTE REALI GEST PARC VALLEE
Adresse administrative : CHE JEAN RACINE
78460 CHEVREUSE
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Madame ANNE CABRIT, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Le versement des salaires des conservateurs et les opérations de gestion et d'animation débutent dès janvier 2023.

Description :

Le Parc naturel de la Haute Vallée de Chevreuse est co-gestionnaire avec les communes des Réserves Naturelles Régionales « Val et coteau de Saint-Rémy » à Saint-Rémy-Lès-Chevreuse et « Etangs de Bonnelles ».

Les dépenses de fonctionnement pour l'année 2023 concernent :

- la prise en charge des frais salariés des deux ingénieurs territoriaux du syndicat mixte d'aménagement et de gestion du PNRHVC qui assurent les missions de gestion conservatoire de ces deux RNR, à hauteur de 50 jours ETP par an pour chacun des postes de conservateur. Les deux conservateurs ont en charge la gestion conservatoire des deux réserves avec l'appui des services techniques des deux villes, l'animation, la mise en œuvre du plan de gestion et la gestion courante de la vie de la réserve (Comité consultatif de gestion, conseil scientifique, etc.) ;

- l'élaboration du plan de gestion de la RNR des Etangs de Bonnelles. La réserve ne dispose pas encore d'un plan de gestion élaboré selon la méthodologie prévue. Le travail de terrain et d'écriture sera réalisé grâce au recrutement d'un contrat de projet pour une durée de 6 mois ;

- la participation aux frais d'adhésion à Réserves Naturelles de France (RNF).

Dans le cadre d'une convention ad hoc « Grand compte » relative à la mesure 100 000 stages signée avec la Région, le bénéficiaire s'est engagé à recruter un nombre global de 3 stagiaires ou alternants.

Détail du calcul de la subvention :

Application du règlement d'intervention de la stratégie régionale pour la biodiversité 2020-2030, adopté par délibération n° CP 2023-028 du 25 janvier 2023.

Le taux de subvention est plafonné à 70 % maximum des dépenses subventionnables relevant de crédits d'investissement et de fonctionnement pour les Réserves Naturelles Régionales non situées sur les propriétés régionales (action 3).

Localisation géographique :

- BONNELLES
- SAINT-REMY-LES-CHEVREUSE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/AAP biodiversité
(Actions en lien avec ARB)

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Postes de conservateurs	28 500,00	48,37%
Réalisation du plan de gestion de la réserve des Etangs de Bonnelles	30 000,00	50,92%
Adhésion Réserves Naturelles de France (RNF)	420,00	0,71%
Total	58 920,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	41 244,00	70,00%
Autofinancement	17 676,00	30,00%
Total	58 920,00	100,00%

Annexe 7 Convention de transfert de crédit Etat - Région

CONVENTION N°

relative à une attribution financière dans le cadre de la décentralisation de la gestion des sites exclusivement terrestres aux Conseil Régionaux

Entre

L'État, Ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires, sis tour Séquoia – 1 Place Carpeaux à Paris La Défense (92 055), représenté par Philippe MAZENC, Directeur général de l'aménagement, du logement et de la nature, ci-après dénommé indifféremment l'État, le Ministère, le MTECT, l'Administration,

D'une part,

Et,

Le Conseil Régional d'Île-de-France, sis 2 rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen, enregistré sous le numéro de SIRET n°23750007900312, représenté par Madame Valérie PECRESSE, Présidente du Conseil Régional d'Île-de-France, ci-après dénommé « le bénéficiaire »,

Vu l'article 61 de la loi n°2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale, dite loi 3DS

Vu l'article 172 II de la loi n° 2022-1726 du 30 décembre 2022 de finances pour 2023

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : Engagement de l'Etat

En déclinaison de la loi relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale, une attribution financière au titre de 2023 est attribuée au bénéficiaire pour l'accompagner dans l'exercice de la compétence mentionnée au IV ter de l'article L. 414-2 du code de l'environnement. Le montant de l'attribution financière est fixé par la loi.

La contribution de l'État qui en résulte est fixée à la somme de 455 758 € (quatre cent cinquante-cinq mille sept cent cinquante-huit euros).

Ce montant constitue la limite maximale de l'engagement ferme de l'État.

ARTICLE 2 – Modalités de règlement des dotations financières de l'Etat au bénéficiaire

2.1. Imputation budgétaire

La dotation financière mentionnée à l'article précédent relève des crédits budgétaires ouverts au Ministère sur le programme 113 « paysage, eau et biodiversité » PEB, :

Domaine fonctionnel	Centre financier	Centre de coût	Code d'activité
0113-07-31	0113- PEBC- AGCM	ALNSDET092	011301MB0403

2.2. Comptable assignataire

Le comptable assignataire chargé des paiements est le contrôleur budgétaire et comptable du Ministère de la Transition Ecologique (CBCM 945000). C'est à lui que doivent être notifiés, le cas échéant, les cessions ou nantissements de créances faits en application de la loi n° 81.1 du 2 janvier 1981 modifiée.

2.3. Modalités de règlement

Les dotations de l'État feront l'objet d'un versement effectué dans les 30 jours qui suivent la signature de la présente convention.

Le Ministère se libère des sommes dues au titre de la présente Convention, par virement administratif du comptable assignataire mentionné à *l'article 2.2* au compte ouvert au nom de la Région sous les coordonnées suivantes :

Titulaire	Direction régionale des finances publiques Région
Domiciliation	BDF Paris
IBAN	FR46 3000 1000 64R7 5000 0000 086
BIC/SWIFT	BDFEFRPPCCT

ARTICLE 3 - Utilisation des fonds

Ces fonds permettront la réalisation des missions de gestion des sites Natura 2000 exclusivement terrestres.

Cela concerne notamment les actions d'élaboration et révision des documents d'objectifs et d'animation des docobs (mise en œuvre opérationnelle du docob), ainsi que le financement des contrats Natura 2000 et des études en appui au dispositif. Ainsi, ces missions incluent de l'appui aux Conservatoires Botaniques Nationaux, des actions de gestion en lien avec les Plans Nationaux d'Actions, des inventaires, suivis scientifiques et études sur la connaissance de certaines espèces, des études sur l'efficacité des mesures de gestion (financement dans le cadre de l'animation des sites), des actions de communication et de sensibilisation, et de l'animation MAEC en sites Natura 2000.

ARTICLE 4 – Modification de la convention

Toute modification dans le contenu ou dans les modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les signataires, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précise les éléments modifiés sans que ceux-ci puissent conduire à remettre en cause substantiellement les objectifs et principes généraux de la convention définis à l'article 1er.

ARTICLE 5 – Loi applicable, règlement des litiges et juridiction complète

La présente convention est régie par le droit français.

Les parties s'engagent à tenter de résoudre à l'amiable toute contestation qui trouverait son origine dans l'interprétation ou dans l'exécution des clauses de la présente convention.

En cas de désaccord persistant, le litige sera porté par la partie la plus diligente devant le Tribunal Administratif de Cergy Pontoise, seul compétent pour en connaître.

ARTICLE 6 - Pièces constitutives

La présente Convention est établie en deux exemplaires originaux.

Elle est constituée du présent document et de ses éventuels futurs avenants et de leurs annexes.

Fait à Paris, le

Le Directeur général de
l'aménagement, du logement et de la
nature

La Présidente du Conseil
Régional d'Île-de-France,

Valérie Pécresse

Annexe 8 Petit Patrimoine Naturel

Annexe n°7 – Liste des lauréats de la session 2 du dispositif de valorisation du petit patrimoine naturel francilien « 500 petits patrimoines naturels en Île-de-France »

Communes

- Rueil Malmaison (92500)
 - pour son espace Parc Bernard Moteurs d'une surface de 3900 m²
 - pour son espace Parc Carrey de Bellemare d'une surface de 10900 m²
 - pour son espace Parc de l'Amitié d'une surface de 14000 m²
 - pour son espace Parc des Impressionnistes d'une surface de 8900 m²
- Aulnay-Sous-Bois (93600) pour son espace Rive droite du canal de l'Ourcq d'une surface de 17750 m²
- Domont (95330) pour son espace Parc Joséphine Baker d'une surface de 610 m²
- Morsang-sur-Orge (91390) pour son espace Maison de l'Environnement - Jardin de l'Orangerie d'une surface de 3000 m²

Lycée ou collège public (EPLE)

- LYCEE POLYVALENT DE LA MARE CARREE (77550) pour son espace Lycée de la Mare Carrée d'une surface de 100 m²
- LYCEE GENERAL TECHNOLOGIQUE RENE CASSIN (91290) pour son espace TOITURES VEGETALISEES DU LYCEE d'une surface de 685 m²
- LYCEE POLYVALENT PAUL EMILE VICTOR (95520) pour son espace Lycée LPO Paul-Emile VICTOR d'une surface de 5900 m²
- LYCEE GENERAL TECHNOLOGIQUE JEAN-PIERRE VERNANT SEVRES (92310) pour son espace d'une surface de 1000 m²
- LYCÉE LOUISE MCHÉL (93800) pour son espace Espaces verts du lycée d'une surface de 3000 m²
- LPO JEAN JACQUES ROUSSEAU SARCELLES (95200) pour son espace Lycée Jean-Jacques Rousseau d'une surface de 50896 m²
- LYCEE LEA FRANCOISE DOLTO (95200) pour son espace Lycée d'enseignement adapté Françoise Dolto d'une surface de 7000 m²
- LYCEE POLYVALENT LUCIE AUBRAC (93500) pour son espace Lycée Lucie Aubrac d'une surface de 200 m²

Association loi 1901 et assimilée (fondation, ONG ...)

- FORETS COMESTIBLES DE LIVRY/SEINE (77000) pour son espace FORET COMESTIBLE DE LA PLACE MOUTON d'une surface de 1000 m²
- CERCLE DE LA VOILE BASSE MARNE (94000) pour son espace Club de Voile de la Basse Marne d'une surface de 3307 m²
- ENVOLUDIA (93240) pour son espace IME LES HORTILLONS d'une surface de 600 m²
- ASSOCIATION PAROISSIALE DE LOUVRES (95380) pour son espace Maison Paroissiale d'une surface de 9000 m²
- URBANESCENCE (75013) pour son espace 13'Infuz - Les tisanes de la Petite Ceinture d'une surface de 1400 m²
- JARDIN SAINT SERGE (75019) pour son espace Jardin Saint Serge d'une surface de 2500 m²
- RIVER PROTECT (77260) pour son espace bras mort d'une surface de 2000 m²
- MAISON DES LOISIRS ET DE LA CULTURE (77240) pour son espace Maison des loisirs et de la Culture d'une surface de 1500 m²

- DEBROUILLE COMPAGNIE (75019) pour son espace Jardin partagé et jardin solidaire Hérault d'une surface de 2800 m²
- ASSOCIATION LE 6B (93200) pour son espace 6b Village - Les Jardins du 6b par l'association Engrainage d'une surface de 1000 m²
- LE MONTFORTOIS EN TRANSITION (78490) pour son espace Le jardin proMeTteur d'une surface de 2783 m²
- LES AMIS RECYCLEURS (75018) pour son espace La Ferme Urbaine de la Recyclerie d'une surface de 1000 m²
- SERRE & HALLES AGRO-URBAIN DE MONTEVRAIN (77144) pour son espace Le Potager des Corbins d'une surface de 5000 m²
- L'ASSOCIATION DE L'AUTRE CHAMP (93430) pour son espace Les Champs Ouverts d'une surface de 1500 m²
- SOC ARCHEOLOGIQUE & HISTORIQUE CHELLES (77500) pour son espace Jardin de la Villa Max d'une surface de 1200 m²

Entreprises

- TUILERIE DE BEZANLEU (77710) pour son espace Tuilerie de Bezanleu d'une surface de 20000 m²
- MURS A FLEURS (93100) pour son espace murs à fleurs d'une surface de 7000 m²
- IMMOBILIERE 3F (94420) pour son espace 3F Le Plessis-Trévisse d'une surface de 4700 m²

SNCF TRANSILIE

- Gare de Courbevoie (92400) pour son espace d'une surface de 3968 m²
- Gare Le Val d'Or (92210) pour son espace d'une surface de 50 m²
- Gare de La Celle-Saint-Cloud (78170) pour son espace d'une surface de 1769 m²
- Gare de la Garenne-Colombes (92250) pour son espace d'une surface de 119 m²
- Gare de Maule (78580) pour son espace d'une surface de 2182 m²
- Gare de Beynes (78650) pour son espace d'une surface de 3244 m²
- Gare de Villiers-Neauphle-Pontchartrain (78640) pour son espace d'une surface de 2637 m²
- Gare de Montfort-l'Amaury-Méré (78389) pour son espace d'une surface de 1500 m²
- Gare de Garancières-La Queue (78890) pour son espace d'une surface de 3072 m²
- Gare d'Orgerus Béhoust (78910) pour son espace d'une surface de 2500 m²
- Gare de Bonnières (78270) pour son espace d'une surface de 69 m²
- Gare d'Héricy (77850) pour son espace d'une surface de 600 m²

Autre personne publique (Europe, GIP ...)

- BIBLIOTHEQUE UNIVERSITAIRE DES LANGUES ET CIVILISATIONS (75013) pour son espace Jardin du Pôle des langues et civilisations d'une surface de 2127 m²

Société d'économie mixte

- ELOGIE - SIEMP (78170) pour son espace grande terrasse - partie basse d'une surface de 3000 m²

Particuliers (29 lauréats)

■ **Surface totale des espaces appartenant à des particuliers : 88 073 m²**

■ **Nombre de particuliers par département :**

- 77 Seine-et-Marne : 9
- 78, Yvelines : 7
- 91 Essonne : 5
- 92 Hauts-de-Seine : 3
- 93 Seine-Saint-Denis : 0
- 94 Val-de-Marne : 0
- 95 Val-d'Oise : 5

Annexe 9 Convention et fiche-projet Ventilation

CONVENTION N° **CODE DU DOSSIER** ou (à vide)

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° **CPXXXX-XXX** du **DATE DE VOTE**,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : **LIBELLE DU TIERS** (signataire de la convention)
dont le statut juridique est : **FORME JURIDIQUE DU TIERS**
N° SIRET : **XXXXXXXXXX XXXXX**
Code APE : **XX.XXX** (SI renseigné sur le tiers)
dont le siège social est situé au : **ADRESSE ADMINISTRATIVE**
ayant pour représentant **CIVILITE PRENOM NOM, FONCTION** (représentant signataire convention)
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif « Améliorer la ventilation dans les crèches, les écoles primaires franciliennes, les ALSH et les maisons de retraite » adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CP 2020-276 modifiée du 1er juillet 2020.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du conseil régional n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022, et des conditions suivantes.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° **CPXXXX-XXX** du **DATE DE VOTE**, la Région Île-de-France a décidé de soutenir **ARTICLE ET LIBELLE DU TIERS** pour la réalisation de l'opération suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe à la présente convention : **OBJET DU DOSSIER** (sinon **LIBELLE** (référence dossier n° **CODE DU DOSSIER**)).

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à **TAUX** % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à **MONTANT BASE ELIGIBBLE** €, soit un montant maximum de subvention de **MONTANT SUBVENTION** €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans l'annexe à la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, les investissements dont le contenu est précisé dans l'annexe à la présente convention.

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'ETHIQUE

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion, favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS RELATIVES A L'OBLIGATION D'OFFRE DE STAGE(S) OU D'ALTERNANCE(S)

Le bénéficiaire s'engage à publier ☒ offre(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail en alternance (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) d'une période minimale de deux mois sur la plateforme <https://stages.iledefrance.fr>, selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informar la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informar la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informar la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Informar la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidat, etc.) dans leur déroulement.

Conservar pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée par ses services sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

SI
engagement
offres
stagiaire(s)
(nb > 0)

ARTICLE 2.5: OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France auprès des usagers finaux et du grand-public, le bénéficiaire s'engage à mentionner, dès la notification de l'attribution de la subvention, la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention. La mise en œuvre de ces obligations en matière de communication doit se faire dans le respect de la « *Charte de visibilité régionale* » disponible sur www.iledefrance.fr/logo-et-chartes-IDF dont les principes sont :

Mention du soutien de la Région Île-de-France et apposition du logo régional :

L'information relative à ce soutien prend notamment la forme de la mention « Action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo sur l'ensemble des supports d'information et de communication qu'ils soient imprimés, digitaux et audiovisuels. L'usage du logo, sa taille et son positionnement doivent se faire conformément à la charte graphique et à la charte de visibilité régionale. L'ensemble des supports réalisés doit être transmis à la Région pour validation avant fabrication et/ou diffusion.

Relations presse / relations publiques :

Pour toute opération de relations presse, relations publiques ou action de médiatisation, le bénéficiaire s'engage à informer les services de la Région Île-de-France des dates prévisionnelles de ces actions et à faire expressément référence à l'implication de la Région dans l'ensemble des interviews, conférence de presse, communiqué et dossier de presse qui y sont associés.

Visibilité provisoire et pérenne :

Qu'il s'agisse d'une subvention en investissement ou en fonctionnement, une signalétique provisoire et/ou pérenne doit être prévue par le bénéficiaire, conformément aux applications, aux formats et aux délais indiqués dans la charte de visibilité régionale (panneaux, stickers, autocollant sur le matériel acquis...).

Justificatifs de visibilité :

Le bénéficiaire s'engage à fournir des justificatifs du bon respect de ses obligations de communication à l'occasion en particulier de la demande de versement d'acompte ou du solde de la subvention : envoi d'exemplaires de tous les documents imprimés, photos des panneaux de chantiers et pérennes, de la signalétique événementielle, copie d'écran des sites web et réseaux sociaux... Les services de la Région peuvent procéder à des contrôles.

Organisation d'un temps protocolaire :

Tout événement public de valorisation du projet subventionné (pose de première pierre, inauguration, annonces de manifestations culturelles, sportives...) doit être préalablement défini avec la Région Île-de-France. Le bénéficiaire s'engage notamment à informer bien en amont les services de la Région de la date retenue, à soumettre pour validation tous les supports s'y rapportant (invitation, save the date, plaque inaugurale, signalétique...) et à respecter les usages et préséances protocolaires.

Coopération aux actions de communication décidées par la Région en lien avec l'objet de la convention :

Selon la nature du projet, de l'événement et du montant attribué, la Région Île-de-France se réserve le droit de mettre en place une communication spécifique en lien avec le bénéficiaire (autorisation de prise de vues ou de tournage, apposition de drapeaux, banderoles ou signalétique spécifique...) visant à assurer la visibilité régionale. Dans ce cadre, le bénéficiaire autorise, à titre gracieux, la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers, données...) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

La commune bénéficiaire s'engage à autoriser et à faciliter l'implantation de panneaux « d'entrée de ville » mentionnant le soutien financier de la Région à la collectivité. La Région assure la fourniture et l'implantation des panneaux dès le vote de la subvention régionale.

La commune met en œuvre les procédures d'autorisation d'implantation et s'assure de la bonne exécution de cette obligation. Les bénéficiaires doivent justifier du respect de ces obligations. Leur non-respect peut entraîner la suspension du versement ou le reversement des subventions octroyées.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 3 ans à compter de la date d'adoption de la délibération d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une première demande de paiement conforme aux pièces attendues pour chaque type de versement (versement unique, acompte ou avance), ladite subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision du Président, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 4 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.

Chaque demande de versement de subvention doit être remplie et signée par le représentant légal du bénéficiaire de la subvention qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.1 : VERSEMENT D'ACOMPTE

Ce dispositif ne permet pas le versement d'acompte.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération subventionnée, ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche.

Toute demande de solde est ferme et définitive.

Pour les personnes morales de droit public, le versement du solde est subordonné à la production d'un état récapitulatif des dépenses comprend l'ensemble des dépenses de l'opération subventionnée. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées ainsi que la date de mise en service de l'immobilisation financée par la Région.

Cet état récapitulatif daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire, revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme, doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.

Ce document doit par ailleurs comporter la date de mise en service effective du bien financé par la Région.

Le bénéficiaire s'engage à signaler toute modification concernant la durée d'amortissement du bien financé communiquée initialement aux services de la Région.

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Le montant de la subvention, tel qu'indiqué à l'article 1 de la présente convention, constitue un plafond.

Dans le cas où la dépense acquittée justifiée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total de la base subventionnable initialement prévu, la subvention régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux, ou du barème unitaire, indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du **DATE D'ELIGIBILITE (sinon) DATE DE VOTE** et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le **DATE DE VOTE**.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

Le reversement total ou partiel de la subvention est exigé :

- si l'objet de la subvention a été modifié sans autorisation ;
- dans le cas de non-respect des obligations du bénéficiaire fixées par les lois et règlements, par le règlement budgétaire et financier ou prévues par la convention ;
- en l'absence de production des pièces nécessaires à la justification de l'utilisation de la subvention conformément à l'objet pour lequel celle-ci a été attribuée.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et, le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe « présentation du projet » adoptée par délibération N° CPXXXX-XXX du DATE DE VOTE.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 2 exemplaires originaux

Le

La présidente
du conseil régional d'Île-de-France

Le

Le bénéficiaire

LIBELLE DU TIERS

CIVILITE PRENOM NOM, FONCTION (représentant signataire convention)

DOSSIER N° EX075992 - Amélioration de la ventilation de bâtiments publics - commune du Coudray Montceaux (91)

Dispositif : Améliorer la ventilation dans les crèches, les écoles primaires franciliennes, les ALSH et les maisons de retraite (n° 00001319)

Délibération Cadre : CP2020-276 modifiée du 01/07/2020

Imputation budgétaire : 907-74-2041411-174001-1700

Action : 17400104- Amélioration de la qualité de l'air dans le métro, le RER et l'espace public

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Améliorer la ventilation dans les crèches, les écoles primaires franciliennes, les ALSH et les maisons de retraite	40 703,42 € HT	50,00 %	20 351,00 €
	Montant total de la subvention		20 351,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DU COUDRAY MONTCEAUX
 Adresse administrative : 45 AVENUE CHARLES DE GAULLE
 91830 LE COUDRAY MONTCEAUX
 Statut Juridique : Commune
 Représentant : Madame Aurélie GROS, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 22 septembre 2023 - 31 octobre 2023

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

La commune du Coudray-Montceaux (4871 habitants) souhaite améliorer la qualité de l'air des dortoirs de l'école maternelle André Malraux. A cet effet, elle prévoit l'installation d'un nouvel équipement de ventilation

Détail du calcul de la subvention :

Le règlement d'intervention de ce dispositif adopté par la délibération n° CP 2020-276 du 1er juillet 2020, et modifié par délibération n° CP 2023-072 du 29 mars 2023, permet une aide de 50 % du montant des dépenses subventionnables HT avec un plafond d'aide par établissement de 100 000 €.

Le bénéficiaire de ce financement régional s'engage à une participation minimale pour ce projet qui est fixée à 30 % du montant total des financements apportés par des personnes publiques. Ce plafond doit être respecté pour la compétence « qualité de l'air » dont la Région est chargée d'organiser, en qualité de chef de file, les modalités de l'action commune des collectivités territoriales et de leurs établissements publics.

Localisation géographique :

■ LE COUDRAY-MONTCEAUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Investissement pour améliorer la ventilation	40 703,42	100,00%
Total	40 703,42	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	20 351,00	50,00%
Fonds propres	20 352,42	50,00%
Total	40 703,42	100,00%

Annexe 10 Fiches projets Stratégie Energie Climat

DOSSIER N° EX075792 - Stratégie Energie-Climat : Aide aux études - SCI RICHEBOURG (78)

Dispositif : Stratégie Energie Climat - Aides aux études (n° 00001147)

Délibération Cadre : CP2023-171 du 05/07/2023

Imputation budgétaire : 907-758-204121-575002-1700

Action : 575002032- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Energie Climat - Aides aux études	60 050,00 € HT	35,00 %	21 017,50 €
Montant total de la subvention			21 017,50 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SCI RICHEBOURG

Adresse administrative : 57 RUE DE L'UNIVERSITE
75007 PARIS 7E ARRONDISSEMENT

Statut Juridique : Société Civile Immobilière

Représentant : Monsieur ANDRE DOMINIQUE IMBERT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : une première phase d'étude pour une installation de géothermie sur sonde ou sur nappe.

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Le calendrier impose au porteur de projet de démarrer l'étude début juillet 2023, afin de pouvoir commencer les travaux de rénovation et de géothermie prévus à l'hiver 2024.

Description :

Dans le cadre d'un projet de rénovation complète d'un moulin du 17ème siècle situé à Richebourg (78) en résidence de 11 logements, la SCI Richebourg souhaite réaliser une étude de faisabilité pour une installation géothermique sur nappe ou sur sonde.

L'objectif de cette étude de faisabilité est d'identifier un système de géothermie performant utilisant des ressources naturelles et économiques pour produire l'eau chaude nécessaire à ce nouvel ensemble.

Il s'agit de :

- Mener deux études du sous-sol et en surface ;
- Procéder à un premier forage test.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :

Application du règlement d'intervention adopté par délibération n° CP 2023-171 du 5 juillet 2023 :

Aide régionale de ces études : jusqu'à 50 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, plafonnée à 50 000 € par schéma directeur.

La SCI Richebourg étant une TPE, le cumul des aides publiques doit être inférieur à 70 % de l'investissement selon le régime N° SA.59108.

Localisation géographique :

 RICHEBOURG

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Energies renouvelables

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etude de faisabilité (Telosia)	7 000,00	11,66%
Etudes de faisabilité (Saison-Paragot)	6 170,00	10,27%
Forage test	46 880,00	78,07%
Total	60 050,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	21 017,50	35,00%
ADEME	21 017,50	35,00%
Fonds propres	18 015,00	30,00%
Total	60 050,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.59108 Environnement (ex SA.40405) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26/06/2014 tel que modifié par les règlements 2017/1084 du 14/06/2017 publié au JOUE du 20/06/2017 et 2020/972 du 2/07/2020 publié au JOUE du 07/07/2020, relatif à : aides aux études environnementales

DOSSIER N° EX076038 - Stratégie Energie-Climat : Aide aux études - Commune de Valmondois (95)

Dispositif : Stratégie Energie Climat - Aides aux études (n° 00001147)

Délibération Cadre : CP2023-171 du 05/07/2023

Imputation budgétaire : 907-758-2041481-575002-1700

Action : 575002032- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Energie Climat - Aides aux études	31 680,00 € HT	35,00 %	11 088,00 €
	Montant total de la subvention		11 088,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VALMONDOIS
Adresse administrative : 28 GRANDE RUE
95760 VALMONDOIS
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Bruno HUISMAN, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation d'une étude de faisabilité et d'un forage test pour l'installation d'une solution de géothermie pour le groupe scolaire de Valmondois.

Dates prévisionnelles : 15 juillet 2023 - 31 août 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'étude de faisabilité s'inscrit dans le cadre du projet de rénovation de l'école et doit être réalisée en amont et en cohérence avec le démarrage des travaux prévus pour l'hiver 2024. En outre, dans un contexte d'augmentation des prix de l'énergie, il est nécessaire de démarrer cette étude et de réaliser le forage test et le TRT au plus vite afin d'identifier et prioriser les actions à mener.

Description :

La commune de Valmondois (1229 habitants) souhaite réaliser une étude de faisabilité afin que puisse être identifiée la solution de géothermie la plus appropriée pour alimenter son groupe scolaire en chaleur renouvelable et décarbonée.

Ce projet comprend une étude de faisabilité de géothermie sur sonde ainsi que des travaux de reconnaissance et un TRT (test de réponse thermique), qui permettront la géo modélisation et l'optimisation du nombre de sondes.

Détail du calcul de la subvention :

Application du règlement d'intervention adopté par délibération n° CP 2023-171 du 5 juillet 2023:

Aide régionale accordée aux études : jusqu'à 50 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération

de la TVA, plafonnée à 50 000 € par schéma directeur.

Localisation géographique :

 VALMONDOIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Energies renouvelables

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Installation/Aménagement	6 570,00	20,74%
Forage des sondes géothermiques et thermiques	8 000,00	25,25%
Mise en place des SGV	7 200,00	22,73%
Test de réponse thermique	7 750,00	24,46%
DiversDivers	2 160,00	6,82%
Total	31 680,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	11 088,00	35,00%
ADEME	11 088,00	35,00%
Fonds propres	9 504,00	30,00%
Total	31 680,00	100,00%

**DOSSIER N° EX075828 - Stratégie Energie-Climat : Aide aux études - CA SAINT GERMAIN
BOUCLES DE SEINE (78)**

Dispositif : Stratégie Energie Climat - Aides aux études (n° 00001147)

Délibération Cadre : CP2023-171 du 05/07/2023

Imputation budgétaire : 907-758-2041511-575002-1700

Action : 575002032- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Energie Climat - Aides aux études	125 050,00 € HT	35,00 %	43 767,50 €
	Montant total de la subvention		43 767,50 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CA SAINT GERMAIN BOUCLES DE SEINE

Adresse administrative : 66 ROUTE DE SARTROUVILLE
78230 LE PECQ

Statut Juridique : Communauté d'Agglomération

Représentant : Monsieur Pierre FOND, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation d'une étude de faisabilité et d'une note d'opportunité pour le déploiement d'un réseau de chaleur urbain sur le territoire de la CASGSB.

Dates prévisionnelles : 20 avril 2023 - 6 avril 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Dans un contexte d'augmentation des prix de l'énergie, il est nécessaire de consolider la note d'opportunité au plus vite afin de lancer l'étude de faisabilité qui permettra d'identifier et de prioriser les actions à mener.

Description :

La communauté d'agglomération Saint Germain Boucles de Seine (CAGSBS) souhaite étudier l'opportunité de créer voire de développer des réseaux de chaleur et de froid sur son territoire.

L'objectif des études à mener est dans un premier temps de :

- donner une vision des consommations de chaleur sur le territoire et de leurs perspectives d'évolution ;
- d'identifier les actions d'économies d'énergie à engager en préalable à tout projet d'ENR&R ;
- d'identifier les sources de chaleur renouvelable les plus pertinentes vis-à-vis du contexte local et d'établir plusieurs scénarii possibles.

À la suite de cette 1ère phase, le ou les scénarios les plus pertinents seront approfondis (au niveau technique, économique, juridique et financier.)

Détail du calcul de la subvention :

Application du règlement d'intervention adopté par délibération n° CP 2023-171 du 5 juillet 2023 :

Aide régionale de ces études : jusqu'à 50 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, plafonnée à 50 000 € par schéma directeur.

Localisation géographique :

■ LE PECQ

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Energies renouvelables

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Note d'opportunité	57 800,00	46,22%
Etude de faisabilité	67 250,00	53,78%
Total	125 050,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	43 767,50	35,00%
ADEME	43 767,50	35,00%
Fonds propres	37 515,00	30,00%
Total	125 050,00	100,00%

DOSSIER N° EX072907 - AAP Modernisation de l'éclairage public et réduction de la pollution lumineuse (travaux) - commune de l'Etang-la-Ville (78)

Dispositif : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)

Délibération Cadre : CP2023-171 du 05/07/2023

Imputation budgétaire : 907-758-2041412-175002-1700

Action : 17500202- Efficacité énergétique et SEM

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	148 842,00 € HT	30,00 %	44 652,60 €
	Montant total de la subvention		44 652,60 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE L'ETANG-LA-VILLE

Adresse administrative : 8 RUE FONTON
78620 L'ETANG LA VILLE

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur DANIEL CORNALBA, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : remplacement de 138 luminaires d'éclairage public par des technologies réduisant les consommations et la pollution lumineuse.

Dates prévisionnelles : 1 mai 2023 - 31 décembre 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : urgence à démarrer le projet de modernisation de l'éclairage public afin de limiter les consommations énergétiques, réduire les dépenses communales dans le contexte de hausse des prix de l'énergie et agir en faveur de la faune nocturne.

Description :

La commune de l'Etang-la-Ville (4 641 habitants) souhaite moderniser son parc d'installation d'éclairage public et limiter la pollution lumineuse.

L'opération consiste à remplacer 138 luminaires vétustes sur les 785 luminaires fonctionnels que compte la commune, par des luminaires LED. Les luminaires remplacés concernent les zones de :

- Rue Fonton (entre les rues Mermoz et de Gaulle) ;
- Rue de la Montagne ;
- Rue de la Garderie ;
- Rue du Pré de l'Isle ;
- Rue Mareil ;
- Avenue du Général de Gaulle ;
- Chemin du Dessus des jardins ;
- Chemin du Fond du chêne ;

- Chemin des Closeaux (la partie piétonne) ;
- Chemin des Chevaudeaux ;
- Ruelle des Marais ;
- Ruelle à Goupy ;
- Sente des Guerines.

Les luminaires installés devront répondre, a minima, aux caractéristiques imposées par l'arrêté du 27 décembre 2018 relatif à la prévention, à la réduction et à la limitation des nuisances lumineuses toutefois la température de couleur ne devra pas excéder 2700 Kelvin.

L'opération devrait conduire, à terme, à une économie d'énergie annuelle d'un facteur 3 minimum pour la commune et à une réduction de la pollution lumineuse au bénéfice de la faune nocturne en participant à la constitution de la trame noire. La commune prévoit également la gradation par abaissement de 80 % de la puissance entre 22h et 1h30 et l'extinction totale de 1h30 à 5h30 afin de maximiser les économies d'énergie et de minimiser la pollution lumineuse.

Détail du calcul de la subvention :

Application du règlement d'intervention "appel à projets réduction de l'impact de la pollution lumineuse et création de trame noire" adopté par délibération n° CP 2023-171 du 5 juillet 2023 avec une aide régionale pour les investissements jusqu'à 30 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA pour des travaux conduisant à une réduction de la consommation énergétique d'un facteur 3 ou supérieur et à l'abaissement de la puissance de l'éclairage public d'au moins 80% 5 h par nuit, plafonnée à 150 000 €. La subvention est plafonnée pour respecter la législation nationale sur la participation minimale du maître d'ouvrage. La base éligible retenue est de 148 842 €.

Localisation géographique :

 L'ETANG-LA-VILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Rénovation des luminaires extérieurs fonctionnels	148 842,00	100,00%
Total	148 842,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	44 652,60	30,00%
Fonds propres	104 189,40	70,00%
Total	148 842,00	100,00%

DOSSIER N° EX073154 - AAP Modernisation de l'éclairage public et réduction de la pollution lumineuse (étude) - commune de Marines (95)

Dispositif : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)

Délibération Cadre : CP2023-171 du 05/07/2023

Imputation budgétaire : 907-758-2041412-175002-1700

Action : 17500202- Efficacité énergétique et SEM

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	35 000,00 € HT	35,00 %	12 250,00 €
	Montant total de la subvention		12 250,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MARINES
Adresse administrative : HOTEL DE VILLE
95640 MARINES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Nadine NINOT, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : l'élaboration d'un schéma directeur d'éclairage public.

Dates prévisionnelles : 30 juin 2023 - 14 novembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : urgence à démarrer au plus vite le projet de schéma directeur d'éclairage public afin de limiter les consommations énergétiques, de réduire les dépenses communales dans le contexte de hausse des prix de l'énergie et d'agir en faveur de la faune nocturne.

Description :

La commune de Marines (3 500 habitants) souhaite réaliser un schéma directeur d'aménagement lumière sur l'ensemble de son territoire.

Elle a pour cela recourt à une assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO). Cette étude permettra :

- de réaliser un inventaire et un diagnostic précis du patrimoine d'éclairage public ;
- de caractériser le besoin en éclairage des différents secteurs de la commune ;
- d'identifier les travaux nécessaires pour réduire les consommations énergétiques.

Détail du calcul de la subvention :

Application du règlement d'intervention "appel à projets réduction de l'impact de la pollution lumineuse et création de trame noire" adopté par délibération n° CP 2023-171 du 5 juillet 2023 avec une aide régionale pour les investissements jusqu'à 50 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, plafonnée à 50 000 €. La base éligible retenue est de 35 000 €.

Localisation géographique :

 **MARINES**

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Schéma directeur d'éclairage public	35 000,00	100,00%
Total	35 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	12 250,00	35,00%
Fonds propres	10 500,00	30,00%
Département du Val d'Oise	8 750,00	25,00%
Fonds vert	3 500,00	10,00%
Total	35 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX073859 - AAP Modernisation de l'éclairage public et réduction de la pollution lumineuse (travaux) - commune d'Andilly (95)

Dispositif : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)

Délibération Cadre : CP2023-171 du 05/07/2023

Imputation budgétaire : 907-758-2041412-175002-1700

Action : 17500202- Efficacité énergétique et SEM

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	277 900,00 € HT	11,43 %	31 772,60 €
	Montant total de la subvention		31 772,60 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE ANDILLY

Adresse administrative : 1 RUE RENE CASSIN
95580 ANDILLY

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Daniel FARGEOT, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : remplacement de 315 luminaires d'éclairage public par des technologies réduisant les consommations et la pollution lumineuse et installation de systèmes de télégestion.

Dates prévisionnelles : 24 juillet 2023 - 31 décembre 2026

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : urgence à démarrer le projet de modernisation de l'éclairage public afin de limiter les consommations énergétiques, réduire les dépenses communales dans le contexte de hausse des prix de l'énergie et agir en faveur de la faune nocturne.

Description :

La commune d'Andilly (2 703 habitants) souhaite moderniser son parc d'installation d'éclairage public pour limiter les consommations énergétiques, réduire les dépenses et agir en faveur de la faune nocturne.

L'opération consiste à remplacer 315 luminaires vétustes sur les 415 luminaires fonctionnels que compte la commune par des luminaires LED. A la suite de cette opération l'ensemble du parc de luminaires de la commune aura été rénové en LED.

Les luminaires installés devront répondre, a minima, aux caractéristiques imposées par l'arrêté du 27 décembre 2018 relatif à la prévention, à la réduction et à la limitation des nuisances lumineuses, et la température de couleur ne devra pas excéder 2700 Kelvin.

L'opération devrait conduire, à terme, à une économie d'énergie annuelle d'un facteur 3 minimum pour la commune et à une réduction de la pollution lumineuse au bénéfice de la faune nocturne en participant à la

constitution d'une trame noire. La commune prévoit l'extinction de l'éclairage public minuit à 5h afin de maximiser les économies d'énergie et de minimiser la pollution lumineuse.

Détail du calcul de la subvention :

Application du règlement d'intervention "appel à projets réduction de l'impact de la pollution lumineuse et création de trame noire" adopté par délibération n° CP 2023-171 du 5 juillet 2023 avec une aide régionale pour les investissements jusqu'à 50 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA pour des travaux conduisant à une réduction de la consommation énergétique d'un facteur 3 ou supérieur et à l'extinction totale de l'éclairage public 5 heures par nuit, plafonnée à 150 000 €. La subvention est plafonnée pour respecter la législation nationale sur la participation minimale du maître d'ouvrage. La base éligible retenue est de 277 900 €.

Localisation géographique :

 ANDILLY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Rénovation des luminaires extérieurs fonctionnels (assiette éligible)	267 900,00	84,29%
Système de télégestion (assiette éligible)	10 000,00	3,15%
Autres dépenses hors assiette éligible	39 918,00	12,56%
Total	317 818,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	31 772,60	10,00%
Fonds propres	95 354,40	30,00%
Fonds vert	190 691,00	60,00%
Total	317 818,00	100,00%

DOSSIER N° EX074561 - AAP Modernisation de l'éclairage public et réduction de la pollution lumineuse (travaux) - Commune de Nangis (77)

Dispositif : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)

Délibération Cadre : CP2023-171 du 05/07/2023

Imputation budgétaire : 907-758-2041412-175002-1700

Action : 17500202- Efficacité énergétique et SEM

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	460 535,02 € HT	30,00 %	138 160,51 €
	Montant total de la subvention		138 160,51 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE NANGIS
Adresse administrative : RUE MAL DE LATTRE DE TASSIGNY
77370 NANGIS
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Nolwenn LE BOUTER, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : remplacement de 1153 luminaires d'éclairage public par des technologies réduisant les consommations et la pollution lumineuse et installation de systèmes de télégestion.

Dates prévisionnelles : 15 juin 2023 - 30 novembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : urgence à démarrer le projet de modernisation de l'éclairage public afin de limiter les consommations énergétiques, réduire les dépenses communales dans le contexte de hausse des prix de l'énergie et agir en faveur de la faune nocturne.

Description :

La commune de Nangis (77) (8 593 habitants) souhaite moderniser son parc d'installation d'éclairage public pour limiter les consommations énergétiques, réduire les dépenses et agir en faveur de la faune nocturne.

L'opération consiste à remplacer 1153 luminaires vétustes sur les 1446 luminaires fonctionnels que compte la commune par des luminaires LED conformément aux prescriptions du schéma directeur d'aménagement lumière. A la suite de cette opération l'ensemble du parc de luminaires de la commune aura été rénové en LED. Le projet intègre, hors assiette subventionnable, la rénovation des armoires, la mise en lumière de monuments, la création de points lumineux et des travaux de génie civil.

Les luminaires installés devront répondre, a minima, aux caractéristiques imposées par l'arrêté du 27 décembre 2018 relatif à la prévention, à la réduction et à la limitation des nuisances lumineuses, et la température de couleur ne devra pas excéder 2700 Kelvin.

L'opération devrait conduire, à terme, à une économie d'énergie annuelle d'un facteur 3 minimum pour la commune et à une réduction de la pollution lumineuse au bénéfice de la faune nocturne en participant à la constitution d'une trame noire. La commune prévoit un abaissement de puissance de l'éclairage public de 80 % à 100 % de minuit à 5h afin de maximiser les économies d'énergie et de minimiser la pollution lumineuse.

Détail du calcul de la subvention :

Application du RI adopté par délibération n° CP 2023-171 du 5 juillet 2023 "appel à projets réduction de l'impact de la pollution lumineuse et création de trame noire" avec une aide régionale pour les investissements jusqu'à 30 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA pour des travaux conduisant à une réduction de la consommation énergétique d'un facteur 3 ou supérieur et à l'abaissement de la puissance de l'éclairage public d'au moins 80 % 5 heures par nuit, plafonnée à 150 000 €. La subvention est plafonnée pour respecter la législation nationale sur la participation minimale du maître d'ouvrage. La base éligible retenue est de 460 535,02 €.

Il est à noter que la rénovation des points lumineux des zones suivantes est exclue de cette fiche-projet car financée dans le cadre du budget participatif écologique (5ème session – rapport CP 2023-326) :

- Avenue Pierre de Coubertin ;
- Les rues Jean Jaurès, Noas Dausmenil, du Dauphin, Gambetta, Ampère ;
- Les allées C.Monet, Colonel Fabien, E.Herriot, P.Brossolette, Robespierre ;
- Chemin du Tacot ;
- Impasse Nouvelle.

Localisation géographique :



Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Rénovation des luminaires extérieurs fonctionnels (assiette éligible)	460 535,02	21,65%
Autres dépenses hors assiette éligible	1 666 500,98	78,35%
Total	2 127 036,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	138 160,51	6,50%
Fonds propres	703 275,93	33,06%
Fonds vert	589 311,44	27,71%
Dotation de soutien à l'investissement local	596 288,12	28,03%
Autres ressources sollicitées	100 000,00	4,70%
Total	2 127 036,00	100,00%

DOSSIER N° EX075061 - AAP Modernisation de l'éclairage public et réduction de la pollution lumineuse (travaux) - commune du Plessis-Bouchard (95)

Dispositif : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)

Délibération Cadre : CP2023-171 du 05/07/2023

Imputation budgétaire : 907-758-2041412-175002-1700

Action : 17500202- Efficacité énergétique et SEM

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	475 651,00 € HT	26,30 %	125 119,63 €
	Montant total de la subvention		125 119,63 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DU PLESSIS BOUCHARD
Adresse administrative : 3 RUE PIERRE BROSSOLETTE
95130 LE PLESSIS BOUCHARD
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Gérard LAMBERT-MOTTE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : remplacement de 765 luminaires d'éclairage public par des technologies réduisant les consommations et la pollution lumineuse et installation de systèmes de télégestion.

Dates prévisionnelles : 3 juillet 2023 - 3 décembre 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : urgence à démarrer le projet de modernisation de l'éclairage public afin de limiter les consommations énergétiques, réduire les dépenses communales dans le contexte de hausse des prix de l'énergie et agir en faveur de la faune nocturne.

Description :

La commune du Plessis-Bouchard (8 454 habitants) souhaite moderniser son parc d'installation d'éclairage public pour limiter les consommations énergétiques, réduire les dépenses et agir en faveur de la faune nocturne.

L'opération consiste à remplacer 765 luminaires vétustes sur les 889 luminaires fonctionnels que compte la commune par des luminaires LED conformément aux prescriptions du schéma directeur d'aménagement lumière. A la suite de cette opération l'ensemble du parc de luminaires de la commune aura été rénové en LED. Le projet intègre, hors assiette subventionnable, des travaux de génie civil et de remplacement de câbles.

Les luminaires installés devront répondre, a minima, aux caractéristiques imposées par l'arrêté du 27 décembre 2018 relatif à la prévention, à la réduction et à la limitation des nuisances lumineuses, et la température de couleur ne devra pas excéder 2700 Kelvin.

L'opération devrait conduire, à terme, à une économie d'énergie annuelle d'un facteur 3 minimum pour la commune et à une réduction de la pollution lumineuse au bénéfice de la faune nocturne en participant à la constitution d'une trame noire. La commune prévoit un abaissement de puissance de l'éclairage public de 80 % de 22h à 1h15 ainsi que de 4h45 à 6h et une extinction totale de 1h15 à 4h45 afin de maximiser les économies d'énergie et de minimiser la pollution lumineuse.

Détail du calcul de la subvention :

Application du règlement d'intervention "appel à projets réduction de l'impact de la pollution lumineuse et création de trame noire" adopté par délibération n° CP 2023-171 du 5 juillet 2023 avec une aide régionale pour les investissements jusqu'à 30 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA pour des travaux conduisant à une réduction de la consommation énergétique d'un facteur 3 ou supérieur et à l'abaissement de la puissance de l'éclairage public d'au moins 80 % 5 heures par nuit, plafonnée à 150 000 €. La subvention est plafonnée pour respecter la législation nationale sur la participation minimale du maître d'ouvrage. La base éligible retenue est de 475 651 €.

Localisation géographique :

 LE PLESSIS-BOUCHARD

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Rénovation des luminaires extérieurs fonctionnels (assiette éligible)	454 044,75	90,72%
Système de télégestion (assiette éligible)	21 606,25	4,32%
Autres dépenses (non éligibles)	24 828,00	4,96%
Total	500 479,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	125 119,63	25,00%
Fonds propres	150 143,70	30,00%
Fonds vert	100 095,85	20,00%
Département du Val D'Oise	125 119,82	25,00%
Total	500 479,00	100,00%

DOSSIER N° EX075122 - AAP Modernisation de l'éclairage public et réduction de la pollution lumineuse (travaux) - commune de Condé-sur-Vesgre (78)

Dispositif : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)

Délibération Cadre : CP2023-171 du 05/07/2023

Imputation budgétaire : 907-758-2041412-175002-1700

Action : 17500202- Efficacité énergétique et SEM

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	43 890,00 € HT	50,00 %	21 945,00 €
	Montant total de la subvention		21 945,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CONDE SUR VESGRE

Adresse administrative : 37 RUE DE LA VESGRE
78113 CONDE SUR VESGRE

Statut Juridique : Commune

Représentant : Madame Josette JEAN, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : remplacement de 58 luminaires d'éclairage public par des technologies réduisant les consommations et la pollution lumineuse.

Dates prévisionnelles : 1 octobre 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

La commune de Condé-sur-Vesgre (1 256 habitants) souhaite moderniser son parc d'installation d'éclairage public pour limiter les consommations énergétiques, réduire les dépenses et agir en faveur de la faune nocturne.

L'opération consiste à remplacer 58 luminaires vétustes sur les 167 luminaires fonctionnels que compte la commune par des luminaires LED. Les luminaires remplacés concernent les zones suivantes :

- Rue des Brière ;
- Rue de l'Eglise ;
- Rue de la Mairie ;
- Rue de la Mare aux Biches ;
- Clos du Bas Breuil ;
- Clos du Vieux Chêne ;
- Haut Breuil.

Les luminaires installés devront répondre, a minima, aux caractéristiques imposées par l'arrêté du 27 décembre 2018 relatif à la prévention, à la réduction et à la limitation des nuisances lumineuses, et la

température de couleur ne devra pas excéder 2700 Kelvin.

L'opération devrait conduire, à terme, à une économie d'énergie annuelle d'un facteur 3 minimum pour la commune et à une réduction de la pollution lumineuse au bénéfice de la faune nocturne en participant à la constitution d'une trame noire. La commune prévoit l'extinction de l'éclairage public de 23h à 5h30 afin de maximiser les économies d'énergie et de minimiser la pollution lumineuse.

Détail du calcul de la subvention :

Application du règlement d'intervention "appel à projets réduction de l'impact de la pollution lumineuse et création de trame noire" adopté par délibération n° CP 2023-171 du 5 juillet 2023 avec une aide régionale pour les investissements jusqu'à 50 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA pour des travaux conduisant à une réduction de la consommation énergétique d'un facteur 3 ou supérieur et l'extinction de l'éclairage public au moins 5 heures par nuit, plafonnée à 150 000 €. La subvention est plafonnée pour respecter la législation nationale sur la participation minimale du maître d'ouvrage. La base éligible retenue est de 43 890 €.

Localisation géographique :

📍 CONDE-SUR-VESGRE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Rénovation des luminaires extérieurs fonctionnels	43 890,00	100,00%
Total	43 890,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	21 945,00	50,00%
Fonds propres	13 491,00	30,74%
Fonds vert	6 340,00	14,45%
Dotation d'équipement des territoires ruraux	2 114,00	4,82%
Total	43 890,00	100,00%

DOSSIER N° EX075231 - AAP Modernisation de l'éclairage public et réduction de la pollution lumineuse (travaux) - commune de Santeny (94)

Dispositif : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)

Délibération Cadre : CP2023-171 du 05/07/2023

Imputation budgétaire : 907-758-2041412-175002-1700

Action : 17500202- Efficacité énergétique et SEM

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	633 763,00 € HT	23,67 %	150 000,00 €
	Montant total de la subvention		150 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SANTENY
Adresse administrative : PL DU GENERAL DE GAULLE
94440 SANTENY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Vincent BEDU, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : remplacement de 804 luminaires d'éclairage public par des technologies réduisant les consommations et la pollution lumineuse.

Dates prévisionnelles : 2 octobre 2023 - 2 janvier 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

La commune de Santeny (4 000 habitants) souhaite moderniser son parc d'installation d'éclairage public pour limiter les consommations énergétiques, réduire les dépenses et agir en faveur de la faune nocturne.

L'opération consiste à remplacer 804 luminaires vétustes sur les 1043 luminaires fonctionnels que compte la commune par des luminaires LED. A la suite de cette opération l'ensemble du parc de luminaires de la commune aura été rénové en LED.

Les luminaires installés devront répondre, a minima, aux caractéristiques imposées par l'arrêté du 27 décembre 2018 relatif à la prévention, à la réduction et à la limitation des nuisances lumineuses, et la température de couleur ne devra pas excéder 2700 Kelvin.

L'opération devrait conduire, à terme, à une économie d'énergie annuelle d'un facteur 3 minimum pour la commune et à une réduction de la pollution lumineuse au bénéfice de la faune nocturne en participant à la constitution d'une trame noire. La commune prévoit l'extinction de l'éclairage public 23h30 à 5h30 afin de maximiser les économies d'énergie et de minimiser la pollution lumineuse.

Détail du calcul de la subvention :

Application du règlement d'intervention "appel à projets réduction de l'impact de la pollution lumineuse et création de trame noire" adopté par délibération n° CP 2023-171 du 5 juillet 2023 avec une aide régionale pour les investissements jusqu'à 50 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA pour des travaux conduisant à une réduction de la consommation énergétique d'un facteur 3 ou supérieur et l'extinction de l'éclairage public au moins 5 heures par nuit, plafonnée à 150 000 €. La subvention est plafonnée pour respecter la législation nationale sur la participation minimale du maître d'ouvrage. La base éligible retenue est de 633 763 €.

Localisation géographique : **SANTENY****Contrat Particulier :** Hors CPRD**CPER :** Hors CPER/Hors CPER**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Rénovation des luminaires extérieurs fonctionnels	633 763,00	100,00%
Total	633 763,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	150 000,00	23,67%
Fonds propres	293 634,00	46,33%
Fonds vert	190 129,00	30,00%
Total	633 763,00	100,00%

DOSSIER N° EX075911 - AAP Rénovation énergétique des bâtiments publics - Rénovation énergétique de l'école - commune de Buthiers (77)

Dispositif : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)

Délibération Cadre : CP2023-171 du 05/07/2023

Imputation budgétaire : 907-758-2041412-175002-1700

Action : 17500202- Efficacité énergétique et SEM

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	138 347,39 € HT	10,00 %	13 834,74 €
	Montant total de la subvention		13 834,74 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BUTHIERS

Adresse administrative : 7 RUE DES ROCHES
77760 BUTHIERS

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Christophe CHAMOREAU, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : rénovation énergétique de l'école

Dates prévisionnelles : 22 septembre 2023 - 15 septembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

La commune de Buthiers (732 habitants) souhaite réaliser une rénovation énergétique globale de l'école du village.

Les travaux devraient conduire à une diminution de la consommation énergétique de 56% grâce :

- au remplacement des menuiseries par des fenêtres PVC et des portes en aluminium
- l'isolation du plancher bas ;
- l'isolation par l'extérieur ;
- l'isolation des plafonds.

Détail du calcul de la subvention :

Application du RI adopté par délibération n°CP 2023-171 du 5 juillet 2023 "Appel à projets rénovation énergétique" avec une aide régionale pour les investissements jusqu'à 50 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, plafonnée à 450 000 €. L'assiette éligible est de 138 347,39 €. La subvention est plafonnée pour respecter la législation nationale sur la participation minimale du maître d'ouvrage. La subvention est ainsi de 13 834,74 €.

Localisation géographique :

 BUTHIERS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de rénovation énergétique	138 347,39	100,00%
Total	138 347,39	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	13 834,74	10,00%
Fond vert	83 008,43	60,00%
Fonds propres	41 504,22	30,00%
Total	138 347,39	100,00%

DOSSIER N° EX075946 - AAP Modernisation de l'éclairage public et réduction de la pollution lumineuse (travaux) - commune de Cannes-Ecluse (77)

Dispositif : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)

Délibération Cadre : CP2023-171 du 05/07/2023

Imputation budgétaire : 907-758-2041412-175002-1700

Action : 17500202- Efficacité énergétique et SEM

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	320 313,00 € HT	30,00 %	96 094,00 €
	Montant total de la subvention		96 094,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CANNES ECLUSE

Adresse administrative : 67 RUE DESIRE THOISON
77130 CANNES ECLUSE

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Denis MIGUET, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : remplacement de 192 luminaires d'éclairage public par des technologies réduisant les consommations et la pollution lumineuse et installation de systèmes de télégestion.

Dates prévisionnelles : 1 novembre 2023 - 15 avril 2023

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

La commune de Cannes-Ecluse (2 482 habitants) souhaite moderniser son parc d'installation d'éclairage public pour limiter les consommations énergétiques, réduire les dépenses et agir en faveur de la faune nocturne.

L'opération consiste à remplacer 192 luminaires vétustes sur les 493 luminaires fonctionnels que compte la commune par des luminaires LED conformément aux prescriptions du schéma directeur d'aménagement lumière. Le projet intègre également, hors assiette subventionnable, la mise en conformité des armoires.

Les luminaires installés devront répondre, a minima, aux caractéristiques imposées par l'arrêté du 27 décembre 2018 relatif à la prévention, à la réduction et à la limitation des nuisances lumineuses, et la température de couleur ne devra pas excéder 2700 Kelvin.

L'opération devrait conduire, à terme, à une économie d'énergie annuelle d'un facteur 3 minimum pour la commune et à une réduction de la pollution lumineuse au bénéfice de la faune nocturne en participant à la constitution d'une trame noire. La commune prévoit un abaissement de puissance de l'éclairage public de

80 % à 100 % de minuit à 5h afin de maximiser les économies d'énergie et de minimiser la pollution lumineuse.

Détail du calcul de la subvention :

Application du règlement d'intervention "appel à projets réduction de l'impact de la pollution lumineuse et création de trame noire" adopté par délibération n° CP 2023-171 du 5 juillet 2023 avec une aide régionale pour les investissements jusqu'à 30 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA pour des travaux conduisant à une réduction de la consommation énergétique d'un facteur 3 ou supérieur et à l'abaissement de la puissance de l'éclairage public d'au moins 80 % 5 heures par nuit, plafonnée à 150 000 €. La base éligible retenue est de 320 313 €.

Localisation géographique :

 CANNES-ECLUSE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Rénovation des luminaires extérieurs fonctionnels (assiette éligible)	320 313,00	82,33%
Autres dépenses (non éligibles)	68 740,00	17,67%
Total	389 053,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	96 094,00	24,70%
Fonds propres	292 959,00	75,30%
Total	389 053,00	100,00%

DOSSIER N° EX075947 - AAP Modernisation de l'éclairage public et réduction de la pollution lumineuse (travaux) - commune de Noisy-sur-Oise (95)

Dispositif : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)

Délibération Cadre : CP2023-171 du 05/07/2023

Imputation budgétaire : 907-758-2041412-175002-1700

Action : 17500202- Efficacité énergétique et SEM

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	107 877,29 € HT	50,00 %	53 938,65 €
Montant total de la subvention			53 938,65 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE NOISY SUR OISE

Adresse administrative : 9 RUE JULES FERRY
95270 NOISY-SUR-OISE

Statut Juridique : Commune

Représentant : Madame Catherine BORGNE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : remplacement de 66 luminaires d'éclairage public par des technologies réduisant les consommations et la pollution lumineuse.

Dates prévisionnelles : 1 juin 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : urgence à démarrer le projet de modernisation de l'éclairage public afin de limiter les consommations énergétiques, réduire les dépenses communales dans le contexte de hausse des prix de l'énergie et agir en faveur de la faune nocturne.

Description :

La commune du Noisy-sur-Oise (660 habitants) souhaite moderniser son parc d'installation d'éclairage public pour limiter les consommations énergétiques, réduire les dépenses et agir en faveur de la faune nocturne.

L'opération consiste à remplacer les 66 luminaires vétustes que compte la commune par des luminaires LED. A la suite de cette opération l'ensemble du parc de luminaires de la commune aura été rénové en LED.

Les luminaires installés devront répondre, a minima, aux caractéristiques imposées par l'arrêté du 27 décembre 2018 relatif à la prévention, à la réduction et à la limitation des nuisances lumineuses, et la température de couleur ne devra pas excéder 2700 Kelvin.


L'opération devrait conduire, à terme, à une économie d'énergie annuelle d'un facteur 3 minimum pour la

commune et à une réduction de la pollution lumineuse au bénéfice de la faune nocturne en participant à la constitution d'une trame noire. La commune prévoit une extinction totale de 22h à 6h afin de maximiser les économies d'énergie et de minimiser la pollution lumineuse.

Détail du calcul de la subvention :

Application du règlement d'intervention "appel à projets réduction de l'impact de la pollution lumineuse et création de trame noire" adopté par délibération n° CP 2023-171 du 5 juillet 2023 avec une aide régionale pour les investissements jusqu'à 50 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA pour des travaux conduisant à une réduction de la consommation énergétique d'un facteur 3 ou supérieur et à l'extinction de l'éclairage public au moins 5 heures par nuit, plafonnée à 150 000 €. La subvention est plafonnée pour respecter la législation nationale sur la participation minimale du maître d'ouvrage. La base éligible retenue est de 107 877,29 €.

Localisation géographique :

 NOISY-SUR-OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Rénovation des luminaires extérieurs fonctionnels (assiette éligible)	107 877,29	87,40%
Autres dépenses (non éligibles)	15 558,00	12,60%
Total	123 435,29	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	53 938,65	43,70%
Fonds propres	39 737,64	32,19%
Dotation de soutien à l'investissement local	29 759,00	24,11%
Total	123 435,29	100,00%

DOSSIER N° EX075955 - AAP Rénovation énergétique des bâtiments publics - Rénovation de l'accueil de loisirs La Jouerie - commune de Nangis (77)

Dispositif : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)

Délibération Cadre : CP2023-171 du 05/07/2023

Imputation budgétaire : 907-758-2041412-175002-1700

Action : 17500202- Efficacité énergétique et SEM

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	789 497,00 € HT	38,00 %	300 000,00 €
	Montant total de la subvention		300 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE NANGIS
Adresse administrative : RUE MAL DE LATTRE DE TASSIGNY
77370 NANGIS
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Nolwenn LE BOUTER, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : rénovation énergétique de l'accueil de loisirs La Jouerie

Dates prévisionnelles : 1 octobre 2023 - 1 octobre 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

La commune de Nangis (8 904 habitants) souhaite réaliser une rénovation énergétique globale de l'accueil de loisirs La Jouerie.

Les travaux devraient conduire à une diminution de la consommation énergétique du bâtiment de plus de 50 % grâce :

- au remplacement des menuiseries extérieures ;
- à l'isolation des façades par l'extérieur et l'intérieur ;
- à l'isolation de la toiture ;
- au remplacement des luminaires par des équipements LEDS ;
- à la mise en place d'une pompe à chaleur AIR/EAU ;
- à l'installation d'une ventilation simple flux.

Détail du calcul de la subvention :

Application du règlement d'intervention adopté par délibération n° CP 2023-171 du 5 juillet 2023 "Appel à projets rénovation énergétique" avec une aide régionale pour les investissements jusqu'à 50 % du

montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, plafonnée à 200 000 € ou 300 000 € en cas de production d'énergies renouvelables sur site ou d'usage de matériaux biosourcés à hauteur de 12 kg/m² de surface de plancher. L'assiette éligible est de 789 497 €.

L'opération comprend également des travaux de réhabilitation intérieure et des frais d'assistance à maîtrise d'ouvrage qui ne sont pas comptés dans le montant subventionnable du présent projet.

Localisation géographique :

■ NANGIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de rénovation énergétique	789 497,00	71,95%
Travaux de réhabilitation intérieure (hors assiette éligible)	307 746,00	28,05%
Total	1 097 243,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	300 000,00	27,34%
Fonds propres (au minimum 30%)	797 243,00	72,66%
Total	1 097 243,00	100,00%

DOSSIER N° EX075967 - AAP Rénovation énergétique des bâtiments publics - Rénovation énergétique de l'école - commune Saâcy-sur-Marne (77)

Dispositif : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)

Délibération Cadre : CP2023-171 du 05/07/2023

Imputation budgétaire : 907-758-2041412-175002-1700

Action : 17500202- Efficacité énergétique et SEM

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	82 755,28 € HT	50,00 %	41 377,64 €
	Montant total de la subvention		41 377,64 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SAACY-SUR-MARNE

Adresse administrative : RUE DES ECOLES
77730 SAACY-SUR-MARNE

Statut Juridique : Commune

Représentant : Madame Katy VEYSSET, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : rénovation énergétique de l'école

Dates prévisionnelles : 23 septembre 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

La commune de Saâcy-sur-Marne (1 849 habitants) souhaite réaliser des travaux de rénovation énergétique au sein de son école et sa mairie.

Pour cette première étape, l'opération consiste à installer une pompe à chaleur dans ces deux bâtiments et à isoler les combles de l'école.

Les équipements installés devront répondre à minima aux caractéristiques imposées par les fiches d'opérations standardisées Certificats d'Economie d'Energie (CEE).

Détail du calcul de la subvention :

Application du règlement d'intervention adopté par délibération n° CP 2023-171 du 5 juillet 2023 "Appel à projets rénovation énergétique" avec une aide régionale pour les investissements jusqu'à 50 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, plafonnée à 450 000 €. Le taux de 50 % est appliqué aux dépenses éligibles à hauteur de 82 755,28 €

L'opération comprendra également l'installation d'une chaudière gaz d'occasion dans le logement de l'école qui n'est pas comptée dans le montant subventionnable du présent projet.

Localisation géographique :
SAACY-SUR-MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de rénovation énergétique	82 755,28	94,57%
Autres dépenses (hors assiette éligible)	4 748,10	5,43%
Total	87 503,38	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	41 377,64	47,29%
Fonds propres	46 125,74	52,71%
Total	87 503,38	100,00%

DOSSIER N° EX075979 - AAP Rénovation énergétique des bâtiments publics - Rénovation de l'école primaire - Commune de Saint Hilliers (77)

Dispositif : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)

Délibération Cadre : CP2023-171 du 05/07/2023

Imputation budgétaire : 907-758-2041412-175002-1700

Action : 17500202- Efficacité énergétique et SEM

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	293 433,72 € HT	23,47 %	68 878,69 €
Montant total de la subvention			68 878,69 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SAINT HILLIERS
Adresse administrative : 17 IMPASSE DE LA CAHUTTE
77160 SAINT HILLIERS
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Catherine GALLOIS, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : rénovation énergétique de l'école primaire

Dates prévisionnelles : 1 octobre 2023 - 1 mars 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

La commune de Saint-Hilliers (490 habitants) souhaite réaliser une rénovation énergétique globale de l'école primaire.

Les travaux devraient conduire à une diminution de la consommation énergétique de 61% grâce :

- à l'isolation des salles de classe ;
- le remplacement de la chaudière fioul par une chaudière biomasse ;
- l'installation d'une ventilation mécanique contrôlée.

Détail du calcul de la subvention :

Application du règlement d'intervention adopté par délibération n° CP 2023-171 du 5 juillet 2023 "Appel à projets rénovation énergétique" avec une aide régionale pour les investissements jusqu'à 50 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, plafonnée à 450 000 €.


L'assiette éligible est de 293 433,72 €.

La subvention est plafonnée pour respecter la législation nationale sur la participation minimale du maître d'ouvrage. La subvention est ainsi de 68 878,69 €.

L'opération comprend également des frais d'études qui ne sont pas comptés dans le montant

subventionnable du présent projet.

Localisation géographique :

 SAINT-HILLIERS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de rénovation énergétique	293 433,72	76,92%
Autres dépenses (hors assiette éligible)	88 030,12	23,08%
Total	381 463,84	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	68 878,69	18,06%
Fond vert	198 146,00	51,94%
Fonds propres	114 439,15	30,00%
Total	381 463,84	100,00%

DOSSIER N° EX076107 - Appel à projets développement des énergies renouvelables électriques – Installation photovoltaïque – commune de Suresnes (92)

Dispositif : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)

Délibération Cadre : CP2023-171 du 05/07/2023

Imputation budgétaire : 907-758-2041412-575002-1700

Action : 575002032- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	330 727,00 € HT	30,00 %	99 218,00 €
	Montant total de la subvention		99 218,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SURESNES
Adresse administrative : 2 RUE CARNOT
92151 SURESNES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur GUILLAUME BOUDY, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : installation de panneaux photovoltaïques sur un groupe scolaire.

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : urgence à démarrer l'installation des panneaux solaires afin de limiter les consommations énergétiques, réduire les dépenses de la commune dans le contexte de hausse des prix de l'énergie et contribuer aux objectifs d'accélération des énergies renouvelables en Île-de-France.

Description :

La commune de Suresnes souhaite équiper la toiture du groupe scolaire des Cottages de panneaux photovoltaïques. Ces derniers seront d'une puissance totale de 238 kwc sur une surface de 1 166 m². La production attendue la première année est de 216 854 kwh. La production couvrira 46 % des consommations du bâtiment.

L'installation vise un taux d'autoconsommation de 30% avec vente de surplus hors tarif d'achat obligatoire.

Sans subvention régionale, le temps de retour sur investissement est de 15 ans et le taux de rentabilité interne est de 3,21 % sur 30 ans.

Avec la subvention régionale, le temps de retour sur investissement est de 10 ans et le taux de rentabilité interne est de 7,69 % sur 30 ans.

Détail du calcul de la subvention :

Application du règlement d'intervention adopté par délibération n° CP 2023-171 du 5 juillet 2023, soit jusqu'à 80 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, plafonnée à 2 000 000 € pour le photovoltaïque.

Localisation géographique :

■ SURESNES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Energies renouvelables

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Panneaux photovoltaïque	124 522,00	37,65%
Autres coûts électriques	107 369,00	32,46%
Génie civil	65 696,00	19,86%
Installation	16 821,00	5,09%
Maîtrise d'œuvre	16 319,00	4,93%
Total	330 727,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	99 218,00	30,00%
Fonds propres	231 509,00	70,00%
Total	330 727,00	100,00%

DOSSIER N° EX076114 - AAP développement des énergies renouvelables électriques – Etude de faisabilité photovoltaïque – commune de Paray-Vieille-Poste (92)

Dispositif : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)

Délibération Cadre : CP2023-171 du 05/07/2023

Imputation budgétaire : 907-758-2041412-575002-1700

Action : 575002032- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	38 725,00 € HT	50,00 %	19 362,50 €
	Montant total de la subvention		19 362,50 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE PARAY VIEILLE POSTE

Adresse administrative : 65 AVENUE ALSACE LORRAINE
91550 PARAY VIEILLE POSTE

Statut Juridique : Commune

Représentant : Madame Nathalie LALLIER, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation d'études de faisabilité photovoltaïque sur cinq bâtiments communaux

Dates prévisionnelles : 31 mai 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : urgence à démarrer l'installation des panneaux solaires afin de limiter les consommations énergétiques, réduire les dépenses de la commune dans le contexte de hausse des prix de l'énergie et contribuer aux objectifs d'accélération des énergies renouvelables en Île-de-France.

Description :

La commune de Paray-Vieille-Poste (5 000 habitants) souhaite réaliser une étude afin de mettre en place un projet d'autoconsommation collective via l'installation d'unités de production solaire photovoltaïque sur cinq sites municipaux ; les salles René Cassin et Tabarly, les gymnases Cartier et Souillat, la salle des fêtes de l'Avant-Scène.

Détail du calcul de la subvention :

Application du règlement d'intervention adopté par délibération n° CP 2023-171 du 5 juillet 2023, soit jusqu'à 80 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, plafonnée à 2 000 000 € pour le photovoltaïque.

Localisation géographique :

 PARAY-VIEILLE-POSTE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Energies renouvelables

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etude	38 725,00	100,00%
Total	38 725,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	19 362,50	50,00%
Fonds propres	19 362,50	50,00%
Total	38 725,00	100,00%

DOSSIER N° EX077099 - AAP Rénovation énergétique des bâtiments publics - Rénovation du groupe scolaire Maryse Bastié - commune de Claye-Souilly (77)

Dispositif : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)

Délibération Cadre : CP2023-171 du 05/07/2023

Imputation budgétaire : 907-758-2041412-175002-1700

Action : 17500202- Efficacité énergétique et SEM

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	569 582,10 € HT	50,00 %	284 791,05 €
	Montant total de la subvention		284 791,05 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CLAYE-SOUILLY
Adresse administrative : 67 ALLEE ANDRE BENOIST
77410 CLAYE-SOUILLY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jean-Luc SERVIERES, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : rénovation énergétique du groupe scolaire Maryse Bastié

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2023 - 30 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : urgence à démarrer les travaux afin de réduire les consommations énergétiques et réduire les dépenses communales dans le contexte de hausse des prix de l'énergie.

Description :

La commune de Claye-Souilly (12 305 habitants) souhaite réaliser des travaux de rénovation énergétique au sein du groupe scolaire Maryse Bastié .

L'opération consiste à

- isoler la toiture et les façades par l'extérieur,
- installer une ventilation mécanique contrôlée
- remplacer les luminaires par des équipements LED

Les équipements installés devront répondre à minima aux caractéristiques imposées par les fiches d'opérations standardisées Certificats d'Economie d'Energie (CEE).

Détail du calcul de la subvention :

Application du Règlement d'intervention adopté par délibération n° CP 2023-171 du 5 juillet 2023 "Appel à projets rénovation énergétique" avec une aide régionale pour les investissements jusqu'à 50 % du

montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, plafonnée à 450 000 €. Le taux de 50% est appliqué aux dépenses éligibles à hauteur de 569 582,10 €. La subvention est ainsi de 284 791,05 €. La commune prévoit aussi le remplacement des menuiseries, des travaux d'étanchéité et le changement de l'éclairage extérieur qui ne sont pas comptés dans le montant subventionnable du présent projet.

Localisation géographique :

🏠 CLAYE-SOUILLY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de rénovation énergétique	569 582,10	52,11%
Autres dépenses (hors assiette éligible)	523 362,00	47,89%
Total	1 092 944,10	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	284 791,05	26,06%
Fonds vert	300 013,00	27,45%
Fonds propres	508 140,05	46,49%
Total	1 092 944,10	100,00%

DOSSIER N° EX077177 - AAP Rénovation énergétique des bâtiments publics - Rénovation de la Mairie - commune de Milon la Chapelle (78)

Dispositif : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)

Délibération Cadre : CP2023-171 du 05/07/2023

Imputation budgétaire : 907-758-2041412-175002-1700

Action : 17500202- Efficacité énergétique et SEM

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	33 507,10 € HT	50,00 %	16 753,55 €
Montant total de la subvention			16 753,55 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MILON LA CHAPELLE

Adresse administrative : 2 ROUTE DE ROMAINVILLE
78470 MILON LA CHAPELLE

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Pascal HAMON, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : rénovation énergétique de la mairie

Dates prévisionnelles : 21 novembre 2023 - 21 février 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

La commune de Milon la Chapelle (283 habitants) souhaite réaliser des travaux de rénovation énergétique de sa mairie.

L'opération consiste à remplacer les fenêtres et portes fenêtres et à installer un programmeur de radiateur électrique d'intermittence .

Les équipements installés devront répondre a minima aux caractéristiques imposées par les fiches d'opérations standardisées Certificats d'Economie d'Energie (CEE).

Détail du calcul de la subvention :

Application du règlement d'intervention adopté par délibération n° CP 2023-171 du 5 juillet 2023 "Appel à projets rénovation énergétique" avec une aide régionale pour les investissements jusqu'à 50 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, plafonnée à 450 000€. L'assiette éligible est de 33 507,10 €. La subvention est plafonnée pour respecter la législation nationale sur la participation minimale du maître d'ouvrage. La subvention est ainsi de 16 753,55 €.

Localisation géographique :

 MILON-LA-CHAPELLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de rénovation énergétique	33 507,10	100,00%
Total	33 507,10	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	16 753,55	50,00%
dotation s'équipement des territoires ruraux	6 701,42	20,00%
Fonds propres	10 052,13	30,00%
Total	33 507,10	100,00%

DOSSIER N° EX074570 - AAP Modernisation de l'éclairage public et réduction de la pollution lumineuse (étude) - communauté de communes entre Juine et Renarde (91)

Dispositif : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)

Délibération Cadre : CP2023-171 du 05/07/2023

Imputation budgétaire : 907-758-2041512-175002-1700

Action : 17500202- Efficacité énergétique et SEM

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	27 671,60 € HT	34,30 %	9 490,12 €
	Montant total de la subvention		9 490,12 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNAUTE COMMUNES ENTRE JUINE ET RENARDE
Adresse administrative : 2 RUE DES HETRES POURPRES
91580 ETRECHY
Statut Juridique : Communauté de Communes
Représentant : Monsieur Jean-Marc FOUCHER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : l'élaboration d'un schéma directeur d'éclairage public.

Dates prévisionnelles : 2 mai 2023 - 13 juillet 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : urgence à démarrer au plus vite le projet de schéma directeur d'éclairage public afin de limiter les consommations énergétiques, de réduire les dépenses communales dans le contexte de hausse des prix de l'énergie et d'agir en faveur de la faune nocturne.

Description :

La communauté de communes Entre Juine et Renarde (28 000 habitants), composée de 16 communes de moins de 20 000 habitants, souhaite réaliser un schéma directeur d'éclairage public sur l'ensemble de son territoire.

Elle a pour cela recourt à une assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO). Cette étude permettra :

- de réaliser un inventaire et un diagnostic précis du patrimoine d'éclairage public ;
- d'identifier les zones à enjeux de protection de la biodiversité : mise en place d'une trame noire ;
- d'identifier les travaux nécessaires pour réduire les consommations énergétiques d'au moins 66 %.

L'opération comprend également l'assistance à la conception d'un marché travaux et à l'analyse des offres qui n'est pas comprise dans les dépenses éligibles.

Détail du calcul de la subvention :

Application du règlement d'intervention "appel à projets réduction de l'impact de la pollution lumineuse et création de trame noire" adopté par délibération n° CP 2023-171 du 5 juillet 2023 avec une aide régionale pour les investissements jusqu'à 50 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, plafonnée à 50 000 €. La base éligible retenue est de 27 671,60 €.

Localisation géographique :

- BOISSY-SOUS-SAINT-YON
- LARDY
- SAINT-YON
- AUVERS-SAINT-GEORGES
- BOISSY-LE-CUTTE
- BOURAY-SUR-JUINE
- CHAMARANDE
- CHAUFFOUR-LES-ETRECHY
- ETRECHY
- JANVILLE-SUR-JUINE
- MAUCHAMPS
- ST SULPICE-DE-FAVIERES
- SOUZY-LA-BRICHE
- TORFOU
- VILLECONIN
- VILLENEUVE-SUR-AUVERS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Schéma directeur d'éclairage public (assiette éligible)	27 671,60	70,46%
Accompagnement à la conception d'un marché de travaux (hors assiette éligible)	11 600,00	29,54%
Total	39 271,60	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	9 490,12	24,17%
Fonds propres	11 781,48	30,00%
Fonds Lumin ACTE	18 000,00	45,83%
Total	39 271,60	100,00%

**DOSSIER N° EX075818 - AAP chaleur et froid renouvelable - GEO PROFONDE ET EXTENSION RCU
- SIPPEREC (RÉGIE GÉNYO)**

Dispositif : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)

Délibération Cadre : CP2023-171 du 05/07/2023

Imputation budgétaire : 907-758-2041512-575002-1700

Action : 575002032- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	61 842 632,00 € HT	7,87 %	5 000 000,00 €
	Montant total de la subvention		5 000 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SIPPEREC SYND INTERCO PERIPHERIE
PARIS ENERGIES RESEAUX
COMMUNICATION REGIE GENYO

Adresse administrative : 175 RUE DE BERCY
75012 PARIS 12E ARRONDISSEMENT

Statut Juridique : Syndicat Mixte Communal

Représentant : Monsieur Jacques J P MARTIN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : création d'un réseau de chaleur alimenté par un doublet géothermique.

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2023 - 1 janvier 2026

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Une première échéance de livraison de chaleur prévue en octobre 2024 et la mise en service de l'ensemble des installations pour la saison de chauffe 2025/2026, imposent de lancer les études de maîtrise d'œuvre dès juillet 2023 afin de mener les consultations en septembre et définir le dimensionnement des moyens de production.

Description :

Il s'agit de créer un réseau de chaleur géothermique sur les communes de Bobigny et de Drancy, alimenté par un doublet géothermique au Dogger, associé à l'extension du réseau sur la commune de Romainville. Le nouveau doublet géothermique sera associé à des pompes à chaleur d'une puissance totale de 8 MW. Afin d'alimenter une quarantaine de sous-stations, un réseau d'une longueur de 18 km sera créé (10 km à Bobigny et Drancy, et 8 km à Romainville). L'appoint-secours sera assuré par des chaufferies au gaz naturel. A terme, le réseau de chaleur distribuera chaque année 300 279 MWh de chaleur dont 216 612 MWh d'ENR&R.

Ce projet permettra de :

- Verdir à grande échelle les consommations collectives de chaleur des territoires concernés, proposer une énergie à un prix mieux maîtrisé dans le temps par rapport à une solution de référence au

gaz naturel, et sécuriser l'approvisionnement ;

- Alimenter à terme 30 000 équivalents-logements supplémentaires. Actuellement, 18 000 équivalents-logements sont raccordés au réseau de chaleur existant ;
- Augmenter la part d'ENR&R dans le réseau de 63 % à 67,7%, et éviter l'émission de plus de 17 000 tonnes de CO2 chaque année.

Détail du calcul de la subvention :

Application du règlement d'intervention adopté par délibération n° CP 2023-171 du 5 juillet 2023 :

- Aide régionale : jusqu'à 30 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, plafonnée à 2 000 000 € sauf pour l'aide aux doublets de géothermie profonde plafonnée à 3 000 000 €.

Localisation géographique :

- BOBIGNY
- DRANCY
- ROMAINVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Energies renouvelables

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux Doublet + plateforme	14 840 000,00	23,37%
Travaux - Centrale géothermale et sous stations d'échange	6 374 375,00	10,04%
Travaux - Chaufferie d'appoint/secours	8 190 000,00	12,90%
Travaux - Voirie, génie civil tranchée et distribution hydraulique	24 220 176,00	38,15%
Travaux - Sous-stations	3 938 000,00	6,20%
Gestion - Maîtrise d'œuvre travaux, AMO, Bureau de contrôle	4 020 363,00	6,33%
Aléas	259 718,00	0,41%
Foncier et SAF-E (non éligible)	1 650 000,00	2,60%
Total	63 492 632,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	5 000 000,00	7,87%
ADEME	15 000 000,00	23,62%
Emprunt	39 992 632,00	62,99%
Fonds propres	3 500 000,00	5,51%
Total	63 492 632,00	100,00%

DOSSIER N° EX075929 - AAP Modernisation de l'éclairage public et réduction de la pollution lumineuse (travaux) - communauté d'agglomération de Val Parisis (95)

Dispositif : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)

Délibération Cadre : CP2023-171 du 05/07/2023

Imputation budgétaire : 907-758-2041512-175002-1700

Action : 17500202- Efficacité énergétique et SEM

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	435 141,36 € HT	30,00 %	130 542,41 €
	Montant total de la subvention		130 542,41 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CAVP COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION VAL PARISIS
Adresse administrative : 271 CHAUSSEE JULES CESAR
95250 BEAUCHAMP
Statut Juridique : Communauté d'Agglomération
Représentant : Monsieur Yannick BOËDEC, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : remplacement de 425 luminaires d'éclairage public par des technologies réduisant les consommations et la pollution lumineuse.

Dates prévisionnelles : 15 septembre 2023 - 15 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : urgence à démarrer le projet de modernisation de l'éclairage public afin de limiter les consommations énergétiques, réduire les dépenses communales dans le contexte de hausse des prix de l'énergie et agir en faveur de la faune nocturne.

Description :

La communauté d'agglomération de Val Parisis souhaite moderniser son parc d'installation d'éclairage public pour limiter les consommations énergétiques, réduire les dépenses et agir en faveur de la faune nocturne, sur la commune de Bessancourt (7 933 habitants).

L'opération consiste à remplacer 425 luminaires vétustes sur les 1060 luminaires fonctionnels que compte la commune par des luminaires LED au sein des zones suivantes :

- les avenues de la République, Charles de Gaulle, de Coursales, de Maubuisson, de Paris, des Brosses, des Coupillers, des Malais, des Titous, du Pressoir de la Charbonnière, JB Garnier, Lamartine ; le boulevard du Temps des Cerises ; les Départementales 191 et 928 ;
- les allées de la Grille du Parc, de la Liberté, des Genêtes, du Grand Sentier, Holmes Chapel, Mme Bain de la Cocquerie ;
- l'angle des rues Pierrelaye et Beauchamp, Saint Gervais et chemin Racordières ;

- les chemins de la Croix de l'Achévé, de la Station, de l'Isle, des Balicots, des Champs Boisson, des Marboulus, des Meuniers, des Volorands, Latéral, Latéral des Beaux Lions ;
- le Clos de Bessancourt ; la ruelle Mercier ; la Place du 30 août ; le Square Béquet ;
- les impasses Debucourt, des 3 Cornets, du couvent ; les Brosses ;
- les rues Antoine Vollon, Carnot, Chanzy, Beauchamps, Bessancourt, de la gare, de la pointe, de la station, de l'école, de l'Est, de Paris, de Pierrelaye, de Pontoise, de Verdun, des Courgents, des Fontennettes, des Gendarmes, des Hivets, des Paladans, du Clos Ribauds, Haut Tertre, du Prophète, G. Jacquin, Madame, Pasteur, Saint Gervais, grande rue, ruelle Mercier ;
- les sentes et sentiers des Carrières, Champs Boisson, des Courgents, des Fonceaux, du Bout du Blanc, des Malais ;
- la place du 30 août, le square Bequet ;

Les luminaires installés devront répondre, a minima, aux caractéristiques imposées par l'arrêté du 27 décembre 2018 relatif à la prévention, à la réduction et à la limitation des nuisances lumineuses, et la température de couleur ne devra pas excéder 2700 Kelvin.

L'opération devrait conduire, à terme, à une économie d'énergie annuelle d'un facteur 3 minimum pour la commune et à une réduction de la pollution lumineuse au bénéfice de la faune nocturne en participant à la constitution d'une trame noire. La commune prévoit un abaissement de puissance de l'éclairage public de 60 % de 22h à 0h et 80 % de 0h à 5h afin de maximiser les économies d'énergie et de minimiser la pollution lumineuse.

Détail du calcul de la subvention :

Application du règlement d'intervention "appel à projets réduction de l'impact de la pollution lumineuse et création de trame noire" adopté par délibération n° CP 2023-171 du 5 juillet 2023 avec une aide régionale pour les investissements jusqu'à 30 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA pour des travaux conduisant à une réduction de la consommation énergétique d'un facteur 3 ou supérieur et à l'abaissement de la puissance de l'éclairage public d'au moins 80 % 5 heures par nuit, plafonnée à 150 000 €. La subvention est plafonnée pour respecter la législation nationale sur la participation minimale du maître d'ouvrage. La base éligible retenue est de 435 141,36 €.

Le projet intègre, hors assiette subventionnable, la rénovation de l'éclairage d'un équipement sportif.

Localisation géographique :

 BESSANCOURT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Rénovation des luminaires extérieurs fonctionnels (assiette éligible)	435 141,36	98,01%
Autres dépenses (non éligibles)	8 825,50	1,99%
Total	443 966,86	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	130 542,41	29,40%
Fonds propres	202 432,73	45,60%
Départemental du Val d'Oise	110 991,72	25,00%
Total	443 966,86	100,00%

DOSSIER N° EX075414 - AAP Modernisation de l'éclairage public et réduction de la pollution lumineuse (travaux) - syndicat départemental des Energies de Seine-et-Marne (77)

Dispositif : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)

Délibération Cadre : CP2023-171 du 05/07/2023

Imputation budgétaire : 907-758-2041582-175002-1700

Action : 17500202- Efficacité énergétique et SEM

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	2 672 454,23 € HT	36,78 %	982 854,05 €
	Montant total de la subvention		982 854,05 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT DEPARTEMENTAL DES ENERGIES DE SEINE ET MARNE
Adresse administrative : 1 RUE CLAUDE BERNARD
77000 LA ROCHETTE
Statut Juridique : Syndicat Mixte Communal
Représentant : Monsieur Pierre YVROUD, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : remplacement de 2500 luminaires d'éclairage public par des technologies réduisant les consommations et la pollution lumineuse.

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2023 - 31 mars 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : urgence à démarrer le projet de modernisation de l'éclairage public afin de limiter les consommations énergétiques, réduire les dépenses communales dans le contexte de hausse des prix de l'énergie et agir en faveur de la faune nocturne.

Description :

64 communes de moins de 20 000 habitants (71 615 habitants) ont délégué leur compétence en matière d'éclairage public au SDESM afin qu'il mène les études et travaux nécessaires au remplacement de luminaires vétustes.

L'opération consiste à remplacer 2 500 points lumineux vétustes, répartis sur 64 communes, sur les 13 414 luminaires fonctionnels que compte ces communes par des luminaires LED, dans le cadre d'une programmation pluriannuel.

Les luminaires installés devront répondre, a minima, aux caractéristiques imposées par l'arrêté du 27 décembre 2018 relatif à la prévention, à la réduction et à la limitation des nuisances lumineuses, et la température de couleur ne devra pas excéder 2700 Kelvin.

L'opération devrait conduire, à terme, à une économie d'énergie annuelle d'un facteur 3 minimum pour les

communes et à une réduction de la pollution lumineuse au bénéfice de la faune nocturne en participant à la constitution d'une trame noire. 30 communes prévoient un abaissement de puissance de l'éclairage public de 80 % de minuit à 5h et 34 communes l'extinction à minima 5h par nuit afin de maximiser les économies d'énergie et de minimiser la pollution lumineuse.

Détail du calcul de la subvention :

Application du règlement d'intervention "appel à projets réduction de l'impact de la pollution lumineuse et création de trame noire" adopté par délibération n° CP 2023-171 du 5 juillet 2023 avec une aide régionale pour les investissements jusqu'à 50 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA pour des travaux conduisant à une réduction de la consommation énergétique d'un facteur 3 ou supérieur et à l'extinction totale de l'éclairage public 5 heures par nuit, plafonnée à 150 000 € par commune. La subvention est plafonnée pour respecter la législation nationale sur la participation minimale du maître d'ouvrage. La base éligible retenue est de 2 672 454,23 €. Les travaux sur chaque commune ont fait l'objet d'une instruction individuelle, le montant proposé ici en est la synthèse.

Localisation géographique :

- SAINT-JEAN-LES-DEUX-JUMEAUX
- VILLECERF
- BLANDY
- FERICY
- SIVRY-COURTRY
- BOISSETTES
- BOISSISE-LA-BERTRAND
- MONTEREAU-SUR-LE-JARD
- LA ROCHETTE
- ILES-LES-MELDEUSES
- BALLOY
- BRAY-SUR-SEINE
- EVERLY
- GOUAIX
- MOUSSEAU-LES-BRAY
- VILLENAUXE-LA-PETITE
- ESMANS
- LAVAL-EN-BRIE
- CONDE-SAINT-LIBIAIRE
- VAUCOURTOIS
- MORTERY
- POIGNY
- AMILLIS
- BEAUTHEIL-SAINTS
- TOUQUIN
- FAVIERES
- VILLENEUVE-SAINT-DENIS
- CREVECOEUR-EN-BRIE
- LA HOUSSAYE-EN-BRIE
- NEUFMOUTIERS-EN-BRIE
- PRESLES-EN-BRIE
- DONNEMARIE-DONTILLY
- EGLIGNY
- LUISETAINES
- MONTIGNY-LENCOURP
- VILLENEUVE-LES-BORDES

- MOUROUX
- VAUDOY-EN-BRIE
- ARBONNE-LA-FORET
- CHAILLY-EN-BIERE
- PERTHES
- SAINTE-COLOMBE
- COURPALAY
- BANNOST-VILLEGAGNON
- BEAUCHERY-SAINT-MARTIN
- BOMBON
- GUIGNES
- BAGNEAUX-SUR-LOING
- BOUGLIGNY
- BURCY
- LA CHAPELLE-MOUTILS
- DOUE
- FONTENAILLES
- LA GENEVRAYE
- GUERCHEVILLE
- HAUTEFEUILLE
- HONDEVILLIERS
- LESCHEROLLES
- LESCHES
- LORREZ-LE-BOCAGE-PREAUX
- LA MADELEINE-SUR-LOING
- VILLENEUVE-SUR-BELLOT
- RECLOSES
- SOIGNOLLES-EN-BRIE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Rénovation des luminaires extérieurs fonctionnels	2 672 454,23	100,00%
Total	2 672 454,23	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	982 854,05	36,78%
Fonds propres	1 111 663,50	41,60%
Fonds vert	577 936,68	21,63%
Total	2 672 454,23	100,00%

**DOSSIER N° EX075962 - AAP Chaleur et froid renouvelable - DOUBLET GEOTHERMIQUE PARIS
CDG - AEROPORTS DE PARIS - Roissy en France**

Dispositif : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)

Délibération Cadre : CP2023-171 du 05/07/2023

Imputation budgétaire : 907-758-2041712-575002-1700

Action : 575002032- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	35 075 370,42 € HT	7,75 %	2 719 563,00 €
	Montant total de la subvention		2 719 563,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ADP AEROPORTS DE PARIS

Adresse administrative : 1 RUE DE FRANCE
93290 TREMBLAY EN FRANCE

Statut Juridique : Société Anonyme

Représentant : Monsieur Augustin de ROMANET, Président Directeur Général

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation d'une opération de géothermie profonde sur la plateforme Paris Charles-De-Gaulle.

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2023 - 1 mars 2026

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Le forage, les travaux d'installation et de raccordement prenant plusieurs mois, et dans un contexte d'augmentation des prix de l'énergie, il est nécessaire de démarrer les travaux préalables au forage dès juillet 2023 afin tenir le délai de mise en service de l'installation pour le premier semestre de 2026.

Description :

Le Groupe ADP souhaite mener un projet de verdissement du réseau de chaleur de l'aéroport Roissy - Charles de Gaulle, afin d'atteindre l'objectif de neutralité carbone de ses plateformes, fixé à l'horizon 2030. Au cours des études qui ont été réalisées, la géothermie est apparue comme la ressource renouvelable la plus compatible avec cet objectif, grâce à l'aquifère du Dogger.

Le projet consiste à la réalisation d'un doublet géothermique couplé à des pompes à chaleur à proximité de l'une des deux centrales de production existante, et comprend également la création d'un retour de réseau spécifique au terminal T1 afin d'optimiser la production géothermique.

Ces opérations permettront d'alimenter le réseau de chaleur existant de 80 000 MWh/an de chaleur renouvelable, et substituer ainsi une partie importante du combustible gaz utilisé en appoint sur le réseau. La chaleur renouvelable couvrira 35% des besoins de la plateforme (chauffage et eau chaude).

Actuellement, l'aéroport est alimenté à 70 % par les énergies fossiles (gaz et fioul), à 29 % par de la biomasse et à 1% via la récupération de chaleur sur les thermo-frigo-pompes. A terme, le taux d'ENR&R injecté sur le réseau passera de 22 % à 55 %, ce qui permettra d'éviter l'émission annuelle de 16 060 tonnes de CO2.


Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :

Application du règlement d'intervention adopté par délibération n° CP 2023-171 du 5 juillet 2023 :

- Aide régionale : jusqu'à 30 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, plafonnée à 2 000 000 € sauf pour l'aide aux doublets de géothermie profonde plafonnée à 3 000 000 €.

Localisation géographique :

 ROISSY-EN-FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Energies renouvelables

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux - aménagements et constructions	3 981 390,00	11,35%
Travaux - Equipement process	25 589 040,42	72,95%
Travaux - Ingénierie (MOE externe, MOD externe, AMO, études)	1 969 464,00	5,61%
Dépenses directes de personnel	3 535 476,00	10,08%
Total	35 075 370,42	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	2 719 563,00	7,75%
ADEME	2 719 563,00	7,75%
Fonds propres	29 636 244,42	84,49%
Total	35 075 370,42	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.59108 Environnement (ex SA.40405) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26/06/2014 tel que modifié par les règlements 2017/1084 du 14/06/2017 publié au JOUE du 20/06/2017 et 2020/972 du 2/07/2020 publié au JOUE du 07/07/2020, relatif à : aides à l'investissement en faveur de la promotion de l'énergie produite à partir de sources renouvelables

DOSSIER N° EX077138 - AAP chaleur et froid renouvelable - Syndicat mixte géothermie de Chelles (77)

Dispositif : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)

Délibération Cadre : CP2023-171 du 05/07/2023

Imputation budgétaire : 907-758-204182-575002-1700

Action : 575002032- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	5 303 628,00 € HT	13,94 %	740 242,50 €
	Montant total de la subvention		740 242,50 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT MIXTE DE GEOTHERMIE DE CHELLES
Adresse administrative : PARC SOUVENIR E FOUCHARD
77505 CHELLES
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur JACQUES PHILIPPON, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : extension du réseau de chaleur géothermique de Chelles Chaleur.

Dates prévisionnelles : 10 novembre 2022 - 31 décembre 2027

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Nécessité de lancer les études préalables dès le mois de novembre 2022 pour respecter le calendrier fixé et permettre le démarrage des travaux en juin 2023. Dans un contexte d'augmentation des prix de l'énergie, ceux-ci doivent être réalisés au plus tôt afin que le projet soit opérationnel dès la saison de chauffe 2024/2025.

Description :

Le syndicat mixte de géothermie de Chelles souhaite étendre son réseau de chaleur basse pression, exploité par Chelles Chaleur dans le cadre d'une délégation de service public.

Le projet comprend la réalisation de plusieurs extensions à l'Est et au Sud-Ouest de la ville pour un total de 3 321 mètres linéaires.

Les travaux débiteront au début de l'année 2023 et s'étaleront, à minima, jusqu'à la fin d'année 2025.

Le projet permettra d'alimenter environ 2 500 équivalents-logements supplémentaires pour des besoins estimés à 13 524 MWh annuels. La couverture de ces besoins sera assurée à la fois par les moyens de production existants, à savoir le doublet de géothermie profonde au Dogger, l'unité de cogénération gaz jusqu'en 2025 et la chaufferie d'appoint gaz, mais également par une pompe à chaleur qui sera installée en 2024 sur le doublet de géothermie. Le taux d'ENR&R du réseau de chaleur passera de 54% à 60% dès 2024.

Par ailleurs, les extensions du réseau de chaleur et l'installation de la PAC permettront le maintien d'un tarif de la chaleur attractif et maîtrisé pour l'ensemble des abonnés (passant de 91,53 € TTC/MWh en 2021 à 89,56 € TTC/MWh dès 2024).

Détail du calcul de la subvention :

Application du règlement d'intervention « appel à projet chaleur et froid renouvelable » adopté par délibération n° CP 2023-171 du 5 juillet 2023, avec une aide régionale pour les créations et extensions de réseaux de chaleur et/ou de froid et les boucles d'eau tempérée alimentés en énergies renouvelables et de récupération s'élevant jusqu'à 30 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, et plafonnée à 2 000 000 € par projet.

Localisation géographique :

 CHELLES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Energies renouvelables

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Voirie, génie civil, tranchée	2 298 412,09	43,29%
Distribution hydraulique	1 532 274,73	28,86%
Sous-stations	962 356,00	18,12%
Maîtrise d'oeuvre (MOE)	212 743,65	4,01%
Assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO)	226 926,56	4,27%
Bureau de contrôle, SPS, OPC	70 914,55	1,34%
Certification commissaire au compte	6 000,00	0,11%
Total	5 309 627,58	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	740 242,50	13,94%
ADEME	740 242,50	13,94%
CEE raccordement	598 697,00	11,28%
CEE autres	30 539,00	0,58%
Emprunt	3 199 906,58	60,27%
Total	5 309 627,58	100,00%

DOSSIER N° EX076014 - AAP Chaleur et froid renouvelable - PAC ORLY - AEROPORTS DE PARIS - Paray Vieille Poste

Dispositif : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)

Délibération Cadre : CP2023-171 du 05/07/2023

Imputation budgétaire : 907-758-20422-575002-1700

Action : 575002032- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	4 820 000,00 € HT	7,18 %	346 000,00 €
	Montant total de la subvention		346 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ADP AEROPORTS DE PARIS

Adresse administrative : 1 RUE DE FRANCE
93290 TREMBLAY EN FRANCE

Statut Juridique : Société Anonyme

Représentant : Monsieur Augustin de ROMANET, Président Directeur Général

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : mise en oeuvre de pompes à chaleur d'une puissance totale de 5MW sur le doublet géothermique existant de la centrale de production de l'aéroport Paris-Orly.

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2023 - 1 septembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : nécessité d'atteindre l'objectif de mise en exploitation de l'installation en septembre 2024, conformément au plan de neutralité carbone 2030 de la plateforme d'Orly. Les travaux de géothermie prenant plusieurs mois, ceux-ci doivent être démarrés dès le mois de juillet 2023 afin de respecter l'échéance fixée.

Description :

Ce projet s'inscrit dans l'objectif de neutralité carbone de ses plateformes que s'est fixé Aéroports de Paris à l'horizon 2030 et vise à installer des pompes à chaleur pour une puissance totale de 5MW sur le doublet géothermique existant de la centrale de production de l'aéroport d'Orly. Celles-ci permettront l'augmentation de la production géothermique par l'abaissement de la température de réinjection dans le puits. Cette installation permettra d'atteindre un objectif de valorisation complémentaire de 12 000 MWh/an sur le réseau de chaleur existant et de substituer une partie du combustible gaz utilisé en appoint sur le réseau.

A l'issue du projet, le taux d'ENR&R passera de 68 à 87 % et permettra d'éviter l'émission de 8 755 tonnes de CO2.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de

la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :

Application du règlement d'intervention adopté par délibération n° CP 2023-171 du 5 juillet 2023 :

- Aide régionale : jusqu'à 30 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, plafonnée à 2 000 000 € sauf pour l'aide aux doublets de géothermie profonde plafonnée à 3 000 000 €.

Localisation géographique :

 PARAY-VIEILLE-POSTE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Energies renouvelables

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Adaptation local existant	350 000,00	7,26%
Pompes à chaleur	750 000,00	15,56%
Circuit hydraulique - Pompes à chaleur	1 800 000,00	37,34%
Electricité	650 000,00	13,49%
Système de gestion et suivi GTC	150 000,00	3,11%
Maîtrise d'oeuvre (MOE) et AMOA	1 120 000,00	23,24%
Total	4 820 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	346 000,00	7,18%
ADEME	346 000,00	7,18%
Fonds propres	4 128 000,00	85,64%
Total	4 820 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.59108 Environnement (ex SA.40405) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26/06/2014 tel que modifié par les règlements 2017/1084 du 14/06/2017 publié au JOUE du 20/06/2017 et 2020/972 du 2/07/2020 publié au JOUE du 07/07/2020, relatif à : aides à l'investissement en faveur de la promotion de l'énergie produite à partir de sources renouvelables

DOSSIER N° EX076062 - AAP Développement des énergies renouvelables électriques – Installation d'ombrière photovoltaïque– Société Veleux à Veneux-les-Sablons (77)

Dispositif : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)

Délibération Cadre : CP2023-171 du 05/07/2023

Imputation budgétaire : 907-758-20422-575002-1700

Action : 575002032- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	201 098,00 € HT	36,10 %	72 589,00 €
	Montant total de la subvention		72 589,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : VELEUX
Adresse administrative : 2 AV DE LA GARE
77250 MORET LOING ET ORVANNE
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur LAURENT BAYON, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : installation de deux ombrières photovoltaïques sur le parking d'un supermarché en autoconsommation totale.

Dates prévisionnelles : 1 février 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : urgence à démarrer l'installation des panneaux solaires afin de limiter les consommations énergétiques, réduire les dépenses de l'entreprise dans le contexte de hausse des prix de l'énergie et contribuer aux objectifs d'accélération du développement des énergies renouvelables en Île-de-France.

Description :

Veleux, société exploitante d'une franchise Intermarché, souhaite équiper son parking existant d'ombrières photovoltaïques en autoconsommation totale.

D'une puissance de 105 kWc sur une surface de 547 m², la production attendue de l'installation la première année est de 106 515 kWh. L'électricité produite couvrira 15 % des consommations électriques de l'usine sur l'année.

Sans subvention régionale, le temps de retour sur investissement est de 15 ans et le taux de rentabilité interne est de 5,49% sur 30 ans

Avec la subvention régionale, le temps de retour sur investissement est de 10 ans et le taux de rentabilité interne est de 10,15 % sur 30 ans.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de

la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :

Application du règlement d'intervention adopté par délibération n° CP 2023-171 du 5 juillet 2023, soit jusqu'à 80 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, plafonnée à 2 000 000 € pour le photovoltaïque.

Veleux étant une petite entreprise, le cumul des aides publiques doit être inférieur à 50 % de l'investissement selon le régime N° SA.59108.

Localisation géographique :

 VENEUX-LES-SABLONS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Energies renouvelables

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Panneaux photovoltaïques	45 451,00	22,37%
Autres coûts électriques	48 161,00	23,70%
Structures ombrières	65 846,00	32,40%
Génie civil (fondations, tranchées, etc.)	33 710,00	16,59%
Maîtrise d'œuvre	7 930,00	3,90%
Frais de développement (non éligible)	2 117,00	1,04%
Total	203 215,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	72 589,00	35,72%
Fonds propres	7 930,00	3,90%
Emprunts	122 696,00	60,38%
Total	203 215,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.59108 Environnement (ex SA.40405) adopté sur la base du RGE 651/2014 publié au JOUE du 26/06/2014 tel que modifié par les règlements 2017/1084 du 14/06/2017 publié au JOUE du 20/06/2017 et 2020/972 du 2/07/2020 publié au JOUE du 07/07/2020, relatif à : aides à l'investissement en faveur de la promotion de l'énergie produite à partir de sources renouvelables

DOSSIER N° EX076105 - AAP Développement des énergies renouvelables électriques – Installation d'ombrière photovoltaïque– SEMMARIS à Rungis (94)

Dispositif : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)

Délibération Cadre : CP2023-171 du 05/07/2023

Imputation budgétaire : 907-758-20422-575002-1700

Action : 575002032- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	1 283 600,00 € HT	20,00 %	256 720,00 €
	Montant total de la subvention		256 720,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SEMMARIS

Adresse administrative : 61 RUE DE LYON
94550 CHEVILLY LARUE

Statut Juridique : Société Anonyme

Représentant : Monsieur Stéphane LAYANI, Président directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : installation d'ombrières photovoltaïques sur le parking de Rungis

Dates prévisionnelles : 1 juin 2023 - 30 septembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : urgence à démarrer l'installation des panneaux solaires afin de limiter les consommations énergétiques, réduire les dépenses de l'entreprise dans le contexte de hausse des prix de l'énergie et contribuer aux objectifs d'accélération du développement des énergies renouvelables en Île-de-France.

Description :

La SEMMARIS, entité gestionnaire du marché international de RUNGIS, souhaite équiper le parking existant de sa zone administrative avec des ombrières photovoltaïques en autoconsommation totale.

D'une surface de 4 700 m², soit 265 places pour véhicules légers, l'installation sera d'une puissance de 960 kWc et la production attendue de l'installation la première année est de 980 000 kWh. L'électricité produite couvrira 33 % des consommations électriques des services généraux SEMMARIS, des bâtiments de la zone administrative ainsi qu'une vingtaine de bornes de recharge électriques de 22 kW.

Sans subvention régionale, le temps de retour sur investissement est de 12 ans et le taux de rentabilité interne est de 5,61 % sur 30 ans

Avec la subvention régionale, le temps de retour sur investissement est de 9 ans et le taux de rentabilité interne est de 9,87 % sur 30 ans.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de

la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :

Application du règlement d'intervention adopté par délibération n° CP 2023-171 du 5 juillet 2023, soit jusqu'à 80 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, plafonnée à 2 000 000 € pour le photovoltaïque.

SEMMARIS étant une grande entreprise, le cumul des aides publiques doit être inférieur à 30 % de l'investissement selon le régime N° SA.59108.

Localisation géographique :

 RUNGIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Energies renouvelables

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Panneaux photovoltaïques	471 000,00	36,69%
Raccordement	14 000,00	1,09%
Autres coûts électriques	178 300,00	13,89%
Structures ombrières	365 000,00	28,44%
Génie civil (fondations, tranchées, etc.)	45 800,00	3,57%
Maîtrise d'oeuvre	95 500,00	7,44%
Installation	91 500,00	7,13%
Assistance à Maîtrise d'Ouvrage	22 500,00	1,75%
Total	1 283 600,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	256 720,00	20,00%
Fonds propres	1 026 880,00	80,00%
Total	1 283 600,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.59108 Environnement (ex SA.40405) adopté sur la base du RGE 651/2014 publié au JOUE du 26/06/2014 tel que modifié par les règlements 2017/1084 du 14/06/2017 publié au JOUE du 20/06/2017 et 2020/972 du 2/07/2020 publié au JOUE du 07/07/2020, relatif à : aides à l'investissement en faveur de la promotion de l'énergie produite à partir de sources renouvelables

DOSSIER N° EX076108 - AAP Développement des énergies renouvelables électriques – Etude de faisabilité photovoltaïque - Villa Good Tech à Issy-les-Moulineaux (92)

Dispositif : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)

Délibération Cadre : CP2023-171 du 05/07/2023

Imputation budgétaire : 907-758-20422-575002-1700

Action : 575002032- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	19 700,00 € HT	50,00 %	9 850,00 €
Montant total de la subvention			9 850,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : VILLA GOOD TECH
Adresse administrative : 37 RUE PIERRE POLI
92130 ISSY LES MOULINEAUX
Statut Juridique : Société en Nom Collectif
Représentant : Monsieur ALEXANDRE ZAPOLSKY, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation d'une étude de faisabilité de production d'énergies renouvelables

Dates prévisionnelles : 2 mai 2023 - 30 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : urgence à démarrer l'étude et l'installation des systèmes de production des énergies renouvelables afin de limiter les consommations énergétiques, réduire les dépenses des entreprises dans le contexte de hausse des prix de l'énergie et contribuer aux objectifs d'accélération du développement des énergies renouvelables en Île-de-France.

Description :

Linagora, société spécialisée dans le numérique responsable, souhaite réaliser une étude de faisabilité photovoltaïque et de courantologie pour son bâtiment dont le siège est situé à Issy-les-Moulineaux.

Celle-ci prendra en compte :

- la courantologie et la puissance pour évaluer le potentiel éolien ;
- la faisabilité technico-économique pour l'installation de solaire photovoltaïque ;
- l'analyse de scénarii avec la meilleure combinaison de vecteurs.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.


Détail du calcul de la subvention :

Application du règlement d'intervention adopté par délibération n° CP 2023-171 du 5 juillet 2023, l'aide

régionale pour l'aide à la réalisation d'études de faisabilité :

- jusqu'à 50 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, plafonnée à 50 000 €.

Localisation géographique :

 ISSY-LES-MOULINEAUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Energies renouvelables

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etude	19 700,00	100,00%
Total	19 700,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	9 850,00	50,00%
Fonds propres	9 850,00	50,00%
Total	19 700,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.59108 Environnement (ex SA.40405) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26/06/2014 tel que modifié par les règlements 2017/1084 du 14/06/2017 publié au JOUE du 20/06/2017 et 2020/972 du 2/07/2020 publié au JOUE du 07/07/2020, relatif à : aides aux études environnementales

DOSSIER N° EX076111 - AAP Développement des énergies renouvelables électriques – Etude de faisabilité photovoltaïque - Société Alissa à Taverny (95)

Dispositif : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)

Délibération Cadre : CP2023-171 du 05/07/2023

Imputation budgétaire : 907-758-20422-575002-1700

Action : 575002032- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	16 000,00 € HT	50,00 %	8 000,00 €
	Montant total de la subvention		8 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ALISSA
Adresse administrative : 12 BD DU LAC
95880 ENGHIEEN LES BAINS
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur SERGIU CAZANESCU, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 12 juin 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : urgence à démarrer l'étude et l'installation de panneaux photovoltaïques afin de limiter les consommations énergétiques, réduire les dépenses des entreprises dans le contexte de hausse des prix de l'énergie et contribuer aux objectifs d'accélération du développement des énergies renouvelables en Île-de-France.

Description :

Alissa, société immobilière de l'entreprise générale de bâtiment Fi2C, souhaite réaliser une étude de faisabilité pour l'installation d'une toiture photovoltaïque sur ses bureaux à Taverny.

L'étude comprend :

- le dimensionnement de l'installation en autoconsommation totale ;
- l'étude de productible ;
- le calepinage de la solution retenue ;
- le calcul du taux d'autoconsommation ;
- la détermination CAPEX/OPEX ;
- une analyse économique et juridique (rentabilité interne, temps de retour, montage juridique...) ;
- des préconisations sur le matériel à installer ;
- la rédaction des pièces de demandes administratives.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :

Application du règlement d'intervention adopté par délibération n° CP 2023-171 du 5 juillet 2023, soit jusqu'à 50 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, plafonnée à 50 000 €.

Localisation géographique :

■ TAVERNY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Energies renouvelables

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etude	16 000,00	100,00%
Total	16 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	8 000,00	50,00%
Fonds propres	8 000,00	50,00%
Total	16 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.59108 Environnement (ex SA.40405) adopté sur la base du RGE 651/2014 publié au JOUE du 26/06/2014 tel que modifié par les règlements 2017/1084 du 14/06/2017 publié au JOUE du 20/06/2017 et 2020/972 du 2/07/2020 publié au JOUE du 07/07/2020, relatif à : aides aux études environnementales

DOSSIER N° EX077042 - AAP Développement des énergies renouvelables électriques – Etude de faisabilité photovoltaïque – Société EMCI à Le Perray-en-Yvelines (78)

Dispositif : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)

Délibération Cadre : CP2023-171 du 05/07/2023

Imputation budgétaire : 907-758-20422-575002-1700

Action : 575002032- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	8 415,00 € HT	50,00 %	4 207,50 €
	Montant total de la subvention		4 207,50 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : EMCI
Adresse administrative : 8 RTE DE SAINT HUBERT
78610 LE PERRAY EN YVELINES
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur WILLY PIACENZA, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation d'une étude de faisabilité pour une installation photovoltaïque en toiture

Dates prévisionnelles : 15 juin 2023 - 17 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : urgence à démarrer l'étude et l'installation des systèmes de production des énergies renouvelables afin de limiter les consommations énergétiques, réduire les dépenses des entreprises dans le contexte de hausse des prix de l'énergie et contribuer aux objectifs d'accélération des énergies renouvelables en Île-de-France.

Description :

EMCI, entreprise de fabrication de machines pour l'extraction ou la construction, souhaite réaliser une étude de faisabilité en vue d'une installation de panneaux photovoltaïque sur les 4 000 m² de toiture de son siège.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :

Application du règlement d'intervention adopté par délibération n° CP 2023-171 du 5 juillet 2023, soit jusqu'à 50 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, plafonnée à 50 000 €.

Localisation géographique :

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Energies renouvelables

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etude	8 415,00	100,00%
Total	8 415,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	4 207,50	50,00%
Fonds propres	4 207,50	50,00%
Total	8 415,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.59108 Environnement (ex SA.40405) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26/06/2014 tel que modifié par les règlements 2017/1084 du 14/06/2017 publié au JOUE du 20/06/2017 et 2020/972 du 2/07/2020 publié au JOUE du 07/07/2020, relatif à : aides aux études environnementales

DOSSIER N° EX077217 - AAP Développement des énergies renouvelables électriques – Installation photovoltaïque– Société française de restauration et services à Buchelay (78)

Dispositif : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)

Délibération Cadre : CP2023-171 du 05/07/2023

Imputation budgétaire : 907-758-20422-575002-1700

Action : 575002032- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	151 000,00 € HT	10,00 %	15 100,00 €
	Montant total de la subvention		15 100,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SOCIETE FRANCAISE DE RESTAURATION ET SERVICES
Adresse administrative : 3 RUE DE L'ARDECHE
78200 BUCHELAY
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Madame SOPHIE NERON-BERGER, Directrice générale

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : installation photovoltaïque en toiture

Dates prévisionnelles : 6 juin 2023 - 31 juillet 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : urgence à démarrer l'installation des panneaux solaires afin de réduire les dépenses de l'entreprise dans le contexte de hausse des prix de l'énergie et contribuer aux objectifs d'accélération du développement des énergies renouvelables en Île-de-France.

Description :

La société française de restauration et services est rattachée à l'entreprise Sodexo, spécialisée dans les activités de restauration. Elle souhaite équiper la toiture d'une de ses cuisines centrales à Buchelay d'une installation photovoltaïque.

D'une surface de 680 m², d'une puissance de 121 kWc, la production attendue de l'installation la première année est de 135 000 kWh. L'électricité produite couvrira 15 % des consommations électriques du bâtiment.

Sans subvention régionale, le temps de retour sur investissement est de 10 ans et le taux de rentabilité interne est de 9,38 % sur 30 ans

Avec la subvention régionale, le temps de retour sur investissement est de 9 ans et le taux de rentabilité interne est de 10,72 % sur 30 ans.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de

la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :

Application du règlement d'intervention adopté par délibération n° CP 2023-171 du 5 juillet 2023, soit jusqu'à 80 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, plafonnée à 2 000 000 € pour le photovoltaïque.

La société française de restauration et services étant une grande entreprise, le cumul des aides publiques doit être inférieur à 30 % de l'investissement selon le régime N° SA.59108.

Localisation géographique :

 BUCHELAY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Energies renouvelables

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Installation photovoltaïque	151 000,00	100,00%
Total	151 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	15 100,00	10,00%
Fonds propres	135 900,00	90,00%
Total	151 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.59108 Environnement (ex SA.40405) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26/06/2014 tel que modifié par les règlements 2017/1084 du 14/06/2017 publié au JOUE du 20/06/2017 et 2020/972 du 2/07/2020 publié au JOUE du 07/07/2020, relatif à : aides à l'investissement en faveur de la promotion de l'énergie produite à partir de sources renouvelables

DOSSIER N° EX077221 - AAP Développement des énergies renouvelables électriques – Installation photovoltaïque - Faculté des métiers de l'Essonne à Evry Courcouronnes (91)

Dispositif : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)

Délibération Cadre : CP2023-171 du 05/07/2023

Imputation budgétaire : 907-758-20422-575002-1700

Action : 575002032- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	373 695,00 € HT	10,00 %	37 369,50 €
Montant total de la subvention			37 369,50 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FACULTE DES METIERS ESSONNE
Adresse administrative : 3 CHEMIN DE LA GRANGE FEU LOUIS
91000 EVRY COURCOURONNES
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur FABIEN DAURAT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : installation photovoltaïque sur la toiture de la Faculté des métiers de l'Essonne

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2023 - 1 décembre 2026

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : urgence à démarrer l'installation des panneaux solaires afin de réduire les dépenses de l'entreprise dans le contexte de hausse des prix de l'énergie et contribuer aux objectifs d'accélération du développement des énergies renouvelables en Île-de-France.

Description :

La faculté des métiers de l'Essonne, centre de formation accueillant plus de 2000 apprenants chaque année, souhaite équiper la toiture de son bâtiment de panneaux photovoltaïques.

L'installation sera d'une puissance d'environ 346 kWc sur une surface de 1688 m². La production attendue de l'installation la première année est de 346 000 kWh.

Sans subvention régionale, le temps de retour sur investissement est de plus de 11 ans et le taux de rentabilité interne est de 9 % sur 30 ans.

Avec la subvention régionale, le temps de retour sur investissement est de 10 ans et le taux de rentabilité interne est de 10,27 % sur 30 ans.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :

Application du RI adopté par délibération n° CP 2023-171 du 5 juillet 2023, soit jusqu'à 80 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, plafonnée à 2 000 000 € pour le photovoltaïque.

La Faculté des métiers de l'Essonne étant une grande entreprise, le cumul des aides publiques doit être inférieur à 30 % de l'investissement selon le régime N° SA.59108.

Localisation géographique :

 EVRY-COURCOURONNES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Energies renouvelables

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Panneaux photovoltaïques	135 755,00	36,33%
Raccordement	17 148,00	4,59%
Onduleurs	83 483,00	22,34%
Autres coûts électriques	10 000,00	2,68%
Installation	87 774,00	23,49%
Assistance à maîtrise d'ouvrage	11 426,00	3,06%
Génie civil	28 109,00	7,52%
Total	373 695,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	37 369,50	10,00%
Fonds propres	336 325,50	90,00%
Total	373 695,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.59108 Environnement (ex SA.40405) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26/06/2014 tel que modifié par les règlements 2017/1084 du 14/06/2017 publié au JOUE du 20/06/2017 et 2020/972 du 2/07/2020 publié au JOUE du 07/07/2020, relatif à : aides à l'investissement en faveur de la promotion de l'énergie produite à partir de sources renouvelables

DOSSIER N° EX077222 - AAP Développement des énergies renouvelables électriques – Etude de faisabilité photovoltaïque - Société Verdicité à Crisenoy (77)

Dispositif : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)

Délibération Cadre : CP2023-171 du 05/07/2023

Imputation budgétaire : 907-758-20422-575002-1700

Action : 575002032- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	3 360,00 € HT	50,00 %	1 680,00 €
	Montant total de la subvention		1 680,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : VERDICITE

Adresse administrative : 20 RUE VOLTAIRE
93100 MONTREUIL

Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée

Représentant : Monsieur THIERRY JEAN PHILIPPE MAUBAN, Gérant

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation d'une étude de faisabilité photovoltaïque pour la toiture d'un local industriel

Dates prévisionnelles : 23 mars 2023 - 30 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : urgence à démarrer l'étude permettant une installation photovoltaïque afin de réduire les dépenses des entreprises dans le contexte de hausse des prix de l'énergie et contribuer aux objectifs d'accélération du développement des énergies renouvelables en Île-de-France.

Description :

Verdicité, bureau d'étude en prévention, optimisation et gestion des déchets ménagers, souhaite réaliser une étude de faisabilité technico-économique afin de permettre une installation photovoltaïque au sein de son local industriel situé dans un corps de ferme. Pour caractériser les déchets prélevés dans des usines de traitement de Région parisienne, la société recourt à des étuves électriques pour leur déshydratation.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :

Application du règlement d'intervention adopté par délibération n° CP 2023-171 du 5 juillet 2023, l'aide régionale pour l'aide à la réalisation d'études de faisabilité :

- jusqu'à 50 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, plafonnée à 50 000 €.

Localisation géographique : CRISENOY**Contrat Particulier :** Hors CPRD**CPER :** BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Energies renouvelables**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etude	3 360,00	100,00%
Total	3 360,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	1 680,00	50,00%
Fonds propres	1 680,00	50,00%
Total	3 360,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.59108 Environnement (ex SA.40405) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26/06/2014 tel que modifié par les règlements 2017/1084 du 14/06/2017 publié au JOUE du 20/06/2017 et 2020/972 du 2/07/2020 publié au JOUE du 07/07/2020, relatif à : aides aux études environnementales

Annexe 11 modification de 2 fiches projets

**DOSSIER N° 21000511 – DEPARTEMENT DE ESSONNE (91) SOUTIEN AU PROGRAMME
D'ACTIONS ENERGIE 2021 - REAFFECTATION**

Dispositif : Stratégie Energie-Climat – Soutien aux structures locales de la transition énergétique (n° 00000195)

Délibération Cadre : CP2019-247 du 03/07/2019

Imputation budgétaire : 937-758-65748-575002-1700

Action : 575002042- Actions d'intérêt général dans le domaine de l'énergie

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Energie-Climat – Soutien aux structures locales de la transition énergétique	490 000,00 € TTC	9,79 %	47 950,00 €
	Montant total de la subvention		47 950,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'ESSONNE
Adresse administrative : BOULEVARD DE FRANCE
91012 EVRY COURCOURONNES
Statut Juridique : Département
Représentant : Monsieur FRANCOIS DUROVRAY, Président

PRESENTATION DU PROJET

En raison d'une erreur matérielle, il est proposé de réaffecter 47 950 € d'autorisations d'engagement en faveur du département de l'Essonne.

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2021 - 31 décembre 2021

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Ce projet se déroule sur une année civile.

Description :

Le socle des 3 missions prévu à la convention a pour objectif de soutenir en proximité l'ambition climatique des territoires pour accélérer la transition énergétique. Le département de l'Essonne anime la plateforme Rénover Malin sur son territoire à travers plusieurs actions :

-mission 1 (particuliers) : action proactive de communication et d'information, accompagnement de projet, conseils et orientations, valorisations des réalisations ;

-mission 2 (professionnels) : campagne d'affiliation des entreprises, animations d'ateliers à destination des entreprises, promotions des éco-matériaux et EnR, contrôles post-chantiers, animation du réseau des entreprises, mise en relations (café rénover malin), valorisation ;

-mission 3 (collectivités) : diffusion d'une culture commune sur la transition énergétique, promotion de

l'intérêt de la structure auprès des collectivités, accompagnement des actions sur le patrimoine départemental, valorisation des certificats d'économie d'énergie, partenariats (coordination des acteurs de la rénovation, lutte contre la précarité énergétique).

Moyens humains pour réaliser le socle des missions 11 ETP :

- 0,5 ETP Direction ;
- 3,5 ETP Fonctions supports ;
- 5,3 ETP Cible particuliers ;
- 0,5 ETP Cible professionnels ;
- 0,5 ETP Cible collectivité.

Dans le cadre d'une convention ad hoc relative à la mesure 100 000 stages signée avec la Région, le bénéficiaire s'est engagé à recruter des stagiaires ou alternants.

Détail du calcul de la subvention :

Application du règlement d'intervention adopté par délibération n° CP 2020-276 du 1^{er} juillet 2020.

La subvention s'élève à 15% des dépenses éligibles, avec un plancher de 40 000 € et un plafond de 75 000 € par structure et par an.

Localisation géographique :

- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Energies renouvelables et de récupération

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de personnel	490 000,00	74,57%
Animation et sensibilisation	80 000,00	12,17%
Site Rénover Malin	62 100,00	9,45%
Dépenses de communication	25 000,00	3,80%
Total	657 100,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	47 950,00	7,30%
Départemental de l'Essonne	609 150,00	92,70%
Total	657 100,00	100,00%

DOSSIER N° EX062769 - AAP EnR&R électriques - Production et distribution d'hydrogène sur 6 stations - Hysetco - H24FP

Dispositif : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)

Délibération Cadre : CP2023-072 du 29/03/2023

Imputation budgétaire : 907-75-20422-175001-1700

Action : 17500106- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	43 460 000,00 € HT	3,68 %	1 600 000,00 €
	Montant total de la subvention		1 600 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : HYSETCO
Adresse administrative : 84 AVENUE DE LA REPUBLIQUE
75011 PARIS
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur LOIC VOISIN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : construction de six stations de production et/ou de distribution d'hydrogène

Dates prévisionnelles : 1 avril 2022 - 1 juillet 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Le porteur de projet souhaite passer commande au plus vite de matériels spécifiques dont les délais de livraison sont longs.

Description :

Le projet H24FP s'inscrit dans la phase 2 du déploiement d'HYSETCO qui souhaite mettre en place un réseau de 12 stations en 2024 et de 30 stations à 2030, à 350 et 700 bars.

Couvrant la période 2022-2024, le projet H24FP porte sur le déploiement de :

- 2 stations de production par électrolyse de 2 MW unitaire et de 1 t/j d'H₂, à Saint Fargeau (77) et Fosses (95) (sites envisagés)
- 4 stations de distribution de 1 t/jour : INSEP (75) Issy les Moulineaux (92), Port de Grenelle (75), Ballainvilliers (91), (sites envisagés).

A terme, les électrolyseurs utiliseront de l'électricité d'origine renouvelable avec contrat d'achat.

Le projet H24FP vise à servir les usages de :

- la flotte des taxis Slota, 200 véhicules au démarrage au début, 600 à terme,
- la mairie de Paris, pour 20 BOM, 20 engins de nettoyage, 120 fourgons, 20 VUL et 3 PL,
- Enertrag : 4 fourgons et 4 VUL,

- CEMEX, 20 camions toupie,
- un bateau autodéchargeant Zulu.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Application du règlement d'intervention adopté par délibération n° CP 2023-072 du 29 mars 2023, soit jusqu'à 30 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, plafonnée à 2 000 000 € pour les installations de production et de distribution d'hydrogène d'origine renouvelable et de récupération.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Electrolyseurs	5 600 000,00	12,89%
Stockage/bornes/raccordements/Compresseurs	22 600 000,00	52,00%
Installations et génie civil	10 320 000,00	23,75%
Périphérique et Digitalisation	1 200 000,00	2,76%
Autres dépenses internes	700 000,00	1,61%
Etudes et recherches	3 040 000,00	6,99%
Total	43 460 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	1 600 000,00	3,68%
ADEME	13 367 270,00	30,76%
Aide européenne	4 475 400,00	10,30%
Fonds propres	24 017 330,00	55,26%
Total	43 460 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.59108 Environnement (ex SA.40405) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26/06/2014 tel que modifié par les règlements 2017/1084 du 14/06/2017 publié au JOUE du 20/06/2017 et 2020/972 du 2/07/2020 publié au JOUE du 07/07/2020, relatif à : aides à l'investissement en faveur de la promotion de l'énergie produite à partir de sources renouvelables

Annexe 12 Changement de bénéficiaire-modification de convention et réaffectation

**AVENANT N° 1 À LA CONVENTION N° 17014783
SDC 9 VILLA BLANCHE 92000 NANTERRE
TRANSFERT A HOMELAND**

La Région Île-de-France, sise 2, rue Simone Veil, 93400 à Saint-Ouen-sur-Seine
Représentée par la présidente du conseil régional, Madame Valérie PECRESSE,
en vertu de la délibération n° **CP 2023-299 du 21 septembre 2023**,
ci-après dénommée « *la Région* »

d'une part,

HOMELAND, 7 rue du progrès 93 100 MONTREUIL,
Représentée par Monsieur Frédéric REMEUR, en qualité de gérant de HOMELAND immatriculée au
registre du commerce et des sociétés de Paris, sous le numéro de SIRET 818 341 448 00038 ci-
après dénommée « HOMELAND »

d'autre part,

APRÈS AVOIR RAPPELÉ :

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement respectent les conditions du règlement d'intervention adopté par la délibération cadre n° CP46-12 du 22 novembre 2012, ainsi que celles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du conseil régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 prorogé par délibération n° CR 2021-055 du 21 juillet 2021.

La subvention fut attribuée initialement à BELLAJUAN OUEST IMMOBILIER, syndic de copropriété de la résidence située 9 villa Blanche 92 000 NANTERRE. BELLAJUAN OUEST IMMOBILIER a perçu une partie du montant de la subvention. Depuis, il y a eu un changement de syndic au bénéfice de HOMELAND.

Cet avenant permet au nouveau syndic de percevoir le solde de la subvention pour le compte de la résidence sise 9 villa Blanche 92 000 NANTERRE.

SONT CONVENUES DE CE QUI SUIT :

Article 1 :

Le présent avenant a pour objet de transférer le solde de la subvention attribuée par délibération n° CP2017-554 du 22 novembre 2017 à BELLAJUAN OUEST IMMOBILIER au profit du HOMELAND.

HOMELAND s'engage à reprendre et à respecter l'ensemble des droits et obligations de BELLAJUAN OUEST IMMOBILIER à l'égard de la Région, conformément aux dispositions de la convention N° **17014783**.

Article 2 :

Dans tous les articles de la convention n° **17014783**, le terme « bénéficiaire » désigne HOMELAND.

Article 3 :

Les versements sont à effectuer à :

Bénéficiaire : SDC VILLA BLANCHE CHEZ HOMELAND 7 RUE DU PROGRES 93100 MONTREUIL

Nom de la Banque : PALATINE - COMMERCIAL PR

Code Banque : 40978 - Code Agence : 00085 - N° de compte : 50131000001 - Clé RIB : 47

Article 4 :

Les dispositions de la convention n°**17014783** non modifiées par le présent avenant demeurent inchangées.

Article 5 :

Le présent avenant prend effet à compter de sa date d'approbation par la commission permanente, soit le 21 septembre 2023.

Article 6 :

Les pièces contractuelles comprennent la convention initiale, la fiche-projet modifiée approuvée par délibération n° CP 2023-299 du 21 septembre 2023 ainsi que le présent avenant de transfert.

Article 7 :

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion ; favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 2 exemplaires originaux,

Le

Pour HOMELAND,

Le Gérant
Monsieur Frédéric REMEUR

Signature revêtue du cachet de l'organisme

Le

Pour la REGION ÎLE-DE-FRANCE,

La Présidente

Madame Valérie PECRESSE
P/ la présidente du conseil régional d'Île-de-
France et par délégation

**DOSSIER N° 17014783 - SDC 9 VILLA BLANCHE 92000 NANTERRE - HOMELAND - COPRO
DURABLE 2017
TRANSFERT DE BENEFICIAIRE**

Dispositif : Politique énergie climat (n° 00000634)

Délibération Cadre : CR2018-016 du 03/07/2018

Imputation budgétaire : 907-75-20422-175001-1700

Action : 17500105- Efficacité énergétique et SEM

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique énergie climat	1 066 000,00 € HT	15,56 %	165 840,00 €
Montant déjà versé			64 591,87 €
Solde de la subvention à verser			101 248,13 €
	Montant total de la subvention		165 840,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : HOMELAND

Adresse administrative : 7 RUE DU PROGRES
93 100 MONTREUIL

Statut Juridique : Société par actions simplifiée

Représentant : Monsieur Frédéric REMEUR, Président

PRESENTATION DU PROJET

A la suite du changement de syndic concernant la copropriété sise 9 Villa Blanche 92 000 NANTERRE, il s'agit de transférer au nouveau syndic, HOMELAND, la possibilité de percevoir le solde de la subvention attribuée pour donner suite à sa demande de versement transmise aux services régionaux.

L'ancien syndic, BELLAJUAN OUEST IMMOBILIER, a perçu un montant de 64 591,87 € sur un total de subvention de 165 840,00 €.

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2018 - 1 novembre 2018

Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :

Confrontée à la nécessité de mener des travaux de ravalement et de couverture, la copropriété a souhaité s'engager dans un programme de travaux ambitieux pour atteindre le niveau de performance BBC.

Cep ACTUEL : 163 KWH/M²/AN

CLASSE DPE : D

Emissions GES Actuel : entre 38 kgeqCO2/m2/an
ETIQUETTE GES DPE : E

Cep PROJET : entre 69 KWH/M²/AN
CLASSE DPE : B
Emissions GES PROJET: 16 kgeqCO2/m2/an
ETIQUETTE GES DPE : C

Les travaux prescrits sont :

- isolation des façades
- réfection de la toiture
- remplacement des menuiseries
- remplacement des chaudières
- rénovation de la ventilation

Description :

année de construction : 1979
nombre de bâtiments : 1
nombre de logements : 33
nombre de lots : 153
surface (m²) : 2764
mode de chauffage actuel : gaz collectif
mode de production d'eau chaude sanitaire actuelle : gaz collectif

Détail du calcul de la subvention :

60€/m² SHON plafonnée à 200 000 €

Localisation géographique :

 NANTERRE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
isolation des façades	497 000,00	46,62%
remplacement des menuiseries	249 000,00	23,36%
remplacement de la chaufferie	149 000,00	13,98%
ventilation	35 000,00	3,28%
honoraires	136 000,00	12,76%
Total	1 066 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Certificats économies énergie	28 000,00	2,63%
PIA Ville de Nanterre	132 000,00	12,38%
REGION ILE DE FRANCE	165 840,00	15,56%
FONDS PROPRES	740 160,00	69,43%
Total	1 066 000,00	100,00%

**DOSSIER N° 17006347 - SDC 145-155 RUE DE CHEVILLY RESIDENCE LES ROSES ROUGES
SECONDAIRE 94800 VILLEJUIF - FONCIA MANSART – MOE
TRANSFERT DE BENEFICIAIRE**

Dispositif : Politique énergie climat (n° 00000634)

Délibération Cadre : CR2018-016 du 03/07/2018

Imputation budgétaire : 907-75-20422-175001-1700

Action : 17500105- Efficacité énergétique et SEM

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique énergie climat	42 200,00 € HT	50,00 %	21 100,00 €
Montant déjà versé			10 917,50 €
Solde de la subvention à verser			10 182,50 €
	Montant total de la subvention		21 100,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FONCIA MANSART

Adresse administrative : 10 RUE ALFRED COUTURIER
78160 MARLY-LE-ROI

Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées

Représentant : Monsieur Giles BORDES, Directeur

PRESENTATION DU PROJET

À la suite du changement de syndic concernant la copropriété sise 145-155 rue de Chevilly 94 800 VILLEJUIF, il s'agit de transférer au nouveau syndic, FONCIA MANSART, la possibilité de percevoir le solde de la subvention attribuée.

L'ancien syndic, GENIEZ ADMINISTRATION DE BIENS, a perçu un montant de 10 917,50 € sur un total de subvention de 21 100,00 €.

Dates prévisionnelles : 18 mai 2017 - 1 novembre 2017

Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :

La copropriété a effectué un audit énergétique en 2015. Suite à la présentation des résultats de cet audit,

la copropriété a voté lors de l'AG de décembre 2014 une mission de maîtrise d'œuvre pour un scénario énergétique ambitieux de niveau BBC rénovation.

Pour la partie conception, le contenu détaillé de la mission est le suivant :

- diagnostic et relevés
- conception du projet BBC
- consultation des entreprises (négociations puis sélection)

- réalisation du plan de financement définitif

Description :

année de construction :

nombre de bâtiments : 5

nombre de logements : 166

nombre de lots : 589

surface (m²) : 13562

mode de chauffage actuel : gaz collectif

mode de production d'eau chaude sanitaire actuelle : gaz collectif

consommation annuelle : 2 107 MWh

Cep ACTUEL : 185 KWH/M²/AN

CLASSE DPE : D

Cep PROJET : 82 KWH/M²/AN

CLASSE DPE : B

Localisation géographique :

 VILLEJUIF

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
diagnostic et relevés	5 950,00	14,10%
phase conception	18 700,00	44,31%
consultation des entreprises	10 200,00	24,17%
ingénierie financière	7 350,00	17,42%
Total	42 200,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
fonds propres	21 100,00	50,00%
Région Ile de france	21 100,00	50,00%
Total	42 200,00	100,00%

**AVENANT N° 1 À LA CONVENTION N° EX070716
CONSTRUCTION D'UNE CHAUFFERIE BIOMASSE DE PRODUCTION INFÉRIEURE A 1 200
MWH/AN
TRANSFERT A COGEDIM PARIS METROPOLE**

La Région Île-de-France, sise 2, rue Simone Veil, 93400 à Saint-Ouen-sur-Seine
Représentée par la présidente du conseil régional, Madame Valérie PECRESSE,
en vertu de la délibération n° **CP 2023-299 du 21 septembre 2023**,
ci-après dénommée « *la Région* »

d'une part,

COGEDIM PARIS METROPOLE, 87 rue de Richelieu 75002 PARIS,
Représentée par Madame Laurence JACQUET, en qualité de gérante de COGEDIM PARIS
METROPOLE immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris, sous le numéro de
SIRET 319 293 916 00056 ci-après dénommée « *COGEDIM PARIS METROPOLE* »

d'autre part,

APRÈS AVOIR RAPPELÉ :

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du conseil régional n° CR 2021-055 du 21 juillet 2021 portant prorogation du règlement budgétaire et financier, adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 modifiée, et des conditions suivantes.

La subvention fut attribuée initialement à COGEDIM, holding de la société COGEDIM PARIS METROPOLE, Maître d'Ouvrage de l'opération « Le Nouvel Art » localisée au 198 rue de Paris 93100 MONTREUIL.

Cet avenant permet au nouveau bénéficiaire de percevoir l'intégralité de la subvention pour le compte du projet de construction de chaufferie biomasse, spécifié dans les fiches projets annexées au présent avenant.

SONT CONVENUES DE CE QUI SUIT :

Article 1 :

Le présent avenant a pour objet de transférer le solde de la subvention attribuée par délibération n° CP2023-072 du 29 mars 2023 à COGEDIM au profit de COGEDIM PARIS METROPOLE.

COGEDIM PARIS METROPOLE s'engage à reprendre et à respecter l'ensemble des droits et obligations de COGEDIM à l'égard de la Région, conformément aux dispositions de la convention N°

EX070716.

Article 2 :

Dans tous les articles de la convention n° **EX070716**, le terme « bénéficiaire » désigne COGEDIM PARIS METROPOLE.

Article 3 :

Les versements sont à effectuer à :

Bénéficiaire : COGEDIM PARIS METROPOLE 87 RUE DE RICHELIEU 75002 PARIS

Nom de la Banque : La Banque Postale

Code Banque : 20041 - Code Agence : 00001 - N° de compte : 5785521R020 - Clé RIB : 96

Article 4 :

Les dispositions de la convention n° **EX070716** non modifiées par le présent avenant demeurent inchangées.

Article 5 :

Le présent avenant prend effet à compter de sa date d'approbation par la commission permanente, soit le 21 septembre 2023.

Article 6 :

Les pièces contractuelles comprennent la convention initiale, la fiche-projet modifiée approuvée par délibération n° CP 2023-299 du 21 septembre 2023 ainsi que le présent avenant de transfert.

Article 7 :

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion ; favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 2 exemplaires originaux,

Le

Pour COGEDIM PARIS METROPOLE,

La gérante

Madame Laurence JACQUET

Signature revêtue du cachet de l'organisme

Le

Pour la REGION ÎLE-DE-FRANCE,

La Présidente

Madame Valérie PECRESSE

P/ la présidente du conseil régional d'Île-de-France et par délégation

**DOSSIER N° EX070716 - Aide à la construction de chaufferies biomasse de production inférieure à 1 200 MWh/an – COGEDIM PARIS METROPOLE
TRANSFERT DE BENEFICIAIRE**

Dispositif : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)

Délibération Cadre : CP2023-072 du 29/03/2023

Imputation budgétaire : 907-758-20422-575002-1700

Action : 575002032- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	554 754,00 € HT	45,00 %	249 639,30 €
Montant total de la subvention			249 639,30 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COGEDIM PARIS METROPOLE
Adresse administrative : 87 RUE DE RICHELIEU
75002 PARIS
Statut Juridique : Société en Nom Collectif
Représentant : Madame Laurence JACQUET, Gérante

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 7 octobre 2022 - 31 décembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Les travaux doivent être réalisés avant le démarrage de la saison de chauffe (année 2023).

Il s'agit de transférer à COGEDIM PARIS METROPOLE, MOA de la présente opération, la possibilité de percevoir la totalité de la subvention attribuée initialement à COGEDIM.

Description :

Il s'agit de construire une chaufferie biomasse qui alimentera 116 logements collectifs et sociaux ainsi que 11 commerces de la ZAC de la Fraternité de Montreuil. Le périmètre inclut la chaufferie, sa panoplie d'équipements, les réseaux enterrés ECS (eau chaude sanitaire) ainsi que les sous-stations de livraison de chaleur permettant d'alimenter chaque bâtiment.

La chaufferie sera constituée de deux chaudières de 200 kW unitaires fonctionnant en cascade, le besoin en puissance thermique étant estimé à 395 kWc.

La chaudière sera alimentée en granulés issus de filières durables et locales.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République

et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Chaudière biomasse de production inférieure à 1200 MWh/an : jusqu'à 50 % du montant HT des dépenses éligibles plafonnée à 500 000 €. Les dépenses éligibles correspondent au montant des travaux suivants : Bâtiment chaudière et silo de stockage / Générateur de chaleur biomasse et système d'alimentation automatique / Générateur d'appoint / Traitement des fumées / Installation électrique et hydraulique associée au générateur / Ingénierie.

Localisation géographique :

 MONTREUIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Energies renouvelables

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Bâtiment chaudière et silo de stockage / Instrumentation	72 973,00	13,15%
Génie civil, voiries, réseaux divers	113 343,00	20,43%
Générateur de chaleur biomasse et générateur automatique	142 489,00	25,69%
Installation électrique et hydraulique associée au générateur	189 842,00	34,22%
Ingénierie (maîtrise d'œuvre)	29 501,00	5,32%
Adoucisseur d'eau	6 606,00	1,19%
Total	554 754,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	249 639,30	45,00%
Fonds propres	305 114,70	55,00%
Total	554 754,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.59108 Environnement (ex SA.40405) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26/06/2014 tel que modifié par les règlements 2017/1084 du 14/06/2017 publié au JOUE du 20/06/2017 et 2020/972 du 2/07/2020 publié au JOUE du 07/07/2020, relatif à : aides à l'investissement en faveur de la promotion de l'énergie produite à partir de sources renouvelables

**AVENANT N° 1 À LA CONVENTION N° 20004368
LA COMMUNE DE VILLENEUVE-SAINT-GEORGES
TRANSFERT AU SYNDICAT MIXTE PRODUCTION DISTRIBUTION CHALEUR**

La Région Île-de-France, sise 2, rue Simone Veil, 93400 à Saint-Ouen-sur-Seine
Représentée par la présidente du conseil régional, Madame Valérie PECRESSE,
en vertu de la délibération n° **CP 2023-299 du 21 septembre 2023**,
ci-après dénommée « *la Région* »

d'une part,

Le SYNDICAT MIXTE POUR LA PRODUCTION ET LA DISTRIBUTION DE CHALEUR A
VILLENEUVE-SAINT-GEORGES, dont le siège social est situé à Hôtel de Ville 94190 Villeneuve
Saint Georges,
Représentée par Monsieur Emmanuelly GOUGOUGNAN-ZADIGUE, en qualité de Président,
Dont le statut juridique est un Syndicat Mixte, immatriculé sous le numéro de SIRET 259400836
00013,
Ci-après dénommée « SYND MIXTE PRODUCTION DISTRIBUTION CHALEUR »

D'autre part,

APRÈS AVOIR RAPPELÉ :

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées
par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du conseil régional n° CR 2021-
055 du 21 juillet 2021 portant prorogation du règlement budgétaire et financier, adopté par délibération
n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 modifiée, et
des conditions suivantes.

Par délibération n° CP2020-465 du 18 novembre 2020, la Région a décidé de participer au
financement du projet « AAP CHALEUR RENOUVELABLE 2020 VALENTON EXTENSION RCU
GEO », avec une subvention de 1 275 170,50 €, ce qui a donné lieu à la signature de la convention
correspondante n°20004368 entre la Région et la COMMUNE DE VILLENEUVE SAINT GEORGES.

Considérant la reprise du projet « AAP CHALEUR RENOUVELABLE 2020 VALENTON EXTENSION
RCU GEO » par le SYND MIXTE PRODUCTION DISTRIBUTION CHALEUR et sa mise en œuvre
sur plusieurs années, la commission permanente de la Région Ile-de-France, par délibération n° CP
2023-299 du 21 septembre 2023, décide de lui transférer la convention initiale, objet du présent
avenant.

SONT CONVENUES DE CE QUI SUIT :

Article 1 :

Le présent avenant a pour objet de transférer la subvention attribuée par délibération n° CP2020-465
du 18 novembre 2020 à COMMUNE DE VILLENEUVE SAINT GEORGES au profit du SYND MIXTE
PRODUCTION DISTRIBUTION CHALEUR.

SYND MIXTE PRODUCTION DISTRIBUTION CHALEUR s'engage à reprendre et à respecter l'ensemble des droits et obligations de la COMMUNE DE VILLENEUVE SAINT GEORGES à l'égard de la Région, conformément aux dispositions de la convention N° **20004368**.

Article 2 :

Dans tous les articles de la convention n° **20004368**, le terme « bénéficiaire » désigne SYND MIXTE PRODUCTION DISTRIBUTION CHALEUR.

Article 3 :

Les versements sont à effectuer à :

Bénéficiaire : SYND MIXTE PRODUCTION DISTRIBUTION CHALEUR, HOTEL DE VILLE 94190 VILLENEUVE ST GEORGES

Nom de la Banque : BANQUE DE FRANCE

Code Banque : 30001 - *Code Agence* : 00907 - *N° de compte* : E9460000000 - *Clé RIB* : 86

Article 4 :

Les dispositions de la convention n°**20004368** non modifiées par le présent avenant demeurent inchangées.

Article 5 :

Le présent avenant prend effet à compter de sa date d'approbation par la commission permanente, soit le 21 septembre 2023.

Article 6 :

Les pièces contractuelles comprennent la convention initiale, la fiche-projet modifiée approuvée par délibération n° CP 2023-299 du 21 septembre 2023 ainsi que le présent avenant de transfert.

Article 7 :

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion ; favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 2 exemplaires originaux,

Le

Pour SYND MIXTE PRODUCTION DISTRIBUTION
CHALEUR,

Le Président

Monsieur Emmanuelly GOUGOUGNAN-ZADIGUE

Signature revêtue du cachet de l'organisme

Le

Pour la REGION ÎLE-DE-FRANCE,

La Présidente

Madame Valérie PECRESSE
P/ la présidente du conseil régional d'Île-de-
France et par délégation

**DOSSIER N° 20004368 - AAP CHALEUR RENOUELABLE 2020 VALENTON EXTENSION RCU
GEO – SYND MIXTE PRODUCTION DISTRIBUTION CHALEUR
TRANSFERT DE BENEFICIAIRE**

Dispositif : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)

Délibération Cadre : CP2020-276 du 01/07/2020

Imputation budgétaire : 907-75-204142-475001-1700

Action : 475001063- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	18 612 147,00 € HT	6,85 %	1 275 170,50 €
	Montant total de la subvention		1 275 170,50 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYND MIXTE PRODUCTION
DISTRIBUTION CHALEUR
Adresse administrative : HOTEL DE VILLE
94190 VILLENEUVE ST GEORGES
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur EMMANUELLY GOUGOUGNAN-ZADIGUE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Il s'agit de transférer au SYND MIXTE PRODUCTION DISTRIBUTION CHALEUR, MOA de la présente opération, la possibilité de percevoir la totalité de la subvention attribuée initialement à la Commune de Villeneuve Saint Georges.

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2021

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Conformément au fonctionnement inhérent à l'appel à projet chaleur renouvelable, copiloté avec la direction régionale de l'ADEME, et de la dynamique d'instruction des dossiers au sein de la région Île-de-France, il est reconnu la possibilité d'un démarrage anticipé des travaux.

Description :

Le projet concerne l'extension du réseau de Villeneuve Saint-Georges vers la ville de Valenton et l'augmentation du débit géothermal. Une PAC sera rajoutée sur la géothermie dogger après la fin de la cogénération. Dalkia est le délégataire d'un contrat de DSP de 23 ans.

Cette DSP doit intégrer automatiquement la DSP de Villeneuve Saint-Georges au bout des trois premières années et comprendra donc les deux villes pour les 20 années suivantes. Les travaux prévisionnels s'étendent de janvier 2020 à fin 2022. La PAC sera installée dans un second temps en 2024 après la fin de la cogénération.

Pour l'extension, 6 000 mètres linéaire et 29 sous-stations seront réalisés. Les livraisons de chaleur sur l'ensemble du réseau seront de 80 GWh à terme pour une production à 79% issue d'EnR. Il est

estimé que le projet représente 262 000 tCO2 d'émissions évitées.

La pompe à chaleur sera prise en charge à hauteur de 14.72% à concurrence de 312 150 €, et les autres postes à 3.03% à concurrence de 500 000 €

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Le calcul du montant et du taux de la subvention sont conformes au règlement d'intervention de l'AAP Chaleur Renouvelable, voté en Commission Permanente du 31.01.2020 - délibération CP 2020-56.

Localisation géographique :

 VALENTON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Energies renouvelables et de récupération

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

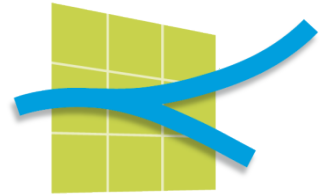
L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Géothermie	2 509 397,00	13,48%
Centrale géothermique et chaufferie gaz centrale	3 551 001,00	19,08%
PAC sur la géothermie	2 120 000,00	11,39%
Aménagement et VRD	327 750,00	1,76%
Chaufferie îlot SAGI	334 021,00	1,79%
Réseaux et sous-stations	8 610 389,00	46,26%
Prestations intellectuelles	1 159 589,00	6,23%
Total	18 612 147,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	1 275 170,50	6,85%
ADEME	1 275 170,50	6,85%
FONDS PROPRES ET EMPRUNTS	16 061 806,00	86,30%
Total	18 612 147,00	100,00%

Annexe 13 Projet de statuts EPTB Oise Aisne

ENTENTE OISE AISNE STATUTS



PREAMBULE

L'Etablissement Public Territorial de Bassin (ci-après EPTB) Entente Oise-Aisne est initialement une institution interdépartementale, régie par les articles L5421-1 à L5421-6 du Code général des collectivités territoriales, et couvrant le bassin versant de l'Oise.

En sa qualité d'EPTB, il est également soumis au respect des dispositions de l'article L213-12 du code de l'environnement.

L'établissement a été créé entre les conseils généraux de l'Aisne, des Ardennes, de la Marne, de la Meuse, de l'Oise et du Val d'Oise en septembre 1968.

La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles est venue modifier les dispositions législatives applicables aux EPTB et plus particulièrement l'article L213-12 du Code de l'environnement.

Ainsi, aux termes de cet article, tel que modifié par la loi précitée, et modifié par la loi n°2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt,

« I.- Un établissement public territorial de bassin est un groupement de collectivités territoriales constitué en application des articles L5711-1 à L5721-9 du code général des collectivités territoriales en vue de faciliter, à l'échelle d'un bassin ou d'un groupement de sous-bassins hydrographiques, la prévention des inondations et la défense contre la mer, la gestion équilibrée et durable de la ressource en eau, ainsi que la préservation, la gestion et la restauration de la biodiversité des écosystèmes aquatiques et des zones humides et de contribuer, s'il y a lieu, à l'élaboration et au suivi du schéma d'aménagement et de gestion des eaux.

Il assure la cohérence de l'activité de maîtrise d'ouvrage des établissements publics d'aménagement et de gestion de l'eau. Son action s'inscrit dans les principes de solidarité territoriale, notamment envers les zones d'expansion des crues, qui fondent la gestion des risques d'inondation.

Le deuxième alinéa de l'article L5212-20 du code général des collectivités territoriales n'est pas applicable aux établissements publics territoriaux de bassin.

Les institutions ou organismes interdépartementaux constitués en application des articles L5421-1 à L5421-6 du même code et reconnus établissements publics territoriaux de bassin à la date d'entrée en vigueur de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de

modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles conservent cette reconnaissance jusqu'à modification de leur statut en syndicat mixte, et au plus tard jusqu'au 1^{er} janvier 2018.

(...)

IV.- En tenant compte de critères fixés par le décret en Conseil d'Etat prévu au VIII du présent article, notamment de la nécessité pour l'établissement public territorial de bassin de disposer des services permettant d'apporter à ses membres l'appui technique nécessaire pour la réalisation des missions mentionnées aux 1°, 2°, 5° et 8° du I de l'article L211-7, le périmètre d'intervention de l'établissement public territorial de bassin ou de l'établissement public d'aménagement et de gestion de l'eau est délimité par arrêté du préfet coordonnateur de bassin :

1° Soit à la demande des collectivités territoriales après avis du comité de bassin et, s'il y a lieu, après avis des commissions locales de l'eau ;

2° Soit à l'initiative du préfet coordonnateur de bassin, après avis du comité de bassin et, s'il y a lieu, des commissions locales de l'eau concernées. Cet avis est réputé favorable s'il n'a pas été rendu à l'issue d'un délai de quatre mois.

Cet arrêté dresse la liste des collectivités territoriales et des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre compétents en matière de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations, en application du I bis de l'article L211-7, intéressés.

(...)

V.- Les établissements publics territoriaux de bassin et les établissements publics d'aménagement et de gestion de l'eau constitués conformément aux II et III du présent article exercent, par transfert ou par délégation conclue dans les conditions prévues à l'article L1111-8 du code général des collectivités territoriales et conformément à leurs objets respectifs, tout ou partie des missions relevant de la compétence de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations définie au I bis de l'article L211-7 du présent code.

VI.- L'établissement public territorial de bassin peut également définir, après avis du comité de bassin et, lorsqu'elles existent, des commissions locales de l'eau concernées, un projet d'aménagement d'intérêt commun. Il le soumet aux communes et aux établissements publics de coopération intercommunale et aux établissements publics d'aménagement et de gestion de l'eau concernés qui, s'ils l'approuvent, lui transfèrent ou délèguent les compétences nécessaires à sa réalisation.

VII.- Les ressources de l'établissement public territorial de bassin se composent des contributions de ses membres, de

subventions et de prêts ainsi que des sommes perçues par l'agence de l'eau à la demande de l'établissement en application du V bis de l'article L213-10-9.

(...)

VIII.- Un décret en Conseil d'Etat fixe les modalités d'application du présent article. »

Le législateur a ainsi entendu imposer, aux EPTB, d'être constitués sous la forme d'un syndicat mixte ouvert ou d'un syndicat mixte fermé.

Par ailleurs, la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 a créé une nouvelle compétence, à savoir la compétence « gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations » dite « GEMAPI » qu'elle a attribuée, de plein droit, aux communes et à leurs établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre, à compter du 1^{er} janvier 2018.

Le texte permet toutefois, à ces collectivités et établissements publics compétents en matière de GEMAPI, de transférer ou déléguer cette compétence ou une partie de cette dernière, à un EPTB constitué sous la forme d'un syndicat mixte.

En application de ces dispositions, L'Entente Oise-Aisne existante a décidé, d'un point de vue institutionnel, d'évoluer en un syndicat mixte ouvert.

Une discussion s'est donc engagée entre l'ensemble des acteurs présents sur le territoire. Le constat que de nombreuses collectivités exerçaient la compétence GEMA tandis que l'Entente Oise Aisne portait la maîtrise d'ouvrage d'une politique de prévention des inondations à l'échelle pertinente du bassin de l'Oise et de l'Aisne, a conduit à scinder la compétence en GEMA d'une part, PI d'autre part, dans le respect de l'objectif affiché par le législateur de préserver les structures existantes.

Par délibération n°16-28 du 19 octobre 2016, le Conseil d'administration de l'Entente interdépartementale Oise Aisne a approuvé le principe de la transformation en syndicat mixte ouvert à l'unanimité ; il s'en est suivi six délibérations concordantes des conseils départementaux membres : délibérations du Conseil départemental de l'Aisne n°753 du 21 novembre 2016, du Conseil départemental des Ardennes n°201.01.03 du 6 janvier 2017, du Conseil départemental de la Marne n°SE17-01-II-12 du 19 janvier 2017, du Conseil départemental de la Meuse du 15 décembre 2016, de la commission permanente du Conseil départemental de l'Oise n°II-10 du 12 décembre 2016, du Conseil départemental du Val d'Oise n°4-38 du 16 décembre 2016.

Un arrêté interpréfectoral du 8 août 2017 a créé le syndicat mixte ouvert « Entente Oise Aisne ».

TITRE I – OBJET GENERAL

ARTICLE 1 : NATURE JURIDIQUE ET DENOMINATION

L'Entente Oise-Aisne est un syndicat mixte ouvert de collectivités et de groupements de collectivités. Elle est régie conformément au Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L5721-1 à L5722-11. Elle a vocation à réunir les régions, les départements, les communes et leurs groupements.

L'Entente Oise Aisne a été reconnue Etablissement public territorial de bassin (EPTB) par arrêté interpréfectoral des préfets coordonnateurs de bassins Seine Normandie, Artois Picardie et Rhin Meuse du 15 avril 2010, conformément aux dispositions de l'article L213-12 du Code de l'environnement. A ce titre, il est fait application de l'article L566-10 du Code de l'environnement.

ARTICLE 2 : SIEGE

Le siège de l'Entente Oise-Aisne est fixé à l'Hôtel du Département de l'Aisne.

ARTICLE 3 : DUREE

L'établissement public est constitué pour une durée illimitée.

ARTICLE 4 : PERIMETRE

Le périmètre de l'Entente Oise-Aisne est celui du bassin versant de l'Oise. La liste des communes concernées est annexée aux statuts. Les communes périphériques ne sont concernées que pour la fraction de leur territoire dans le bassin versant.

Le bassin versant de l'Oise est subdivisé en 15 unités hydrographiques : Oise confluence, Oise Esches, Nonette, Automne, Thérain, Brèche, Oise Aronde, Oise moyenne, Oise amont, Serre, Ailette, Aisne aval, Aisne Vesle Suippe, Aisne moyenne et Aisne amont. La carte du bassin versant de l'Oise et des unités hydrographiques est annexée aux statuts.

ARTICLE 5 : CONSTITUTION

L'Entente Oise-Aisne est constituée des collectivités et groupements de collectivités suivants :

a) pour les régions :

■ la Région Grand Est

■ la Région Ile-de-France

b) pour les départements :

- le Département de l'Aisne
- le Département des Ardennes
- le Département de la Meuse
- le Département de l'Oise
- le Département du Val d'Oise

c) pour les EPCI à fiscalité propre (EPCI-FP) :

- Communauté d'agglomération de Chauny-Tergnier-La Fère (02)
- Communauté de communes de la Champagne picarde (02)
- Communauté de communes du Chemin des Dames (02)
- Communauté de communes du Pays de la Serre (02)
- Communauté de communes Thiérache, Sambre et Oise (02)
- Communauté de communes des Trois rivières (02)
- Communauté de communes du Val de l'Oise (02)
- Communauté de communes de l'Argonne Ardennaise (08)
- Communauté de communes des Crêtes préardennaises (08)
- Communauté de communes du Pays rethélois (08)
- Communauté de communes de l'Aire à l'Argonne (55)
- Communauté de communes Argonne Meuse (55)
- Communauté de communes Val de Meuse Voie sacrée (55)
- Communauté de communes Sud Avesnois (59)
- Agglomération Creil sud Oise (60)
- Agglomération de la région de Compiègne et de la basse Automne (60)
- Communauté de communes des Lisières de l'Oise (60)
- Communauté de communes du Pays Noyonnais (60)
- Communauté de communes des Pays d'Oise et d'Halatte (60)
- Communauté de communes de la Plaine d'Estrées (60)
- Communauté de communes de Senlis sud Oise (60)
- Communauté d'agglomération de Cergy Pontoise (95 et 78)
- Communauté d'agglomération Roissy Pays-de-France (95 et 77)
- Communauté de communes du Haut Val d'Oise (95)
- Communauté de communes Sausseron impressionnistes (95)
- Communauté de communes de la vallée de l'Oise et des trois forêts (95)
- Communauté de communes du Vexin centre (95)

d) pour les syndicats mixtes :

■ —

La composition de l'Entente Oise-Aisne peut être modifiée selon les dispositions des articles 8 et 9 des statuts.

ARTICLE 6 : OBJET, COMPETENCES

L'Entente Oise-Aisne est compétente sur le grand cycle de l'eau. Elle exprime la solidarité de bassin. Elle intervient conformément aux dispositions de l'article L211-7 du Code de l'environnement pour entreprendre l'étude, l'exécution et l'exploitation de tous travaux, actions, ouvrages ou installations présentant un caractère d'intérêt général ou d'urgence et visant :

- La prévention des inondations (PI, partie de la compétence GEMAPI), correspondant à l'item 5° de l'article L211-7 du Code de l'environnement. A cet effet, l'Entente Oise Aisne définit, réalise et gère des aménagements hydrauliques (rétention, ralentissement et ressuyages des crues ; barrages de protection ; casiers de stockage des crues) ; elle crée ou restaure des zones de rétention temporaire des eaux de crues ; elle crée, surveille et entretient des systèmes d'endiguement ; elle agit sur tous moyens pour réduire le risque d'inondation (vulnérabilité, résilience, préparation, alerte, etc.). Cette compétence est **obligatoire** pour les structures dotées de la compétence PI.
- La gestion des milieux aquatiques (GEMA, partie de la compétence GEMAPI), correspondant aux items 1°, 2°, 8° de l'article L211-7 du Code de l'environnement. A cet effet, l'Entente Oise Aisne réalise toutes études et actions pour l'amélioration des milieux aquatiques à l'exclusion des études et actions visant à réduire le risque d'inondation. Cette compétence est **optionnelle** pour les structures dotées de la compétence GEMA.
- La maîtrise des eaux de ruissellement ou la lutte contre l'érosion des sols (à l'exclusion de la maîtrise des eaux pluviales ; partie de l'item 4° du L211-7 du Code de l'environnement). Cette compétence est **optionnelle** et peut être prise par toutes les structures.
- L'animation et la concertation dans le domaine de la gestion des milieux aquatiques dans un sous-bassin ou un groupement de sous-bassins, ou dans un système aquifère, correspondant à une unité hydrographique, partie de l'item 12° du L211-7 du Code de l'environnement (à l'exclusion de la protection de la ressource en eau).

Cette compétence est **obligatoire** pour les départements–; elle est **optionnelle** pour toutes les autres structures.

L'animation et la concertation dans le domaine de la gestion des milieux aquatiques comprend notamment les éventuelles études relatives aux SAGE.

L'Entente Oise-Aisne exerce ces compétences à la carte en fonction des structures (collectivités ou groupements de collectivités) adhérentes, des compétences qu'elles ont transférées ou déléguées et des territoires couverts par les membres dans les limites du périmètre du bassin versant de l'Oise défini à l'article 4.

L'Entente Oise-Aisne élabore une stratégie d'actions à l'échelle du bassin versant de l'Oise. Elle élabore ses programmes d'actions à l'échelle des unités hydrographiques.

L'Entente Oise Aisne peut intervenir sur d'autres domaines par conventions qui précisent notamment les modalités financières de ces interventions.

Les compétences exercées par l'Entente Oise Aisne dans le bassin de l'Oise pour ses membres sont :

– La prévention des inondations :

- Communauté d'agglomération de Chauny-Tergnier-La Fère (02)
- Agglomération Creil sud Oise (60) pour les communes (cf. carte annexée) de Cramoisy (hors bassin du Thérain, 30% de la population), Creil, Montataire (hors bassin du Thérain, 33% de la population), Nogent-sur-Oise, Rousseloy (hors bassin du Thérain, 9% de la population), Saint-Leu d'Esserent (hors bassin du Thérain, 30% de la population), Saint-Maximin, Saint-Vaast-lès-Mello (hors bassin du Thérain, 31% de la population), Thiverny (hors bassin du Thérain, 59% de la population), Villers-Saint-Paul.
- Agglomération de la région de Compiègne et de la basse Automne (60)
- Communauté d'agglomération de Cergy Pontoise (95 et 78)
- Communauté d'agglomération Roissy Pays-de-France (95 et 77) pour les communes de Dammartin-en-Goële, Moussy-le-Neuf, Othis, Rouvres, Saint-Mard, Saint-Witz (hors bassin de l'Ysieux, 5% de la population), Survilliers (hors bassin de l'Ysieux, 85% de la population).
- Communauté de communes de la Champagne picarde (02)
- Communauté de communes du Chemin des Dames (02)
- Communauté de communes du Pays de la Serre (02)
- Communauté de communes Thiérache, Sambre et Oise (02)

- Communauté de communes des Trois rivières (02)
- Communauté de communes du Val de l'Oise (02)
- Communauté de communes de l'Argonne Ardennaise (08)
- Communauté de communes des Crêtes préardennaises (08)
- Communauté de communes du Pays rethélois (08)
- Communauté de communes de l'Aire à l'Argonne (55) pour les communes d'Autrécourt-sur-Aire, Baudrémont, Beausite, Belrain, Chaumont-sur-Aire, Courcelles-sur-Aire, Courouvre, Erize-la-Brûlée, Erize-la-Petite, Erize-Saint-Dizier, Géry, Gimécourt, Ippécourt, Lavallée, Lavoye, Les Trois Domaines, Levoncourt, Lignièrès-sur-Aire, Longchamps-sur-Aire, Neuville-en-Verdunois, Nicey-sur-Aire, Nubécourt, Pierrefitte-sur-Aire, Raival, Seigneulles, Ville-devant-Belrain, Villote-sur-Aire, Villotte-devant-Louppy.
- Communauté de communes Argonne Meuse (55) pour les communes d'Aubréville, Avocourt, Baulny, Boureuilles (hors bassin de l'Aisne, moitié de la population), Brabant-en-Argonne, Brocourt-en-Argonne, Charpentry, Cheppy, Clermont-en-Argonne (hors bassin de l'Aisne, moitié de la population), Dombasle-en-Argonne, Epinonville, Froidos, Gesnes-en-Argonne, Jouy-en-Argonne, Malancourt, Montblainville, Montfaucon-d'Argonne, Neuville-en-Argonne (hors bassin de l'Aisne, moitié de la population), Rarécourt, Récicourt, Romagne-sous-Montfaucon, Varennes-en-Argonne, Vauquois, Véry.
- Communauté de communes Val de Meuse Voie sacrée (55)
- Communauté de communes Sud Avesnois (59)
- Communauté de communes des Lisières de l'Oise (60)
- Communauté de communes du Pays Noyonnais (60)
- Communauté de communes des Pays d'Oise et d'Halatte (60)
- Communauté de communes de la Plaine d'Estrées (60)
- Communauté de communes de Senlis sud Oise (60)
- Communauté de communes du Haut Val d'Oise (95)
- Communauté de communes Sausseron impressionnistes (95)
- Communauté de communes de la vallée de l'Oise et des trois forêts (95)
- Communauté de communes du Vexin centre (95)
- La gestion des milieux aquatiques par transfert :
 - Communauté de communes du pays Noyonnais (60) pour les communes d'Appilly, Baboeuf, Béhéricourt, Brétigny, Caisnes, Carlepont, Cuts, Grandrû, Mondescourt, Morlincourt, Pontoise-lès-Noyon, Salency, Varesnes.

- La gestion des milieux aquatiques par délégation : –
- La maîtrise des eaux de ruissellement :
 - Département de la Meuse
 - Département du Val d'Oise
 - Communauté de communes des Trois rivières (02)
 - Communauté de communes des Lisières de l'Oise (60)
 - Communauté de communes du pays Noyonnais (60)
- L'animation et la concertation :
 - Département de l'Aisne
 - Département des Ardennes
 - Département de la Meuse
 - Département de l'Oise
 - Département du Val d'Oise

L'Entente Oise Aisne est également habilitée, en dehors de ses compétences statutaires susmentionnées mais dans leur prolongement naturel, à exercer des activités accessoires dans les conditions suivantes :

- domaines d'intervention concernés :
 - gestion et entretien d'ouvrages hydrauliques,
 - problématiques de gestion des eaux ;
- nature des activités concernées : prestations d'ingénierie, d'assistance à maîtrise d'ouvrage et de mandat de maîtrise d'ouvrage prévues par les dispositions du livre IV de la 2ème partie de la partie législative du Code de la commande publique ;
- tiers bénéficiaires : toute personne morale de droit public ;
- périmètre d'intervention : périmètre du Syndicat mixte étendu aux communes membres des EPCI-FP membres de l'Entente Oise Aisne situées hors bassin versant.

Ces interventions seront effectuées dans le respect des règles de la commande publique et des dispositions budgétaires, comptables et fiscales applicables.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DES STATUTS

Les modifications statutaires sont décidées à la majorité des deux tiers des délégués présents ou représentés du Comité syndical. Elles sont actées par un arrêté préfectoral.

ARTICLE 8 : ADHESION NOUVELLE

Le Comité syndical décide des nouvelles adhésions. Les nouvelles adhésions sont décidées à la majorité simple des délégués présents ou représentés du Comité syndical. Un arrêté préfectoral entérine l'adhésion.

Article 8.1 : dispositions applicables aux départements, aux EPCI-FP et aux syndicats mixtes

L'Entente Oise-Aisne exerce une ou plusieurs compétences visées à l'article 6, dès lors que les structures adhérentes les lui ont transférées sur tout ou partie de leur territoire.

La compétence PI ne peut être exercée par l'Entente Oise Aisne que par transfert de compétence, à l'exclusion de la délégation de compétence.

La compétence GEMA peut être déléguée par une structure dès lors que l'Entente Oise Aisne bénéficie du transfert de la compétence PI sur ce territoire.

Les autres alinéas hors GEMAPI, facultatifs et partagés, peuvent être transférés par toute structure adhérente.

Le transfert des compétences entraîne le transfert de l'ensemble des biens, équipements et services publics nécessaires à leur exercice.

En outre, les contrats conclus antérieurement au transfert sont exécutés dans les conditions antérieures jusqu'à leur échéance, sauf accord contraire des parties. La substitution de personne morale aux contrats conclus par les collectivités n'entraîne aucun droit à résiliation ou à indemnisation pour le cocontractant. La collectivité qui transfère la compétence informe les cocontractants de cette substitution. Les modalités de financement desdits contrats font l'objet d'un conventionnement entre la structure adhérente et l'Entente Oise Aisne.

Pour adhérer, une structure approuve les statuts de l'Entente Oise-Aisne ; elle désigne ses représentants titulaire(s) et suppléant(s) ; elle transfère la (les) compétence(s) de son choix à l'Entente Oise-Aisne. Elle transfère a minima une compétence.

Une structure adhère à l'Entente Oise-Aisne pour l'ensemble de son territoire compris dans le bassin versant de l'Oise, conformément au périmètre défini à l'article 4 et la liste des communes annexée. Une restriction de ce territoire pour l'exercice d'une compétence n'est possible que si la structure adhérente a déjà transféré ladite compétence à une autre collectivité sur une partie de son territoire.

Article 8.2 : dispositions additionnelles pour les EPCI-FP et les syndicats mixtes dotés de la compétence PI

Toute structure dotée de la compétence PI (soit EPCI-FP, soit syndicat mixte ayant reçu cette compétence par transfert) qui adhère à l'Entente Oise-Aisne, transfère a minima la compétence PI à l'Entente Oise-Aisne.

Cette compétence est donc **obligatoire** pour les structures dotées de la compétence PI.

Lors de l'adhésion de la structure EPCI-FP ou syndicat mixte doté de la compétence PI à l'Entente Oise-Aisne, les ouvrages hydrauliques ayant vocation à la lutte contre les inondations, et les systèmes d'endiguement classés sur son territoire, au sens du *Décret n°2015-526 du 12 mai 2015 relatif aux règles applicables aux ouvrages construits ou aménagés en vue de prévenir les inondations et aux règles de sûreté des ouvrages hydrauliques*, ou tout décret se substituant à celui-ci, font l'objet d'un inventaire.

Une convention entre la structure EPCI-FP ou syndicat mixte doté de la compétence PI et l'Entente Oise-Aisne recense le patrimoine dont la gestion est transférée à l'Entente Oise-Aisne, et son état.

En cas d'ajout ultérieur d'un ouvrage hydraulique existant ou d'un système d'endiguement existant, la convention est actualisée par voie d'avenant.

La convention et ses éventuels avenants précisent les modalités financières du transfert conformément à l'article 21.

Article 8.3 : dispositions additionnelles pour les départements

L'Entente Oise Aisne entreprend a minima, pour le compte des départements, l'animation et la concertation dans le domaine de la gestion des milieux aquatiques dans un sous-bassin ou un groupement de sous-bassins, ou dans un système aquifère, correspondant à une unité hydrographique (cf. article 6), pour l'ensemble du territoire départemental compris dans le bassin versant de l'Oise, conformément au périmètre défini à l'article 4 et la liste des communes annexée.

Cette compétence est donc **obligatoire** pour les départements adhérents.

Article 8.4 : dispositions spécifiques aux régions

Les régions peuvent adhérer sans transférer de compétence ; elles participent alors à la gouvernance de l'EPTB.

Pour adhérer, une Région approuve les statuts de l'Entente Oise-Aisne et désigne ses représentants titulaire(s) et suppléant(s).

Une Région adhère à l'Entente Oise-Aisne pour l'ensemble de son territoire compris dans le bassin versant de l'Oise,

conformément au périmètre défini à l'article 4 et la liste des communes annexée.

ARTICLE 9 : RETRAIT

Article 9.1 : retrait d'une compétence optionnelle

Les compétences obligatoires et optionnelles sont précisées à l'article 6.

Toute structure membre peut retirer une compétence optionnelle sans se retirer de l'Entente Oise Aisne (elle conserve au moins une compétence dans l'Entente Oise Aisne). Ce retrait est décidé par délibération motivée de la collectivité membre. Elle informe l'Entente Oise Aisne de cette décision. L'Entente Oise Aisne prend alors une délibération de conformité et un arrêté préfectoral entérine le retrait de la compétence.

La structure membre qui retire une compétence verse à l'Entente Oise Aisne sa quote-part des restes à payer de l'ensemble des autorisations de programme relatives à cette compétence, votées à la date de son retrait. Cette quote-part est calculée pour chaque autorisation de programme au vu des adhésions au jour du vote de ladite autorisation de programme.

A la clôture de chaque autorisation de programme relative à cette compétence, un éventuel trop-perçu fait l'objet d'un remboursement de la part de l'Entente Oise Aisne.

Il est fait application des articles L5721-6-2 et L5211-25-1 du CGCT.

Article 9.2 : retrait d'une structure membre

Toute structure membre peut solliciter son retrait de l'Entente Oise Aisne par délibération motivée. Le retrait est décidé par une délibération du Comité syndical à la majorité absolue des délégués présents ou représentés puis un arrêté préfectoral.

La structure qui se retire de l'Entente Oise Aisne verse sa quote-part des restes à payer de l'ensemble des autorisations de programme votées à la date de son retrait et relatives aux compétences qu'elle avait transférées à l'Entente Oise Aisne. Cette quote-part est calculée pour chaque autorisation de programme au vu des adhésions au jour du vote de ladite autorisation de programme.

A la clôture de chaque autorisation de programme, un éventuel trop-perçu fait l'objet d'un remboursement de la part de l'Entente Oise Aisne.

Il est fait application des articles L5721-6-2 et L5211-25-1 du CGCT.

ARTICLE 10 : DISSOLUTION

Il est fait application des articles L5721-7 et L5721-7-1 du CGCT.

TITRE II – GOUVERNANCE

ARTICLE 11 : L'ORGANISATION

L'Entente Oise-Aisne est dotée :

- d'un Comité syndical,
- de commissions hydrographiques,
- d'un Bureau,
- d'un exécutif : le Président,
- de deux vice-présidents,
- d'un Comité consultatif.

Le Comité syndical établit son règlement intérieur. Ce document précise les modalités de fonctionnement des organes délibérants et consultatifs de l'Entente Oise-Aisne.

ARTICLE 12 : LE COMITE SYNDICAL

Article 12.1 : composition

L'Entente Oise-Aisne est administrée par un comité syndical composé de :

- un délégué titulaire et un délégué suppléant par EPCI-FP adhérent ;
- cinq délégués titulaires et cinq délégués suppléants par département adhérent ;
- trois délégués titulaires et trois délégués suppléants par région adhérente.

Les délégués sont désignés par leur assemblée délibérante.

Un délégué ne peut être désigné que par une seule structure.

Chacun des délégués est désigné pour la durée de son mandat au sein de l'assemblée qui le délègue.

Article 12.2 : représentation

Un délégué titulaire empêché est représenté par un délégué suppléant de la même structure.

Un délégué titulaire empêché qui ne peut mobiliser de délégué suppléant, peut donner un pouvoir de vote à un délégué titulaire d'une structure qui a transféré la même compétence que la structure qu'il représente.

Un délégué ne peut recevoir qu'un seul pouvoir.

Article 12.3 : quorum

Pour pouvoir valablement délibérer, le Comité syndical doit rassembler au moins un tiers des délégués titulaires ou suppléants (quorum à un tiers au sens large).

En l'absence de quorum, le Comité syndical se tient suite à une seconde convocation avec le même ordre du jour, dans un délai maximum de quinze jours sans condition de quorum.

Article 12.4 : attributions

Le Comité syndical délibère sur toutes les affaires de la compétence de l'Entente Oise-Aisne et notamment :

- le débat d'orientation budgétaire,
- la sollicitation de déclarations d'intérêt général,
- le vote du budget,
- les programmes d'actions dont ceux issus des propositions des commissions hydrographiques (cf. article 13.3),
- le compte administratif du Président, ordonnateur du syndicat mixte,
- le compte de gestion du Payeur Départemental, comptable du syndicat mixte,
- la création ou la suppression des postes,
- l'acceptation de dons et legs,
- Les conventions conclues avec l'Union européenne, l'Etat et ses établissements publics, les collectivités et leurs groupements relatives à la réalisation de programmes pluriannuels.

Lors d'un vote, autre qu'à bulletins secrets, en cas d'égalité de voix, la voix du Président est prépondérante.

Le Comité syndical peut déléguer certaines de ses attributions au Bureau ou au Président, à l'exception des modifications statutaires, des adhésions nouvelles, des retraits, du débat d'orientations budgétaires, du vote du budget et des comptes du Président.

Tous les délégués titulaires ou représentés prennent part au vote pour l'élection du président et des membres du Bureau, le vote du budget, l'approbation du compte administratif et les décisions relatives aux modifications des conditions initiales de composition, de fonctionnement et de durée du syndicat.

Tous les délégués titulaires ou représentés prennent part au vote pour les affaires présentant un intérêt commun à toutes les structures. Dans le cas contraire, ne prennent part au vote que les délégués représentant les structures ayant transféré ou

délégué la compétence (telle que définie à l'article 6) relative à l'affaire mise en délibération.

Le Comité syndical se réunit au moins deux fois par an.

Le Comité syndical se réunit dans un lieu public dans le bassin versant de l'Oise.

ARTICLE 13 : LES COMMISSIONS HYDROGRAPHIQUES

Article 13.1 : composition

Le bassin versant de l'Oise est subdivisé en 15 unités hydrographiques : Oise confluence, Oise Esches, Nonette, Automne, Thérain, Brèche, Oise Aronde, Oise moyenne, Oise amont, Serre, Ailette, Aisne aval, Aisne Vesle Suippe, Aisne moyenne et Aisne amont.

Il est créé une commission hydrographique pour chaque unité hydrographique dès lors qu'au moins un EPCI-FP ou un syndicat mixte a transféré la compétence PI à l'Entente Oise-Aisne sur une partie de cette unité hydrographique.

Chaque commission hydrographique créée est composée des délégués du Comité syndical de chaque structure territorialement concernée, en tout ou partie, par l'unité hydrographique.

Article 13.2 : présidence

Le Président de chaque commission hydrographique est élu par les seuls délégués titulaires ou suppléants qui la composent. Un président de commission hydrographique est obligatoirement un délégué titulaire du Comité syndical. Cette élection a lieu en Comité syndical, conformément aux modalités décrites à l'article 17.

Article 13.3 : attributions

Avec l'appui des services de l'Entente Oise Aisne, les commissions hydrographiques procèdent au diagnostic du territoire, examinent les actions mises en œuvre, proposent au Bureau les programmes d'actions et leur programmation pluriannuelle technique et financière.

Article 13.4 : organisation

Les commissions hydrographiques se réunissent au moins une fois par an. Les représentants des collectivités et leurs groupements de ce périmètre, compétents sur le grand cycle de l'eau (notamment les syndicats de rivières et de bassins et les CLE des SAGE), les représentants des services de l'Etat compétents (DDT, DREAL, Délégation de bassin, Service de prévision des crues), les représentants des établissements publics de l'Etat compétents (Agence de l'eau, Agence française pour la biodiversité) et les ASA sont associés à titre consultatif.

Le Président de la Commission hydrographique peut associer ponctuellement et à titre consultatif des représentants d'autres structures ou des experts.

ARTICLE 14 : LE BUREAU

Article 14.1 : composition

La composition du Bureau est paritaire, sous réserve d'un nombre de délégués suffisants, entre :

- les délégués représentant les EPCI-FP et les syndicats mixtes d'une part,
- les délégués représentant les départements et les régions d'autre part.

Le Bureau est composé :

- du Président et des deux vice-présidents,
- de l'ensemble des présidents de commissions hydrographiques,
- de délégués titulaires du Comité syndical dont le nombre permet d'assurer la parité (délégués « paritaires »).

Chaque département membre, et chaque région membre, sont représentés au Bureau.

Le Bureau comprend au moins six membres.

Article 14.2 : représentation

Un délégué du Bureau empêché peut donner un pouvoir de vote écrit à tout autre délégué du Bureau.

Un délégué du Bureau ne peut recevoir qu'un seul pouvoir.

Article 14.3 : quorum

Pour pouvoir valablement délibérer, le Bureau doit rassembler au moins un tiers des délégués (quorum à un tiers au sens large).

En l'absence de quorum, le Bureau se tient suite à une seconde convocation avec le même ordre du jour, dans un délai maximum de quinze jours sans condition de quorum.

Article 14.4 : attributions

Le Bureau prépare les sessions du Comité syndical. Il examine les programmes d'actions et les programmations pluriannuelles techniques et financières proposés par les commissions hydrographiques. Il délibère sur toutes les affaires pour lesquelles il a reçu délégation du Comité syndical.

Lors d'un vote, en cas d'égalité de voix, la voix du Président est prépondérante.

Tous les délégués prennent part au vote pour les affaires présentant un intérêt commun à toutes les structures ; dans le cas contraire, ne prennent part au vote que les délégués représentant les structures ayant transféré ou délégué la compétence (telle que définie à l'article 6) relative à l'affaire mise en délibération.

Le Bureau se réunit au moins deux fois par an.

Le Bureau se réunit dans un lieu public dans le bassin versant de l'Oise.

ARTICLE 15 : LE PRESIDENT

Le Président est l'organe exécutif de l'établissement public.

Il est élu par le Comité syndical sous réserve qu'au moins un tiers des délégués soient présents (quorum à un tiers au sens large). Son mandat prend fin en même temps que son mandat local.

Il convoque et préside le Comité syndical et le Bureau.

Il prépare et exécute les délibérations du Comité syndical et du Bureau.

Il est l'ordonnateur des dépenses et il prescrit l'exécution des recettes.

Il signe les marchés publics, les contrats de services publics ou tout autre contrat passé par l'établissement public.

Il signe toutes les pièces relatives au fonctionnement de l'établissement public.

Il représente l'établissement public pour ester en justice et dans tous les actes de la vie civile.

Il est le seul chargé de l'administration. Il peut déléguer, sous sa surveillance et sa responsabilité, l'exercice d'une partie de ses compétences aux vice-présidents et en l'absence ou en cas d'empêchement de ces derniers, à d'autres membres du Comité syndical. Ces délégations subsistent tant qu'elles ne sont pas rapportées.

Il est le chef des services. Il peut sous sa surveillance et sa responsabilité donner délégation de signature en toute matière aux responsables desdits services.

ARTICLE 16 : LES VICE-PRESIDENTS

Le Premier vice-président et le Deuxième vice-président sont élus par le Comité syndical. Le Premier vice-président et à défaut le Deuxième vice-président représentent le Président en cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci.

En cas de vacance (démission, maladie, décès, échéance de son mandat) du Président, le Premier vice-président assure la présidence de l'établissement public conformément à l'article

15, jusqu'à la prochaine session du Comité syndical ; lors de celle-ci, il est procédé à l'élection d'un nouveau président. Il est fait application de l'article 17.

Pendant cette période, en cas de vacance de Premier vice-président, le Deuxième vice-président assure la présidence de l'établissement public conformément à l'article 15, jusqu'à la prochaine session du Comité syndical ; lors de celle-ci, il est procédé à l'élection d'un nouveau président et d'un nouveau premier vice-président. Il est fait application de l'article 17.

ARTICLE 17 : ELECTIONS

Article 17.1 : élection de première installation

A l'installation du Comité syndical lors de la première application des présents statuts, il est fait application des dispositions transitoires citées à l'article 24 ; il est procédé aux différentes élections comme suit, sous réserve qu'au moins un tiers des délégués soient présents (quorum à un tiers au sens large) :

17.1.1 : élection du Président

L'élection est présidée par le doyen d'âge, le délégué le plus jeune fait office de secrétaire.

Le Président est obligatoirement un délégué titulaire.

Le doyen invite les candidats à se déclarer, puis à présenter le programme. L'ordre de passage est alphabétique.

Tous les délégués présents, titulaires ou suppléants, participent à l'élection. L'élection a lieu à bulletins secrets.

Le président est élu à la majorité absolue. Si cette élection n'est pas acquise après les deux premiers tours de scrutin, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a alors lieu à la majorité relative. En cas d'égalité des voix, l'élection est acquise au bénéfice de l'âge.

En l'absence de quorum le jour de l'élection, le doyen constate l'impossibilité de procéder et le Comité syndical se tient suite à une seconde convocation, dans un délai maximum de quinze jours sans condition de quorum.

17.1.2 : élection des vice-présidents

Sous la présidence du Président, le délégué le plus jeune faisant office de secrétaire, il est procédé à l'élection du Premier vice-président.

Le Premier vice-président est obligatoirement un délégué titulaire.

Tous les délégués présents, titulaires ou suppléants, participent à l'élection. L'élection a lieu à bulletins

secrets ; sur proposition du Président et si aucun délégué ne s'y oppose, l'élection peut être réalisée à main levée.

Le Premier vice-président est élu à la majorité absolue. Si cette élection n'est pas acquise après les deux premiers tours de scrutin, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a alors lieu à la majorité relative. En cas d'égalité des voix, l'élection est acquise au bénéfice de l'âge.

Il est ensuite procédé à l'élection du Deuxième vice-président selon les mêmes modalités. Le Deuxième vice-président est obligatoirement un délégué titulaire.

17.1.3 : élection des présidents de commissions hydrographiques

Sous la présidence du Président du Comité syndical, le délégué le plus jeune faisant office de secrétaire, il est procédé à l'élection de chaque président de commission hydrographique.

Le Président et les vice-présidents du Comité syndical peuvent présider une commission hydrographique.

Les présidents de commissions hydrographiques sont obligatoirement des délégués titulaires du Comité syndical. Ils ne peuvent présider qu'une seule commission hydrographique.

Seuls les délégués titulaires ou suppléants du Comité syndical représentant chaque structure territorialement concernée, en tout ou partie, par l'unité hydrographique, participent à l'élection.

L'élection a lieu à bulletins secrets ; sur proposition du Président du Comité syndical et si aucun délégué appelé à prendre part au vote ne s'y oppose, l'élection peut être réalisée à main levée.

Chaque président de commission hydrographique est élu à la majorité absolue. Si cette élection n'est pas acquise après les deux premiers tours de scrutin, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a alors lieu à la majorité relative. En cas d'égalité des voix, l'élection est acquise au bénéfice de l'âge.

17.1.4 : élection du Bureau ; élection des délégués paritaires

Le Président, les vice-présidents du Comité syndical et les présidents de commissions hydrographiques sont membres du Bureau.

Sous la présidence du Président du Comité syndical, le délégué le plus jeune faisant office de secrétaire, il est procédé à l'élection de membres supplémentaires du Bureau, dits « délégués paritaires », de sorte que sa composition soit paritaire, sous réserve d'un nombre de délégués suffisants, entre :

- les délégués représentant les EPCI-FP et les syndicats mixtes d'une part,

- les délégués représentant les départements et les régions d'autre part.

Le Bureau comprend au moins six membres.

Les délégués paritaires sont obligatoirement des délégués titulaires du Comité syndical.

Si le(s) délégué(s) paritaire(s) à élire représente(nt) les EPCI-FP et les syndicats mixtes, seuls les délégués titulaires ou suppléants représentant les EPCI-FP et les syndicats mixtes participent au vote.

Si le(s) délégué(s) paritaire(s) à élire représente(nt) les départements et les régions, seuls les délégués titulaires ou suppléants représentant les départements et les régions participent au vote.

L'élection a lieu à bulletins secrets ; sur proposition du Président et si aucun délégué appelé à prendre part au vote ne s'y oppose, l'élection peut être réalisée à main levée.

Chaque délégué paritaire est élu à la majorité absolue. Si cette élection n'est pas acquise après les deux premiers tours de scrutin, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a alors lieu à la majorité relative. En cas d'égalité des voix, l'élection est acquise au bénéfice de l'âge.

Article 17.2 : durée des mandats ; élections ultérieures

Le mandat du Président du Comité syndical prend fin en même temps que son mandat local.

Le mandat de chaque vice-président du Comité syndical prend fin en même temps que son mandat local et en même temps que le mandat local du Président.

Le mandat de chaque président de commission hydrographique prend fin en même temps que son mandat local.

Le mandat de chaque délégué paritaire prend fin en même temps que son mandat local.

Dans le but de maintenir le principe de parité prévu à l'article 14.1, tous les mandats des délégués paritaires prennent fin dans les situations suivantes :

- en même temps que le mandat local du Président du Comité syndical,
- en même temps que le mandat local de chaque Vice-président du Comité syndical,
- en même temps que le mandat local de chaque président de commission hydrographique,
- en même temps que l'élection d'un nouveau président de commission hydrographique du fait d'une nouvelle adhésion.

Il est procédé, en tant que de besoin, aux élections conformément aux modalités décrites aux articles 17.1.1 à 17.1.4.

ARTICLE 18 : LE COMITE CONSULTATIF

Un Comité consultatif est rassemblé au moins une fois par an à l'invitation du Président du Comité syndical. Il comprend, dans le périmètre du bassin versant de l'Oise :

- les délégués du Comité syndical,
- les présidents des structures adhérentes,
- les présidents des conseils régionaux et des conseils départementaux non adhérents ;
- les présidents des collectivités et leurs groupements compétents sur le grand cycle de l'eau (notamment les syndicats de rivières et de bassins et les CLE des SAGE),
- les représentants des parcs naturels régionaux,
- les préfets de régions, de départements, les sous-préfets,
- les représentants des services de l'Etat compétents (DDT, DREAL, Délégation de bassin, Service de prévision des crues, SIDPC, police de l'eau),
- les représentants des établissements publics de l'Etat compétents (Agence de l'eau, Agence française pour la biodiversité, Voies navigables de France),
- les représentants des SDIS,
- les représentants des porteurs de SCOT,
- les représentants des chambres d'agriculture, des chambres de commerce et d'industrie, des chambres des métiers et de l'artisanat,
- les représentants des agences d'urbanisme,
- les représentants des conservatoires d'espaces naturels,
- les représentants des fédérations de pêche et de protection du milieu aquatique, les représentants des fédérations des chasseurs,
- les représentants d'associations de sinistrés des inondations, d'associations agréées de protection de la nature,
- les représentants de toutes structures jugées pertinentes,
- des experts.

Le Comité consultatif dresse un bilan des actions passées, en cours et à venir sur l'ensemble des domaines de compétence de l'Entente Oise-Aisne. Il évoque les enjeux pour le territoire, les grands projets et les actions et moyens afférents. Il tient débat sur l'ensemble de ces problématiques.

Les débats et les propositions du Comité consultatif sont portées à la connaissance du Comité syndical.

TITRE III – FINANCES

ARTICLE 19 : LES RECETTES DE LA COLLECTIVITE

Les recettes de l'Entente Oise-Aisne comprennent :

- les participations statutaires de ses membres,
- les participations des collectivités non membres ayant conventionné avec l'Entente Oise-Aisne,
- les produits de l'activité de l'établissement public,
- les subventions, concours et participations qui lui sont accordés,
- le produit des emprunts,
- les dons et legs,
- les revenus des biens meubles et immeubles,
- les redevances domaniales,
- les autres recettes prévues par les lois en vigueur.

ARTICLE 20 : LES DEPENSES DE LA COLLECTIVITE

Les dépenses de l'Entente Oise-Aisne comprennent :

- les dépenses d'administration et de fonctionnement,
- les dépenses de réalisation sous maîtrise d'ouvrage des opérations, des aménagements, d'acquisitions foncières et d'indemnisations,
- les investissements,
- les charges d'emprunts,
- les subventions et concours attribués,
- toutes les dépenses correspondant à l'objet social.

ARTICLE 21 : LES PARTICIPATIONS STATUTAIRES DES MEMBRES

1. Les structures membres apportent **une participation statutaire** pour chaque compétence qu'elles ont transférées ou déléguées au sein de l'article 6. Une participation statutaire relative à une compétence recouvre :

- une quote-part de **la charge de l'activité courante,**

ET

- une quote-part de **la charge relative à ladite compétence.**

2. La **participation statutaire** relative à une compétence est mutualisée entre les membres qui l'ont choisie, soit à l'échelle du bassin versant de l'Oise, soit à l'échelle de chaque unité hydrographique. La quote-part de chaque membre est calculée en fonction du nombre d'habitants dans le périmètre territorialement concerné et éventuellement de la superficie du territoire dans le périmètre territorialement concerné, comme suit.

compétence cf. article 6	critère	échelle de mutualisation
gestion des milieux aquatiques (GEMA)	population	unité hydro.
prévention des inondations (PI)	population	bassin versant de l'Oise
maîtrise des eaux de ruissellement ou la lutte contre l'érosion des sols	50% population + 50% surface	bassin versant de l'Oise
animation et concertation dans le domaine de la gestion des milieux aquatiques dans un sous-bassin ou un groupement de sous-bassins, ou dans un système aquifère, correspondant à une unité hydrographique	50% population + 50% surface	bassin versant de l'Oise

La population est appréciée au vu des données INSEE (population municipale sans double-compte) actualisées au moins tous les trois ans. Les communes concernées sont annexées aux présents statuts (périmètre de compétence de l'EPTB). La population retenue pour les communes périphériques résulte d'un pourcentage de la population communale totale calculé à partir de la répartition des superficies urbanisées entre les bassins hydrographiques.

La participation statutaire annuelle d'une structure membre ne peut être inférieure à 1000 €.

Le cas échéant, une participation additionnelle est perçue au titre de la compétence PI lorsque le transfert de la gestion d'ouvrages hydrauliques et de systèmes d'endiguement est accompagné d'une mise à niveau comme suit :

– en l'absence d'étude de danger conforme à la réglementation, l'Entente Oise Aisne réalise cette étude et en assure l'autofinancement.

– les travaux prescrits à court ou moyen terme (à une échéance strictement inférieure à 5 ans) par l'étude de danger sont réalisés par l'Entente Oise-Aisne moyennant une participation financière additionnelle de la structure EPCI-FP ou syndicat mixte doté de la compétence PI au Budget de l'Entente Oise-Aisne couvrant l'intégralité de l'autofinancement. Cette participation financière additionnelle est obligatoire.

En cas d'ajout ultérieur d'un ouvrage hydraulique existant ou d'un système d'endiguement existant, il est fait application de ces mêmes modalités.

En outre, les contrats conclus antérieurement au transfert par les structures sont exécutés dans les conditions antérieures jusqu'à leur échéance, sauf accord contraire des parties (cf. article 8.1). Les modalités de financement desdits contrats font l'objet d'un conventionnement entre la structure adhérente et l'Entente Oise Aisne qui précise le montant et les modalités de participations additionnelles.

En cas d'adhésion d'une structure en cours d'année, celle-ci apporte une participation statutaire calculée selon les modalités ci-dessus, et :

- si la délibération de ladite structure est votée au premier semestre, la participation est égale à 100% du montant résultant des modalités ci-dessus ;
- si la délibération de ladite structure est votée au second semestre, la participation est égale à 50% du montant résultant des modalités ci-dessus.

Cette participation est intégrée au Budget de l'Entente Oise-Aisne à l'occasion d'une Décision modificative.

3. L'activité courante comprend, tant en fonctionnement qu'en investissement :

- le fonctionnement des services,
- le fonctionnement de l'établissement,
- les études de portée générale,
- les études relevant de l'alinéa 12°, notamment les études relatives aux SAGE,
- les investissements de portée générale, notamment les travaux sur le patrimoine de l'Entente Oise Aisne.

La charge de l'activité courante, incluse dans les participations statutaires, est répartie entre les membres et les compétences comme suit :

	EPCI-FP	syndicat mixte	Département 02,08,51,55,60,95	Département 59,76,77,78,80
PI	1 unité de charge	2 unités de charge	N/A	N/A
GEMA	0,2 unité de charge	0,4 unité de charge	N/A	N/A
ruissellement	0,2 unité de charge	0,4 unité de charge	1 unité de charge	0,2 unité de charge
animation	0,4 unité de charge	0,8 unité de charge	2 unités de charge	0,4 unité de charge

Il s'ensuit un nombre d'unités de charge et une quote-part pour chacune des compétences exercées.

La quote-part des charges de l'activité courante relative aux compétences GEMA et PI est réputée correspondre aux charges de fonctionnement et d'investissement résultant de l'exercice de la compétence GEMAPI.

La quote-part des charges de l'activité courante relative aux autres compétences est réputée correspondre aux charges de fonctionnement et d'investissement résultant de l'exercice des compétences hors GEMAPI.

4. Le Président de l'Entente Oise-Aisne tient, sous sa responsabilité, une comptabilité analytique des actions, tant en fonctionnement qu'en investissement, et tant en dépenses qu'en recettes, relatives à chaque **compétence** définie à l'article 6, à l'exclusion de l'activité courante.

Pour certaines compétences, la comptabilité analytique est détaillée pour chaque unité hydrographique.

5. Chaque participation départementale ne peut excéder le montant adopté pour le budget primitif de l'exercice 2017.

Chaque participation départementale au titre de la compétence d'animation et concertation ne peut excéder le montant adopté pour le budget primitif de l'exercice 2020.

Ces deux plafonds sont actualisés de l'inflation à partir de l'exercice 2022.

6. Les participations statutaires des régions n'ayant transféré aucune compétence sont forfaitisées à hauteur de 30 000 € par an et cofinancent l'activité courante. Ce montant peut être actualisé dans la limite de l'inflation.

ARTICLE 22 : COMPTABLE

Le comptable de l'Entente Oise-Aisne est le Payeur du Département de l'Aisne.

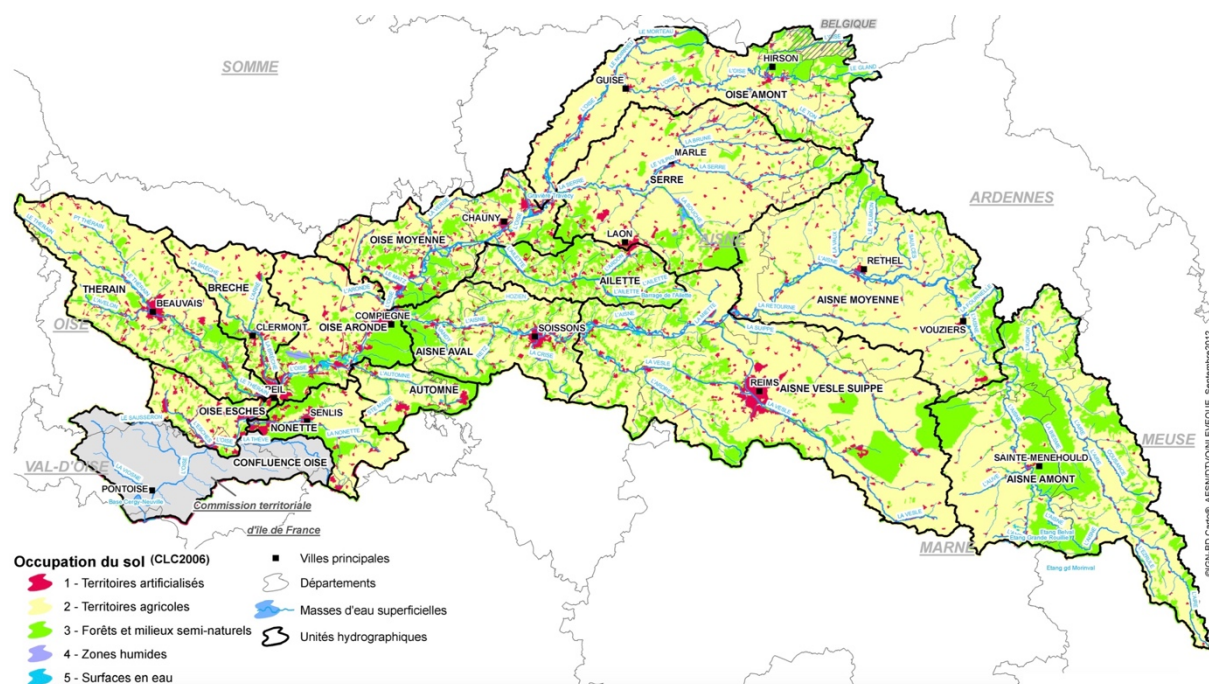
ANNEXES

ANNEXE 1 : SUPERFICIES DEPARTEMENTALES

Les superficies départementales dans le bassin versant de l'Oise sont :

Aisne	5 116,29 km ²	Seine-Maritime	31,37 km ²
Ardennes	2 692,37 km ²	Seine-et-Marne	33,83 km ²
Marne	2 917,51 km ²	Somme	11,71 km ²
Meuse	1 020,06 km ²	Val d'Oise	655,14 km ²
Nord	24,09 km ²	Yvelines	14,96 km ²
Oise	4 349,77 km ²		

ANNEXE 2 : CARTE DU BASSIN VERSANT DE L'OISE



ANNEXE 3 : COMMUNES DU PERIMETRE DU BASSIN VERSANT DE L'OISE

Sauf mention contraire, le périmètre englobe la totalité de la commune. Les pourcentages indiqués concernent les communes

périphériques et la quote-part de la population dans le bassin versant de l'Oise.

Les EPCI-FP sont cités à titre indicatif au vu de la situation courante. La répartition entre commissions hydrographiques est indicative.

Communes de la Commission hydrographique Oise confluence

Communauté urbaine Grand Paris Seine et Oise (78) :

Andrésey (20%), Chanteloup-les-Vignes (0%), Conflans-Sainte-Honorine (90%), Triel-sur-Seine (10%), Vaux-sur-Seine (0%).

Communauté d'agglomération de Cergy-Pontoise (95 et 78) :

Boisemont (40%), Cergy, Courdimanche (80%), Eragny-sur-Oise, Jouy-le-Moutier, Maurecourt, Neuville-sur-Oise, Osny, Pontoise, Puiseux-Pontoise, Saint-Ouen-l'Aumône, Vauréal.

Communauté d'agglomération Val Parisis (95) :

Beauchamp, Bessancourt, Cormeilles-en-Parisis (0%), Franconville (10%), Frépillon, Herblay (60%), Le Plessis-Bouchard (0%), Montigny-lès-Cormeilles (20%), Pierrelaye, Saint-Leu-la-Forêt (0%), Taverny.

Communauté d'agglomération Roissy-Pays-de-France (95 et 77) :

Fosses, Le Mesnil-Aubry (0%), Longperrier (0%), Marly-la-Ville (100%), Moussy-le-Neuf (20%), Puiseux-en-France (0%), Saint-Mard (0%), Saint-Witz (50%), Survilliers, Villeron (0%).

Communauté d'agglomération Plaine vallée (95) :

Attainville (0%), Bouffémont, Saint-Prix (0%).

Communauté de communes Vexin centre (95) :

Ableiges, Aavernes (0%), Boissy-l'Aillerie, Bréançon, Brignancourt, Chars, Cléry-en-Vexin (90%), Commeny, Cormeilles-en-Vexin, Courcelles-sur-Viosne, Frémécourt, Gouzangrez, Grisy-les-Plâtres, Guiry-en-Vexin (0%), Haravilliers, Le Bellay-en-Vexin (100%), Le Heulme, Le Perchay, Longuesse (0%), Marines, Montgeroult, Moussy, Neuilly-en-Vexin, Nucourt (0%), Sagy (0%), Santeuil, Théméricourt (0%), Theuville, Us, Vigny (0%).

Communauté de communes Sausseron impressionnistes (95) :

Arronville, Auvers-sur-Oise, Berville (100%), Butry-sur-Oise, Ennery, Epiais-Rhus, Frouville, Génicourt, Hédouville, Hérrouville, Labbeville, Livilliers, Menouville, Nesles-la-Vallée, Vallangoujard, Valmondois.

Communauté de communes Carnelle-Pays-de-France (95) :

Baillet-en-France (0%), Bellefontaine (100%), Belloy-en-France, Chatenay-en-France (50%), Chaumontel, Epinay-Champlâtreux, Jagny-sous-Bois (100%), Lassy, Le Plessis-Luzarches, Luzarches, Maffliers (100%), Mareil-en-France (0%), Montsoul (0%), Saint-Martin-du-Tertre, Seugy, Viarmes, Villaines-sous-Bois (10%), Villiers-le-Sec.

Communauté de communes de la vallée de l'Oise et des trois forêts (95) :

Béthemont-la-Forêt, Chauvry, L'Isle Adam, Mériel, Méry-sur-Oise, Nerville-la-forêt, Parmain, Presles, Villiers-Adam.

Communauté de communes du Vexin-Thelle (60) :

Boubiers (30%), Bouconwillers (100%), Hadancourt-le-Haut-Clocher (100%), Lavilleteurtre, Liancourt-Saint-Pierre (0%), Lierville (100%), Monneville (80%), Serans (0%), Tourly (0%).

Communauté de communes de l'Aire cantilienne (60) :

Coye-la-Fôret, La-Chapelle-en-Serval, Lamorlaye, Plailly, Mortefontaine, Orry-la-Ville.

Communauté de communes Senlis sud Oise (60) :

Fontaine-Chaalis, Pontarmé, Thiers-sur-Thève.

Communauté de communes du haut Val d'Oise (95) :

Champagne-sur-Oise, Mours, Nointel.

Communauté de communes Plaines et monts de France (77) :

Marchémoret (30%), Montgé-en-Goële (0%).

Communauté de communes du Pays de Valois (60) :

Ver-sur-Launette.

Communauté de communes des Sablons (60) :

Chavençon.

Communes de la Commission hydrographique Oise Esches

Communauté d'agglomération Creil sud Oise (60) :

Saint-Leu-d'Esserent, Saint-Maximin, Thiverny.

Communauté de communes des Sablons (60) :

Amblainville (100%), Andeville, Bornel, Corbeil-Cerf, Esches, Hénonville (0%), La Drenne (90%), Les Hauts-Talican (0%), Lormaison, Méru, Neuville-Bosc (0%), Saint-Crépin-Ibouwillers (0%), Villeneuve-les-Sablons (30%).

Communauté de communes Thelloise (60) :

Belle-Eglise, Blaincourt-lès-Précy, Boran-sur-Oise, Chambly, Crouy-en-Thelle, Dieudonné, Erceuil, Fresnoy-en-Thelle, Laboissière-en-Thelle, Lachapelle-Saint-Pierre, Le Coudray-sur-Thelle, Le Mesnil-en-Thelle, Morangles, Mortefontaine-en-Thelle, Neuilly-en-Thelle, Novillers, Précy-sur-Oise, Puiseux-le-Hauberger, Sainte-Geneviève, Villers-sous-Saint-Leu.

Communauté de communes du haut Val d'Oise (95) :

Beaumont-sur-Oise, Bernes-sur-Oise, Bruyères-sur-Oise, Noisy-sur-Oise, Ronquerolles, Persan.

Communauté de communes Carnelle-Pays-de-France (95) :

Asnières-sur-Oise.

Communes de la Commission hydrographique Thérain

Communauté d'agglomération du Beauvaisis (60) :

Allonne, Auchy-la-Montagne, Auneuil (100%), Auteuil (100%), Aux Marais, Bailleul-sur-Thérain, Beauvais, Berneuil-en-Bray, Bonlier, Bresles, Crèvecœur-le-Grand (0%), Fontaine-Saint-Lucien, Fouquénies, Fouquerolles, Frocourt, Goincourt, Guignecourt, Herchies, Hermes, Juvignies, La Rue-Saint-Pierre, Lafraye, Laversines, Le Fay-Saint-Quentin, Le Mont-Saint-Adrien, Luchy, Maisencelle-Saint-Pierre, Maulers, Milly-sur-Thérain, Nivillers, Muidorge, Pierrefitte-en-Beauvaisis, Rainvillers, Rémérangles, Rochy-Condé, Rotangy (100%), Saint-Germain-la-Poterie, Saint-Léger-en-Bray, Saint-Martin-le-Nœud, Saint-Paul, Savignies, Therdonne, Tillé, Troissereux, Velennes, Verderel-lès-Sauqueuse, Warluis.

Communauté d'agglomération Creil sud Oise (60) :

Cramoisy, Maysel, Montataire, Rousseloy, Saint-Vaast-lès-Mello.

Communauté de communes de la Picardie verte (60) :

Achy, Bazancourt (0%), Blargies (20%), Blicourt, Bonnières, Bouvresse, Briot (100%), Brombos (100%), Broquiers (100%), Buicourt (100%), Campeaux, Canny-sur-Thérain, Crillon, Ernemont-Boutavent, Escames (100%), Feuquières (100%), Fontaine-Lavaganne, Fontenay-Torcy (100%), Formerie (100%), Gaudechart (100%), Gerberoy, Glatigny, Grémévillers, Grez (0%), Halloy (0%), Hamel (0%), Hannaches (30%), Hanvoile, Haucourt, Hautbos, Haute-Epine, Hécourt (0%), Héricourt-sur-Thérain, La Neuville-sur-Oudeuil, La Neuville-Vault, Lachapelle-sous-Gerberoy, Lihus (70%), Loueuse, Marseille-en-Beauvaisis, Martincourt, Moliens (80%), Monceaux-L'Abbaye, Morvillers, Mureaumont, Omécourt, Oudeuil, Pisseleu, Prévillers (80%), Rothois, Roy-Boissy, Saint-Arnoult, Saint-Deniscourt, Saint-Maur, Saint-Omer-en-Chaussée, Saint-Quentin-des-Prés (100%), Saint-Samson-la-Poterie, Sarcus (0%), Senantes (40%), Songeons, Sully (100%), Thérines, Thieuloy-Saint-Antoine (100%), Villers-sur-Bonnières, Villers-Vermont (100%), Vrocourt, Wambez.

Communauté de communes du Pays de Bray (60) :

Blacourt, Cuigy-en-Bray (100%), Espaubourg, Hodenc-en-Bray, Lachapelle-aux-pots, Lalandelle (0%), Le Coudray-Saint-Germer (25%), Le Vauroux, Lhéraule, Ons-en-Bray (100%), Saint-Aubin-en-Bray, Saint-Germer-de-Fly (20%), Villembay, Villers-Saint-Barthélemy.

Communauté de communes Thelloise (60) :

Abbécourt, Angy, Balagny-sur-Thérain, Berthecourt, Cauvigny, Cires-lès-Mello, Foulangués, Hodenc-l'Evêque, Hondainville, Mello, Montreuil-sur-Thérain, Mouchy-le-Châtel, Noailles, Ponchon, Saint-Félix, Silly-Tillard, Thury-sous-Clermont, Uilly-Saint-Georges, Villers-Saint-Sépulcre, Heilles, Saint-Sulpice.

Communauté de communes des quatre rivières (76) :

Doudeauville (0%), Gancourt-Saint-Etienne (0%), Gaillefontaine (0%), Grumesnil (100%), Haucourt (100%), Haussez (30%), Saint-Michel-d'Halescourt (0%).

Communauté de communes de l'Oise Picarde (60) :

Abbeville-Saint-Lucien, Oroër, Rotangy (100%).

Communauté de communes du Pays du Clermontois (60) :

Ansacq, Bury, Mouy.

Communauté de communes interrégionale Aumale-Blangy-sur-Bresle (76 et 80) :

Criquiers (10%).

Communes de la Commission hydrographique Brèche**Communauté d'agglomération du Beauvaisis (60) :**

Francastel (80%), La Neuville-en-Hez, Lachaussée-du-Bois-d'Ecu, Litz, Haudivillers.

Communauté d'agglomération Creil sud Oise (60) :

Creil, Nogent-sur-Oise, Villers-Saint-Paul.

Communauté de communes du Plateau Picard (60) :

Airion, Avrechy, Brunvillers-la-Motte (100%), Bulles, Catillon-Fumechon, Cuignières, Erquinvillers, Essuilles, Fournival, Gannes (0%), Le-Mesnil-sur-Bulles, Nourard-le-Franc, Plainval (100%), Le Plessier-sur-Bulles, Le Plessier-sur-Saint-Just, Quinquempoix (100%), Saint-Rémy-en-l'Eau, Saint-Just-en-Chaussée, Valescourt, Wavignies.

Communauté de communes du Pays du Clermontois (60) :

Agnetz, Breuil-le-Sec, Breuil-le-Vert, Cambronne-lès-Clermont, Catenoy, Clermont, Erquery, Etouy, Fitz-James, Fouilleuse, Lamécourt, Maimbeville, Neuilly-sous-Clermont, Nointel, Rémécourt, Saint-Aubin-sous-Erquery.

Communauté de communes de l'Oise Picarde (60) :

Ansauvillers (70%), Bucamps, Campremy (10%), Froissy (70%), La Neuville-Saint-Pierre, Montreuil-sur-Brèche, Noiremont, Noyers-Saint-Martin (100%), Le Quesnel-Aubry, Reuil-sur-Brèche, Thieux (100%).

Communauté de communes du Liancourtois vallée dorée (60) :

Bailleval, Cauffry, Laigneville, Liancourt, Mogneville, Monchy-Saint-Eloi, Rantigny.

Communes de la Commission hydrographique Nonette

Communauté d'agglomération Roissy-Pays-de-France (95 et 77) :

Dammartin-en-Goële (80%), Othis (100%), Rouvres (100%).

Communauté de communes du Pays de Valois (60) :

Baron, Boissy-Fresnoy (80%), Bouillancy (0%), Chèvreville (60%), Ermenonville, Eve, Lagny-le-Sec (50%), Le-Plessis-Belleville (100%), Montagny-Saint-Félicité, Nanteuil-le-Haudouin, Oignes (0%), Peroy-les-Gombries, Rosières, Silly-le-Long (30%), Trumilly, Versigny, Villers-Saint-Genest (60%).

Communauté de communes Senlis sud Oise (60) :

Aumont-en-Halatte, Barbery, Borest, Brasseuse, Chamant, Courteuil, Mont-l'Evêque, Montépilloy, Montlognon, Raray, Rully, Senlis, Villers-Saint-Frambourg-Ognon.

Communauté de communes de l'Aire cantilienne (60) :

Apremont, Avilly-Saint-Léonard, Chantilly, Gouvieux, Vineuil-Saint-Firmin.

Communauté de communes des pays d'Oise et d'Halatte (60) :

Villeneuve-sur-Verberie.

Communes de la Commission hydrographique Automne

Agglomération de la région de Compiègne et de la basse Automne (60) :

Béthisy-Saint-Martin, Béthisy-Saint-Pierre, Nery, Saint-Sauveur, Saint-Vaast-de-Longmont, Saintines, Verberie.

Communauté de communes du Pays de Valois (60) :

Auger-Saint-Vincent, Béthancourt-en-Valois, Bonneuil-en-Valois, Crépy-en-Valois, Duvy, Eméville, Feigneux, Fresnoy-la-Rivière, Fresnoy-le-Luat, Gilocourt, Glaignes, Gondreville (0%), Lévigney (0%), Morienvil, Ormoy-Villers, Orrouy, Rocquemont, Rouville, Russy-Bémont, Séry-Magneval, Vauciennes (90%), Vaumoise, Vez.

Communauté de communes Retz-en-Valois (02) :

Coyolles (100%), Haramont, Largny-sur-Automne, Villers-Cotterêts (100%).

Communes de la Commission hydrographique Oise Aronde

Agglomération de la région de Compiègne et de la basse Automne (60) :

Armancourt, Bienville, Choisy-au-Bac, Clairoix, Compiègne, Jaux, Jonquières, Lachelle, Lacroix-Saint-Ouen, Margny-lès-Compiègne, Le Meux, Saint-Jean-aux-Bois, Venette.

Communauté de communes du Plateau Picard (60) :

Angivillers, Cernoy, Coivrel (0%), Cressonsacq, Grandvillers-aux-Bois, La Neuville-Roy, Leglantiers, Lieuvillers, Maignelay-Montigny (100%), Ménévillers, Méry-la-Bataille (100%), Montgérain (100%), Montiers, Moyenneville, Noroy, Pronleroy, Ravenel, Rouvillers, Saint-Martin-aux-Bois, Wacquemoulin.

Communauté de communes de la Plaine d'Estrées (60) :

Arsy, Avriigny, Bailleul-le-Soc, Blincourt, Canly, Chevières, Choisy-la-Victoire, Epineuse, Estrées-Saint-Denis, Francières, Grandfresnoy, Hémévillers, Houdancourt, Le Fayel, Longueil-Sainte-Marie, Montmartin, Moyvillers, Rémy, Rivecourt.

Communauté de communes des pays d'Oise et d'Halatte (60) :

Angicourt, Bazicourt, Beaurepaire, Brenouille, Cinqueux, Les Ageux, Monceaux, Pont-Sainte-Maxence, Pontpoint, Rhuis, Rieux, Roberval, Sacy-le-Grand, Sacy-le-Petit, Saint-Martin-Longueau, Verneuil-en-Halatte.

Communauté de communes du Pays des sources (60) :

Baugy, Belloy, Coudun, Giraumont, Gournay-sur-Aronde, Monchy-Humières, Neufvy-sur-Aronde, Vignemont, Villers-sur-Coudun.

Communauté de communes du Liancourtois vallée dorée (60) :

Labryère, Rosoy, Verderonne.

Communauté de communes Senlis sud Oise (60) :

Fleurines.

Communauté de communes des lisières de l'Oise (60) :

Pierrefonds.

Communes de la Commission hydrographique Oise moyenne

Communauté d'agglomération Chauny-Tergnier-La Fère (02) :

Abbécourt, Amigny-Rouy, Andelain, Autreville, Beaumont-en-Beine (0%), Beautor, Bertaucourt-Epourdon, Béthancourt-en-Vaux, Bichancourt, Caillouël-Crépigny, Caumont, Charmes, Chauny, Commenchon, Condren, Danizy, Deuillet, Frières-Faillouël (100%), Guivry, La Fère, La Neuville-en-Beine (100%), Liez, Marest-Dampcourt, Mennessis, Neuflieux, Oignes, Pierremande, Quierzy, Saint-Gobain, Servais, Sinceny, Tergnier, Uigny-le-Gay, Villequier-Aumont, Viry-Nouveau.

Agglomération de la région de Compiègne et de la basse Automne (60) :

Janville.

Communauté d'agglomération du Saint-Quentinois (02) :

Annois (0%), Flavy-le-Martel (0%), Jussy (100%), Montescourt-Lizerolles (0%).

Communauté de communes du Pays des sources (60) :

Amy (0%), Antheuil-Portes, Avricourt (0%), Beaulieu-les-Fontaines (100%), Biermont, Boulogne-la-Grasse (100%), Braisnes-sur-Aronde, Candor (100%), Cannectancourt, Canny-sur-Matz (100%), Conchy-les-Pots (100%), Cuvilly, Cuy, Dives, Ecuilly (100%), Elincourt-Sainte-Marguerite, Evricourt, Fresnières (60%), Gury, Hainvillers (100%), La Neuville-sur-Ressons, Laberlière, Lagny, Lassigny (100%), Lataule, Mareuil-la-Motte, Margny-sur-Matz, Marquéglise, Mortemer (100%), Ognolles (0%), Orvillers-Sorel, Plessis-de-Roye, Ressons-sur-Matz, Ricquebourg, Roye-sur-Matz (100%), Thiescourt.

Communauté de communes du Pays Noyonnais (60) :

Appilly, Baboeuf, Beaugies-sous-Bois, Beaurains-les-Noyon, Béhéricourt, Berlancourt (100%), Brétigny, Bussy, Caisnes, Campagne (0%), Carlepoint,

Catigny (90%), Crisolles, Cuts, Flavy-le-Meldeux (0%), Fréniches (90%), Frétois-le-Château (0%), Genvry, Golancourt (0%), Grandrû, Guiscard (100%), Larbroye, Le Plessis-Patte-d'Oie (100%), Maucourt, Mondescourt, Morlincourt, Muirancourt (100%), Noyon, Passel, Pont-L'Evêque, Pontoise-lès-Noyon, Porquéricourt, Quesmy, Salency, Sempigny, Sermaize, Suzoy, Varesnes, Vauchelles, Ville, Villeselve (0%).

Communauté de communes des deux vallées (60) :

Bailly, Cambronne-lès-Ribécourt, Chevincourt, Chiry-Ourscamp, Le Plessis-Brion, Longueil-Annel, Machemont, Marest-sur-Matz, Mélicocq, Montmacq, Pimprez, Ribécourt-Dreslincourt, Saint-Léger-aux-Bois, Thourotte, Tracy-le-Val, Vandélicourt.

Communauté de communes Picardie des châteaux (02) :

Barisis-aux-Bois, Fresnes-sous-Coucy, Septvaux.

Communauté de communes du val de l'Oise (02) :

Remigny (100%).

Communauté de communes du Plateau Picard (60) :

Courcelles-Epayelles (100%).

Communauté de communes des lisières de l'Oise (60) :

Tracy-le-Mont.

Communauté de communes de l'Est de la Somme (80) :

Brouchy (0%).

Communauté de communes du Grand Roye (80) :

Beuvraignes (20%), Piennes-Onvillers (0%), Rollet (80%), Tilloloy (0%).

Communes de la Commission hydrographique Oise amont

Communauté d'agglomération Chauny-Tergnier-La Fère (02) :

Achery, Mayot, Travecy.

Communauté d'agglomération du Saint-Quentinois (02) :

Fioulaine (20%), Fontaine-Notre-Dame (50%), Homblières (0%), Marcy (0%), Mesnil-Saint-Laurent (0%), Neuville-Saint-Armand (0%).

Communauté de communes Ardennes Thiérache (08) :

Antheny, Aouste, Aubigny-les-Pothées (0%), Auge, Auvillers-les-Forges (10%), Blanchefosse-et-Bay, Bossus-lès-Rumigny, Brognon, Champlin, Estrebay (100%), Flaïgues-Havys (70%), Fligny, Girondelles (0%), Hannappes, La Neuville-aux-Joûtes, Liart (100%), Logny-Bogny (0%), Marby (0%), Neuville-lez-Beaulieu (100%), Prez (100%), Regniowez (30%), Rumigny, Signy-le-Petit (100%), Tarzy.

Communauté de communes des trois rivières (02) :

Any-Martin-Rieux, Aubenton, Beaumé, Besmont, Bucilly, Buire, Effry, Eparcy, Hirson, La Hérie, Landouzy-la-Ville, Leuze, Logny-lès-Aubenton, Martigny, Mondrepuis, Mont-Saint-Jean, Neuve-Maison, Ohis, Origny-en-Thiérache, Saint-Clément, Saint-Michel, Watigny, Wimy (100%).

Communauté de communes de la Thiérache du centre (02) :

Autreppes, Barzy-en-Thiérache (10%), Bergues-sur-Sambre (10%), Boué (100%), Buironfosse, Clairfontaine (60%), Dorengt, Englancourt, Erloy, Esquéhéries, Etréaupont, Fontenelle (40%), Froidestrées, Gergny, Haution, La Capelle, La Flamengrie (20%), La Neuville-lès-Dorengt, La Vallée-au-Blé, Le Nouvion-en-Thiérache (100%), Le Sourd, Lerzy, Leschelle, Luzoir, Papleux (30%), Saint-Algis, Sommeron, Sorbais, Wiège-Faty.

Communauté de communes Thiérache Sambre et Oise (02) :

Aisonville-et-Bernonville (50%), Bernot, Chigny, Crupilly, Etreux (100%), Flavigny-le-Grand-et-Beaurain, Grand-Verly, Grougis (60%), Guise, Hannapes (100%), Hauteville, Iron, Lavaqueresse, Lesquielles-Saint-Germain, Macquigny, Malzy, Marly-Gomont, Monceau-sur-Oise, Noyales, Petit-Verly (90%), Proisy, Proix, Romery, Tupigny (100%), Vadencourt, Vénérolles (70%), Villers-lès-Guise.

Communauté de communes du val de l'Oise (02) :

Alaincourt, Benay (50%), Berthenicourt, Brissay-Choigny, Brissy-Hamégicourt, Cerizy (100%), Châtillon-sur-Oise, Gibercourt (0%), Hinacourt (0%), Itancourt (60%), Ly-Fontaine, Mézières-sur-Oise, Mont d'Origny, Moy-de-l'Aisne, Neuville, Origny-Sainte-Benoîte, Pleine-Selve, Regny, Renansart, Ribemont, Séry-lès-Mézières, Sissy (100%), Surfontaine, Thenelles, Urvillers (40%), Vendeuil, Villers-le-Sec.

Communauté de communes du sud Avesnois (59) :

Anor (100%), Fourmies (0%), Ohain (0%).

Communauté de communes du Pays du Vermandois (02) :

Montigny-en-Arrouaise (80%).

Communes de la Commission hydrographique Serre

Communauté d'agglomération du Pays de Laon (02) :

Athies-sous-Laon, Aulnois-sous-Laon, Besny-et-Loizy, Bucy-lès-Cerny, Cerny-lès-Bucy, Chambry, Crépy, Eppes, Festieux, Laon (aussi dans la Commission hydrographique Ailette), Samoussy, Vivaise.

Communauté d'agglomération Chauny-Tergnier-La Fère (02) :

Anguilmcourt-le-Sart, Brie, Courbes, Fourdrain, Fressancourt, Monceau-lès-Leups, Rogécourt, Saint-Nicolas-aux-Bois, Versigny.

Communauté de communes du Pays de la Serre (02) :

Agnicourt-et-Séchelles, Assis-sur-Serre, Autremencourt, Barenton-Bugny, Barenton-Cel, Barenton-sur-Serre, Bois-lès-Pargny, Bosmont-sur-Serre, Chalandry, Chatillon-lès-Sons, Chéry-lès-Pouilly, Cilly, Couvron-et-Aumencourt, Crécy-sur-Serre, Cuirieux, Dercy, Erlon, Froidmont-Cohartille, Grandlup-et-Fay, La Neuville-Bosmont, Marcy-sous-Marle, Marle, Mesbre-court-Richecourt, Monceau-le-Waast, Montigny-le-Franc, Montigny-sous-Marle, Montigny-sur-Crécy, Mortiers, Nouvion-et-Catillon, Nouvion-le-Comte, Pargny-les-Bois, Pierrepont, Pouilly-sur-Serre, Remies, Saint-Pierremont, Sons-et-Ronchères, Tavaux-et-Pontséricourt, Thiernu, Toulis-et-Attencourt, Verneuil-sur-Serre, Vesles-et-Caumont, Voyenne.

Communauté de communes de la Thiérache du centre (02) :

Bancigny, Berlancourt, Braye-en-Thiérache, Burelles, Chevennes, Colonfay, Fontaine-lès-Vervins, Franqueville, Gercy, Gronard, Harcigny, Hary, Houry, Housset, La Bouteille, La Neuville-Housset, Laigny, Landifay-et-Bertaignemont, Landouzy-la-Cour, Le Hérie-la-Vieville, Lemé, Lugny, Marfontaine, Monceau-le-Neuf-et-Faucouzy, Nampcelles-la-Cour, Plomion, Priscoes, Puisieux-et-Clanlieu, Rogny, Rougeries, Sains-Richaumont, Saint-Gobert, Saint-Pierre-lès-Franqueville, Thenailles, Vervins, Voharies, Voulpaix.

Communauté de communes des portes de la Thiérache (02) :

Archon, Berlise, Brunehamel, Chaourse, Chéry-lès-Rozoy, Clermont-les-Fermes, Cuiry-les-Iviers, Dagny-Lambercy, Dizy-le-Gros, Dohis, Dolygon, Grandrieux, La Ville-aux-Bois-lès-Dizy, Le Thuel, Les Autels, Lislet, Montcornet, Montloué, Morgny-en-Thiérache, Noircourt, Parfondeval,

Raillimont, Renneval, Résigny, Rouvroy-sur-Serre, Rozoy-sur-Serre, Sainte-Geneviève, Soize, Vigneux-Hocquet, Vincy-Reuil-et-Magny.

Communauté de communes de la Champagne Picarde (02) :

Boncourt, Bucy-lès-Pierrepont, Chivres-en-Laonnois, Coucy-les-Eppes, Courtrizy-et-Fussigny, Ebouleau, Gizy, Goudelancourt-lès-Pierrepont, Lappion, Liesse-Notre-Dame, Mâhecourt, Marchais, Mauregny-en-Haye, Missy-lès-Pierrepont, Montaigu, Saint-Erme-Outre-et-Ramecourt, Sainte-Preuve, Sissonne.

Communauté de communes du val de l'Oise (02) :

Chevresis-Monceau, La Ferté-Chevresis, Parpeville.

Communauté de communes des trois rivières (02) :

Coingt, Iviers, Jeantes.

Communauté de communes Ardennes Thiérache (08) :

La Férée, Le Fréty, Marlemont (0%).

Communauté de communes des crêtes préardennaises (08) :

Fraillicourt, Maranwez, Renneville, Rocquigny, Rubigny, Saint-Jean-aux-Bois, Vaux-lès-Rubigny.

Communauté de communes Thiérache Sambre et Oise (02) :

Audigny.

Communes de la Commission hydrographique Ailette

Communauté d'agglomération du Pays de Laon (02) :

Arrancy, Bièvres, Bruyères-et-Montbérault, Cerny-en-Laonnois, Cessières, Chamouille, Chérêt, Chivy-lès-Etouvelles, Clacy-et-Thierret, Colligis-Crandelain, Etouvelles, Laniscourt, Laon (aussi dans la Commission hydrographique Serre), Laval-en-Laonnois, Lierval, Martigny-Courpierre, Molinchart, Mons-en-Laonnois, Montchâlons, Monthenault, Novion-le-Vineux, Orgeval, Parfondru, Presles-et-Thiérny, Vaucelles-et-Beffecourt, Veslud, Vorges.

Communauté d'agglomération Chauny-Tergnier-La Fère (02) :

Manicamp.

Communauté de communes Picardie des châteaux (02) :

Anizy-le-Grand, Bassoles-Aulers, Besmé, Blérancourt, Bourguignon-sous-Coucy, Bourguignon-sous-Montbavin, Brancourt-en-Laonnois, Camelin, Chaillevois, Champs, Coucy-la-Ville, Coucy-le-Château-Auffrique, Crécy-au-Mont, Folembay, Guny, Jumencourt, Landricourt, Leuilly-sous-Coucy, Merlieux-et-Fouquerolles, Montbavin, Pinon, Pont-Saint-Mard, Prémontré, Quincy-Basse, Royaucourt-et-Chailvet, Saint-Aubin, Saint-Paul-aux-Bois, Selens, Suzy, Trosly-Loire, Urcel, Vauxaillon, Verneuil-sous-Coucy, Wissignicourt.

Communauté de communes du Chemin des Dames (02) :

Bouconville-Vauclair, Chermizy-Ailles, Chevreghy, Neuville-sur-Ailette, Pancy-Courtecon, Ployart-et-Vaurseine, Sainte-Croix, Trucy.

Communauté de communes du val de l'Aisne (02) :

Allemant, Chavignon, Filain, Monampteuil, Pargny-Filain, Vaudesson.

Communes de la Commission hydrographique Aisne aval

Communauté d'agglomération du Soissonnais (02) :

Acy, Bagneux, Belleu, Berzy-le-Sec (100%), Billy-sur-Aisne, Chavigny, Courmelles, Crouy, Cuffies, Cuisy-en-Almont, Juvigny, Leury, Mercin-et-Vaux, Missy-aux-Bois, Noyant-et-Aconin, Osly-Courtil, Pasly, Ploisy,

Pommiers, Septmonts, Serches, Sermoise, Soissons, Vauxbuin, Vauxrezis, Venizel, Villeneuve-Saint-Germain, Vregny.

Agglomération de la région de Compiègne et de la basse Automne (60) :
Vieux-Moulin.

Communauté de communes des lisières de l'Oise (60) :

Attichy, Autrêches, Berneuil-sur-Aisne, Bitry, Chelles, Couloisy, Courtieux, Croutoy, Cuise-la-Motte, Hautefontaine, Jaulzy, Moulin-sous-Touvent, Nampcel, Rethondes, Saint-Crépin-aux-Bois, Saint-Etienne-Roilaye, Saint-Pierre-lès-Bitry, Trosly-Breuil.

Communauté de communes Retz-en-Valois (02) :

Ambleny, Audignicourt, Berny-Rivière, Bieuxy, Coeuvres-et-Valsery, Cutry, Dommiers, Epagny, Fleury (0%), Fontenoy, Laversine, Longpont (0%), Montgobert (100%), Montigny-Lengrain, Morsain, Mortefontaine, Novron-Vingré, Pernant, Puiseux-en-Retz (100%), Ressons-le-Long, Rethuil, Saconin-et-Breuil, Saint-Bandry, Saint-Christophe-à-Berry, Saint-Pierre-Aigle (100%), Soucy, Taillefontaine, Tartiers, Vassens, Vézaponin, Vic-sur-Aisne, Vivières.

Communauté de communes du canton d'Oulchy-le-Château (02) :

Ambrief, Beugneux (0%), Buzancy, Chacrise, Chaudun (20%), Droizy, Grand-Rozoy (20%), Hartennes-et-Taux (60%), Launoy, Le Plessier-Huleu (0%), Maast-et-Violaine, Muret-et-Crouettes, Namphteul-sous-Muret, Rozières-sur-Crise, Vierzy (0%), Villemontoire (100%).

Communauté de communes du val de l'Aisne (02) :

Augy, Blanzly-lès-Fismes, Braye, Bucy-le-Long, Chivres-Val, Clamecy, Laffaux, Margival, Missy-sur-Aisne, Nanteuil-la-Fosse, Neuville-sur-Margival, Terny-Sorny, Vuillery.

Communes de la Commission hydrographique Aisne moyenne

Communauté de communes des crêtes préardennaises (08) :

Alland'huy-et-Sausseuil, Attigny, Auboncourt-Vauzelles, Bâalons (30%), Bouvellemont (70%), Chagny (10%), Chappes, Charbogne, Chaumont-Porcien, Chesnois-Auboncourt, Chuffilly-Roche, Coulommies-et-Marquigny, Dommery (0%), Doumely-Bégny, Draize, Ecordal, Faissault, Faux, Givron, Givry, Grandchamp, Guincourt, Hagnicourt, Jonval, Justine-Herbigny, La Neuville-lès-Wasigny, La Romagne, La Sabotterie, Lametz, Lucquy, Maranwez, Marquigny (100%), Mazerny, Mesmont, Montigny-sur-Vence (0%), Montmeillant, Neuville-Day, Neuvizy (100%), Novion-Porcien, Poix-Terron (0%), Raillicourt (0%), Remaucourt, Rilly-sur-Aisne, Rubigny, Saint-Lambert-et-Mont-de-Jeux, Saint-Loup-Terrier, Sainte-Vaubourg, Saulces-Champenoises, Saulces-Monclin, Semuy, Sery, Signy-l'Abbaye (100%), Sorcy-Bauthémont, Suzanne, Thin-le-Moutier (0%), Tourteron, Vaux-Champagne, Vaux-Montreuil, Viel-Saint-Rémy (90%), Villers-le-Tourneur (80%), Voncq, Wagnon (100%), Wasigny, Wignicourt.

Communauté de communes du Pays Rethélois (08) :

Acy-Romance, Aire, Alincourt, Amagne, Ambly-Fleury, Annelles, Arnicourt, Asfeld, Avancourt, Avaux, Balham, Banogne-Reouvrance, Barby, Bergnicourt, Bertoncourt, Biermes, Bignicourt, Blanzly-la-Salonnaise, Brienne-sur-Aisne, Château-Porcien, Condé-lès-Herpy, Corny-Machéroménil, Coucy, Doux, Eclly, Gomont, Hannogne-Saint-Rémy, Hauteville, Herpy-l'Arlesienne, Houdilcourt, Inaumont, Juniville, L'Ecaille, Le Châtelet-sur-Retourne, Le Thour, Ménil-Annelles, Mont-Laurent, Nanteuil-sur-Aisne, Neufelize, Novy-Chevrières, Perthes, Poilcourt-Sidney, Rethel, Roizy, Saint-Fergeux, Saint-Germainmont, Saint-Loup-en-Champagne, Saint-Quentin-le-Petit, Saint-Remy-le-Petit, Sault-lès-Rethel, Sault-Saint-Remy, Seraincourt, Seuil, Sévigny-Waleppe, Son, Sorbon, Tagnon, Taizy, Thugny-Trugny, Vieux-lès-Asfeld, Ville-sur-Retourne, Villers-devant-le-Thour.

Communauté de communes de l'Argonne Ardennaise (08) :

Ardeuil-et-Montfauvelles, Aure, Bairon et ses environs (80%), Ballay (100%), Belleville-et-Châtillon-sur-Bar (30%), Boulton-aux-Bois (0%), Bourcq, Brecy-Brières, Challerange, Chardeny, Contreuve, Dricourt, Falaise, Grivy-Loisy, La Croix-aux-Bois (100%), Leffincourt, Liry, Longwé, Machault, Manre, Mars-sous-Bourcq, Marvaux-Vieux, Mont-Saint-Martin, Mont-Saint-Rémy, Montcheutin, Montgon, Monthois, Mouron, Noirval (100%), Olizy-Primat, Pauvres, Quatre-Champs (100%), Quilly, Saint-Morel, Sainte-Marie, Savigny-sur-Aisne, Sechault, Semide, Sugny, Toges (100%), Tourcelles-Chaumont, Vandy, Vaux-lès-Mouron, Vouziers.

Communauté de communes de la Champagne Picarde (02) :

Evergnicourt, La Malmaison, La Selve, Lor, Neufchâtel-sur-Aisne, Nizy-le-Comte, Pignicourt, Proviseux-et-Plesnoy, Variscourt, Villeneuve-sur-Aisne.

Communes de la Commission hydrographique Aisne Vesle Suippes**Communauté urbaine du grand Reims (51) :**

Aougny (0%), Arcis-le-Ponsart, Aubérive, Aubilly, Auménancourt, Baslieux-lès-Fismes, Bazancourt, Beaumont-sur-Vesle, Beine-Nauroy, Berméricourt, Berru, Bétheniville, Bétheny, Bezannes, Billy-le-Grand (0%), Bligny, Bouilly, Bouleuse, Boulton-sur-Suippe, Bourgogne-Fresne, Bouvancourt, Branscourt, Breuil, Brimont, Brouillet, Caurel, Cauroy-lès-Hermonville, Cernay-lès-Reims, Châlons-sur-Vesle, Chambrecy, Chamery, Champfleury, Champigny, Chaumuzy (100%), Chenay, Chigny-les-Roses (100%), Cormicy, Cormontreuil, Coulommès-la-Montagne, Courcelles-Sapicourt, Courcy, Courlandon, Courmas, Courtagnon, Courville, Crugny, Dontrien, Ecueil, Epoye, Faverolles-et-Coëmy, Fismes, Germigny, Gueux, Hermonville, Heutrégiville, Hourges, Isles-sur-Suippe, Janvry, Jonchery-sur-Vesle, Jonquery (0%), Jouy-lès-Reims, Lagery (100%), Lavannes, Les Mesneux, Les Petites-Loges, Lhéry (100%), Loivre, Ludes (100%), Magneux, Mailly-Champagne (100%), Marfaux, Merfy, Méry-Prémecy, Mont-sur-Courville, Montbré, Montigny-sur-Vesle, Muizon, Nogent-l'Abbesse, Ormes, Pargny-lès-Reims, Pévy, Poilly, Pomacle, Pontfaverger-Moronvilliers, Pouillon, Pourcy, Prosnes, Prouilly, Prunay, Puisieulx, Reims, Rilly-la-Montagne (100%), Romain, Romigny (40%), Rosnay, Sacy, Saint-Brice-Courcelles, Saint-Etienne-sur-Suippe, Saint-Euphrasie-et-Clairizet, Saint-Gilles, Saint-Hilaire-le-Petit, Saint-Léonard, Saint-Martin-l'Heureux, Saint-Masmes, Saint-Souplet-sur-Py, Saint-Thierry, Sarcy, Savigny-sur-Ardres, Selles, Sept-Saulx, Serriers (100%), Serzy-et-Prin, Sillery, Taissy, Thil, Thillois, Tinquieux, Tramery, Trépail (0%), Treslon, Trigny, Trois-Puits, Unchair, Val-de-Vesle, Vandeuil, Vaudemange (0%), Vaudeincourt, Ventelay, Verzenay (100%), Verzy (100%), Ville-Dommange, Ville-en-Tardenois (100%), Villers-Allerand (100%), Villers-aux-Nèuds, Villers-Franqueux, Villers-Marmery (100%), Vrigny, Warmeriville, Witry-lès-Reims.

Communauté d'agglomération de Châlons-en-Champagne (51) :

Baconnes, Bouy (100%), Dampierre-au-Temple (100%), L'Epine (80%), La Veuve (0%), Les Grandes-Loges (0%), Livry-Louvercy, Mourmelon-le-Grand, Mourmelon-le-Petit, Recy, Saint-Etienne-au-Temple (100%), Saint-Hilaire-au-Temple (100%), Saint-Martin-sur-le-Pré (100%), Vadenay.

Communauté d'agglomération de la région de Château-Thierry (02) :

Coulonges-Cohan (100%), Dravegny (100%), Fère-en-Tardenois (0%), Goussancourt (0%), Loupeigne (100%), Mareuil-en-Dôle (100%), Seringes-et-Nesles (0%), Vézilly (50%).

Communauté de communes du val de l'Aisne (02) :

Aizy-Jouy, Bazoches-sur-Vesles, Bieuxy, Braine, Brenelle, Bruys, Celles-sur-Aisne, Cerseuil, Chassemy, Chavonne, Chéry-Chartreuve (100%), Ciry-

Salsogne, Condé-sur-Aisne, Courcelles-sur-Vesles, Couvrelles, Cys-la-Commune, Dhuizel, Jouaignes, Lesges, Les Septvallons, Lhuys, Limé, Mont-Notre-Dame, Mont-Saint-Martin, Ostel, Paars, Pont-Arcy, Presles-et-Boves, Quincy-sous-le-Mont, Saconin-et-Breuil, Saint-Mard, Saint-Thibaut, Sancy-les-Cheminots, Serval, Soupir, Tannières, Vailly-sur-Aisne, Vasseny, Vauxtin, Viel-Arcy, Ville-Savoie.

Communauté de communes du Chemin des Dames (02) :

Aizelles, Aubigny-en-Laonnois, Beaurieux, Berriex, Bourg-et-Comin, Braye-en-Laonnois, Corbeny, Craonne, Craonnelle, Cuiry-lès-Chaudardes, Cuissy-et-Geny, Goudelancourt-lès-Berriex, Jumigny, Moulines, Moussy-Verneuil, Oeuilly, Oulches-la-Vallée-Foulon, Paissy, Pargnan, Saint-Thomas, Vassogne, Vendresse-Beaulne.

Communauté de communes de la Champagne Picarde (02) :

Aguilcourt, Amifontaine, Berry-au-Bac, Bertrécourt, Bouffignereux, Chaudardes, Concevreux, Condé-sur-Suippe, Guyencourt, Juvincourt-et-Damary, La Ville-aux-Bois-lès-Pontavert, Maizy, Meurival, Muscourt, Orainville, Pontavert, Prouvais, Roucy.

Communauté de communes de Suippe et Vesle (51) :

Bussy-le-Château, Cuperly, Jonchery-sur-Suippe, La Chappe, Laval-sur-Tourbe, Saint-Hilaire-le-Grand, Saint-Remy-sur-Bussy, Sommepey-Tahure, Somme-Suippe, Souain-Perthes-lès-Hurlus, Suippes, Tilloy-et-Bellay.

Communauté de communes du canton d'Oulchy-le-Château (02) :

Arcy-Sainte-Restitue (100%), Cramaille (0%), Cuiry-Housse.

Communauté de communes du Pays Rethélois (08) :

Aussoie, La Neuville-en-Tourne-à-Fuy, Ménil-Lépinois.

Communauté de communes de l'Argonne Ardennaise (08) :

Cauroy, Hauviné, Saint-Clément-à-Arnes, Saint-Etienne-à-Arnes, Saint-Pierre-à-Arnes.

Communauté de communes de la Moivre à la Coole (51) :

Coupéville (0%), Courtisols (100%), Le Fresne (0%), Marson (0%), Moivre (0%), Poix (100%), Somme-Vesle (100%).

Communauté de communes de la grande vallée de la Marne (51) :

Germaine, Hautvillers, Nanteuil-la-Forêt (100%), Saint-Imoges (90%).

Communauté de communes des paysages de la Champagne (51) :

Champlat-et-Boujacourt (100%), Cormoyeux (0%), La Neuville-aux-Larris.

Communes de la Commission hydrographique Aisne amont

Communauté d'agglomération de Bar-le-Duc sud Meuse (55) :

Rumont (100%), Salmagne (0%).

Communauté de communes de l'Argonne Champenoise (51) :

Argers, Auve, Belval-en-Argonne, Berzieux, Binarville, Braux-Saint-Remy, Braux-Sainte-Cohière, Cernay-en-Dormois, Châtrices, Chaudefontaine, Courtémont, Dampierre-le-Château, Dommartin-Dampierre, Dommartin-sous-Hans, Dommartin-Varimont, Eclaires, Elise-Daucourt, Epense, Florent-en-Argonne, Fontaine-en-Dormois, Givry-en-Argonne, Gizaucourt, Gratreuil, Hans, Herpont (100%), La Chapelle-Felcourt, La Neuville-au-Pont, La Neuville-aux-Bois, Le Châtelier (100%), Le Chemin, Le Vieil-Dampierre, Les Charmontois, Maffrécourt, Malmy, Massiges, Minaucourt-le-Mesnil-lès-Hurlus, Moiremont, Noirlieu (90%), Passavant-en-Argonne, Rapsécourt, Remicourt, Rouvroy-Ripont, Saint-Mard-sur-Auve, Saint-Mard-sur-le-Mont (20%), Saint-Thomas-en-Argonne, Sainte-Ménehould, Servon-Melzicourt, Sivry-Ante, Somme-Bionne, Somme-Yèvre (100%), Valmy, Verrières, Vienne-

la-Ville, Vienne-le-Château, Ville-sur-Tourbe, Villers-en-Argonne, Virginy, Voilemont, Wargemoulin-Hurlus.

Communauté de communes de l'Aire à l'Argonne (55) :

Autrécourt-sur-Aire, Baudrémont (100%), Beaulieu-en-Argonne, Beausite, Belrain, Brizeaux, Chaumont-sur-Aire, Courcelles-sur-Aire (100%), Courouvre (100%), Erize-la-Brûlée (100%), Erize-la-Petite (100%), Erize-Saint-Dizier (100%), Evres, Foucaucourt-sur-Thabas, Géry (0%), Gimécourt (100%), Ippécourt, Lahaymeix (0%), Lavallée (100%), Lavoye, Les Trois Domaines (100%), Levoncourt, Lignières-sur-Aire, Lisle-en-Barrois (20%), Longchamps-sur-Aire, Neuville-en-Verdunois (100%), Nicey-sur-Aire (100%), Nubécourt, Pierrefitte-sur-Aire (100%), Pretz-en-Argonne, Raival (100%), Rembercourt-Sommaise (20%), Rupt-devant-Saint-Mihiel (0%), Seigneulles, Seuil-d'Argonne, Thillombois (0%), Vaubecourt (100%), Ville-devant-Belrain (100%), Villote-sur-Aire (100%), Villotte-devant-Louppy (0%), Waly.

Communauté de communes de l'Argonne Ardennaise (08) :

Apremont, Autry, Bar-les-Buzancy (100%), Bayonville (100%), Beffu-et-le-Morthomme, Bouconville, Briquenay (100%), Buzancy (100%), Champigneulle, Chatel-Chehery, Chevières, Condé-lès-Autry, Cornay, Exermont, Fleville, Fossé (100%), Germont (0%), Grandham, Grandpré, Harricourt (70%), Imecourt, Lançon, Landres-et-Saint-Georges, Marcq, Saint-Juvin, Saint-Pierremont (0%), Senuc, Sommerance, Tailly (40%), Termes, Thénorgues, Vaux-en-Dieulet (0%), Verpel.

Communauté de communes Argonne Meuse (55) :

Aubréville, Avocourt, Baulny, Boureuilles, Brabant-en-Argonne (100%), Brocourt-en-Argonne (100%), Charpentry, Cheppy, Cierges-sous-Montfaucon (0%), Clermont-en-Argonne, Dombasle-en-Argonne, Epinonville (100%), Esnes-en-Argonne (0%), Froidos, Futeau, Gesnes-en-Argonne (100%), Jouy-en-Argonne, Lachalade, Le Claon, Le Neufour, Les Islettes, Malancourt (0%), Montblainville, Montfaucon-d'Argonne (90%), Neuville-en-Argonne, Rarécourt, Récicourt, Romagne-sous-Montfaucon (0%), Varennes-en-Argonne, Vauquois, Véry.

Communauté de communes val de Meuse Voie sacrée (55) :

Heippes (0%), Julvécourt, Nixéville-Blercourt (40%), Lemmes (20%), Les Souhesmes Rampont (100%), Osches, Rambluzin-et-Benoite-Vaux (0%), Saint-André-en-Barrois, Souilly (100%), Vadelaincourt (100%), Ville-sur-Cousances.

Communauté de communes Commercy Void Vaucouleurs (55) :

Dagonville (100%), Erneville-aux-Bois (30%), Grimaucourt-près-Sampigny (0%), Nançois-le-Grand, Saint-Aubin-sur-Aire (100%), Saulvaux, Cousances-lès-Triconville (80%).

Communauté de communes du Pays de Revigny-sur-Ornain (55) :

Laheycourt (0%), Noyers-Auzécourt (0%), Sommeilles (0%).

Communauté de communes de Suippe et Vesle (51) :

La Croix-en-Champagne, Sainte-Marie-à-Py, Saint-Jean-sur-Tourbe, Somme-Tourbe.

Communauté de communes Côtes de Champagne et Val de Saulx (51) :

Bussy-le-Repos (10%), Possesse (0%).

Communauté de communes du pays de Stenay et du val Dunois (55) :

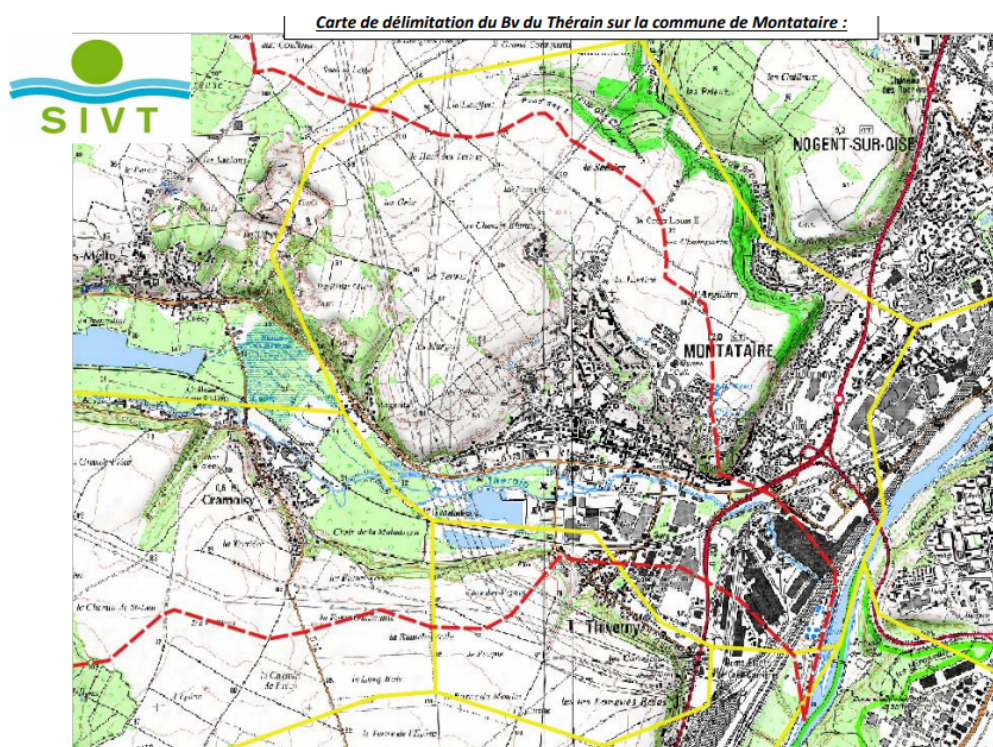
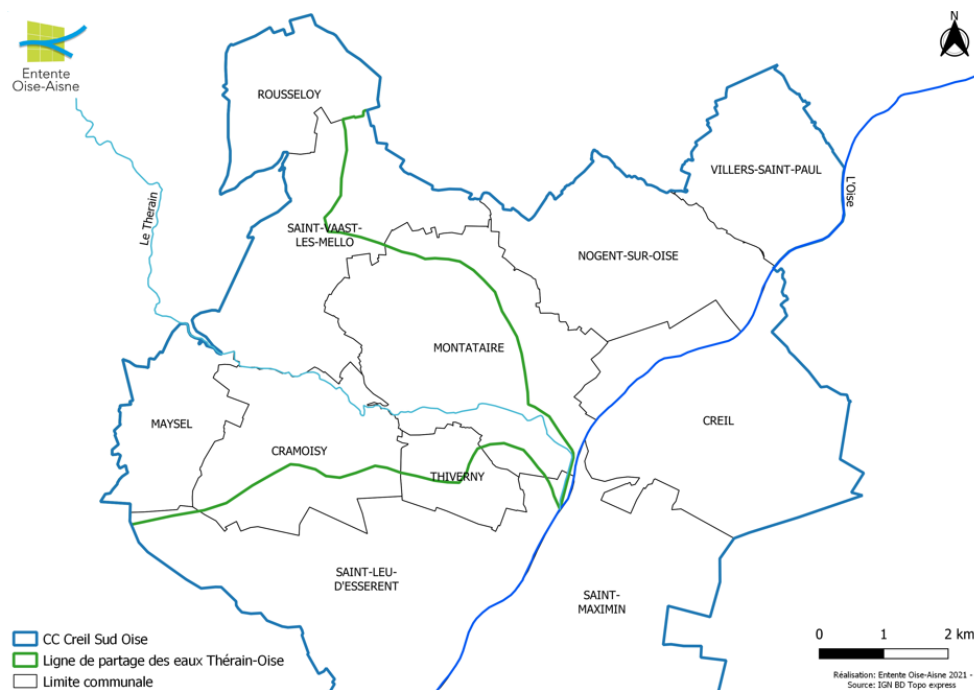
Bantheville (0%).

Communauté d'agglomération du Grand Verdun (55) :

Bethelainville (0%), Montzeville (0%), Sivry-la-Perche (0%).

Communauté de communes du Sammiellois (55) :
Koeur-la-Ville (0%), Menil-aux-Bois (0%).

ANNEXE 4 : PERIMETRE DE COMPETENCE SUR L'AGGLOMERATION CREIL SUD OISE



Annexe 14 Convention ADP-FFA-Région



CONVENTION DE PARTENARIAT

« Aide à l'équipement de dispositifs silencieux pour les avions écoles franciliens »

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° CP 2023-299 du 21 septembre 2023,
ci-après dénommée « la Région »

Aéroport de Paris dont le statut juridique est : XX
N° SIRET : XXXXXXXXXX XXXXX
Code APE : XX.XXX
dont le siège social est situé au : XX
ayant pour représentant CIVILITE PRENOM NOM, FONCTION (représentant signataire convention)
ci-après dénommé « ADP »

La **FEDERATION FRANÇAISE AERONAUTIQUE** (FFA), association à but non lucratif loi de 1901,
N° SIRET : 784 354 417 00023 Code APE : 9312Z
reconnue d'Utilité publique depuis le 15 janvier 1933,
dont le siège social est situé au 155 Avenue de Wagram 75017 PARIS,
ATO sous le n° d'agrément FR.ATO.0222,
représentée par Monsieur Jean-Luc CHARRON, Président en exercice, dûment habilité à la signature des présentes,
ci-après dénommée « FFA »

Ci-après désignées collectivement « les parties ».

PREAMBULE

La Région Île-de-France mène de nombreuses actions en faveur de la qualité de vie des Franciliens dans tous les domaines : renaturation en ville, qualité de l'air, adaptation au changement climatique...

L'évolution de l'environnement des aérodromes d'Île-de-France et l'évolution des habitudes de travail par l'apparition du télétravail entre autres, rendent de moins en moins acceptables par les riverains les nuisances sonores générées par la formation des pilotes d'avion.

Depuis près de deux ans, les comités permanents des aérodromes du Groupe ADP multiplient les initiatives en faveur d'une réduction des nuisances et de la décarbonation des flottes avions avec le concours de l'Etat, des élus locaux, des riverains, des usagers, ainsi que de la DGAC, de la FFA et du Comité Régional Aéronautique Ile de France (CRAIF) ci-après dénommé « CRAIF ».

Parmi les initiatives existantes ou en cours, il est possible de citer notamment :

- les chartes de bonnes pratiques ou de respect mutuel signées sur la plupart des terrains ;
- la cartographie des flottes des aéroclubs, entre autres, par la classification CALIPSO des aéronefs ;
- la politique d'équipement des aéroclubs du CRAIF par l'achat ou la location d'avions école de nouvelles générations classés "A" CALIPSO ;
- des initiatives de démarches de demande de STC (Certificat permettant de modifier l'avion - Supplement Type Certificate délivré par la DGAC sous couvert de l'EASA) pour les aéroclubs qui réalisent de la formation, afin de pouvoir équiper les aéronefs de nouvelles hélices ou de silencieux en toute sécurité en conformité avec la réglementation aéronautique ;
- la promotion de l'avion électrique dans le cadre du FabLab de la FFA implanté à Toussus le Noble - dont un avion en exploitation opérationnelle à Chavenay et deux avions à Toussus le Noble subventionnés par la région Île-de-France.

La présente convention a pour objectifs de rechercher et de mettre en place toutes les mesures susceptibles de diminuer les nuisances sonores à la source subies par les riverains des aérodromes Groupe ADP, d'améliorer leur confort de vie suivant les recommandations du Code de la santé, sans entraver le droit des usagers à pratiquer leurs activités dont l'intérêt et la légitimité ne sont pas remis en cause, dans le respect de la réglementation en vigueur.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

Afin de lutter contre les nuisances sonores dont sont victimes de nombreux Franciliens habitant près des aérodromes, la Région, ADP et la FFA, en coopération avec le CRA IDF, ont décidé de s'associer afin de permettre l'installation de silencieux et/ou hélices sur les avions écoles des aérodromes franciliens exploités par ADP.

L'objectif poursuivi par la région Île-de-France et le Groupe ADP est d'améliorer à grande échelle, par l'équipement en silencieux et/ou hélices, la classe acoustique CALIPSO moyenne des avions écoles basés en Île-de France utilisés par les aéroclubs franciliens affiliés à la FFA.

Cette aide ADP/Région est inédite par :

- son enveloppe globale de 500 000 € ;
- le nombre d'avions et d'aérodromes concernés ;
- la proposition de travailler sur les deux sources principales de nuisances sonores, à savoir l'échappement et la rotation de l'hélice ;
- la priorisation des aéronefs à équiper en utilisant un critère composite par le croisement de la classe acoustique des aéronefs et la fréquence des tours de piste effectués en écolage par ces aéronefs ;
- par le partenariat associant les financeurs et la FFA ainsi que le CRA IDF.

Le périmètre considéré couvre les dix aérodromes opérés par le Groupe ADP en Île-de-France ainsi qu'environ 70 aéroclubs.

La présente convention a pour objet de définir le règlement d'intervention de l'aide à l'équipement de dispositifs silencieux pour les avions-écoles franciliens ainsi que les obligations réciproques des parties dans le cadre de la mise en œuvre de cette aide.

ARTICLE 2 – ENGAGEMENTS D'ADP

2.1 Engagement financier

ADP s'engage à contribuer au financement de l'aide à l'équipement de dispositifs silencieux pour les avions écoles franciliens à hauteur d'un montant global maximum de 150 000 € (cent cinquante mille euros), soit 30 % de la dépense totale estimée à 500 000 €.

L'engagement financier d'ADP s'inscrit dans le respect des règles fixées par le règlement d'intervention annexé à la présente convention.

2.2 Inventaire et priorisation

Le Groupe ADP, avec l'aide des services de la DGAC compétents, ainsi que de la FFA et du CRA IDF :

- Établit l'inventaire des avions à l'origine des nuisances sonores les plus importantes sur l'ensemble des terrains du groupe ADP, c'est-à-dire dont la combinaison nombre de mouvements et classe acoustique est la plus dégradée.
- Réalise un bilan des équipements en silencieux et hélices effectués sur les terrains du groupe ADP depuis 2022 et s'appuie sur ce retour d'expérience pour capitaliser et dupliquer ce qui fonctionne.
- Identifie les types avions et équipements déjà certifiés où le déploiement peut être dupliqué sans délai, car ne nécessitant pas l'instruction d'un dossier de STC particulier, ceci afin d'alimenter très rapidement une première phase d'équipement.
- Identifie les types avions pour lesquels une STC pour installation d'hélices et silencieux pourrait être pertinente compte-tenu du volume d'appareils concernés et de la capacité à bénéficier d'un effet de masse.
- Etablit la liste des avions écoles prioritaires à la suite de cet inventaire :
 - avions dont les équipements en silencieux et/ou hélices seront les plus pertinents dans le gain en classe acoustique,
 - et dont l'installation effective sera la plus rapide, c'est-à-dire en veillant à limiter les temps d'instruction et de certification d'un équipement donné sur un type avion, notamment en planifiant au mieux la livraison des équipements afin de favoriser une installation dans les meilleurs délais.

2.3 Instruction des dossiers

L'instruction des dossiers est intégralement réalisée par ADP, à titre gracieux. Les justificatifs nécessaires à l'attribution puis au versement de l'aide sont collectés et contrôlés par ADP sur la plateforme régionale <https://mesdemarches.iledefrance.fr>.

2.4 Planning prévisionnel

- Bilan des aéronefs ayant été équipés 4^{ème} trimestre 2023

- | | |
|---|---|
| • Inventaire, et partage en CCE ou CP | 4 ^{ème} trimestre 2023 |
| • Partage besoin auprès des fournisseurs/Planning | 1 ^{er} trimestre 2024 |
| • Partage Planification des prioritaires phase 1 | 1 ^{er} trimestre 2024 |
| • Arbitrage priorité phase 2 nécessitant STC | 3 ^{ème} trimestre 2024 |
| • Equipements aéronefs Phase 1 / Phase 2 | 4 ^{ème} trimestre 2025 à 4 ^{ème} trimestre 2026 |
| • Reporting périodique d'avancement | chaque semestre |

2.5 Indicateurs de suivi

ADP prend en charge la consolidation et le suivi des indicateurs suivants :

- Liste des aéroclubs concernés, par terrain ;
- Etat CALIPSO de la flotte école actuelle identifiée comme "à équiper" et état des engagements des équipementiers sur les gains théoriques espérés ;
- Etat CALIPSO de la flotte école cible, et taux d'avancement par aéronef chaque semestre ;
- Planning de réalisation théorique, mise à jour semestrielle avec les équipementiers / installateurs ;
- Etat d'avancement du versement effectif des fonds.

ARTICLE 3 – ENGAGEMENTS DE LA FEDERATION FRANCAISE D'AERONAUTIQUE

La FFA s'engage à accompagner ses adhérents dans leurs démarches pour solliciter l'aide à l'équipement de dispositifs silencieux pour les avions écoles franciliens. De manière générale, elle assure le lien entre ses adhérents d'une part, et ADP et la Région d'autre part.

Elle contribue activement, aux côtés d'ADP, à la réalisation de l'inventaire des avions à l'origine des nuisances sonores les plus importantes et du bilan des équipements en silencieux et hélices.

ARTICLE 4 – ENGAGEMENTS DE LA REGION

La Région s'engage à contribuer au financement de l'aide à l'équipement de dispositifs silencieux pour les avions écoles franciliens à hauteur d'un montant global maximum de 350 000 € (trois cent cinquante mille euros), soit 70 % de la dépense totale estimée à 500 000 €.

L'attribution par la Région de la subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par le règlement d'intervention annexé à la présente convention.

La Région donnera accès à ADP à la plateforme régionale <https://mesdemarches.iledefrance.fr> pour l'instruction des demandes.

ARTICLE 5 – COMITE DE SUIVI ET COMMUNICATION

Un comité de suivi de la convention, composé d'un représentant de chacune des parties, éventuellement complété d'un représentant de la DGAC, est instauré avec pour missions notamment de :

- veiller au respect des engagements pris par les parties ;
- évaluer le dispositif d'aide ;
- définir des actions de communication en lien avec l'objet de la présente convention.

Les parties s'engagent à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication liées à l'exécution de la présente convention qui pourraient être décidées par le comité de suivi de la convention.

Toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention font apparaître les logotypes de chacune des parties et mentionnent le soutien financier de la Région et d'ADP, dans le respect de la Charte de visibilité régionale disponible sur www.iledefrance.fr/logo-et-chartes-IDF.

Les parties s'engagent à porter à la connaissance du comité de suivi de la convention, les dates prévisionnelles des manifestations et de toute opération de relations presse, relations publiques ou action de valorisation et de médiatisation liées à l'exécution de la présente convention.

Chacune des parties s'engage par ailleurs à faire expressément référence à l'implication des deux autres parties dans l'ensemble des interviews, conférences de presse, communiqués et dossier de presse associés.

ARTICLE 6 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter du 21 septembre 2023 et prend fin dès lors que la totalité des fonds a été versée par ADP et la Région, dans le cadre du dispositif d'aide à l'équipement de dispositifs silencieux pour les avions-écoles franciliens, conformément aux dispositions énoncées aux articles précédents et au plus tard le 31 décembre 2029.

ARTICLE 7 – MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est soumise pour avis au comité de suivi de la convention et autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 3 exemplaires originaux, le XX

**La Présidente du Conseil
régional d'Île-de-France**

Le Président de la FFA

Le Président d'ADP

Annexe à la convention : Règlement d'intervention de l'aide à l'équipement de dispositifs silencieux pour les avions écoles franciliens

REGLEMENT D'INTERVENTION

« Aide à l'équipement de dispositifs silencieux pour les avions écoles franciliens »

I – OBJECTIFS

Afin de lutter contre les nuisances sonores dont sont victimes de nombreux Franciliens habitant près des aérodromes, la Région, ADP ainsi que la FFA ont décidé de s'associer afin de permettre l'installation de silencieux et/ou hélices sur les avions écoles des aérodromes franciliens exploités par ADP.

L'objectif poursuivi est d'améliorer à grande échelle, par l'équipement en silencieux et/ou hélices, la classe acoustique CALIPSO moyenne des avions écoles basés en Île-de France utilisés par les aéroclubs franciliens affiliés à la FFA.

II – CONDITIONS D'ELIGIBILITE

a. Bénéficiaires

Seules sont éligibles les structures associatives de type aéroclubs, dont la mission première est la formation initiale de pilote et le maintien en compétence et remplissant les conditions suivantes :

- Être affiliées à la FFA ;
- Être reconnues ATO ou DTO par la DGAC ;
- Être à jour de leur bail Groupe ADP - terrain nu ou terrain bâti ;
- Avoir classé l'ensemble de leur flotte dans la base CALIPSO de la DGAC à date de la demande (ou avoir une demande en cours dûment enregistrée).

b. Dépenses éligibles

Le financement porte sur l'achat et l'installation de silencieux et/ou hélices sur des avions écoles pouvant bénéficier d'un gain sensible de classe acoustique, c'est-à-dire à minima 3dB.

Une priorité sera donnée aux aéronefs écoles effectuant le plus de mouvements répétitifs aux abords de l'aérodrome, en visant une classification "A" CALIPSO et ceux pouvant bénéficier d'un gain équivalent à deux classes CALISPO, c'est à dire supérieur à 3 dB, stratégie permettant d'avoir un impact réel sur la réduction du bruit perçu par la riveraineté.

Le financement des STC sur des équipements ou types d'avions qui ne bénéficieraient pas d'équipement homologué (échappement et/ou silencieux) peut être envisagé à titre exceptionnel, en particulier s'ils sont éligibles à un gain supérieur à 3dB.

c. Dossier de demande de subvention

Une demande d'aide peut faire l'objet d'un ou plusieurs équipements.

Les demandes d'aide doivent être déposées par les aéroclubs sur la plateforme régionale mesdemarches selon le format disponible : <https://mesdemarches.iledefrance.fr>

Les éléments nécessaires à la constitution du dossier sont listés sur le téléservice dédié et sont notamment les suivants :

- la fiche SIREN de la structure datant de moins de 3 mois ;
- un RIB au nom de la structure ;
- une attestation de non-récupération de la TVA ;
- les statuts de la structure et le nom de son représentant légal ;
- les devis d'achat et d'installation du ou des équipements ;
- le descriptif du ou des équipements, le gain estimé en terme acoustique ainsi que le calendrier prévisionnel de réception des pièces et de leur installation.

II – MODALITES DE FINANCEMENT

a. Calcul du montant d'aide/ Taux et plafonds

L'aide conjointe ADP-Région est calculée sur la base des dépenses toutes taxes comprises (TTC), sous réserve que le candidat produise une attestation de non-récupération de la TVA et peut aller jusqu'à 100 % des dépenses éligibles avec un plafond fixé à 30 000 €.

Le financement d'ADP permet de prendre en charge au maximum 30 % du coût de l'équipement dans la limite de 9 000 €.

L'aide régionale permet de prendre en charge au maximum 70 % du coût de l'équipement dans la limite de 21 000 €.

L'instruction des demandes d'aide sera réalisée par ADP suivant les priorités indiquées au point II b. et dans la limite de l'enveloppe maximale allouée au dispositif qui s'élève à 500 000 € (dont 150 000 € mobilisés par ADP et 350 000 € financés par la Région).

b. Attribution et versement de l'aide

Les dossiers ayant reçu un avis d'instruction favorable d'ADP sont présentés au vote de la Commission permanente du Conseil régional qui se prononce sur l'attribution de l'aide. L'attribution de la subvention régionale fait l'objet d'une notification au bénéficiaire.

Le financement d'ADP est versé au bénéficiaire par ADP, sur la base des devis déposés lors de la demande d'aide afin de constituer une avance de trésorerie.

La subvention régionale est versée en une seule fois, sur la base d'un état récapitulatif des dépenses listant les factures acquittées par le bénéficiaire et attestant de l'achèvement de l'opération, suivant les conditions suivantes.

Les dépenses subventionnables par la Région sont prises en compte à compter du 21 septembre 2023 et jusqu'à la date de la demande de versement ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention suivantes.

Si à l'expiration d'un délai de deux ans à compter de la date d'adoption de la délibération d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement conforme aux pièces attendues, la subvention régionale devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé d'un an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans l'installation de l'équipement ne lui sont pas imputables.

La demande de versement comprenant obligatoirement un état récapitulatif des dépenses sur la base des factures acquittées doit être déposée par les aéroclubs sur la plateforme régionale mesdemarches, en indiquant notamment l'ancienne classification CALIPSO et le nouveau classement CALIPSO après travaux de son aéronef enregistré par la DGAC service de la performance acoustique.

La Région donne accès à la plateforme mesdemarches à ADP pour l'instruction des demandes de versement.

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire est inférieure au montant total initialement prévu, le montant de l'aide conjointe ADP-Région est révisé en proportion du niveau d'exécution constaté, par application des taux indiqués pour chaque financeur au point II a) du présent règlement.

En cas de trop perçu, le bénéficiaire est tenu de reverser à ADP le montant correspondant.

La subvention régionale fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée.

Le mandatement de la subvention régionale est effectué sur présentation d'un justificatif fourni par ADP "Subvention régionale pour un montant total de XX €, sur la base d'un taux de 70 % appliqué à la base subventionnable d'un montant total contrôlé de XX € - conforme aux engagements de l'aéroclub : Nom XXXX- N° FFA - représenté en la personne de son président(e) en exercice Mme M. XXX, dûment habilité à solliciter le versement de l'aide à l'équipement de dispositifs silencieux pour les avions écoles franciliens".

Le comptable assignataire est le Directeur régional des Finances Publiques de Paris et de la Région Île-de-France.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de sa participation financière au regard de la qualité des actions réalisées et/ou dans le cas de non-respect des obligations fixées par les lois et règlements ou prévues par le présent règlement.

III – OBLIGATIONS DES BENEFICIAIRES DE L'AIDE

a. Obligations relatives aux équipements subventionnés

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, les investissements qui font l'objet de sa demande d'aide. Il s'engage à maintenir pendant une durée minimale de 5 ans l'affectation de l'équipement subventionné à l'usage exclusif de l'activité d'avion-école.

Il s'assure de la mise à disposition de l'appareil à l'atelier identifié pendant le temps de pose de l'équipement et assume la charge financière d'immobilisation de l'appareil.

b. Obligations en matière d'éthique

Le bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion, favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

c. Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

d. Publication d'offres de stages ou d'alternance

Chaque aéroclub bénéficiaire s'engage à publier au moins une offre de stage ou d'alternance sur la plateforme « Trouver un stage en Ile-de-France » : <https://stages.iledefrance.fr/>

e. Obligations administratives et comptables

Le bénéficiaire s'engage à :

- Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.
- Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements.
- Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.
- Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée par ses services sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

f. Obligations en matière de communication

Le bénéficiaire s'engage à mentionner, dès la notification de l'attribution de la subvention, la contribution régionale ainsi que celle d'ADP pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

La mise en œuvre de ces obligations en matière de communication doit se faire dans le respect de la Charte de visibilité régionale disponible sur www.iledefrance.fr/logo-et-chartes-IDF.

L'information relative à ce soutien prend notamment la forme de la mention « Action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo sur l'ensemble des supports d'information et de communication qu'ils soient imprimés, digitaux et audiovisuels. L'usage du logo, sa taille et son positionnement doivent se faire conformément à la charte graphique et à la charte de visibilité régionale. L'ensemble des supports réalisés doit être transmis à la Région pour validation avant fabrication et/ou diffusion.

Pour toute opération de relations presse, relations publiques ou action de médiatisation, le bénéficiaire s'engage à informer les services de la Région Île-de-France des dates prévisionnelles de ces actions et à faire expressément référence à l'implication de la Région dans l'ensemble des interviews, conférence de presse, communiqué et dossier de presse qui y sont associés.

Une signalétique provisoire et/ou pérenne doit être prévue par le bénéficiaire, conformément aux applications, aux formats et aux délais indiqués dans la charte de visibilité régionale (panneaux, stickers...).

Le bénéficiaire s'engage à fournir des justificatifs du bon respect de ses obligations de communication à l'occasion en particulier de la demande de versement de la subvention : envoi d'exemplaires de tous les documents imprimés, photos des panneaux pérennes, de la signalétique événementielle, copie d'écran des sites web et réseaux sociaux... Les services de la Région peuvent procéder à des contrôles.

Le bénéficiaire s'engage à coopérer aux actions de communication décidées par les parties, en lien avec l'objet de la convention.

La Région Île-de-France se réserve le droit de mettre en place une communication spécifique en lien avec le bénéficiaire (autorisation de prise de vues ou de tournage, apposition de drapeaux, banderoles ou signalétique spécifique...) visant à assurer la visibilité régionale.

Annexe 15 Avenant à la convention hydrogène en Vallée de Seine



AVENANT N°1
A LA CONVENTION DE GROUPEMENT DE COMMANDE POUR LA
PREPARATION, LA PASSATION ET L'EXECUTION D'UN MARCHÉ
POUR LA REALISATION D'UNE ETUDE POUR LE DEVELOPPEMENT
D'ECOSYSTEMES HYDROGENE EN VALLEE DE SEINE

ENTRE LES SOUSSIGNÉS :

La Région Ile-de-France, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE, dont le siège est domicilié 2 rue Simone Veil – 93500 – Saint Ouen sur Seine,

ci-après dénommée « la Région Ile-de-France »

Et

La Région Normandie, représentée par son Président, Monsieur Hervé MORIN, dont le siège est domicilié à l'Abbaye-aux-Dames, Place Reine Mathilde, CS 50523, 14035 CAEN Cedex 1,

OBJET

Le présent avenant a pour objet la modification des participations financières.

ARTICLE 1 – Modification de l'article 6

L'article 6 est modifié comme suit :

Au jour de la signature de la présente, le montant global maximal du marché est estimé à 130 680 € TTC.

Pour l'exécution du marché, les participations sont les suivantes :

- la Région Île-de-France à hauteur de 22,95 % du montant du marché (estimée au jour de la signature de la présente à 30 000 € TTC)
- la Région Normandie à hauteur de 77,04 % du montant du marché (estimée au jour de la signature de la présente à 100 680 € TTC)

Le prestataire devra adresser directement les acomptes et/ou factures à chacun des membres du groupement selon cette clé de répartition entre la Région Normandie et la Région Île-de-France.

Le délai de paiement maximum est fixé à trente (30) jours à compter de la réception de la facture dans la collectivité ou à compter de la date du service fait si celui-ci est postérieur à la date de réception de la facture.

Chaque membre du groupement assure le contrôle du service fait et fait son affaire des paiements correspondant à sa quote-part auprès du titulaire.

La Région Normandie sollicitera une subvention au titre du CPIER Vallée de Seine ou de tout autre dispositif d'aide ad hoc. Au regard de sa participation, toute aide ou subvention serait versée à la Région Normandie, pour son compte.

ARTICLE 2 – Maintien des autres articles :

Les autres dispositions restent inchangées.

Fait en deux exemplaires originaux.

Pour la Région Île-de-France	Pour la Région Normandie
La Présidente	Le Président
Valérie PECRESSE	Hervé MORIN

Annexe 16 Convention tripartite ADEME Région BRGM

**CONVENTION PORTANT SUR LA GOUVERNANCE DU PROGRAMME EXPLORATOIRE
DES RESSOURCES DE GEOTHERMIE PROFONDE
DE L'OUEST ET DU SUD PARISIEN**

ENTRE

Le **BRGM**, Bureau de Recherches Géologiques et Minières, établissement public industriel et commercial, immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés d'Orléans sous le numéro 582 056 149 (SIRET 582 056 149 00120), dont le siège se trouve 3, avenue Claude-Guillemain, BP 36009, 45060 Orléans Cedex 02, représenté par Catherine LAGNEAU, Présidente-directrice générale, ayant tous pouvoirs à cet effet,

Ci-après désigné par le « **BRGM** »,

De première part,

ET

Le **Conseil régional d'Île-de-France**, immatriculé sous le numéro 237 500 079 (SIRET 237 500 079 00312) dont le siège est situé au 2 rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par Madame Valérie PECRESSE, agissant en qualité de Présidente du Conseil Régional et ayant tous pouvoirs à cet effet,

Ci-après désigné par la « **Région** »

De seconde part,

ET

L'ADEME, Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, établissement public à caractère industriel et commercial, inscrit au registre du commerce d'Angers sous le numéro 385 290 309 (SIRET 385 290 309 00454), dont le siège est situé au 20 avenue du Grésillé, BP 90406, 49004 Angers, représenté par Sylvain WASERMAN, agissant en qualité de Président du Conseil d'administration, et ayant tous pouvoirs à cet effet,

Ci-après désignée l'« **ADEME** »,

De troisième part,

Le BRGM, la Région et l'ADEME, étant ci-après individuellement ou collectivement désignés par la ou les « Partie(s) » ou le ou les « partenaire(s) ».

VU,

- le décret n° 59-1205 du 23 octobre 1959 modifié relatif à l'organisation administrative et financière du BRGM ;

- le décret du 22 décembre 1967 portant regroupement du service de la carte géologique et du BRGM ;
- le contrat d'objectifs, de moyens et de performance Etat-BRGM 2023-2027 ;
- les orientations de service public du BRGM pour l'année 2023, adoptées par le « Comité National d'Orientations du Service public » le 17 mai 2022 et approuvées par le Conseil d'Administration du 23 juin 2022 ;
- le plan d'action du Gouvernement pour accélérer le déploiement de la géothermie, présenté le 2 février 2023 ;
- la convention de recherche & développement à coûts partagés entre le BRGM et la Région Île-de-France relative au programme exploratoire des ressources de géothermie profonde de l'ouest et du sud parisien ;

RAPPEL

Le BRGM est un établissement public de recherche qui est aussi chargé d'une mission d'appui aux politiques publiques de collecte, de capitalisation et de diffusion des connaissances, dans le domaine des sciences de la Terre et en particulier dans le domaine de la géothermie.

Il mène des actions de recherche partenariale avec des filières industrielles et des entreprises de toutes tailles. Il propose des solutions novatrices pour la gestion des sols et du sous-sol, des matières premières, des ressources en eau, de la prévention des risques naturels et environnementaux. Ces actions concernent globalement trois principaux marchés : Energie & Ressources minérales ; Eau et Environnement ; Infrastructures et Aménagement.

La Région Île-de-France agit dans la plupart des domaines qui touchent le quotidien des 12 millions de Franciliens : les transports, les lycées, l'apprentissage, le développement économique, ou encore l'environnement, priorité de la mandature. Le territoire francilien a aujourd'hui une empreinte énergétique importante qui se caractérise par une dépendance vis-à-vis de l'extérieur puisque 90 % de l'énergie consommée est importée. Grande région métropole, la Région Île-de-France, dans l'exercice du rôle de chef de file qui lui est donné par la loi en matière d'énergie, entend pleinement relever le défi de la transition énergétique en agissant notamment sur la réduction des consommations énergétiques et le développement des énergies renouvelables produites localement et amplifier la lutte contre le changement climatique. A travers sa Stratégie énergie-climat, adoptée en 2018, la Région affiche trois principes primordiaux : la sobriété, la production d'énergies renouvelables et de récupération et la réduction de la dépendance énergétique francilienne.

Les objectifs de la Stratégie Energie-Climat fixés par la Région pour 2030 visent à :

- Réduire de près de 50% la dépendance aux énergies non renouvelables de l'Île-de-France en 2030 ;
- Réduire de près de 20% de la consommation énergétique régionale ;
- Multiplier par 3 la part globale des EnR&R dans la consommation énergétique régionale ;
- Multiplier par plus de 2 la quantité d'EnR&R produite sur le territoire francilien.

En déclinaison de cette Stratégie, la Région soutient le plus en amont possible les nouveaux projets favorisant la transition énergétique, et accompagne notamment le développement de la géothermie profonde sur le sol francilien.

L'ADEME – l'Agence de la transition écologique -, est résolument engagée dans la lutte contre le réchauffement climatique et la dégradation des ressources.

Sur tous les fronts, elle mobilise les citoyens, les acteurs économiques et les territoires, leur

donne les moyens de progresser vers une société économe en ressources, plus sobre en carbone, plus juste et harmonieuse.

Dans tous les domaines – énergie, air, économie circulaire, alimentation, déchets, sols... – elle conseille, facilite et aide au financement de nombreux projets, de la recherche jusqu'au partage des solutions.

À tous les niveaux, L'ADEME met ses capacités d'expertise et de prospective au service des politiques publiques.

L'ADEME est un établissement public industriel et commercial placé sous la tutelle du ministère de la Transition écologique et du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation.

Le BRGM et la Région sont liés par une convention de R&D de coûts partagés relative au programme exploratoire des ressources de géothermie profonde de l'Ouest et du Sud parisien approuvé par délibération le 1^{er} juin 2023 lors de la commission permanente du Conseil Régional d'Île-de-France. Dans le cadre de ce programme, l'ADEME est en charge du traitement et de l'acquisition de données sismiques dans le cadre de procédures formalisées au sens du Code de la commande publique.

DÉFINITIONS

Chaque fois qu'ils seront utilisés dans le présent document ou en relation avec son exécution, les termes suivants, tant au singulier qu'au pluriel, commençant par une lettre majuscule, auront le sens défini ci-après :

- > « Convention » : le présent document incluant ses annexes, qui font partie intégrante de ce document.
- > « Données » : l'ensemble des données, fichiers, documents et toutes autres informations ainsi que leurs mises à jour le cas échéant, mis à disposition des Utilisateurs par le Propriétaire, réalisés dans le cadre du ou des marchés conclus à cet effet par l'ADEME et regroupés dans le Programme d'Acquisition et de Traitement, ainsi que celles produites par le BRGM et la Région dans le cadre du Programme Technique.
- > « Mise à jour » : l'actualisation des Données.
- > « Programme » ou « Projet » : programme exploratoire des ressources de géothermie profonde de l'Ouest et du Sud parisien.
- > « Programme Technique » : programme exploratoire de la convention de R&D à coûts partagés relative au programme exploratoire des ressources de géothermie profonde de l'Ouest et du Sud parisien entre le BRGM et la Région, défini dans l'Annexe 1.
- > « Programme d'Acquisition et de Traitement » : programme d'acquisition et de traitement des données sismiques réalisé par l'ADEME, défini dans l'Annexe 2.
- > « Propriétaire » : le propriétaire des Données. Il transmet les Données à l'Utilisateur selon les règles d'utilisation définies dans la Convention.
- > « Utilisateur » : le demandeur des Données. Il s'engage à utiliser les Données transmises par le Propriétaire selon certaines limites d'utilisation définies dans la Convention.

CECI ÉTANT RAPPELÉ, IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1. OBJET

La Convention a pour objet de définir les modalités suivant lesquelles les Parties vont définir leurs engagements réciproques en matière de gouvernance et de mise à disposition de Données.

ARTICLE 2. DURÉE

La Convention entre en vigueur à compter de la date de signature par la dernière des Parties pour une durée prévisionnelle de 30 mois. La convention expirera lors de la réception des dernières Données par les Parties.

ARTICLE 3. STRUCTURE DE GOUVERNANCE

3.1 COORDONNATEUR

3.1.1 Désignation du Coordonnateur

D'un commun accord entre les Parties, le BRGM est désigné Coordonnateur du Projet.

3.1.2 Rôle du Coordonnateur

Le Coordonnateur est l'intermédiaire entre les Parties et assure, à ce titre, les missions suivantes :

- il transmet aux autres Parties les correspondances d'intérêt commun dans un délai raisonnable pour le bon déroulement du Projet ;
- il centralise les contributions et transmet à l'ensemble des Parties les documents et Données ;
- il informe les Parties des difficultés éventuelles dans la réalisation du Projet ;
- il organise les réunions du Comité de pilotage et en assure les comptes-rendus.

3.1.3 Obligations des Parties à l'égard du Coordonnateur

Dans les délais impartis, chaque Partie a les obligations suivantes :

- fournir les éléments permettant au Coordonnateur de répondre aux objectifs du Projet ;
- prévenir sans délai le Coordonnateur de toute difficulté pouvant compromettre l'exécution normale du Projet, en particulier concernant le Programme d'Acquisition et de Traitement ;
- mettre à disposition du Coordonnateur les informations et les Données ;
- transmettre leurs instructions sur les conditions d'utilisation de leur logo pour la publication.

3.2 COMITÉ DE PILOTAGE

3.2.1 Composition

Le Comité est organisé et présidé par le Coordonnateur et est composé d'un représentant qualifié pour chacune des Parties désigné ci-après par le « Membre ».

Chaque Membre peut, si nécessaire, se faire assister d'un spécialiste de son choix, sous réserve d'en informer préalablement les autres Membres du Comité et que ledit spécialiste, s'il n'appartient pas au personnel de la Partie concernée, signe, préalablement à sa participation au Comité, un accord de confidentialité. Les spécialistes interviennent à titre consultatif.

Chaque Membre peut se faire représenter aux réunions du Comité par une personne du même organisme disposant des mêmes capacités de représentation moyennant l'information préalable des autres Membres.

3.2.2 Missions

3.2.2.1 Le Comité suit l'exécution du présent accord et l'avancement des travaux. Il veille au respect des échéances prévues dans le Projet et décide, sur proposition du Coordonnateur ou d'une des Parties, des solutions à apporter en cas de problème dans l'exécution technique ou le suivi administratif du Projet. Le Comité propose aux Parties toute éventuelle modification qu'il estimerait utile avec l'estimation financière correspondante.

3.2.2.2 Le cas échéant et sous réserve de l'approbation des Parties, le Comité peut proposer d'exclure une Partie défaillante ou intégrer une nouvelle Partie pour la réalisation des travaux.

3.2.2.3 Le Comité a pour rôle de favoriser le bon déroulement de l'exécution du présent accord. Il constitue à ce titre une instance privilégiée de communication entre les Parties.

3.2.2.4 Le Comité est un organe de concertation entre les Parties en cas de difficulté ou de litige.

3.2.3 Décisions

Toutes les décisions du Comité sont prises à l'unanimité de ses Membres présents ou représentés, chaque Membre ne disposant que d'une seule voix.

Par dérogation à ce principe, dans l'hypothèse visée à l'article 3.2.2.2 et à l'article 14, le représentant d'une Partie défaillante ne prend pas part au vote, et la décision intervient à l'unanimité des autres Membres.

Chaque fois que l'unanimité n'est pas atteinte, le Comité réexamine le(s) point(s) de désaccord(s) dans un délai d'un (1) mois.

Dans cette hypothèse, les décisions du Comité sont prises à la majorité simple des Membres présents ou représentés du Comité. Chaque Partie dispose cependant d'un droit de veto dans l'hypothèse où la décision aurait pour conséquence d'augmenter sa participation financière dans le cadre du Projet.

3.2.4 Mise en place (réunion)

Le Comité ne peut valablement siéger que si au moins les deux tiers (2/3) de ses Membres sont présents ou dûment représentés (quorum). Chaque fois que le quorum n'est pas atteint, le Comité doit à nouveau se réunir dans un délai d'un (1) mois. Le Comité se réunit fréquemment, à la demande du Coordinateur et a minima 2 fois par an pendant la durée du présent accord, sur convocation du Coordinateur ou à la demande expresse de l'une des Parties. Ses réunions font l'objet de comptes rendus rédigés par le Coordinateur et transmis à chacune des Parties dans les quinze (15) jours suivant la date de la réunion.

Ce compte rendu est considéré comme accepté par les Parties si, dans les quinze (15) jours à compter de la réception de ce compte rendu, aucune objection, ni revendication, n'a été formulée par écrit par ces mêmes Parties.

ARTICLE 4. NOTIFICATION ET ÉLECTION DE DOMICILE

Toute notification faite au titre de la Convention est considérée comme valablement faite si elle est effectuée par écrit aux adresses suivantes :

Pour le BRGM : Camille MAUREL 3, avenue Claude-Guillemain, BP 36009, 45060 Orléans Cedex 02 Tel : 02.38.64.35.35 E-mail : c.maurel@brgm.fr	Pour l'ADEME : Norbert BOMMENSATT ADEME Immeuble Fairway 155 bis avenue Pierre Brossolette 92120 Montrouge Tel : 01 47 65 24 77 E-mail : norbert.bommensatt@ademe.fr	Pour la Région : Sébastien MAES 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine Tel : 01.53.85.71.15 E-mail : sebastien.MAES@ildefrance.fr
---	--	--

Toute modification aux informations communiquées par une Partie au titre du présent article devra être notifiée à l'autre Partie par écrit, courrier et/ou courriel dans les plus brefs délais.

ARTICLE 5. MODALITES FINANCIERES

La présente convention ne donne pas lieu à des échanges financiers entre les Parties.

ARTICLE 6. PROPRIETE DES DONNEES

L'ADEME convient de mettre à disposition des autres Parties les Données dont la liste, le format et le support de transmission sont précisés ci-dessous :

- Données de sismiques brutes (fichiers de type SEG Y)
- Données traitées (fichiers de type SEG Y)
- Profils migrés (fichiers de type SEG Y)
- Résultats de l'interprétation quantitative (conversion en propriétés pétrophysiques)
- Rapports décrivant les traitements et acquisitions réalisées

Le BRGM et la Région conviennent de mettre à disposition des autres Parties les Données du programme technique dont la liste, le format et le support de transmission sont précisés ci-dessous :

- Rapport de synthèse des travaux scientifiques présentant les analyses et études géophysiques, géologiques, hydrodynamique et thermique conduites
- Résultats de l'intégration des études dans les modèles géologiques et de réservoir et les incertitudes associées
- Couche cartographique intégrée à un espace cartographique web affichant les caractéristiques géologiques et hydrogéologiques des formations investiguées et modèles produits.
- Eléments de communication produits dans le cadre du Programme pour la promotion de la géothermie profonde, des acquisitions sismiques et des résultats produits

Les Parties déclarent qu'elles sont bien titulaires de l'ensemble des droits de propriété intellectuelle permettant de concéder aux Utilisateurs les droits décrits ci-dessous et garantissent la jouissance paisible et entière des droits présentement concédés.

La mise à disposition des Données consiste dans le droit à un usage conformément aux articles 7, 8, 9 et 10 ci-après. Elle ne constitue en aucun cas un transfert total ou partiel du droit de propriété et notamment de propriété intellectuelle au profit des Utilisateurs. En conséquence, ces derniers s'interdisent tout acte de nature à porter atteinte à cette propriété.

ARTICLE 7. MISE A JOUR DES DONNEES

Les Propriétaires des Données n'ont pas l'obligation d'actualiser ou de mettre à jour les Données mises à disposition des Utilisateurs.

Toutefois, dans une telle hypothèse, les Utilisateurs s'engagent à installer dès réception les mises à jour et à archiver les Données dans leur version précédente.

ARTICLE 8. CONDITIONS D'UTILISATION – RESPONSABILITES

8.1 Les Propriétaires accordent aux Utilisateurs un droit non cessible, non transmissible et non exclusif d'utiliser les Données pour le Programme et leurs besoins de recherche propres.

Les Utilisateurs s'engagent à respecter les droits du Propriétaire et par conséquent les conditions et limites d'utilisation des Données telles qu'elles sont définies dans la Convention.

Les Utilisateurs des Données :

- s'engagent à utiliser les Données conformément aux règles établies dans la Convention ;
- s'engagent à limiter l'utilisation des Données au Programme et à ses besoins de recherche propres ;
- s'interdisent toute communication à un tiers d'un ensemble de données intégrant des Données mises à disposition dans le cadre de la Convention, sans l'accord écrit du Propriétaire ;
- s'engagent à prendre au regard de son personnel toutes les mesures nécessaires pour assurer le respect des droits de propriété sur les Données et à veiller à ce que des tiers non autorisés ne puissent y avoir accès ;
- s'engagent à maintenir en permanence les mentions de propriété et la qualité d'auteur figurant sur les fichiers, documentation et tous autres supports relatifs aux Données. Les contributions techniques et logos respectifs des Parties devront notamment y apparaître ;
- informeront le Propriétaire des Données des difficultés éventuelles qu'il rencontrera ainsi que des erreurs ou anomalies qu'il pourrait éventuellement relever dans les Données mises à disposition.

8.2 Il est expressément convenu entre les Parties qu'elles sont soumises à une obligation de moyens au titre de la Convention, et que leur responsabilité ne saurait être engagée qu'en raison d'une faute lourde prouvée par une autre Partie.

En dépit des efforts et diligences mis en œuvre pour en vérifier la fiabilité, le Propriétaire des Données n'est pas en mesure de garantir l'exactitude, la mise à jour, l'intégrité, l'exhaustivité des Données et en particulier qu'elles sont exemptes d'erreurs, notamment de localisation, d'identification, d'actualisation ou d'imprécisions.

Le Propriétaire ne peut être tenu responsable de l'usage qui sera fait des Données mises à disposition des Utilisateurs. L'Utilisateur utilise les Données sous sa responsabilité entière et exclusive, et s'engage à renoncer à tout recours contre le Propriétaire.

ARTICLE 9. DIFFUSION DES RÉSULTATS

Les Parties conviennent que les Résultats produits dans le cadre du Programme, objet de la présente convention, ont vocation à être, dans l'intérêt général, rendus accessibles au grand public.

Conformément aux dispositions du Livre III du Code des relations entre le public et l'administration (CRPA) relatives à l'accès aux documents administratifs et à la réutilisation des informations publiques, les Parties s'engagent à mettre à disposition du public les Résultats à des fins de réutilisation à titre gratuit ou onéreux.

Les Parties soumettront tous les Résultats à la licence Ouverte / Open Licence Etalab Version 2.0. Ainsi, les utilisateurs seront libres d'utiliser tous les Résultats, gratuitement et sans restriction d'usage, à la condition de citer les Parties comme source et la date de dernière mise à jour. En outre, conformément à l'article L. 322-1 du Code des relations entre le public et l'administration, les Résultats ne devront pas être altérés et leur sens ne devra pas être dénaturé.

Les Parties mentionneront, dans toute communication ou publication sur les Résultats, la participation des autres Parties.

ARTICLE 10. RESPONSABILITÉ

Chaque Partie est responsable, tant pendant l'exécution de la Convention, des prestations et/ou travaux qu'après leur achèvement et/ou leur réception, de tous dommages, à l'exception d'éventuelles conséquences immatérielles, qu'elle-même, son personnel, son matériel, fournisseurs et/ou prestataires de service, pourraient causer aux autres Parties.

ARTICLE 11. ASSURANCES

Chaque Partie, devra, en tant que de besoin souscrire auprès d'une compagnie notoirement solvable et maintenir en cours de validité les polices d'assurance nécessaires pour garantir les éventuels dommages aux biens ou aux personnes qui pourraient survenir dans le cadre de l'exécution de la Convention.

La règle selon laquelle « l'État est son propre assureur » s'applique aux organismes publics. En conséquence ceux-ci garantissent sur leurs budgets les dommages qu'ils pourraient causer à des tiers du fait de leur activité.

ARTICLE 12. FORCE MAJEURE

Aucune Partie n'est responsable de la non-exécution totale ou partielle même temporaire de ses obligations provoquées par un événement constitutif de force majeure au sens de l'article 1218 du Code civil et de la jurisprudence.

A titre d'exemple, constituent notamment des événements de force majeure, sans que cette liste soit exhaustive :

- Des phénomènes naturels tels que les tornades, inondations, ouragans, tremblements de terre, éruptions volcaniques ;
- La présence d'un virus qualifié de pandémie par les autorités ;
- La présence d'une épidémie ayant atteint le stade 3 ;

- Le maintien partiel ou total du confinement ou de l'état d'urgence sanitaire ordonné par les autorités et se prolongeant au-delà d'un délai d'un (1) mois ;
- L'utilisation par un Etat ou un groupe terroriste d'armes de toute nature perturbant la continuité des relations commerciales ;
- Des mouvements sociaux d'ampleur nationale.

Les événements ci-dessus pouvant avoir lieu sur tout territoire sur lequel l'exécution de la Convention aurait lieu.

La Partie invoquant un événement constitutif de force majeure doit en aviser l'autre Partie dans les sept (7) jours suivant la survenance de cet événement. Elle devra préciser la nature du ou des événements visés, leur impact sur sa capacité à remplir ses obligations telles que prévues à la Convention ainsi que fournir tout document justificatif attestant de la réalité du cas de force majeure.

Sont considérés comme documents justificatifs notamment mais pas exclusivement toute déclaration, attestation, législation, décret, arrêté ou autres mesures prises par une personne morale de droit public au niveau local, national ou international concernant les événements invoqués comme situations de force majeure.

Dans l'hypothèse où la Partie invoquant une situation de force majeure parviendrait à la caractériser, ses obligations seront suspendues pour un délai maximum de quatre (4) semaines. Toute suspension d'exécution de la Convention par application du présent article sera strictement limitée aux engagements dont les circonstances de force majeure auront empêché l'exécution et à la période durant laquelle les circonstances de force majeure auront agi.

En tout état de cause, les Parties s'efforceront de bonne foi de prendre toutes mesures raisonnablement possibles en vue de poursuivre l'exécution des prestations.

Passé le délai de suspension des obligations, si la situation de force majeure se poursuit, la Convention pourra être résiliée par l'une ou l'autre des Parties.

ARTICLE 13. PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

13.1. Objet

Pour la pleine compréhension des stipulations suivantes, les termes « Données à caractère personnel », « Responsable de traitement », « Personne concernée », « Destinataire », et « Traitement » auront le sens défini par la réglementation en vigueur applicable aux traitements de données à caractère personnel et en particulier, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 (ci-après « le RGPD ») et la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés (ci-après « la Loi Informatique et libertés »).

Dans le cadre de la réglementation applicable aux traitements de données à caractère personnel, la Région Île-de-France (ci-après, « la Région ») et le Bureau de Recherches Géologiques et Minières (BRGM) et l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) (ci-après « les Responsables Conjointes ») sont qualifiés de Responsables de traitement « conjoints ».

La Région et le Responsable Conjoint sont dénommés ensemble les « Parties ».

Ainsi, dans le cadre de l'exécution de la présente Convention, les Parties déterminent conjointement les finalités et les moyens du traitement de données à caractère personnel objet du présent marché.

La présente clause a pour objet de déterminer les obligations respectives des Parties dans le cadre de l'exécution de la Convention et de définir les responsabilités de la Région et des

Responsables Conjointes concernant leur conformité au regard des dispositions relatives à la protection des données à caractère personnel.

13.2. Obligations respectives des responsables conjoints

13.2.1 Finalités du traitement

La Région et les Responsables Conjointes déterminent conjointement les finalités principales du traitement, à savoir :

- Réaliser un programme d'étude exploratoire du territoire Francilien
 - Organisation de réunions de groupes de travail ;
 - Envoi et partage de documents, mailing ;
 - Organisation d'échanges téléphoniques et webinaires avec les membres de l'équipe projet et des groupes de travail ;
- Faire des actions de communications pédagogiques autour de cette étude auprès d'acteurs franciliens : sensibilisation, événements avec captage vidéo, mailings, ateliers et groupes de travaux *ad hoc* :
 - l'organisation, l'animation, la captation et la diffusion de webinaires techniques thématiques sur des sujets spécifiques ;
 - un accompagnement et suivi des acteurs concernés (entreprises, associations, collectivités) ;
 - sensibiliser les collectivités et les publics aux atouts de la géothermie profonde et alimenter le dialogue sur les énergies renouvelables dans la transition.

13.2.2 Moyens du traitement

La notion de moyen recouvre tant les moyens matériels, logiciels ou encore de ressources humaines affectées à la gestion du traitement concerné par le présent contrat.

La Région et les Responsables Conjointes définissent conjointement les moyens du traitement suivants :

- Utilisation des outils bureautiques collaboratifs (suite Microsoft dont Teams), plateforme déformée de données type GEDIF ;
- Utilisation des outils CRM de la Région pour les mailings ou communication institutionnelle, ou programmation d'événements ;
- Le service de la communication de la Région sera mobilisé pour réaliser la communication ;
- Utilisation des réseaux sociaux pour la diffusion de résultats ;
- Mise en place d'un Site internet sur la campagne, kit de communication sur la géothermie, vidéos et documents pour valoriser les résultats du projet, adaptés aux cœurs de cibles du projet.

Toute autre opération est strictement interdite sans l'accord préalable des Parties.

13.2.3 Données traitées

Données courantes

- Etat civil, identité, données d'identification, images
- Données de connexion (logs, adresse IP, etc.)

- ☐ Vie personnelle (habitudes de vie, situation familiale, diplômes, niveau d'études, etc.)
- ☐ Vie professionnelle (fonction, coordonnées professionnelles, etc.)
- ☐ Informations d'ordre économique et financier (revenus, situation financière, situation fiscale, RIB, etc.)
- ☐ Données de localisation (déplacements, données GPS, données GSM, etc.)
- ☐ Autres, préciser :

Données sensibles ou à caractère hautement personnel

- ☐ Données relevant de la prétendue origine raciale ou ethnique
- ☐ Données révélant des opinions politiques
- ☐ Données révélant des convictions religieuses ou philosophiques
- ☐ Données révélant l'appartenance syndicale
- ☐ Données génétiques
- ☐ Données biométriques aux fins d'identifier de manière unique une personne
- ☐ Données concernant la santé
- ☐ Données concernant l'orientation sexuelle ou la vie sexuelle
- ☐ Données relatives aux condamnations pénales ou aux infractions
- ☐ Numéro d'identification dans un registre national unique (NIR)

13.2.4 Catégories de personnes concernées

Les personnes concernées sont :

- ☐ Agents régionaux
- ☐ Mineurs
- ☐ Particuliers
- ☐ Autres, préciser : agents des services partenaires, agents des collectivités, élus, personnels d'associations relais du programme

13.2.5 Opérations de traitement et usages

Les Parties peuvent réaliser chacune les opérations suivantes sur les données :

- ☐ Collecte de données
- ☐ Enregistrement de données
- ☐ Organisation de données
- ☐ Structuration de données
- ☐ Conservation de données
- ☐ Adaptation ou modification de données
- ☐ Extraction de données
- ☐ Consultation de données
- ☐ Utilisation de données
- ☐ Communication de données (transmission ou toute autre forme de mise à disposition)
- ☐ Rapprochement de données
- ☐ Interconnexion de données
- ☐ Limitation de données
- ☐ Effacement de données
- ☐ Destruction de données

Les Parties poursuivent chacune les principaux objectifs suivants :

Pour la Région :

- réaliser la gestion de projet du Programme (ateliers de travail, restitution, communication)
- réaliser les actions de communications et de pédagogie auprès des acteurs autour du programme

Pour les Responsables Conjointes :

- réaliser la gestion de projet du Programme (ateliers de travail, restitution, communication)
- réaliser les actions de communications et de pédagogie auprès des acteurs autour du programme

Toute autre opération est strictement interdite sans l'accord préalable des Parties.

13.3. Respect des obligations légales

13.3.1 Durée de conservation

La définition de la durée de conservation des données est confiée aux Responsables conjoints.

13.3.2 Information des personnes concernées

Les conditions et modalités pour satisfaire aux obligations légales d'information des personnes concernées sont mises en œuvre par les Responsables conjoints.

13.3.3 Droit d'accès, de rectification ou d'effacement

Les conditions de mise en œuvre du droit d'accès, de rectification ou d'effacement sont mises en œuvre par les Responsables Conjointes.

13.3.4 Droit à la limitation

Les conditions de mise en œuvre du droit à la limitation du traitement sont mises en œuvre par les Responsables Conjointes.

13.3.5 Droit d'opposition

Les conditions de mise en œuvre du droit d'opposition sont mises en œuvre par les Responsables Conjointes.

13.3.6 Droit à la portabilité

Les conditions pour satisfaire au droit à la portabilité des données et à son exercice sont mises en œuvre par les Responsables Conjointes.

13.3.7 Mesures de sécurité

Les mesures de sécurité, d'accès et de traçabilité sont définies par les Responsables Conjointes.

Les Responsables Conjointes sont responsables de la protection et de la sécurisation des moyens mis en œuvre pour accéder au traitement (code d'accès ou autre solution).

Les Responsables Conjointes ont, par ailleurs, pour mission de :

- procéder à la définition et la mise en œuvre des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- procéder aux tests, analyser et évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles de nature à assurer la sécurité du traitement.
- en cas de transfert de données personnelles vers un pays hors UE, la Partie concernée certifie mettre en place toutes les garanties reconnues et attendues par la Réglementation et les autorités compétentes, permettant d'encadrer ledit flux de manière conforme. Elle s'engage par ailleurs à en informer l'autre Partie et à lui transmettre le détail des dispositifs mis en place, à première demande, y compris lorsqu'elle est tenue de procéder à un tel transfert en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'État membre auquel le Responsable conjoint concerné est soumis, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

Les mesures de sécurité et politique associées seront mises à jour régulièrement par chaque Responsable Conjoint qui notifiera les changements aux autres Responsables Conjointes par tout moyen qu'il estime approprié, privilégiant la voie électronique (accès en ligne ou envoi par courrier électronique).

13.4. Coopération avec les autorités de contrôle

Chacune des Parties est en charge pour elle-même des relations avec la Cnil pour les traitements objet de la présente clause.

En cas de contrôle directement réalisé auprès de l'une des Parties par l'autorité de contrôle, cette dernière doit satisfaire au contrôle et collaborer avec l'autorité de contrôle et aviser l'autre Partie dès qu'elle a connaissance de l'existence d'un contrôle ou toute autre démarche engagée par une autorité de contrôle.

13.5. Registre des activités de traitement

Chacune des Parties s'engage à intégrer les traitements pour les traitements objet de la présente clause dans son registre des activités de traitement.

Le registre des activités de traitement doit comporter les informations suivantes :

- le nom et les coordonnées du responsable du traitement et du responsable conjoint du traitement, du représentant du responsable du traitement et du délégué à la protection des données éventuellement désigné ;
- les finalités du traitement ;
- une description des catégories de personnes concernées et des catégories de données à caractère personnel ;
- les catégories de destinataires auxquels les données à caractère personnel ont été ou seront communiquées, y compris les destinataires dans des pays tiers ou des organisations internationales ;
- le cas échéant, les transferts de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris leur identification respective et, dans le cas des transferts vers

des pays ne bénéficiant pas d'un niveau de protection adéquat, les documents attestant l'existence de garanties appropriées ;

- dans la mesure du possible, les délais prévus pour l'effacement des différentes catégories de données ;
- dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles.

13.6. Violation de sécurité

Les Responsables Conjointes sont en charge du traitement des éventuelles violations de sécurité.

Les Responsables Conjointes ont pour tâche :

- de prendre les mesures adaptées ;
- de tenir le registre des violations ;
- d'assumer les notifications éventuelles avec l'autorité de contrôle ;
- d'organiser s'il y a lieu la communication auprès des personnes concernées.

Les Responsables Conjointes mettent en œuvre sans délai les mesures et démarches qui leur seront communiquées par les Responsables Conjointes.

Chacune des Parties doit aviser sans délai l'autre Partie de toute violation ou suspicion de violation de données et des conséquences de cette violation.

13.7. Point de contact

Il appartient à chacune des Parties de définir un point de contact en interne avec l'autre partie.

Le point de contact choisi sera également le point de contact des personnes concernées.

13.8. Collaboration

Les Parties conviennent de collaborer étroitement dans le cadre de leurs relations.

Chacune des Parties s'engage à maintenir une collaboration active et régulière en remettant à l'autre les éléments et documents nécessaires de nature à lui permettre de répondre à ses obligations.

Les Parties s'engagent à se tenir réciproquement informées de toute difficulté relative au traitement.

13.9. Communication des grandes lignes

Les Responsables Conjointes définissent les conditions dans lesquelles les Parties satisfont au respect des obligations visées par la réglementation en matière de protection des données qui impose que soient communiquées aux personnes concernées les grandes lignes du présent contrat :

- l'identité des responsables du traitement ;
- les finalités et moyens du traitement ;
- les données traitées ;

- les obligations de chaque responsable de traitement ;
- le point de contact pour les personnes concernées par le traitement.

Ces conditions sont les suivantes :

Lors de la mise en œuvre des ateliers du projet ou des événements de communication.

13.10. Garanties

Nonobstant les dispositions de la réglementation en vigueur relatives à la responsabilité solidaire des Parties, chaque Partie est garantie vis-à-vis de l'autre des obligations souscrites au titre des présentes et assumera seule les conséquences de ses manquements.

La Partie défaillante devra réparer les dommages subis par l'autre.

13.11. Sous-traitance

Chacune des Parties est en droit de faire appel pour tout ou partie de la réalisation, de l'exploitation ou de la maintenance du traitement objet du présent contrat à un sous-traitant.

Cette opération de sous-traitance donnera lieu à la signature d'un contrat comportant des garanties équivalentes au présent contrat s'agissant des mesures de sécurité techniques et organisationnelles mises en œuvre par le sous-traitant. Ce contrat comportera notamment les mêmes obligations que celles prévues au présent contrat en matière de protection des données à caractère personnel. La Partie procédant à cette opération de sous-traitance veille à s'assurer que le sous-traitant choisi présente des garanties quant à la mise en œuvre de mesures de sécurité techniques et organisationnelles appropriées en matière de protection des données.

La Partie procédant à la sous-traitance de toute ou partie de la réalisation, de l'exploitation ou de la maintenance du traitement objet du présent contrat reste seule responsable des opérations de traitement réalisées par son sous-traitant.

ARTICLE 14. RÉSILIATION

En cas de non-respect par l'une ou l'autre des Parties d'une obligation inscrite dans la Convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par la partie victime de ce non-respect à l'expiration d'un délai de trois (3) mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

L'exercice de cette faculté de résiliation est non rétroactif, ne produit d'effet que pour l'avenir et ne dispense pas la Partie défaillante de remplir les obligations contractées jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation et ce, sous réserve des dommages éventuellement subis par la Partie plaignante du fait de la résiliation anticipée de la présente Convention.

ARTICLE 15. DROIT APPLICABLE ET RÈGLEMENT DES LITIGES

La Convention est régie par la loi française.

Tout différend portant sur la validité, l'interprétation et/ou l'exécution de la Convention fera l'objet d'un règlement amiable entre les Parties. En cas d'impossibilité pour les Parties de parvenir à un accord amiable dans un délai de trois (3) semaines suivant sa notification, le différend sera soumis aux tribunaux administratifs compétents.

Fait à, en trois (3) exemplaires,
Le --/--/--

Pour le BRGM

Pour l'ADEME

Pour la Région

Valerie PECRESSE
Présidente

ANNEXE 1. PROGRAMME TECHNIQUE

La structure du projet est illustrée sur le schéma ci-après (Figure 1). Il se compose de plusieurs tâches techniques relatives aux études géophysiques, aux études géologiques et aux études hydrodynamiques, thermiques et géochimiques qui serviront ensuite au travail d'intégration et à la modélisation des réservoirs. La description des tâches techniques en bleu et orange ci-dessous est présentée en section 1.1.

La sensibilisation et l'accompagnement autour des tâches techniques, de leur déroulement et de la valorisation des résultats seront présentés en section 1.2 ci-après. La gouvernance du projet et sa gestion impliquant en particulier l'animation du comité de pilotage et du comité de suivi du projet, de l'équipe de projet et la gestion des données utilisées et produites sont présentées en section 1.3. Les résultats attendus du projet sont présentés en section 1.4.

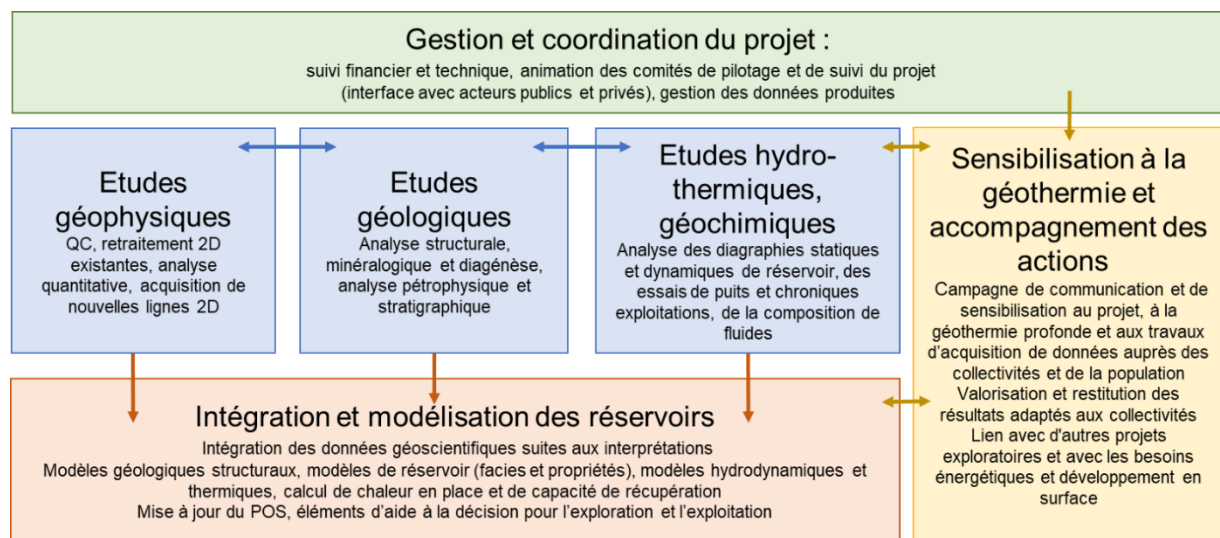


Figure 1. Structuration du projet et des différentes tâches qui le compose

1. PROGRAMME TECHNIQUE

À la suite de l'analyse produite pour chaque formation de la pile sédimentaire à l'étude sur l'ouest et le sud parisien, les méthodes exploratoires géoscientifiques ont été retenues en fonction de leur capacité à fournir de l'information sur les paramètres caractérisant les formations et entrant dans la définition de la puissance extractible. Les méthodes retenues sont présentées ci-après plus en détails avec, en particulier, les travaux à réaliser en fonction de leur catégorie : géophysique, géologique ou hydrodynamique et thermique.

1. Etudes géophysiques

Le **retraitement des données de sismique réflexion** est une étape majeure du projet qui permettra de lever les incertitudes relatives aux géométries des formations i.e. définir la position précise des toits et murs des principaux réservoirs et leurs épaisseurs, la position des failles et leur rejeu. Cette méthode pourra être complétée, en fonction de la qualité des données existantes (sismique et diagraphie), par un **retraitement à amplitude préservée permettant de faire une interprétation quantitative** de la donnée sismique. Cette étape peut apporter des informations sur la porosité, la perméabilité, les volumes d'argile, (Allo et al., 2021 ; Capar et al., 2021). Notons que cette analyse se fera en lien avec l'étude des diagraphies de forages qui donne une information sur les paramètres pétrophysiques (e.g. porosité) et élastiques (e.g. vitesses des ondes sismiques) des formations cf. section 1.1.2. Ces données de diagraphie sont nécessaires pour mener cette analyse (calibration des données pétrophysiques en un point, lien entre porosité et impédance acoustique pour les lithologies du réservoir, identification des minéraux composant

le réservoir). Dans le secteur du projet, les lignes à retraiter seront définies en fonction de leur qualité et de leur aptitude à lever les incertitudes. Ces lignes correspondront à une portion plus ou moins importante des quelques 1 710 km de lignes se trouvant dans la zone, voire leur extension au-delà de la zone pour permettre l'intersection de forages de référence pour la calibration ou permettre d'imager des structures géologiques (e.g. failles, sillons marneux).

Pour valider la méthodologie, une première phase consistera à retraiter une petite partie des données disponibles sur le secteur d'étude. Il s'agira ainsi de retraiter quelques transects sur la zone de l'ordre de 2 lignes en longueur (N-S) et de 4 lignes en largeur (E-W) correspondant à environ 200 km de lignes à retraiter. La quantité précise de lignes à retraiter et le choix parmi les lignes disponibles seront définis en début de projet à la suite de l'analyse de la qualité des données et des paramètres d'enregistrement de ces données. Ce choix se fera également en fonction des cibles exploratoires de géothermie « court terme » en lien avec les projets identifiés avec l'ADEME et la filière dans les deux années à venir. Le retraitement des lignes sismiques 2D sera complété par le traitement de profils sismiques verticaux (VSP) présents sur la zone afin d'améliorer la calibration de la sismique aux puits.

En fonction des résultats de cette première phase, **si le retraitement des données a permis de lever de façon significative les incertitudes sur un ou plusieurs réservoirs ciblés, il sera alors possible d'engager une seconde phase de retraitement des données. En revanche, dans le cas d'un résultat peu satisfaisant du retraitement, de nouvelles acquisitions devront être menées dans des délais les plus brefs.** Ce choix devra être validé par le comité de pilotage du projet (cf. organisation en section 1.3).

Dans le premier cas de figure, entre 1000 et 1500 kilomètres de lignes pourraient être retraités. Ce chiffre sera mis à jour en fonction de la qualité des données après le contrôle qualité et du coût de retraitement.

Dans le second cas de figure, un kilométrage réduit de données sera retraité pour laisser une plus grande place à de nouvelles acquisitions.

On distingue ainsi dans l'étude géophysique trois étapes : (A) le traitement des données de sismiques, (B) l'interprétation quantitative de ces données et (C) l'acquisition de nouvelles lignes sismiques 2D et électromagnétiques. Le détail par étape est donné ci-dessous :

A. Les étapes du **traitement des données de sismiques** (anciennes ou récentes) sont décrites comme suit :

1. Déstockage des données sismiques à partir de la base de données Minergies : la donnée étant composée du signal sismique enregistré sur des supports analogiques ou magnétiques, des informations sur les paramètres d'enregistrement et de déploiement du dispositif d'acquisition et enfin des coordonnées des positions des récepteurs (géophones) et des sources d'ondes sismiques ;
2. Contrôle de la donnée brute (cohérence, jeu de données complet) ;
3. Contrôle, correction et normalisation des diagraphies de puits (Sonic P, densité, neutron, Gamma-Ray, Vs). *N.B. ce point sera réalisé dans le cadre de l'étude géologique des données de forages, cf. section 1.1.2 ;*
4. Traitement du signal sismique à amplitude préservé (mise à jour de la géométrie, édition et atténuation des traces invalides, dé-bruitage, correction de topographie, corrections des variations de vitesses de propagation des ondes dans la proche surface ;
5. Analyse de vitesse et migration. Il sera important de comparer l'apport de la migration profondeur (PSDM) par rapport à l'approche plus simpliste de migration temps (PSTM) ;
6. Analyse structurale et géométrique de la donnée retraitée (toit, mur, faille, épaisseurs) par des géologues et structuralistes *N.B. ce point sera réalisé dans le cadre de l'étude géologique, cf. section 1.1.2.*

- B. Les étapes de l'**interprétation quantitative** sont décrites comme suit :
1. Extraction des diagraphies pertinentes (gamma ray, porosité neutron, etc.) ;
 2. Contrôle, correction et normalisation des diagraphies de puits (Sonic P, densité, neutron, Gamma-Ray, Vs) cf. section 1.1.2 ;
 3. Etablissement du modèle pétro élastique ;
 4. Construction d'un modèle initial d'impédance ;
 5. Inversion d'impédance ;
 6. Transformation de l'impédance en propriété pétrophysique ;
 7. Interprétation quantitative des données (corps poreux, couche argileuse) par des géologues.
- C. Les principales étapes pour la réalisation d'une **campagne d'acquisition de ligne sismique 2D** et de données électromagnétiques 2D (EM) sont décrites comme suit :
1. Identifier le tracé des lignes à acquérir en fonction des zones où l'on souhaite lever les incertitudes et en fonction des infrastructures en surface (en particulier en considérant la continuité des routes). Détermination des paramètres d'acquisition (e.g. inter trace, inter tir, type de camion vibreur et caractéristiques du *sweep*) ;
 2. Travail de *permitting* (autorisation de passage) ;
 3. Travail de communication sur les campagnes d'acquisition : avec la population et les collectivités pour valider le déroulé des campagnes, le rythme et le phasage dans le temps, les contraintes à prendre en considération (cf. section 1.2) ;
 4. Réalisation de la campagne d'acquisition sur le terrain avec des camions vibreurs pour la sismique 2D et des capteurs électromagnétiques (et des sources électromagnétiques si EM actif). Les mesures EM seront réalisées le long de certaines lignes 2D nouvellement acquises ;
 5. Préparation de la donnée acquise (géométrie, corrélation avec le *sweep*) pour obtenir des données prêtes à être traitées en suivant les méthodes explicitées à l'étape A et B ci-dessus.

Les résultats attendus et améliorations du POS (probabilité de succès) à l'issue du retraitement des données sismiques existantes et à la suite de l'acquisition de nouvelles données (sismique 2D ou EM 2D) concernent l'apport d'informations sur la géométrie précise des formations dans le sous-sol pour les différents aquifères ciblés et leurs épaisseurs, la position précise des failles, la caractérisation des vallées incisées dans l'Albien, la proportion lithologique des formations. Grâce à l'interprétation quantitative des données géophysiques acquises, des informations complémentaires pourront être apportées sur la porosité, la perméabilité, les volumes d'argile voire la transmissivité des formations.

Le travail du BRGM dans le cadre du projet consistera à :

- Identifier les données et les déstocker ;
- Premier contrôle de la qualité des données brutes de sismique et des données de diagraphie pour la sélection des lignes à retraiter en phase 1 et du travail à réaliser pour leur traitement.
- Suivi technique et scientifique du travail de retraitement réalisé en externe (points d'étapes, choix des méthodes, etc.).
- Contrôler la qualité des retraitements et des acquisitions de données mises à disposition du BRGM et de la Région Île-de-France pour la réalisation du programme de travail présenté ici.
- Analyse structurale et géométrique de la donnée retraitée par pointée des murs et toits des différents intervalles. Les failles et autres objets géologiques pertinents pour l'étude seront aussi pointés. Différents attributs sismiques comme la cohérence seront utilisés pour faciliter cette interprétation (chiffré en Tableau 2). La réalisation de l'interprétation sismique et du pointé des horizons géologiques (incluant les cibles géothermales) et des failles, à partir des données de sismiques existantes ayant été retraitées ou nouvellement acquises, sera réalisée dans le cadre

de l'étude géologique. Cette analyse bénéficiera ainsi de l'expertise géologique et structurale et des connaissances acquises par les géologues et structuralistes dans le Bassin de Paris. Elle sera réalisée à l'issue des premiers retraitements de données sismiques (cf. phase 1 section 1.1.1) et se poursuivra lors de l'acquisition de nouvelles données de sismique 2D. Elle s'effectuera conjointement à la réalisation des corrélations, les deux tâches étant complémentaires.

Le Tableau 2 présente un chronogramme prévisionnel pour l'étude géologique :

■ Tableau 2 en lien avec l'étude géologique de façon à intégrer l'ensemble des connaissances acquises ;

■ La conduite des mesures d'électromagnétique 2D et leur interprétation à partir de matériel développé au BRGM ;

■ Si elle est possible, l'interprétation quantitative des données sera effectuée et les sections des propriétés pétrophysiques (tel que la porosité ou la perméabilité) seront analysées pour classer les zones les plus favorables pour la géothermie ;

■ Intégration des données produites avec les autres données géoscientifiques.

Notons que les lignes sismiques proches des opérations existantes de géothermie et ayant déjà été retraitées par les opérateurs ne seront pas analysées dans le cadre du projet. Leur identification sera précisée au cours du projet et via la consultation des opérateurs dans le secteur d'étude. Leur intégration sera faite en cas d'accord des opérateurs et si la qualité du retraitement permet leur intégration.

Le Tableau 1 présente un chronogramme prévisionnel pour l'étude géophysique. Le chiffrage précis des tâches 1 et 2 de l'étude géophysique sera réévalué au cours de l'étude et en fonction des résultats de la première phase de retraitement des données de sismique. Il sera réévalué en particulier pour laisser place à plus ou moins de retraitement de données existantes ou plus ou moins de nouvelles acquisitions.

Tableau 1. Chronogramme prévisionnel pour l'étude géophysique

Tâches		T1	T2	T3	T4	T5	T6	T7	T8
1. Retraitement des données	Liste de la donnée, déstockage, premier QC								
	Retraitement des données et QI phase 1 (200 km grands transects, VSP)			Go no Go					
	Retraitements additionnels si phase 1 succès								
	Suivi technique, scientifique des travaux de traitement et d'acquisition, QI								
	Synthèse et intégration								
2. Acquisition de données sismiques	Définition des lignes à shooter								
	Suivi technique, scientifique des travaux								
	Permitting								
	Acquisition et traitement de la donnée acquise sismique 2D								
	Acquisition de l'EM								
	Synthèse et intégration								

Dans le chronogramme ci-dessus, sont représentées en vert les tâches qui feront l'objet de sous-traitance et qui seront portées par un marché public ADEME et ne sont ainsi pas comptabilisées dans la convention entre la Région Île-de-France et le BRGM et en bleu sont représentées les études scientifiques portées par le BRGM.

1.1.1. Etudes géologiques

Les méthodes géologiques identifiées pour le programme d'exploration de l'ouest et du sud parisien sont multiples. Ces études et analyses seront menées en majorité durant la première

année du projet (T0 à T4) et pourront être complétées en fonction des incertitudes persistantes ou en fonction des opportunités d'acquisition de données dans les forages de géothermie qui seraient réalisés en cours de ce projet.

Une partie des données disponibles sur la zone d'étude a déjà été numérisée dans le cadre de projets antérieurs. Quelques informations, en particulier très récentes de géothermie ou pétrolières, seront numérisées pour être intégrées au projet et permettre d'initier le travail de corrélations stratigraphiques et sédimentologiques sur la zone d'étude. Un contrôle qualité des diagraphies de forage sera réalisé avant toute analyse.

Le travail de **corrélations stratigraphiques et sédimentologiques** permettra de définir les faciès qui constituent les réservoirs, leurs géométries, leurs propriétés et leurs variations spatiales. La quantité de travail est plus ou moins importante en fonction du niveau de connaissance des réservoirs et de la quantité de données disponibles pour ces formations. Ce travail servira d'entrée pour la construction et le remplissage du modèle statique 3D des formations et alimentera l'approche géophysique quantitative. Les tâches de corrélations stratigraphiques et d'interprétation structurale des données de géophysiques seront menées de façon concomitante pour améliorer la compréhension des réservoirs.

Il est proposé dans le cadre de l'étude de réaliser des **mesures pétrophysiques sur des plugs** issus de carotte de forages pétroliers ou géothermiques pour l'Oxfordien, le Dogger et le Trias. Cette tâche sera réalisée en sous-traitance ou via le travail de stagiaires et devra donner des informations sur la porosité et la perméabilité des faciès et en particulier des faciès réservoirs. Elle servira également lors de l'étude géophysique à la calibration des données pour l'interprétation quantitative et donnera des informations précieuses pour le travail d'intégration et la construction des modèles statiques 3D et modèles d'écoulement. Les mesures seront réalisées en majorité au cours de la première année du projet et pourront être complétées sur des carottes des nouveaux forages de géothermie, réalisés en cours de projet.

L'étude géologique s'appuiera sur **des analyses minéralogiques (Trias) et de la diagénèse**. Ce travail, se fera plus particulièrement pour la formation de l'Albien et du Dogger, en complément du travail mené dans cadre de l'ANR UPGeo et de la thèse en cours de F. Seguin sur ce même sujet avec un complément apporté sur la zone spécifique étudiée ici (notamment pour la partie la plus occidentale de la zone dans laquelle le Dogger semble présenter une diagenèse différente de celle connue plus à l'est). Un travail plus conséquent sera nécessaire pour l'analyse minéralogique et de la diagénèse pour les formations du Néocomien, de l'Oxfordien et du Trias encore peu étudiées à ce jour. Des lames minces seront réalisées sur la base des données disponibles (carottes issues de forages pétroliers, cuttings de forages existants ou à venir) pour étudier la porosité et la diagenèse de ces niveaux. La porosité et les différents ciments diagénétiques qui obturent la porosité seront étudiés par microscopie optique et en utilisant la cathodoluminescence qui permet d'identifier différentes générations de ciment. Une caractérisation géochimique des différents ciments pourra être réalisée pour mieux comprendre leur origine et leur répartition. Ceci permettra de mieux comprendre les variations de propriétés pétrophysiques liées à la diagenèse et de mieux prédire les variations spatiales de ces propriétés. Ce travail devra être réalisé relativement tôt dans le projet puisqu'il servira de complément d'information à différentes tâches. Il pourra être complété au fil de l'eau durant le projet. Des mesures DRX pourront être proposées sur des échantillons au Trias et Néocomien pour la caractérisation des lithologies (en particulier pour les fines).

La réalisation de **l'interprétation sismique et du pointé des horizons géologiques (incluant les cibles géothermales) et des failles**, à partir des données de sismiques existantes ayant été retraitées ou nouvellement acquises, sera réalisée dans le cadre de l'étude géologique. Cette analyse bénéficiera ainsi de l'expertise géologique et structurale et des connaissances acquises

par les géologues et structuralistes dans le Bassin de Paris. Elle sera réalisée à l'issue des premiers retraitements de données sismiques (cf. phase 1 section **Error! Reference source not found.**) et se poursuivra lors de l'acquisition de nouvelles données de sismique 2D. Elle s'effectuera conjointement à la réalisation des corrélations, les deux tâches étant complémentaires.

Le Tableau 2 présente un chronogramme prévisionnel pour l'étude géologique.

Tableau 2. Chronogramme prévisionnel pour l'étude géologique

Tâches		T1	T2	T3	T4	T5	T6	T7	T8
Liste des données disponibles, digitalisation des données, contrôle qualité des données									
Corrélations stratigraphiques et sédimentologies	Ensemble de la pile sédimentaire					MAJ ¹			
Mesures pétrophysiques sur plug de carotte	Oxfordien								
	Dogger								
	Trias								
Analyse minéralogique et de la diagénèse	Ensemble de la pile sédimentaire								
Réalisation de lame mince et analyse, mesure DRX	Ensemble de la pile sédimentaire								
Analyse structurale et pointé des horizons et failles	Ensemble de la pile sédimentaire								
Synthèse et intégration avec autres données									

1.1.2. Etudes hydrodynamiques, thermiques et géochimiques

L'étude consistera d'une part à **analyser les données hydrodynamiques disponibles**. Il s'agira ainsi, pour les ouvrages existants ou mis en exploitation au cours du projet d'étudier les données et mesures de pression et de débit (chroniques d'exploitation) ainsi que les analyses de débitmétrie (ou flowmétrie), les essais de production et d'injection réalisés en amont de la mise en exploitation des ouvrages. Cette étude devra permettre de renseigner sur le comportement des réservoirs exploités avec une vision à une échelle de travail au-delà de celles des doublets seuls. Elle donnera également des informations sur les hauteurs utiles à l'écoulement, les débits envisageables, les perméabilités et transmissivités des formations et la variabilité spatiale ou évolutions de ces éléments sur le site d'étude. Elle devra se faire en lien avec les interprétations géologiques et géophysiques produites (cf. section **Error! Reference source not found.** et 1.1.1). Les informations étant majoritairement disponibles sur le Dogger (Hamm et al., 2019), et en plus petite proportion sur l'Albien et le Néocomien, l'étude n'apportera a priori pas ou peu d'information pour les formations de l'Oxfordien et du Trias comme la quantité de données hydrodynamiques pour ces formations est rare voire inexistante sur le secteur. Les données hydrodynamiques des exploitations de géothermie sont actuellement bancarisées années après années par le BRGM et l'ADEME dans la base Sybase.

¹ En fonction des nouvelles acquisitions sur forages réalisés en cours d'étude, une mise à jour des corrélations pourra être proposée la seconde année du projet

Cette analyse sera également complétée par **l'étude des températures initiales des réservoirs et leur évolution en lien avec l'exploitation géothermale à partir des données de diagraphies thermiques, de mesures en fond de forages pour les forages pétroliers et géothermiques, et des mesures faites durant l'enregistrement des chroniques d'exploitation** des ouvrages de géothermie. L'analyse de ces informations se fera en lien avec l'étude géologique. En effet, l'hétérogénéité des formations et la profondeur des formations a un impact sur l'évolution de la température dans le sol. Cette étude permettra d'une part de définir le gradient de température sur la zone, d'identifier d'éventuelles variabilités de ce gradient (en profondeur et spatiale) et de prédire les températures non perturbées du réservoir sur l'ensemble de la zone d'étude. Dans les zones exploitées pour la ressource, le modèle thermo-hydrodynamique (TH) donnera une information sur l'état actuel des températures autour des exploitations à la suite de la calibration des modèles TH (cf. section 1.1.3).

De nouvelles acquisitions pourront être produites à partir des nouveaux ouvrages géothermiques en cours de projet de façon à étayer l'analyse.

L'étude des données de composition géochimique des eaux géothermales pour les différentes formations et réservoirs géothermiques sera conduite afin de dresser une synthèse des connaissances actuelles. Cette analyse se basera sur les éléments recueillis dans la base de données des ouvrages de géothermie (Sybase) et d'éventuels compléments à partir des données de forages pétroliers dans le secteur et ses alentours. A noter, ce travail de recueil a été initié dans le cadre d'un projet avec l'ADEME en 2022 sur le Dogger et Trias et se poursuivra également en 2023 (projet Sybase). Cette analyse pourra bénéficier de nouvelles informations provenant des forages réalisés en cours d'étude sur la zone.

Le Tableau 3 présente un chronogramme prévisionnel pour l'étude hydro-dynamique, thermique et géochimique.

Tableau 3. Chronogramme prévisionnel pour l'étude hydro-thermo, géochimiques

Tâches	T1	T2	T3	T4	T5	T6	T7	T8
Analyse des données hydrodynamiques : chroniques d'exploitation (Dogger majoritairement, Albien et Néocomien), des diagraphies de réservoir et flowmétrie, des essais de production ou d'injection. Lien avec la géologie								
Analyse du champ de température à partir des données de puits, étude géostatistique pour interpolation des données sur la zone d'étude en lien également avec la géologie (profondeur, hétérogénéité)								
Bilan des connaissances sur les compositions géochimiques des fluides à partir des données de puits								
Synthèse et intégration avec autres données géoscientifiques								

1.1.3. Intégration des éléments géoscientifiques et modélisation des réservoirs

La synthèse des connaissances accumulées lors du projet, l'analyse et l'extraction d'informations se fera au travers de **l'intégration des données dans la perspective de qualifier le potentiel géothermique sur la zone d'étude**.

L'intégration se fera de manière qualitative, en intégrant uniquement les données « fiables ». Cette fiabilité étant évaluée en amont du retraitement des données existantes, de l'acquisition et du traitement des données. La quantité de données disponibles, en particulier de lignes sismiques 2D, sur l'Ouest et le Sud parisien est un atout important de la zone d'exploration. La bonne

intégration et la caractérisation de la ressource en dépend fortement. La qualité des données ne peut pas être connue avant les phases d'acquisitions (facteurs externes en jeu par exemple), de traitement et d'interprétation des données. L'étape d'intégration et d'assimilation des données dépend ainsi grandement de la qualité, de la quantité de données, de leur potentiel d'utilisation et de valorisation. Une part d'incertitude est, de fait, associée à cette étape d'intégration et il conviendra de la quantifier au mieux durant les différentes phases du projet.

L'analyse structurale et quantitative des données de sismiques 2D, existantes ou nouvellement acquises durant l'étude géophysique, ainsi que la connaissance et l'analyse de données géologiques, en particulier aux puits mais aussi à partir du travail de corrélation mené dans l'étude géologique, permettront de réaliser un **modèle géologique et structural 3D de la zone considérée pour l'ensemble des formations et aquifères ciblés pour l'exploration des ressources de géothermie profonde**. A noter qu'il existe des modèles géologiques du Dogger, de l'Albien, du Néocomien et de l'Oxfordien à grande échelle (cf. section 1.3.2, Figure 3). Le modèle construit ici devra ainsi permettre de raffiner et mettre à jour la géométrie 3D des enveloppes des formations et des principaux réservoirs ciblés pour l'exploration géothermique. Il devra également préciser la position des failles par rapport à la connaissance actuelle, illustrée seulement en partie dans les modèles existants.

Il est primordial de mettre en cohérence les données issues des différentes études réalisées. En effet et à titre d'exemple, l'intégration et la cohérence entre les données quantitatives issues de l'analyse des données sismiques donnant une information sur la porosité et la connectivité des formations réservoir avec les connaissances de la diagénèse et des propriétés dynamiques issues de l'interprétation de flowmétrique et des chroniques d'exploitation seront particulièrement étudiées. Ces liens entre les différentes disciplines sont cruciaux pour la bonne intégration des données et la compréhension des réservoirs. Des aller-retours entre les métiers (géologues, géophysiciens et hydrogéologues) au cours du projet permettront d'assurer ces liens entre disciplines et d'améliorer la compréhension dès la phase de construction du modèle géologique et ensuite lors de la construction des modèles d'écoulement.

Un logiciel commercial de modélisation sera mis à contribution pour cette phase d'intégration des données. Il sera sélectionné en fonction de la capacité à intégrer l'ensemble des éléments collectés et produits dans le projet.

Le résultat de cette intégration sera dans un premier temps un **modèle géologique structural 3D** de la zone d'étude, comprenant les principales structures réservoirs et accidents géologiques (failles) et les incertitudes associées à la définition de ces ensembles.

Suite à la réalisation du modèle géologique structural, les enveloppes réservoirs seront peuplées en faciès et en propriétés pétrophysiques à partir des informations géoscientifiques 1D, 2D disponibles et de leur interpolation par méthode géostatistiques, il s'agit alors **du modèle de réservoir**.

Le remplissage en propriétés devra fournir un cas de base, un cas optimiste et un cas pessimiste (P10/P50/P90) pour passer ensuite à l'étape suivante : la réalisation du **modèle hydrodynamique et thermique** pour les réservoirs pour lesquels nous avons suffisamment d'informations (i.e. Dogger, Albien et Néocomien).

Posséder un modèle thermique et hydrodynamique (TH) de la zone d'étude est en effet un atout majeur dans la compréhension, l'évaluation et l'estimation de potentiel des ressources géothermiques et la gestion de la ressource en vue de son exploitation. Le passage du modèle géologique 3D à la simulation numérique pour la modélisation d'écoulement et thermique sera réalisé dans le projet grâce au même logiciel commercial de façon à exporter une grille 3D pour

la réalisation de simulations d'écoulement dans les logiciels ComPASS (Beaude et al., 2018) ou MARTHE (Thiéry, 2014), développés en interne au BRGM. Il est important de noter que la modélisation hydro-thermique a aussi besoin de contraintes fortes et de calibration pour pouvoir être utilisé d'une part pour l'estimation du potentiel de développement géothermique et aussi de façon prédictive pour l'exploration ou l'exploitation. Nous proposons ainsi de procéder à des modélisations thermo-hydrodynamiques des formations de l'Albien et du Néocomien ainsi que la formation du Dogger pour lesquelles nous disposons de données dynamiques permettant leur calibration.

Pour les formations de l'Oxfordien et du Trias, seuls des modèles statiques avec des remplissages en propriétés réservoirs pourront être proposées compte tenu du faible nombre de données dynamiques, voire de l'absence de celles-ci pour ces formations. Si le modèle TH n'est pas assez contraint (en particulier pour les géométries de dépôts), l'incertitude associée au modèle sera alors trop forte et l'interprétation des résultats complexes. Les modèles statiques pourront évoluer vers des modèles dynamiques au fur et à mesure de l'acquisition de données à l'issue du projet.

Pour la modélisation TH, on a en particulier besoin de connaître (1) l'hydrodynamique des aquifères et formations concernées (via notamment la caractérisation des perméabilités et transmissivités des formations, de la continuité de faciès réservoirs) et (2) les propriétés thermiques via l'évaluation du gradient de température sur la pile sédimentaire. On possède déjà une bonne connaissance a priori de la température bien que le projet permettra de raffiner cette connaissance sur la zone d'étude via le retraitement des données. Les caractéristiques hydrodynamiques précises des formations présentent quant à elles des incertitudes fortes que les études géophysiques, géologiques et hydrodynamiques permettront de préciser en partie. La modélisation TH permettra de mieux définir ces estimations en les confrontant notamment aux données de terrains lors de la calibration du modèle (e.g. essais de production et d'injection, flowmètrie, chronique d'exploitation, mesures de températures). Des études de sensibilité seront ainsi proposées pour mettre en lumière la variabilité de réponse des modèles TH et les incertitudes inhérentes.

La stratégie de **modélisation TH est de proposer des modèles distincts pour les formations ciblées**. En effet les formations sont bien compartimentées (espacement entre formations de plusieurs centaines de mètres par des formations semi-perméables ou imperméables). Il est donc raisonnable, pour limiter le temps de calcul, de garder une modélisation par formation et de faire les simulations indépendamment les unes des autres. A noter qu'il est techniquement envisageable d'avoir l'ensemble des réservoirs sur un même modèle.

Une quantification de l'incertitude sera proposée, afin de mieux qualifier les résultats de potentiel géothermique d'écoulant des modèles de réservoirs et thermo-hydrodynamiques qui pourraient être produits.

A partir du **modèle géologique structural et des modèles statiques de réservoirs, une estimation de la chaleur en place dans les différentes cibles géothermiques sur la zone de d'étude sera calculée (en Joules)**. Le calcul pourra également être complété par une **estimation des puissances extractibles** à partir d'un doublet géothermique grâce à des hypothèses qui seront précisées (en particulier sur la température de restitution ou les débits d'exploitation). Des estimations P10/P50/P90 seront données pour chaque réservoir et pour chaque calcul à partir de l'analyse des incertitudes menée lors de l'intégration des données. Des **cartographies de chaleur en place, de potentiel géothermique** (au sens de puissance extractibles par m²) **et des principales propriétés des formations** (profondeurs, failles, faciès,

paléo-stratigraphie, porosité, perméabilité, températures) pourront alors être produites. Les incertitudes seront précisées pour chaque propriété.

Tableau 4. Chronogramme prévisionnel pour l'intégration des données géologiques, géophysiques et hydrodynamiques et thermiques

Tâches	T1	T2	T3	T4	T5	T6	T7	T8
Intégration des données géologiques et géophysiques (ponctuelles, 2D ou 3D) au modèle structural et géométrique et du modèle de réservoir (facies, porosité, perméabilité)								
Construction du modèle structural 3D et incertitudes								
Intégration des données hydrodynamiques et thermiques								
Construction des modèles TH								
Analyse du potentiel géothermique et du POS, zones de favorabilité								
Coordination de l'intégration et étude des incertitudes								
Location outil d'intégration et de modélisation géoscientifique								

1.2. SENSIBILISATION À LA GÉOTHERMIE ET ACCOMPAGNEMENT DES OPÉRATIONS

La campagne d'acquisition de données sismiques (installations des capteurs et passage de camions vibreurs autour du 6^{ème} mois du projet et durant quelques semaines, prévus entre M6 à M12 du projet) implique une demande de permis auprès des collectivités à formuler en amont de l'acquisition ainsi qu'une **information et préparation de la population à ce type de campagne**. En effet, le passage des camions suscite légitimement des questions voire des inquiétudes de la part des riverains. Au-delà de cet aspect strictement fonctionnel, **ces campagnes sont l'occasion de sensibiliser les acteurs locaux et les publics aux atouts de la géothermie profonde**. Cela permet de **préparer les projets d'opération à venir mais aussi d'améliorer la qualité des informations que l'on peut avoir sur les besoins en surface en "créant l'envie", suscitant potentiellement l'intérêt d'industriels, d'agriculteurs, de citoyens pour cette énergie**.

Cela répond à l'une des problématiques majeures de développement de grands projets auprès des publics : celle de pouvoir, bien en amont de la mise en place d'une installation, informer et débattre du principe d'un projet avant qu'il ne soit décidé et de sa pertinence pour un territoire donné. Cela permet également de **sensibiliser les différents services des collectivités aux potentiels de la géothermie profonde du territoire**, qui souvent ne sont pas connus ou quantifiés et ne sont à ce titre pas pris en compte dans la planification stratégique et la valorisation des énergies locales.

Le canton de Genève (www.geothermies.ch) et les Pays Bas (<https://scanaardwarmte.nl/english/>) ont ainsi récemment lancé d'importantes campagnes d'exploration accompagnées de processus de médiation scientifique et de participation citoyenne d'envergure (Ruef et al., 2020).

Le contexte d'augmentation des prix du gaz et de l'électricité, en plus de l'urgence climatique, rendent les populations particulièrement sensibles à la présentation d'autres options énergétiques possibles.

Il s'agit donc de se servir de cette campagne comme d'une opportunité pour sensibiliser les collectivités et les publics aux atouts de la géothermie profonde et alimenter le dialogue sur les énergies renouvelables dans la transition. Cela demande un **portage politique fort**, un **ancrage dans les territoires** et donc de **disposer de relais** qui s'investissent

(collectivités qui montent des conférences de presse, relaient les messages sur les réseaux sociaux, communiquent auprès de la presse locale...).

Le territoire de l'Ouest et Sud parisien concerné par cette campagne s'étend sur 1 400 km² et accueille près de 4 500 000 habitants répartis sur 260 communes distribuées dans 4 départements. C'est un territoire très densément urbanisé. Afin que l'accompagnement des opérations techniques soit mené, il doit être pensé dans sa globalité :

- Dans le temps : avant le *permitting* et jusqu'à la présentation des résultats (M0 à M24) ;
- Dans l'espace : sur la globalité du territoire considéré, en lien avec une approche nationale (plan d'action gouvernemental « Géothermie » publié le 2 février 2023) et d'autres terrains d'exploration (campagne de géophysique prévu sur le territoire de Vitrolles – Marignane, réalisation d'un inventaire géothermique profond national). La crédibilité et la légitimité de la campagne viendront de l'affichage clair de la déclinaison régionale d'une ambition portée à l'échelle nationale et de son adéquation avec les objectifs du territoire.
- Ancrée dans le territoire, c'est à dire adaptée au territoire : son histoire avec le sous-sol, ses populations... Disposer de relais locaux est INDISPENSABLE.

Les actions conduites dans cette phase de sensibilisation et de communication autour du projet, de ces actions et des résultats sont présentées en Tableau 5.

Etant donné la légitimité fournie par l'ancrage local dans les actions de communication, le Conseil Régional d'Ile de France contribuera à ces actions aux côtés du BRGM et assurera en particulier la mobilisation des différents acteurs du territoire. Le BRGM s'engage dans la définition des actions de communication à consulter le Conseil Régional d'Ile de France qui pourra être force de proposition.

Tableau 5. Chronogramme prévisionnel pour la sensibilisation, la communication du projet et des résultats et le lien avec la surface

Tâches	T1	T2	T3	T4	T5	T6	T7	T8
Étude territoriale : histoire par rapport au sous-sol, identification des grands acteurs et bons interlocuteurs au sein des structures...								
Construction des instruments en lien avec une agence : <ul style="list-style-type: none"> ■ Identité visuelle et ses déclinaisons ■ Support de communication pour présenter pédagogiquement les atouts de la géothermie aux collectivités et le déroulement de la campagne ■ Site internet 								
A l'occasion du <i>permitting</i>, sensibiliser les collectivités à la géothermie, annoncer les prochaines étapes et mesurer leur investissement <ul style="list-style-type: none"> ■ Rédaction document pédagogique sur géothermie profonde à destination des collectivités ■ Montage site internet dédié ■ Co-organisation avec les collectivités territoriales de réunions d'échanges et de réunions d'information publiques 								
Mobiliser les acteurs sociaux économiques relais (chambres d'agriculture, acteurs économiques) lors d'événements où peuvent être discutés les besoins et potentiels de la géothermie								
Préparer les campagnes d'acquisition sismique : <ul style="list-style-type: none"> ■ Actions auprès de la presse locale (conférence de presse, communiqués, dossier de presse, visites), auprès du grand public, (réunions publiques, réseaux sociaux, si possible présence sur les marchés, écoles...) ■ Rédaction, distribution de flyers (et autre supports) grand public, expliquant le déroulement et les objectifs de la campagne. ■ Dans la mesure du possible, travail avec des organismes scientifiques, de médiation scientifique, les former pour qu'ils servent de médiateurs (sur les marchés, actions autour des géophones, ...). Etude de l'opportunité de mise en place d'actions de recherche participative 								
Interface avec le public durant les jours d'acquisition : ligne téléphonique, réseaux sociaux								
Remerciements à la fin des campagnes et de l'étude (communiqué de presse) ¹								
Valorisation et restitution des résultats : adaptée aux cibles (collectivités, acteurs sociaux-économiques, grand-public)								

1.3. COORDINATION ET GESTION DU PROJET

Le projet est coordonné par le BRGM. Le partenaire du projet est le Conseil Régional de l'Île-de-France. L'implication du partenaire ainsi que des acteurs de la filière et des collectivités est présentée en section 1.3.1.

Tableau 6. Chronogramme prévisionnel pour la coordination du projet

Tâches	Trimestres							
	T1	T2	T3	T4	T5	T6	T7	T8
Coordination du projet interne BRGM								
Suivi du projet et réunions (BRGM, conseil régional Île de France)		*		*		*		*
Suivi et animation avec d'autres acteurs, non partenaires (ADEME, DGEC, industriels, collectivité, acteurs de la filière, ...)								
Gestion des données produites (data management) + production des livrables								

1.3.1. Gouvernance, organisation et partenaires

La gouvernance du Programme est précisée à l'Article 3 infra de la présente convention.



1.3.2. Données utilisées dans le cadre du projet et gestion de la donnée produite en cours de projet

Le projet s'appuiera sur les données disponibles sur le secteur d'étude et ses alentours. En particulier, on s'appuiera sur les données de diagraphies, les coupes géologiques et les échantillons et mesures statiques et dynamiques disponibles sur les ouvrages profonds, de géothermie et pétroliers. Les données de diagraphie numérisées dans le cadre de l'ANR UPGEO seront complétées par la numérisation des données disponibles sur les ouvrages situés à l'ouest de l'Île-de-France. Directement sur la zone d'étude, une trentaine d'ouvrages pétroliers profonds sont présents (13 forages au Dogger ou Jurassique moy et inf, 10 forages au Trias et 11 forages atteignant le socle) et près de 47 ouvrages de géothermie (à l'Albien et Néocomien, au Dogger et au Trias). Dans un rayon de 20 km autour de la zone, on dénombre

plus de 200 ouvrages (géothermie et pétrolier). La Figure 1 présente la localisation des ouvrages dans la zone et ses alentours.

La consultation des carottes et cuttings disponibles chez les industriels du domaine pétrolier et gaziers sera également un élément important pour la compréhension et la caractérisation des réservoirs. Une attention particulière sera donnée aux forages situés à proximité des failles et à proximité ou traversant le sillon marneux du Jurassique.

On dénombre 1 710 km de lignes sismiques datant des années 1982 à 1995 sur le secteur d'étude (Figure 2). Les principales campagnes ont été conduites sur la partie nord-est et centrale de la zone d'étude (PIF) entre 1986 et 1991 et sur la partie la plus à l'est (PL) en 1988. Sur la partie sud de la zone d'étude, on trouve quelques campagnes majeures (PT en 1984, OR en 1985, VG en 1986, VLG en 1989, ORG en 1989 en). Plusieurs campagnes de petites envergures sont également présentes.

Plusieurs modèles géologiques (géométries et faciès) existent sur le secteur d'étude et en Île-de-France. Le projet exploitera en particulier les modèles listés ci-après dont les extensions sont données en **Figure 3** :

- Pour l'Albien et le Néocomien : (1) du modèle géologique et hydrodynamique à l'échelle du Bassin de Paris à la maille 2 km x 2 km d'après (Seguin et al., 2015) donnant des informations sur le toit, mur, épaisseur, transmissivité et température des formations ; (2) du modèle géologique de faciès Petrel à l'échelle du bassin (d'après (Issautier, 2016) projet MOFAC interne au BRGM) et enfin (3) un modèle statique et hydrodynamique en cours de développement dans le cadre de l'ANR Upgeo (travaux de thèses de P. Mas).
- Pour l'Oxfordien : un modèle géologique (toit, mur épaisseur, failles) et de température au centre du Bassin de Paris à la maille de 250 m x 250 m d'après (Caritg et al., 2014).
- Pour le Dogger : (1) du carte 2D de l'Île-de-France issue d'interpolation de puits d'après (Hamm et al., 2017) pour la géométrie, les propriétés hydrodynamique, thermique et géochimique du Dogger ; (2) du modèle 3D statique de faciès, porosité et perméabilité au nord-est de Paris d'extension environ 20 km*20km d'après (Issautier et al, 2013) ; (3) du modèle 3D statique de faciès, porosité et perméabilité issues des travaux de (Thomas, 2022) dans l'ANR Upgeo au sud-est de l'IDF : (4) du modèle statique (faciès, porosité, perméabilité) et dynamique prévue dans le cadre des travaux de thèse M. Catinat (2023).
- Pour le Trias : du modèle géologique 3D (géométrie, faciès, porosité, perméabilité) des formations de Donnemarie et Chaunoy sur l'est parisien (Bouchot, 2008).

Programme exploratoire des ressources de géothermie profonde de l'Ouest et du Sud parisien

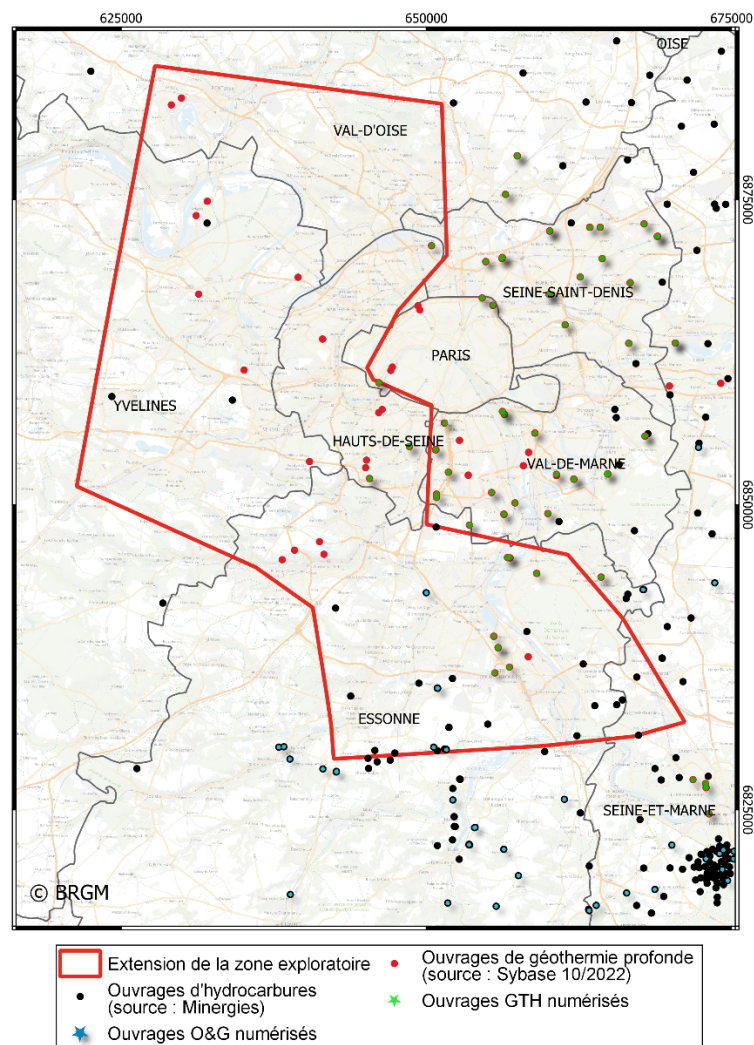


Figure 1. Localisation de la zone d'étude et des ouvrages pétroliers et géothermiques numérisés ou non

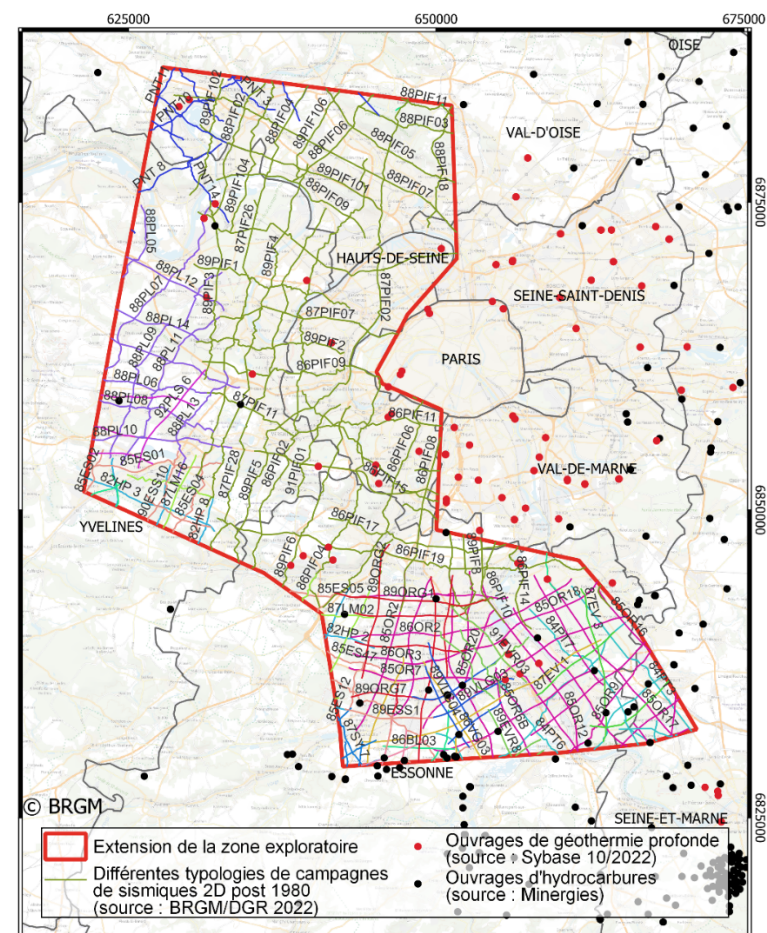
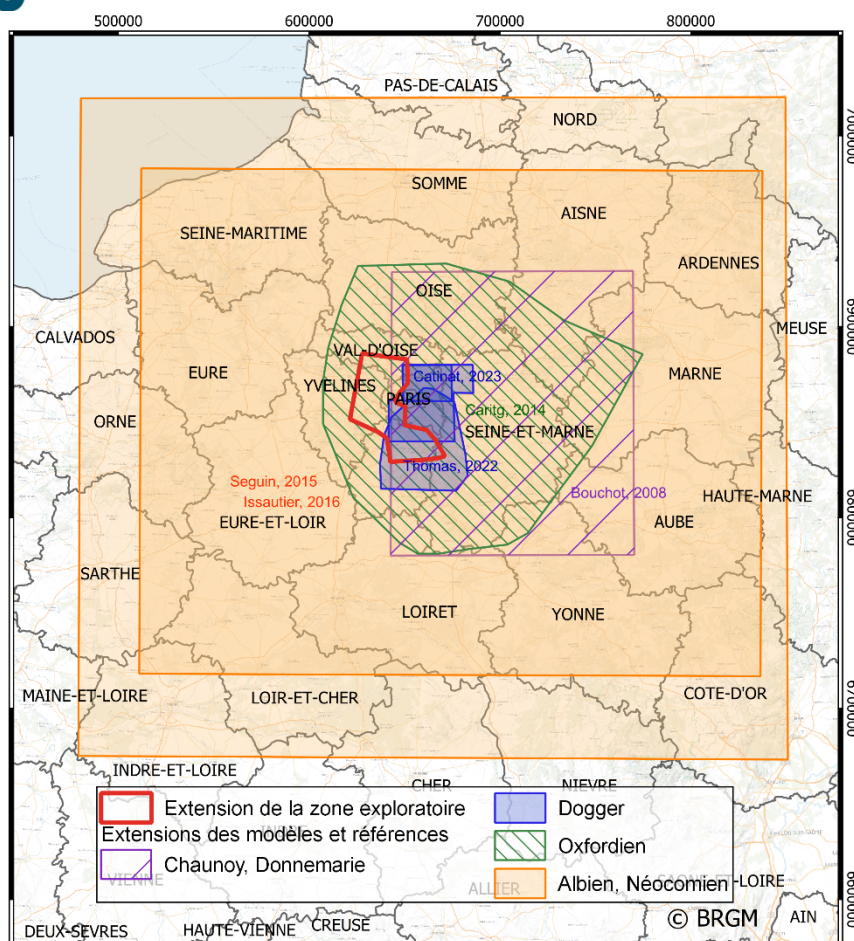


Figure 2. Campagnes sismiques 2D sur le secteur d'étude classés par typologie de campagne



Reference	Cibles	Projet	Contenu	Type	Géologie	Dyna- mique
Seguin, 2015	Albien, Néocomien	Agence de l'eau	Géométries, perméabilité, température	3D MARTHE		OUI
Issautier, 2016	Albien	MOFAC, BRGM	Faciès	3D PETREL	OUI	NON
Caritg, 2014	Oxfordien	ADEME	Géométries, température	3D GDM	OUI	NON
Issautier, 2013	Dogger	Post doc	Faciès, porosité, perméabilité	3D Petrel	OUI	NON
Thomas, 2022	Dogger	ANR Upgeo	Faciès, porosité, perméabilité	3D Petrel	OUI	NON
Catinat, 2023	Dogger	ANR Upgeo	Faciès, porosité, perméabilité	3D Petrel	OUI	OUI
Hamm, 2017	Dogger	ADEME, EIFER	Géométries, perméabilité, température, salinité, densité, viscosité	2D	NON	NON
Bouchot, 2008	Chaunoy, Donnemarie	Clastiq, ADEME	Environnement de dépôt, porosité, perméabilité	3D Petrel	OUI	NON

Figure 3. Localisation des modèles géologiques et hydrodynamiques au niveau des cibles du projet en lien avec la zone d'étude de l'ouest et du sud parisien

Concernant la gestion des données produites et acquises en cours de projet, elles seront mises à disposition des acteurs du projet et plus généralement des acteurs de la filière de

géothermie profonde en Île-de-France (professionnels de la géothermie, autorités, collectivités, etc.).

Les données produites seront bancarisées dans les bases de données existantes du BRGM à savoir la base de données des ouvrages du sous-sol et ses bases associées (BSS, LogISO, Dialog, BSS eau), les bases de données géophysiques (Minergies), le site de références de centre de ressources géoscientifiques du BRGM infoterre et le site de référence du BRGM et de l'ADEME www.geothermies.fr et son espace cartographique associée pour la diffusion des cartes produites au grand public.

Des relais des rapports et éléments de communications produits pourront se faire sur les sites des partenaires du projet (ADEME et Région Île-de-France).

1.4. RÉSULTAT FINAL DU PROGRAMME

Les livrables sont indiquées à l'article 4.1 de la convention. Sont présentés ci-après les principaux résultats attendus à l'issue du Programme :

- Analyses des données géophysiques disponibles existantes et nouvellement retraitées et des acquisitions faites de sismiques 2D et d'EM, analyses quantitatives des données de sismiques ;
- Analyses des éléments géoscientifiques, en particulier les corrélations stratigraphiques et sédimentologiques, les mesures pétrophysiques sur échantillons (carottes), les analyses minéralogiques et l'analyse de la diagénèse, l'interprétation et du pointé des horizons géologiques et des failles sur le secteur d'étude et pour l'ensemble de la pile sédimentaire ;
- Intégration des résultats dans le modèle structural et géologique 3D (principales enveloppes réservoirs et failles) et incertitudes associées ;
- Etat des lieux et analyses des données thermiques, chimiques et hydrodynamiques dans le secteur d'étude ;
- Capitalisation et analyses complémentaires des données géologiques existantes en particulier les données de forage interprétées et digitalisées sur l'ensemble du site d'étude, les mesures sur échantillons, les corrélations stratigraphiques des différentes formations ciblées ;
- Eléments de communication sur la campagne d'acquisition et sur la géothermie profonde, et sur les résultats du projet en fonction des différents cœurs de cibles du projet ;
- Intégration de l'ensemble des éléments pour la construction de modèles de réservoir (remplissage en faciès et propriétés pétrophysiques) pour les formations de l'Albien et du Néocomien, du Dogger
- Création de modèles dynamiques d'écoulement des réservoirs du Dogger et de l'Albien-Néocomien ;
- Estimation du potentiel géothermique par formation et des zones de favorabilités et les analyses des incertitudes associées.

ANNEXE 2. PROGRAMME D'ACQUISITION ET DE TRAITEMENT DES DONNÉES SISMIQUES DE L'ADEME

1. DÉTAILS ET OBJECTIFS DES PRESTATIONS

1.1. LOT 1 : ACQUISITION DE DONNÉES SISMIQUES OUEST ET SUD PARISIEN

L'exploration pétrolière du Bassin parisien dans les années 80 a permis l'acquisition d'une grande quantité de profils sismiques 2D (Figure 4). Ces lignes recouvrent la zone d'étude de manière quasi uniforme mais certains trous peuvent être observés. Par ailleurs, la qualité des données acquises dans les années 80 ne permet pas toujours d'effectuer une interprétation quantitative permettant de caractériser les propriétés pétrophysiques du réservoir. L'acquisition de nouvelles données modernes ayant une couverture plus importante et un contenu fréquentiel plus large est donc indispensable pour passer d'une interprétation purement géométrique et structurelle des réflexions à une interprétation quantitative. L'objectif du lot 1 est donc d'acquérir des données modernes sur la zone d'étude.

Le lot 1 se décompose en deux phases qui seront de la responsabilité du titulaire :

- Phase 1 : Permitting et indemnités éventuelles
- Phase 2 : Mobilisation/démobilisation du matériel et acquisition des données sismiques

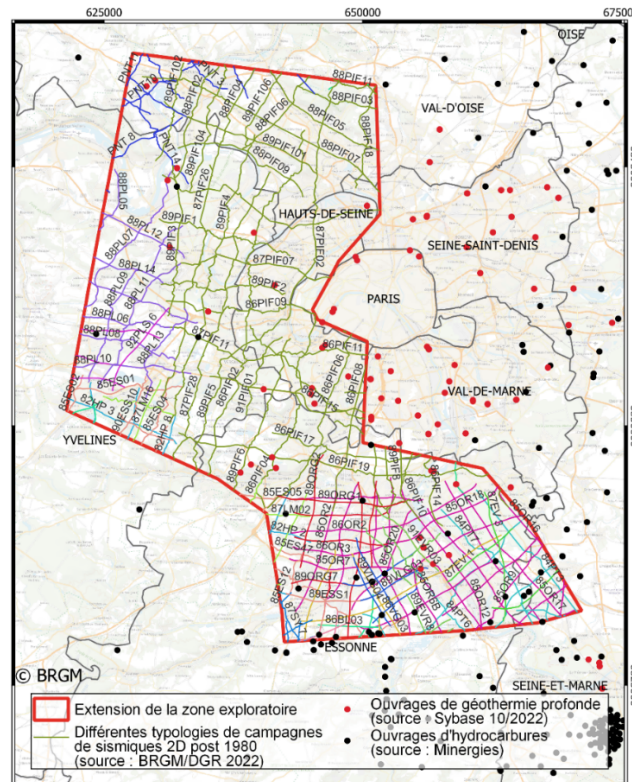


Figure 4: Campagnes sismiques 2D sur le secteur d'étude classés par typologie de campagne

1.2. LOT 2 : TRAITEMENT DES DONNÉES ANCIENNES ET RÉCENTES OUEST ET SUD PARISIEN

Le **traitement des données de sismique réflexion** est une étape majeure du projet qui permettra de lever les incertitudes relatives aux géométries des formations i.e. définir la position précise des toits et murs des principaux réservoirs et leurs épaisseurs, la position des failles et leur rejeu. Le **traitement devra être à amplitude préservée pour permettre de faire une interprétation quantitative** de la donnée sismique (Lot 3). Dans le secteur du projet, les lignes à retraiter seront définies en fonction de leur qualité et de leur aptitude à lever les incertitudes. Ces lignes correspondront à une portion plus ou moins importante des quelques 1 710 km de lignes se trouvant dans la zone, voire leur extension au-delà de la zone pour permettre l'intersection de forages de référence pour la calibration ou permettre d'imager des structures géologiques (e.g. failles, sillon marneux). Pour valider la méthodologie, une première partie forfaitaire consistera à retraiter une petite partie des données disponibles sur le secteur d'étude. Il s'agira ainsi de retraiter quelques transects sur la zone de l'ordre de 2 lignes en longueur (N-S) et de 4 lignes en largeur (E-W) correspondant à environ 300 km de lignes à retraiter (cf. tracés prévisionnels des lignes à retraiter en figure 2). Le retraitement des lignes sismiques 2D sera complété par le traitement de profils sismiques verticaux (VSP) présents sur la zone afin d'améliorer la calibration de la sismique aux puits (une dizaine de VSP sont disponibles sur le secteur d'étude).

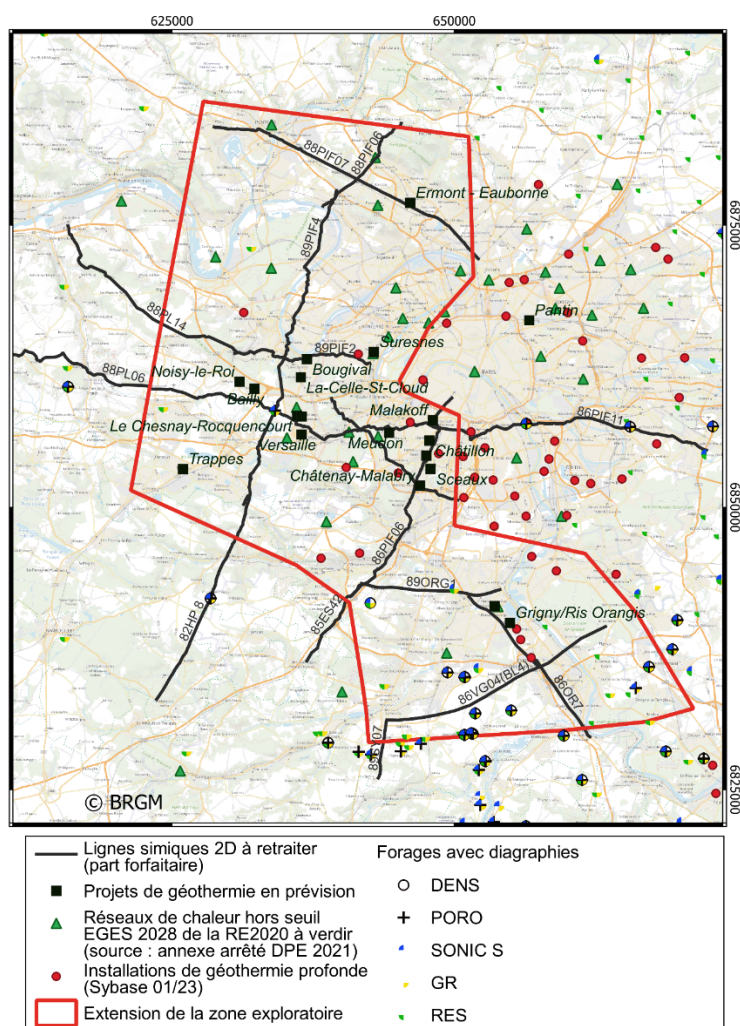


Figure 5 : Lignes sismiques à traiter dans la partie forfaitaire du Lot 2

En fonction des résultats de cette première phase, si le retraitement des données a permis de lever de façon significative les incertitudes sur un ou plusieurs réservoirs ciblés, il sera alors possible d'engager une seconde phase de retraitement des données via une partie unitaire (figure 3).

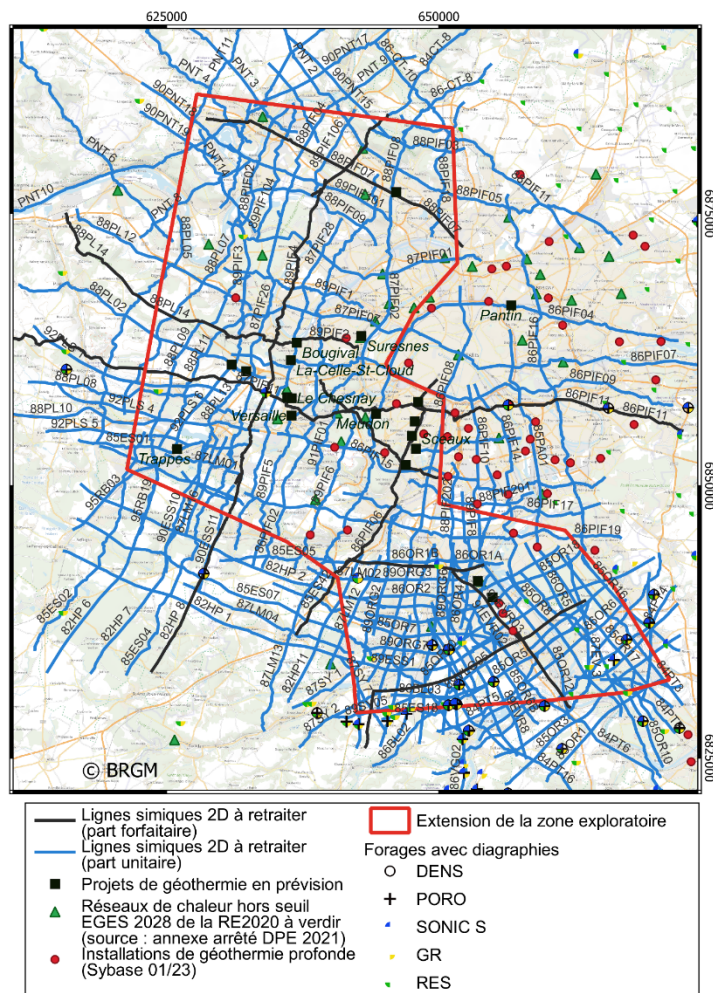


Figure 6 : Lignes sismiques dans la partie unitaire et forfaitaire du retraitement lot 2, Ouest et Sud parisien

Le choix des lignes proposé sera précisé en fonction des disponibles des lignes 2D et de la qualité des données et des paramètres d'enregistrement. Le choix se fera également en fonction des cibles exploratoires de géothermie « court termes » en lien avec les projets identifiés avec l'ADEME et la filière dans les années à venir (cf. Figure 7).

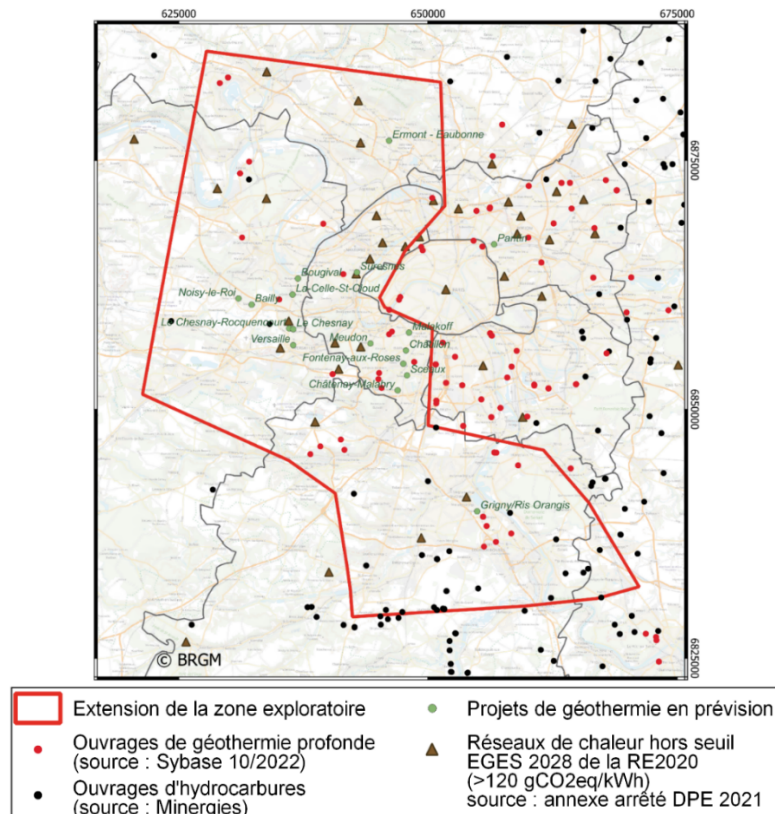


Figure 7: Localisation des projets avancés, en cours d'étude ou en prévision (source ADEME IDF et filière)

Le traitement des **données récentes acquises dans le cadre du Lot 1** fait aussi partie de ce lot. La longueur totale dépendra de la quantité de données acquises.

Ce lot sera donc scindé en quatre parties, deux forfaitaires et deux unitaires :

1. Retraitement des données anciennes de sismique de surface (300 km forfaitaire)
2. Traitement de VSP dans la zone d'étude pour obtenir les information temps/profondeur (10 VSP forfaitaire)
3. Traitement des données récentes (unitaire, nombre de km dépendant de l'acquisition du Lot 1 et par tranche unitaire de 20 km jusqu'à 300 km)
4. Retraitement des données anciennes (unitaire de 100 km avec un maximum de 1500 km)

Les lignes sismiques proposées au retraitement (la sélection se fera avant le début du projet) sont identifiées dans le chapitre **Error! Reference source not found.**

1.3. LOT 3 : INTERPRÉTATION QUANTITATIVE

Ce lot a pour but de permettre d'extraire des données sismiques traitées, les caractéristiques pétrophysiques des différents réservoirs. Cette étape peut apporter des informations sur la porosité, la perméabilité, les volumes d'argile, (Allo et al., 2021 ; Capar et al., 2021). Cette analyse se fera en lien avec l'étude des diagraphies de forages qui donne une information sur les paramètres pétrophysiques (e.g. porosité) et élastiques (e.g. vitesses des ondes sismiques) des formations. Ces données de diagraphie sont nécessaires pour mener cette analyse (calibration des données pétrophysiques en un point, lien entre porosité et impédance acoustique pour les lithologies du réservoir, identification des minéraux composant le réservoir). La construction du modèle pétro-élastique à partir des diagraphies fait partie de ce lot.

Le lot est scindé en cinq parties, deux parties forfaitaire et trois parties unitaires.

1. Forfaitaire, Interprétation quantitative de la partie forfaitaire du Lot 2 (i.e. 300 km de données anciennes). Cette partie intègre la création du modèle pétro-élastique pour la zone d'étude de l'Ouest et du Sud parisien.
2. Unitaire, interprétation quantitative des données acquises du Lot 1 (300 km maximum) par tranche de 20 km.
3. Unitaire, interprétation quantitative des données anciennes traitées dans le Lot 2 (jusqu'à 1500 km par tranche de 100 km).

Le modèle pétro-élastique déterminé dans la partie 1 sera utilisé pour les parties 2 et 3.

2. LIVRABLES

Les prestataires du Lot 1 fourniront les livrables suivants :

- Rapports des tests effectués avant le début de la production
- Plan d'implantation des profils réalisés (source, récepteurs, CMP)
- Données sismiques terrain corrélées et non corrélées
- Les rapports journaliers de l'observers
- Données sismiques terrain corrélées (shot identified) avec application de la géométrie complète, triées en point de tir
- Rapport de synthèse globale de la campagne.
- Fichiers SPS

Les prestataires du Lot 2 fourniront les livrables suivants :

- CMP/CDP Post-Migration au plan de référence final (final datum) (sans NMO, sans Mute) temps/profondeur
- CMP/CDP Post-Migration au plan de référence final (final datum) (avec NMO, sans Mute) temps/profondeur
- 3 angle stacks de la migration pre-stack en temps
- 3 offset stacks de la migration pre-stack temps : near, middle, far,
- Migration pré-stack en temps/profondeur
- Migration pré-stack finale avec post-traitement (et avec un "spike" illustrant le floating datum) en temps/profondeur
- Modèle de vitesse de la PSTM
- Modèle de vitesse de la PSDM (temps/profondeur)
- Angle mute en profondeur
- Stretch mute en temps
- Mute final en temps
- Rapport de traitement
- Coordonnées des géophones et points de tir (x, y, z) et fichier de géométrie
- Tir sismique brut, avec la géométrie (identified shot record) (si non fourni par l'ADEME)
- Les différentes corrections statiques et/ou d'amplitudes (surface consistante) appliquées

Les prestataires du Lot 3 fourniront les livrables suivants :

- Modèle de physique des roches
- Sections des différentes propriétés pétrophysiques créées durant le projet (porosité, etc..)
- Modèle d'impédance initial et issue de l'inversion
- Interprétation

- Rapport décrivant le workflow d'analyse des données (modèle de physique des roches, résultats de calibrations des puits, interprétation quantitative des lignes sismiques)